



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture  
et du Développement rural

# Rapport d'activité 2005

Mars 2006



# SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>I-1</b>
	A. L'agriculture dans l'économie nationale .....	I-1
	B. L'année 2005 sur le plan agricole.....	I-4
	1. L'année 2005 sur le plan climatique .....	I-4
	2. La situation des prix des produits agricoles en 2005 .....	I-4
	3. La politique agricole commune en 2005.....	I-5
	4. La réorganisation des organisations d'élevage actives dans le domaines des contrôles de performance, de la sélection et des prestations de de services spécialisés en élevage bovin et porcin.....	I-5
	C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise .....	I-5
	D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques .....	I-7
	E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA); le revenu agricole en 2005 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs).....	I-8
	1. La production végétale .....	I-10
	2. La production animale .....	I-13
	3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole .....	I-14
	4. Les consommations intermédiaires .....	I-14
	5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise .....	I-14
	F. La situation économique des exploitations agricoles .....	I-23
	1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques .....	I-23
	2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole .....	I-26
<b>II.</b>	<b>LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE.....</b>	<b>II-1</b>
	A. La division des relations extérieures et des marchés agricoles .....	II-2
	B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles.....	II-2
	C. La division des comptes économiques et des statistiques agricoles .....	II-5
<b>III.</b>	<b>L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE .....</b>	<b>III-1</b>
	A. La politique agricole commune en 2005.....	III-1
	1. Les décisions majeures .....	III-1
	2. Les négociations commerciales internationales .....	III-4
	3. Les réunions informelles .....	III-4
	B. Les autres décisions du Conseil en 2005.....	III-4
	1. L'importation de sucre des Balkans .....	III-4
	2. La Cinquième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) – Conclusions du Conseil .....	III-4
	3. Le financement de la PAC .....	III-5
	4. La gestion des risques.....	III-5
	5. La féculé de pommes de terre .....	III-6
	6. Les forêts – Plan d'action de l'UE – Conclusions du Conseil .....	III-6
	7. L'adhésion de l'UE à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales .....	III-6
	8. Les encéphalopathies spongiformes – Prolongation de mesures transitoires .....	III-6
	9. L'accord riz CE – Etats-Unis .....	III-7

10. Les œufs – normes de commercialisation.....	III-7
11. Le mode de production biologique de produits agricoles .....	III-7
12. L'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux.....	III-7
13. L'orientation stratégique pour le développement rural .....	III-8
14. Les vins argentins .....	III-8
15. Les mesures exceptionnelles de soutien du marché .....	III-9
16. L'organisation commune des marchés dans le secteur du houblon.....	III-9
17. L'organisation commune des marchés dans le secteur des semences .....	III-9
18. Les meures forestières dans le cadre de la politique de développement rural.....	III-9
19. La fièvre aviaire .....	III-10
20. L'accord Vin CE – Etats-Unis .....	III-10
21. La modification de l'OCM vin.....	III-10
22. L'UE/Thaïlande – Modification de concessions applicables au riz .....	III-11
23. Les régions ultrapériphériques de l'UE – Mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture.....	III-11
24. Les relations avec la Bulgarie et la Roumanie – Concessions commerciales pour certains vins .....	III-12

#### **IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG .....IV-1**

A. Le régime de paiement unique .....	IV-1
B. Le secteur végétal .....	IV-4
1. La prime aux protéagineux.....	IV-4
2. L'aide aux cultures énergétiques.....	IV-4
3. Le paiement à la surface de fruits à coque .....	IV-5
C. Le secteur animal .....	IV-5
1. Les primes "Animaux" .....	IV-5
2. Le lait et les produits laitiers .....	IV-6
a) Le régime des quotas laitiers.....	IV-6
b) L'application du régime des quotas laitiers en 2005.....	IV-7
c) La situation structurelle du secteur laitier .....	IV-9
d) L'allocation de quantités de référence supplémentaires.....	IV-11
e) Le pool national .....	IV-11
f) Les transferts de quotas .....	IV-11
g) Le régime d'aide au lait scolaire .....	IV-12
h) Le régime d'aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif .....	IV-13
i) Les autres régimes d'aides.....	IV-13
D. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées .....	IV-13
E. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel au bénéfice des agriculteurs, des horticulteurs et des pépiniéristes .....	IV-15

#### **V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE PAR LE FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA) .. V-1**

A. La section garantie .....	V-1
B. La section orientation .....	V-1

#### **VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL .....VI-1**

A. Les aides aux exploitations individuelles.....	VI-1
B. Les aides aux collectivités agricoles .....	VI-1

C. La description succincte des projets .....	VI-1
D. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2005 .....	VI-9
E. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale.....	VI-9
<b>VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL.....</b>	<b>VII-1</b>
A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC).....	VII-1
B. L'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.....	VII-5
1. Le contexte général .....	VII-5
2. La zone éligible.....	VII-5
3. Les relations publiques .....	VII-5
4. Les mesures éligibles et leur mise en œuvre financière.....	VII-5
C. L'initiative communautaire LEADER+ au Luxembourg.....	VII-9
1. Le contexte général .....	VII-9
a) Les objectifs et les grandes lignes du programme national LEADER+ .....	VII-9
b) La zone éligible à LEADER+ .....	VII-9
2. La mise en œuvre financière et technique.....	VII-10
3. L'actualisation de l'évaluation à mi-parcours .....	VII-10
4. Les relations publiques .....	VII-10
5. Les projets pilotes lancés en 2005 .....	VII-11
6. Les projets de coopération – volet 2.....	VII-11
7. Les activités du réseau national LEADER+ .....	VII-11
<b>VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX.....</b>	<b>VIII-1</b>
A. Les opérations préparatoires au remembrement .....	VIII-1
B. Les travaux de relotissement parcellaire .....	VIII-2
1. L'ouverture des opérations .....	VIII-2
2. La classification des terres .....	VIII-2
3. L'étude d'impact.....	VIII-3
4. L'élaboration du projet de relotissement.....	VIII-3
5. Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires .....	VIII-3
6. La rédaction de l'acte (notarié) de remembrement .....	VIII-4
C) Les travaux connexes au remembrement .....	VIII-4
D) La participation financière des propriétaires aux travaux connexes.....	VIII-5
<b>IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE.....</b>	<b>IX-1</b>
A. La division du génie rural .....	IX-1
1. Les constructions rurales.....	IX-1
a) L'élaboration des plans et devis de bâtiments d'exploitations agricoles .....	IX-1
b) L'exécution de la loi agraire .....	IX-1
2. Les conduites d'eau .....	IX-2
3. Le drainage de terres agricoles humides.....	IX-3
4. La voirie rurale et viticole .....	IX-3
5. Les assainissements réalisés pour le compte des communes.....	IX-3
6. Les pistes cyclables.....	IX-3
7. Le développement rural .....	IX-3
8. Les cours d'eau non navigables ni flottables .....	IX-3
9. La météorologie .....	IX-3
10. Le service agri-environnement .....	IX-4
a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles .....	IX-4

b) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CEE) 2078/92 et du règlement (CEE) 1259/99 .....	IX-5
B. La division agronomique .....	IX-7
1. La production animale .....	IX-7
2. La production végétale .....	IX-8
a) Le contrôle et la certification des semences .....	IX-8
b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles .....	IX-8
c) L'amélioration de la production fourragère .....	IX-9
3. La protection des végétaux .....	IX-10
a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux .....	IX-10
b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation .....	IX-12
c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation .....	IX-12
d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques .....	IX-13
e) L'agriculture biologique .....	IX-13
4. Le service de l'horticulture .....	IX-15
a) L'engagement au niveau international .....	IX-15
b) Le service au niveau national .....	IX-16
c) L'apiculture et la marque nationale du miel .....	IX-16
5. Le service de la mutualité agricole .....	IX-17
C. L'unité de contrôle .....	IX-17
D. La division des laboratoires de contrôle et d'essais .....	IX-18
1. Le service de pédologie .....	IX-18
a) La cartographie des sols .....	IX-18
b) Les analyses de sols .....	IX-18
2. Le service d'analyse des fourrages .....	IX-19
3. Le service de chimie et de recherche de résidus .....	IX-21
4. Le service de microbiologie et de biochimie .....	IX-24
a) Le contrôle des aliments pour animaux .....	IX-24
b) Le contrôle des semences .....	IX-24
c) L'analyse du lait et des produits laitiers .....	IX-24
d) L'analyse des céréales et des farines .....	IX-25
e) L'analyse microbiologique des eaux d'abreuvement et des boues d'épuration .....	IX-25
f) L'élaboration et la coordination du Plan National pour la Promotion de la Qualité .....	IX-25
g) Autres activités .....	IX-25
5. Le service de contrôle du lait cru .....	IX-26
6. La Marque nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises .....	IX-27

## **X. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES .....X-1**

A. Introduction .....	X-1
B. L'Administration des Services Vétérinaires .....	X-1
C. La situation sanitaire .....	X-2
1. La peste porcine classique .....	X-2
2. L'ESB .....	X-4
3. La fièvre aphteuse .....	X-7
4. La rage .....	X-7
5. La tuberculose .....	X-8
6. La brucellose .....	X-8
7. La leucose bovine enzootique .....	X-8
8. L'I.B.R. ....	X-9
9. La para-tuberculose .....	X-9
10. La maladie d'Aujeszky .....	X-10

11. La maladie vésiculeuse du porc .....	X-10
12. La maladie hémorragique des lapins .....	X-10
13. La maladie de Visna-Maedi chez le mouton .....	X-11
14. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire) .....	X-11
15. La maladie de Newcastle ou pseudopeste aviaire .....	X-12
16. La tuberculose aviaire .....	X-12
17. La leucose aviaire .....	X-12
18. La laryngo-trachéite infectieuse .....	X-12
19. La psittacose .....	X-12
20. La varroase .....	X-13
21. La loque américaine .....	X-13
22. L'échinococcose .....	X-13
D. La sécurité alimentaire .....	X-13
1. Le contrôle des établissements .....	X-14
2. Le contrôle de l'étiquetage .....	X-15
3. L'autocontrôle des établissements .....	X-16
4. Les animaux de boucherie .....	X-16
E. La cellule de concertation Agriculture – Santé .....	X-17
F. Les mouvements internationaux .....	X-18
1. Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux .....	X-18
2. Le pacage .....	X-22
a) Le pacage en zones étrangères de bétail luxembourgeois .....	X-23
b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger .....	X-23
G. Le bien-être des animaux .....	X-23
H. Le clos d'équarrissage .....	X-24
I. La transposition en droit national des directives CE en 2005 .....	X-24
J. Le Laboratoire de médecine vétérinaire .....	X-25
K. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande .....	X-37
1. La recherche de Salmonella chez le cheptel ou l'exploitation par culture .....	X-37
2. La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche .....	X-37
3. Les examens bactériologiques des carcasses suspectes dites "d'abattage d'urgence" .....	X-37
4. La recherche de résidus .....	X-38

## **XI. LA SYLVICULTURE.....XI-1**

A. Généralités .....	XI-1
1. La certification des forêts .....	XI-1
2. Le plan de développement rural .....	XI-2
3. Le projet Interreg IIIb "Proholz-Probois" .....	XI-2
a) Les Routes du Bois .....	XI-3
b) Le bois dans la construction à basse consommation en énergie .....	XI-4
4. Le programme forestier national .....	XI-5
5. Le matériel forestier de reproduction .....	XI-5
a) Loi concernant la production et la commercialisation des matériaux forestiers de reproduction .....	XI-5
b) Projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition .....	XI-7
6. La participation au groupe "EUFORGEN" .....	XI-9
7. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau .....	XI-12
8. La commercialisation du bois de trituration .....	XI-12
9. Le bois-énergie .....	XI-12
B. Les cantonnements forestiers .....	XI-14
1. L'exploitation des bois .....	XI-14
2. La vente de bois .....	XI-15

3. Les aides .....	XI-15
4. Le cantonnement de Diekirch .....	XI-17
a) Généralités .....	XI-17
b) L'exploitation des coupes .....	XI-17
c) La vente de bois .....	XI-17
d) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-17
e) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-18
f) La voirie forestière .....	XI-18
g) L'agrandissement du domaine forestier .....	XI-18
h) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-18
i) La forêt privée .....	XI-19
j) Les dégâts de gibier .....	XI-19
k) La peste porcine: centres de collecte pour gibier .....	XI-19
l) La forêt, lieu de loisir .....	XI-19
5. Le cantonnement de Grevenmacher .....	XI-19
a) L'exploitation des coupes .....	XI-19
b) La vente de bois .....	XI-20
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-20
d) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-20
e) Les pépinières .....	XI-20
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-20
g) La voirie forestière .....	XI-20
h) Les travaux subventionnés .....	XI-21
i) Les dégâts de gibier .....	XI-21
j) La forêt, lieu de loisir .....	XI-21
6. Le cantonnement de Luxembourg-Est .....	XI-21
a) L'exploitation des coupes .....	XI-21
b) La vente de bois .....	XI-22
c) L'utilisation du bois en tant que source d'énergie .....	XI-22
d) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-23
e) Les pépinières .....	XI-23
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-23
g) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-23
h) Les dégâts de gibier .....	XI-24
i) La forêt, lieu de loisir .....	XI-24
7. Le cantonnement de Luxembourg-Ouest .....	XI-24
a) L'exploitation des coupes .....	XI-24
b) La vente de bois .....	XI-25
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-25
d) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-25
e) Les travaux d'amélioration .....	XI-25
f) La voirie forestière .....	XI-25
g) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-25
h) La forêt privée .....	XI-26
i) Les dégâts de gibier .....	XI-26
j) La forêt, lieu de loisir .....	XI-26
8. Le cantonnement de Mersch .....	XI-26
a) L'exploitation des coupes .....	XI-26
b) La vente de bois .....	XI-26
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-27
d) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-27
e) Les pépinières .....	XI-27
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-27
g) La voirie forestière .....	XI-27
h) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-27
i) Les dégâts de gibier .....	XI-27
9. Le cantonnement de Wiltz .....	XI-28



a) L'exploitation des coupes .....	XI-28
b) La vente de bois .....	XI-28
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-29
d) Les régénérations, plantations et travaux de culture .....	XI-29
e) Les pépinières .....	XI-29
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-30
g) La voirie forestière .....	XI-30
h) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-32
i) La forêt privée .....	XI-32
j) Les dégâts de gibier .....	XI-32
k) La forêt, lieu de loisir .....	XI-33
C. Le Service de l'Aménagement des bois et de l'Economie forestière .....	XI-33
1. L'aménagement forestier .....	XI-33
a) L'aménagement de la forêt communale de Wormeldange (71 ha) .....	XI-33
b) Le Plan simple de gestion de la forêt communale de Sanem (71 ha) .....	XI-34
c) Les Plans simples de Gestion en forêt privée .....	XI-34
2. Les inventaires forestiers d'aménagement .....	XI-34
3. La cartographie d'aptitude stationnelle .....	XI-37
4. Les travaux en relation avec l'Inventaire Forestier National .....	XI-41
5. La constitution d'un réseau de réserves forestières intégrales .....	XI-47
a) La réserve forestière intégrale "Betebuerger Bësch" .....	XI-47
b) La réserve forestière intégrale "Enneschte Bësch" à Bertrange .....	XI-49
c) Le projet de réserve forestière intégrale "Pëttenerbësch" à Mersch/Pettingen .....	XI-49
d) La réserve forestière intégrale "Laangmuer" au "Gréngewald" .....	XI-50
e) Le projet de réserve forestière intégrale "Grouf" à Remerschen .....	XI-51
f) Le projet de réserve forestière intégrale "Manternacher Fiels" à Manternach .....	XI-51
g) Le projet de réserve forestière intégrale "Saueruecht" à Beaufort .....	XI-52
h) Le projet de réserve forestière intégrale "Réif" à Wellenstein .....	XI-53
i) Le projet de réserve forestière intégrale "Schnellert" à Berdorf/Consdorf .....	XI-53
j) Autres activités dans le domaine du projet "Naturbësch" .....	XI-54
k) Autres projets de réserves forestières intégrales (RFI) en cours .....	XI-54
6. Le développement d'un circuit didactique pour la réserve naturelle forestière du "Strombiërg" .....	XI-54
7. Les données sur les arbres remarquables .....	XI-55
8. La collaboration avec l'ONF dans le domaine de la gestion des peuplements irréguliers feuillus .....	XI-56

## **XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE.....XII-1**

A. La récolte 2005 .....	XII-1
B. Le marché du vin 2004/2005 .....	XII-2
1. Les importations .....	XII-2
2. Les exportations de produits viticoles indigènes .....	XII-2
3. Les réexportations .....	XII-2
4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2005 .....	XII-3
5. La vente de vins à l'intérieur du pays .....	XII-3
C. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles .....	XII-3
D. La prime à l'abandon définitif de superficies viticoles .....	XII-4
E. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles .....	XII-4
F. Le site Internet de l'Institut viti-vinicole .....	XII-5
G. Le site Internet pour l'amélioration de la transparence des traitements phytosanitaires par hélicoptère .....	XII-5
H. Le système d'information géographique .....	XII-6
I. Le sondage .....	XII-6
J. La formation continue et la vulgarisation .....	XII-6

K. Les essais viticoles.....	XII-7
L. La structure du vignoble luxembourgeois.....	XII-7
1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations .....	XII-7
2. Le nombre d'exploitations et la superficie cultivée par classes de grandeur en 2005 .....	XII-8
3. L'âge des chefs d'exploitation en 2005.....	XII-8
4. La répartition de la superficie.....	XII-8
5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail .....	XII-8
6. Les exploitations et parcelles par localité viticole .....	XII-9
M. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole.....	XII-9
N. Le département de l'œnologie .....	XII-10
O. La viticulture dans l'Union Européenne .....	XII-12
1. La distillation de crise .....	XII-12
2. La distillation alcool de bouche.....	XII-12
3. Les nouvelles pratiques œnologiques .....	XII-12
4. La mesure du titre alcoométrique des vins par densimétrie électronique.....	XII-13
5. La réforme de l'O.C.M. Vin .....	XII-13
6. L'Accord entre l'UE et les Etats-Unis sur le commerce des vins .....	XII-13
P. La marque nationale du vin luxembourgeois.....	XII-14
1. La commission de gérance.....	XII-15
2. La commission de dégustation – le service technique .....	XII-16
3. Les activités auxiliaires.....	XII-18
Q. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2005 .....	XII-18

## ANNEXES STATISTIQUES

- Statistiques agricoles
- Statistiques viticoles

# **I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE**

## **A. L'agriculture dans l'économie nationale**

Selon le STATEC, la reprise de l'économie luxembourgeoise observée en 2004 s'est poursuivi en 2005. Les données du deuxième semestre 2005 en particulier montrent un renforcement général de l'activité économique.

L'indice des prix à la consommation (IPCN) devrait augmenter en 2005 de 2,5% par rapport à 2004. Dans cet indice, les produits pétroliers sont un facteur inflationniste (flambée des prix des produits pétroliers en 2005) alors que les biens manufacturés, de plus en plus fabriqués dans les pays à bas salaires ont une influence déflationniste.

L'emploi reste bien orienté. L'emploi total intérieur progresse de 3,1% en 2005 par rapport à 2004 et atteint 310.300 personnes. Le chômage montre toujours une tendance à la hausse. Il atteint le niveau de 4,7% en 2005, alors qu'il se situait à 4,2% en 2004.

Le produit intérieur brut (PIB) en valeur augmente en 2005 de 7,6% par rapport à 2004 et atteint 27.610 milliards d'euros. La croissance du PIB en volume (obtenu en neutralisant les effets de variation des prix) est de 4,5 % en 2005 par rapport à 2004.

Les branches qui ont contribué nettement à la reprise en 2005 sont le secteur financier et le secteur des services aux entreprises. Le commerce et la construction ont connu en 2005 une évolution plus mitigée. L'industrie luxembourgeoise, après un premier semestre difficile, a connu un renforcement de l'activité au cours du deuxième semestre 2005.

Les prévisions pour 2006 sont assez favorables. Une croissance du PIB en volume de 4,0% est prévue. Les principaux facteurs à la base du léger ralentissement par rapport à 2005 seraient un dynamisme moins prononcé dans le secteur financier et des dépenses publiques légèrement freinées (investissements surtout).

L'analyse des chiffres par branche d'activité de la comptabilité nationale provenant du STATEC permet de fournir des indications sur l'importance relative de l'agriculture dans l'économie. Dans l'analyse par branches d'activité, l'agriculture est regroupée avec la chasse, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture (sections A et B de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)). En 2004, la valeur ajoutée du secteur primaire s'élevait à 125 millions d'euros alors que celle de l'ensemble de l'économie s'élevait à 22.615,6 millions d'euros. Le secteur primaire ne représente donc que 0,6% de l'ensemble de l'économie en termes de valeur ajoutée brute. La part décroissante de l'agriculture comme de l'industrie dans l'économie au cours des dernières années est due au développement du secteur des services et spécialement du secteur des activités financières et de services aux entreprises.

La part de la main-d'œuvre agricole dans l'emploi total se situe en 2004 autour de 3,9%. Ce pourcentage a également évolué à la baisse au cours des dernières années. Malgré le ralentissement de l'activité économique au cours des dernières années, l'emploi total n'a cessé d'augmenter en chiffres absolus, alors que l'emploi en agriculture a diminué suite à la rationalisation et à la restructuration du secteur agricole. Les chiffres relatifs à l'emploi en agriculture et à l'emploi total ne sont pas entièrement comparables, puisque la population agricole active est exprimée en unités de travail annuel (UTA) correspondant à des unités de travail à temps plein, alors que cette conversion n'est pas effectuée pour l'emploi total.

La part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe de l'économie donne une indication sur l'ampleur de l'investissement en agriculture par rapport à l'investissement dans l'ensemble de l'économie. Cette part est, avec 2%, relativement élevée par rapport à l'importance du secteur agricole en termes de valeur ajoutée brute.

L'évolution des indicateurs décrits ci-dessus est donnée dans le tableau 1.

La balance commerciale en produits agro-alimentaires de l'économie luxembourgeoise accuse un solde négatif : La part des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits s'élève en 2005 (chiffres provisoires) à 4,84%, alors que pour les importations de produits, ce pourcentage est de 7,12%. Le secteur agro-alimentaire luxembourgeois est principalement axé sur les produits agricoles de base provenant du secteur agricole luxembourgeois. Vu la taille du territoire, il est donc clair qu'il ne peut pas couvrir une gamme très large de produits et par conséquent, le déficit de la balance commerciale en produits alimentaires et animaux vivants ne doit pas être surévalué. Les chiffres relatifs au commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants sont repris dans le tableau 2.

Les indicateurs analysés ci-dessus ne donnent qu'une image incomplète du rôle de l'agriculture dans l'économie. Le secteur agricole primaire est en effet fortement imbriqué dans l'activité des secteurs situés en amont (fournisseurs de biens de consommation et d'équipement pour l'agriculture, prestataires de services à l'agriculture) et en aval (industries et artisanat de l'agro-alimentaire) dont il est soit le pourvoyeur de matières premières, soit le principal client. Or l'importance du secteur agroalimentaire au sens large (tant en amont qu'en aval de l'agriculture) est loin d'être négligeable dans l'économie luxembourgeoise.

Il convient également de relever le rôle social, écologique et d'occupation du territoire de l'agriculture multifonctionnelle et durable telle que pratiquée au Luxembourg et dans les pays membres de l'Union Européenne. La quantification de ces fonctions au moyen de processus de certification et d'indicateurs pertinents facilement perceptibles par les consommateurs constitue un défi pour le secteur agricole, le secteur agro-alimentaire et les instances officielles responsables pour ces secteurs.

**Tableau 1: Importance de l'agriculture dans l'économie luxembourgeoise**  
(source: STATEC)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1 valeur ajoutée brute aux prix de base de en mio€										
2 -de l'agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	145,90	136,40	126,10	141,80	144,70	143,30	139,90	139,40	130,30	125,00
3 -totale (sans SIFIM)	11 784,5	12 466,1	13 826,5	15 214,5	16 651,2	18 867,7	19 678,0	20 337,3	21 260,7	22 615,6
4 -part de l'agriculture dans la v.a.b. au prix de base en %	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
5 population active agricole (milliers UTA)	4,9	4,7	4,6	4,5	4,4	4,3	4,2	4,1	4,0	3,9
6 emploi total (concept intérieur) (milliers de personnes)	214,0	219,6	226,3	236,5	248,3	264,8	279,7	288,6	294,1	301,6
7 part de population active agricole dans l'emploi total*	2,3	2,2	2,0	1,9	1,8	1,6	1,5	1,4	1,3	1,3
8 formation brute de capital fixe en agriculture (mio€)	50,9	50,9	55,7	58,7	54,1	62,3	55,5	59,4	95,8	98,3
9 formation brute de capital fixe dans l'économie (mio€)	2 851,3	2 975,9	3 448,0	3 848,6	4 458,1	4 434,1	5 015,3	4 997,9	4 738,3	4 959,4
10 part de l'agriculture dans la f.b.c.f. de l'économie en %	1,8	1,7	1,6	1,5	1,2	1,4	1,1	1,2	2,0	2,0

\*la population active agricole est exprimée en UTA, alors que l'emploi total est exprimé en personnes;  
une comparaison exacte des deux populations n'est donc pas possible

Tableau 2 : Commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants      unité: 1000€  
source STATEC

exportations

CTCI	Divisions	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004*	2005*
00	Animaux vivants	30 814	26 495	31 702	22 271	23 310	25 156	19 355	24 335
01	Viandes et préparations de viande	24 464	28 436	31 195	33 704	31 532	27 947	25 878	23 434
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	86 027	87 741	90 392	152 596	173 591	169 862	171 233	183 130
03	Poissons, crustacés, mollusques	10 670	13 328	16 268	14 998	13 547	13 859	15 762	13 128
04	Céréales et préparations de céréales	28 871	26 109	28 521	33 079	31 649	32 290	35 220	42 656
05	Légumes et fruits	51 220	54 717	68 703	74 893	95 004	102 189	106 955	131 809
06	Sucres, préparations de sucre et miel	340	607	885	1 376	1 746	1 258	1 399	1 540
07	Café, thé, cacao, épices	37 187	30 058	25 230	22 144	22 445	26 719	25 501	31 016
08	Nourriture pour animaux	2 922	2 808	2 977	3 524	5 456	6 010	8 691	6 703
09	Produits et préparations alimentaires divers	20 695	19 928	22 693	25 383	27 793	29 012	31 892	31 150
0	<b>Produits alimentaires et animaux vivants</b>	<b>293 211</b>	<b>290 228</b>	<b>318 565</b>	<b>383 969</b>	<b>426 073</b>	<b>434 302</b>	<b>441 886</b>	<b>488 901</b>
	<b>tous les groupes de produits</b>	<b>7 222 274</b>	<b>7 289 951</b>	<b>8 497 646</b>	<b>9 165 010</b>	<b>9 005 254</b>	<b>8 833 670</b>	<b>9 738 951</b>	<b>10 106 724</b>
	<b>part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits</b>	<b>4,06</b>	<b>3,98</b>	<b>3,70</b>	<b>4,19</b>	<b>4,73</b>	<b>4,92</b>	<b>4,54</b>	<b>4,84</b>

importations

CTCI	Divisions	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004*	2005*
00	Animaux vivants	12 576	13 238	18 416	14 910	11 652	9 734	12 858	11 967
01	Viandes et préparations de viande	115 741	114 088	118 186	121 609	125 842	128 870	132 028	132 375
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	90 003	92 623	95 405	160 324	183 053	180 104	183 939	195 732
03	Poissons, crustacés, mollusques	60 804	57 542	64 905	62 648	60 691	63 766	64 306	62 481
04	Céréales et préparations de céréales	76 296	69 182	72 941	76 833	82 751	88 407	97 756	96 903
05	Légumes et fruits	143 522	155 142	174 608	189 069	225 300	226 972	236 503	252 345
06	Sucres, préparations de sucre et miel	20 131	20 034	20 919	20 884	24 362	23 623	23 366	22 709
07	Café, thé, cacao, épices	100 039	86 759	91 005	86 010	95 510	103 001	108 074	118 450
08	Nourriture pour animaux	30 500	34 077	34 625	37 556	39 533	38 110	40 176	39 322
09	Produits et préparations alimentaires divers	44 647	40 392	45 762	48 322	53 787	58 607	68 536	64 158
0	<b>Produits alimentaires et animaux vivants</b>	<b>694 260</b>	<b>683 076</b>	<b>736 773</b>	<b>818 165</b>	<b>902 481</b>	<b>921 194</b>	<b>967 542</b>	<b>996 442</b>
	<b>tous les groupes de produits</b>	<b>9 735 567</b>	<b>10 286 320</b>	<b>11 632 812</b>	<b>12 583 544</b>	<b>12 275 989</b>	<b>12 108 789</b>	<b>13 518 421</b>	<b>14 003 823</b>
	<b>part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les importations totales de produits</b>	<b>7,13</b>	<b>6,64</b>	<b>6,30</b>	<b>6,50</b>	<b>7,35</b>	<b>7,61</b>	<b>7,16</b>	<b>7,12</b>

## **B. L'année 2005 sur le plan agricole**

Les indicateurs de revenu agricole calculés à l'aide des données des comptes économiques de l'agriculture (CEA) indiquent pour 2005 une diminution du revenu de l'activité agricole par unité de main-d'œuvre agricole par rapport à 2004. Les résultats moindres pour certaines productions végétales, principalement la viticulture mais aussi les pommes de terre et les fruits ainsi que la diminution des prix du lait au producteur ont entraîné une diminution de la valeur de la production de la branche agricole. Les coûts de production en agriculture (consommations intermédiaires et consommation de capital fixe) ont augmenté. Bien qu'en augmentation, le volume global des subventions directes n'a pas pu neutraliser ces incidences négatives sur le revenu agricole.

### **1. L'année 2005 sur le plan climatique**

L'ensemencement des céréales d'hiver en automne 2004 a pu être effectué en temps opportun et dans des bonnes conditions météorologiques.

L'hiver 2004/05 a été relativement doux à l'exception d'un mois de février plus froid qu'en moyenne. Les semailles de printemps se sont déroulées dans de bonnes conditions météorologiques et pédologiques. Le mois de juin a été particulièrement sec et chaud, ce qui a eu des répercussions sur la croissance juvénile de certaines cultures, notamment le blé panifiable sur les sols moins aptes à cette culture, les pommes de terre, le maïs et les prairies et pâturages. Grâce à des précipitations abondantes en mai et juillet, le développement des cultures arables et fourragères n'a cependant pas été entravé outre mesure.

L'automne a été plus sec et chaud qu'en moyenne. Les travaux de récolte des différentes cultures ont donc pu se dérouler dans de bonnes conditions sauf pour les céréales où il a fallu profiter au maximum des périodes de ressuyage entre les périodes pluvieuses de juillet et d'août.

L'hiver 2005/06 n'a pas apporté les précipitations escomptées, de sorte que la période de végétation de 2006 va démarrer avec l'hypothèque de faibles réserves hydriques dans certains sols.

### **2. La situation des prix des produits agricoles en 2005**

Les prix des produits agricoles au stade départ ferme ont connu en 2005 des évolutions différentes selon les produits : alors que les prix des produits végétaux<sup>1</sup>, sauf les produits maraîchers et horticoles, ont reculé par rapport à l'année 2004, les prix se rapportant à la production animale sont restés inchangés sous l'effet d'une augmentation des prix des animaux (principalement des prix des bovins et dans une moindre mesure des prix des porcins) et d'une diminution du prix du lait. Globalement, l'indice des prix des produits agricoles indique pour 2005 une légère diminution (-0,89%) après une année 2004 où l'indice des prix agricoles avait connu une augmentation d'environ 3% par rapport à l'année précédente.

L'indice des prix des biens et services habituellement consommés en agriculture (indice input 1) ainsi que l'indice des prix des biens et services contribuant aux investissements agricoles (indice input 2) ont augmenté de respectivement 3,68% et 0,70% en 2005 par rapport à 2004. La hausse des prix de l'énergie et des

---

<sup>1</sup> Les prix des produits végétaux pour une année se réfèrent, pour les besoins du calcul de l'indice des prix agricoles, non seulement aux prix des produits de la récolte de cette année, mais également aux prix des produits de la récolte précédente en fonction du moment d'intervention de la récolte dans l'année.

prix des produits de protection des cultures combinée à une baisse des prix des aliments de bétail ont été principalement responsables de l'augmentation des coûts de production en agriculture. Les termes de l'échange de l'agriculture (rapport entre l'indice output et l'indice input) ont connu en 2005 une nouvelle dégradation après le redressement intervenu en 2004.

### **3. La politique agricole commune en 2005**

Le chapitre III traite la PAC 2005 en détail.

### **4. La réorganisation des organisations d'élevage actives dans le domaine des contrôles de performance, de la sélection et des prestations de services spécialisés en élevage bovin et porcin**

En décembre 2005, les deux organisations d'élevage du secteur coopératif actives dans ces domaines ont décidé de fusionner leurs activités à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au sein de la société coopérative «CONVIS Herdbuch Service Elevage et Génétique ». Cette réorganisation survient à l'issue de travaux d'analyse et de conception de nouvelles structures communes menés dans divers groupes de travail dans lesquels les organisations d'élevage, le Ministère de l'Agriculture et un bureau d'études et des experts indépendants étaient représentés. La nouvelle organisation s'est donnée comme but d'offrir aux éleveurs des services de haute valeur à des prix compétitifs, leur permettant ainsi de tirer pleinement parti du progrès génétique et technique en production animale. Elle permettra par ailleurs au secteur de l'élevage luxembourgeois de s'articuler de façon beaucoup plus claire et prononcée que par le passé vis-à-vis des autres secteurs de l'agriculture luxembourgeoise et vis-à-vis des autres secteurs économiques et des consommateurs.

## **C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise**

Le STATEC effectue chaque année un recensement auprès des exploitations agricoles qui porte sur les principales caractéristiques structurelles des exploitations. Les résultats de ce recensement permettent de suivre le mouvement de concentration qui s'opère en agriculture : le nombre d'exploitations et la main-d'œuvre agricole diminuent alors que la surface agricole utilisée reste plus ou moins stable. Les exploitations augmentent donc leur étendue. Parallèlement les exploitations se spécialisent c'est-à-dire que le nombre de spéculations pratiquées par exploitation diminue.

Les résultats du recensement montrent exceptionnellement pour 2005 une augmentation du nombre d'exploitations et de la main d'œuvre agricole. Ceci s'explique par le fait que le STATEC a élargi en 2005 le fichier des exploitations agricoles destinataires du recensement pour le mettre au pas avec le fichier des exploitations agricoles détenu par le Ministère de l'Agriculture dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle des aides aux exploitations agricoles. Ce phénomène observé en 2005 ne correspond donc pas à un changement dans l'évolution des structures agricoles, mais à un réajustement de la base d'enquête pour des raisons méthodologiques.

Les principales données relatives à l'évolution des structures de l'agriculture luxembourgeoise sont fournies dans les tableaux 1 à 10 de l'annexe « Statistiques agricoles » du présent rapport d'activité.

Le nombre total d'exploitations passe de 2.383 en 2004 à 2.449 exploitations en 2005, soit une augmentation de 2,8%. La superficie moyenne des exploitations agricoles, viticoles et horticolas est de 52,73 ha. Pour les exploitations agricoles proprement dites (sans la viticulture et l'horticulture), on recense 2.029 exploitations

avec une surface moyenne de 62,67 ha. La surface moyenne des exploitations reprises par des jeunes est en 2005 est de 97,6 ha pour les agriculteurs et 5,7 ha pour les viticulteurs (seuil de persévérance). La surface moyenne des exploitations agricoles au sens strict tenant une comptabilité en partie double se situe en 2004 à 74 ha. La surface moyenne des parcelles culturales est de l'ordre de 2,1 ha en 2004.

La surface agricole utile se répartit entre terres arables (47%), prairies et pâturages (50%), vignobles et autres terres de culture (3%).

Le cheptel est composé essentiellement de bovins et dans une moindre mesure de porcins, volaille et autres animaux. Exprimé en UGB (unité de gros bétail), le cheptel bovin représente plus de 83% de l'ensemble des cheptels, ce qui illustre sa prédominance.

Le cheptel bovin continue en 2005 le mouvement de recul qui a été entamé au milieu des années 80 et qui a connu un bref répit en 2001. Il s'élève à 185.235 têtes au 15 mai 2005. Le cheptel bovin peut être subdivisé en cheptel laitier d'une part et cheptel allaitant et d'engraissement d'autre part. Le cheptel laitier est majoritaire mais son importance relative a diminué continuellement au cours des 17 dernières années suite à l'effet combiné de la limitation de la production laitière et de l'augmentation du rendement laitier par vache. En 2005, le troupeau de vaches laitières continue à diminuer en nombre absolu, pendant que le troupeau de vaches allaitantes augmente légèrement pour la première fois depuis 2001. Les parts relatives des cheptels laitier et allaitant dans le troupeau reproducteur s'élèvent à 59 et 41% en 2005. Elles sont restées relativement stables au cours des dernières années. En 2005, 1.564 exploitations détenaient des bovins et avaient en moyenne un troupeau de 118 bovins. 967 exploitations détenaient des vaches laitières avec en moyenne 41 vaches laitières par exploitation.

Le cheptel porcin connaît des variations cycliques en fonction du résultat économique en production porcine. Après un pic en 1999, le cheptel a connu une phase décroissante en 2000 et 2001 et une phase croissante en 2002 et 2003. Après une stagnation du cheptel porcin en 2004, le mouvement de croissance se poursuit en 2005. Le cheptel porcin s'est élevé en 2005 à 90.147 animaux, par rapport à 84.611 en 2004. Le cheptel reproducteur reste relativement stable depuis 2003, avec une légère tendance vers la hausse. Le cheptel des porcs destinés à l'engraissement augmente nettement. 212 exploitations avec porcins détenaient en moyenne 425 porcs.

La classification des exploitations en orientations technico-économiques (OTE) fait ressortir les orientations dominantes des exploitations agricoles: l'orientation technico-économique « herbivores », qui regroupe les exploitations spécialisées dans les productions bovines lait et viande bovine, représente 59% des exploitations en 2005. Ces productions permettent de valoriser au mieux les prairies et pâturages naturellement dominants suite aux conditions climatiques et pédologiques du territoire luxembourgeois. La grande majorité de ces exploitations s'est spécialisée dans la production laitière ou pratique à la fois les productions laitière et de viande. Relativement peu d'exploitations sont spécialisées uniquement en production de viande bovine, cette catégorie ayant toutefois connu un développement au cours des dernières années. Les autres orientations technico-économiques sont: viticulture (16%), exploitations agricoles mixtes (13,8%), exploitations spécialisées en grandes cultures (8,1%), exploitations spécialisées avec porcins et granivores (1,9%) et horticulture (1,1%).

La taille économique des exploitations, mesurée à l'aide de la marge brute standard totale des exploitations et exprimée en unités de dimension économique (UDE), varie largement entre les différentes orientations technico-économiques et, à l'intérieur des orientations technico-économiques, entre exploitations individuelles. Ce



sont les exploitations des orientations « productions animales hors sol » et « polyélevage » qui ont en moyenne la dimension économique la plus élevée, suivies de celles des orientations « herbivores » et « viticulture ». Les exploitations des autres orientations (polyculture, exploitations mixtes, grandes cultures) disposent en moyenne de dimensions beaucoup plus restreintes, ce qui s'explique par une forte proportion d'agriculteurs sans successeur et à titre accessoire dans ces orientations.

La main-d'œuvre agricole est exprimée en unités de travail année (UTA). Une unité de travail année correspond à une personne occupée à plein temps en agriculture. Les personnes occupées seulement partiellement en agriculture sont converties en personnes à plein temps sur base du nombre d'heures ou jours prestés annuellement en agriculture. La conversion se fait au moyen de la relation 1 UTA = 2.200 heures. Les données sur la main-d'œuvre agricole sont recensées annuellement par le STATEC lors du recensement agricole du 15 mai.

La main-d'œuvre agricole totale s'élevait en 2005 à 3.986 UTA. Celle-ci se composait de 3.333 UTA de main-d'œuvre agricole familiale (non salariée) et de 653 UTA de main-d'œuvre salariée. La hausse de la main-d'œuvre en agriculture a été de 0,1% en 2005 par rapport à 2004, après une diminution de 0,4% entre 2003 et 2004.

L'augmentation de la main-d'œuvre agricole entre 2004 et 2005 peut être expliquée en grande partie par l'élargissement du fichier des exploitations recensées (uniquement pour 2005) et par l'augmentation de la main-d'œuvre salariée (phénomène observé depuis plusieurs années).

#### **D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques**

Aux chapitres I.E. et I.F. du rapport sont présentées des séries statistiques d'indicateurs économiques de l'activité agricole, issues de deux bases de données fondamentalement différentes, les comptes économiques de l'agriculture (CEA) d'une part et la base de données micro-économiques du RICA d'autre part.

Les CEA donnent une description chiffrée de la situation économique du secteur agricole pris globalement. Les données de la statistique agricole de base (statistique de la production, statistiques des prix) servent à l'élaboration des comptes économiques de l'agriculture.

La méthodologie des comptes économiques de l'agriculture est définie par EUROSTAT et est uniforme pour tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle a été soumise à une révision en 1997 pour la rendre compatible avec celle des comptes nationaux appelés SEC95. La description détaillée des méthodes est consignée dans le règlement CE/138/2004.

Les CEA constituent un outil essentiel pour apprécier et analyser l'évolution globale de la situation économique du secteur agricole. Les CEA ne se prêtent cependant ni à l'analyse des résultats économiques au niveau des exploitations individuelles (pour ce faire il faut se reporter aux résultats du réseau de comptabilité d'exploitations agricoles) ni à la comparaison du revenu entre les différents secteurs de l'économie nationale.

Le RICA est un réseau européen d'entreprises agricoles, dont les résultats de la comptabilité économique sont utilisés pour créer une base de données micro-économiques. La méthodologie est décrite dans les règlements CE/1837/2001 et CE/1859/82.

Au Luxembourg le réseau RICA est géré par le SER. Les exploitations comptables sont affiliées soit au SER, soit auprès d'Agrigestion.

L'échantillon des entreprises comptables est stratifié en fonction de l'orientation technico-économique (OTE) et de la dimension économique des exploitations. Il ne prend en compte que les exploitations de taille supérieure à un seuil de dimension économique minimale. Cette dimension économique est mesurée par la marge brute standard totale de l'exploitation, avec une valeur seuil de 9.600 €, qui délimite les entreprises professionnelles.

Le calcul des valeurs moyennes est effectué à l'aide d'un système de pondération, destiné à corriger les déséquilibres de l'échantillon et basé sur les données du recensement agricole de l'année.

Les différences fondamentales entre les résultats obtenus par l'enquête micro-économique RICA et les statistiques macro-économiques des CEA, tant au niveau des définitions que du périmètre d'analyse, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

	<b>Réseau comptable des exploitations agricoles</b>	<b>Comptes économiques de l'agriculture (CEA)</b>
champ couvert	agriculture, viticulture, à l'exception des exploitations non professionnelles avec une MBS < 9600 €	agriculture, viticulture, horticulture
activités secondaires non agricoles (transformation de produits agricoles, chevaux en pension, agrotourisme...)	comprises	comprises
subventions	toutes les subventions et aides publiques sont incluses	certaines subventions ne sont pas prises en compte, comme p.ex les aides à l'investissement
plus-values et moins-values de biens immobiliers	incluses	non incluses
production immobilisée	incluse	incluse
définition UTA	travailleurs de plus de 65 ans sont pris en compte au maximum pour 0,3 UTA	pas de limite pour le calcul des UTA

On constate que plusieurs caractéristiques des CEA impliquent une inadaptation fondamentale pour le calcul d'un « revenu moyen » par UTA, puisque plusieurs éléments du revenu particulièrement importants au Luxembourg (aides à l'investissement, plus-values,...) ne sont pas inclus.

Par ailleurs la définition des UTA utilisée dans le recensement agricole conduit à une surestimation très importante de la force de travail dans la catégorie d'âge des plus de 65 ans, et donc à une sous-estimation du revenu moyen par UTA.

#### **E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) ; le revenu agricole en 2005 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)**

Les données présentées par la suite (tableau 6) retracent l'évolution des différents postes des CEA au cours des dernières années et les variations de valeur de 2005 par rapport à 2004. Ces variations de valeur sont scindées en variations de volume et variations de prix. La variation de prix ne reflète que les variations relatives aux prix alors que toutes les autres variations sont intégrées dans la variation de volume.

Les CEA sont établis sur la base du concept de branche d'activité et prennent en compte les activités agricoles des exploitations, que celles-ci soient gérées comme exploitations à titre principal ou à titre accessoire, ainsi que les activités secondaires

non agricoles représentant une continuation de l'activité agricole et qui utilisent des produits agricoles (transformation de produits agricoles) ou des moyens de production agricoles (p.ex. agrotourisme, prestation de services au moyen de machines agricoles pour non-agriculteurs). Puisque ces activités sont difficilement séparables des activités agricoles proprement dites, elles sont incluses dans les comptes économiques de l'agriculture. Sont exclues des CEA les unités produisant uniquement pour l'autoconsommation, comme p.ex. les jardins potagers et les petits élevages des non-agriculteurs.

La production agricole de la branche d'activité agricole correspond aux ventes des exploitations agricoles, à l'exception des échanges d'animaux vivants entre exploitations agricoles, aux variations de stock (à la production), aux biens de capital fixe produits pour compte propre (plantations à production périodique, animaux productifs), à l'autoconsommation de produits agricoles, à la transformation de produits agricoles par les producteurs (activités séparables) et à l'intraconsommation dans l'exploitation (uniquement produits végétaux utilisés dans l'alimentation des animaux).

La production est valorisée au prix de base. Celui-ci est défini comme le prix net au producteur déduction faite des impôts sur les produits mais y compris les subventions sur les produits. Ainsi la valeur de la production de biens agricoles dépasse la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels existent des subventions sur les produits (primes par ha, primes par animal) et est inférieure à la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels sont prélevés des impôts/taxes sur les produits (p.ex. prélèvement en cas de dépassement du quota laitier).

L'année 2005 constitue la première année d'application au Luxembourg de la réforme de la politique agricole commune décidée en 2003, de sorte que la quasi-totalité des subventions liées aux produits disparaît et est remplacée par la prime unique qui n'est plus liée directement au volume de production. On observera donc pour 2005 une rupture dans la valeur de la production agricole au prix de base et la valeur ajoutée brute au prix de base par rapport aux années précédentes.

Pour 2005, les subventions sur les produits comprises dans la valeur de la production au prix de base se réduisent à :

aide aux cultures destinées à la production d'énergie :	10.000 €
aide à la culture de protéagineux :	26.000 €
aide à la culture de fruits à coques :	3.000 €
total :	39.000 €

Les impôts sur les produits compris dans la valeur de la production au prix de base se rapportent au lait (prélèvement supplémentaire) et s'élèvent pour la campagne 2004/05 (à imputer à l'année 2004) à 768.000 €.

Les tableaux à la fin de ce chapitre retracent l'évolution des prix nets au producteur départ ferme (tableau 4), des quantités produites des principales productions agricoles (tableau 5) et des principaux agrégats issus des comptes économiques de l'agriculture en rapport avec la valeur de la production, le coût de production et le revenu en agriculture en chiffres nominaux (tableau 6).

Les chiffres présentés dans ces tableaux sont définitifs jusqu'en 2004 et provisoires pour 2005. Les chiffres de 2005 sont relativement fiables en ce qui concerne la valeur de la production agricole. Pour les consommations intermédiaires et les amortissements, les résultats du réseau de comptabilités des exploitations agricoles qui servent normalement au calcul de ces postes ne pas encore disponibles pour 2005 au moment de la clôture de la rédaction du présent rapport, de sorte que ces postes ont dû

être estimés. Il convient dès lors de souligner le caractère provisoire des chiffres relatifs au revenu agricole pour l'année 2005.

## **1. La production végétale**

La valeur de la production végétale au prix de base (y compris les subventions sur les produits) diminue en 2005 de 15,4% par rapport à 2004. Cette évolution est principalement due à la disparition des aides liées à la production. Si on examine l'évolution au prix du producteur, on constate que globalement les prix au producteur des produits végétaux ont augmenté (sous l'effet principalement d'une hausse des prix au producteur des céréales, des oléagineux, des fruits et des raisins), mais la variation de volume à la baisse a été plus importante, de sorte que la valeur des produits végétaux au prix du producteur a baissé de 4,5% par rapport à 2004.

Les céréales diminuent en valeur au prix de base de 27,9% par rapport à 2004 sous l'effet de la disparition des aides liées à la production. Au prix du producteur (sans les subventions sur les produits), les céréales augmentent légèrement (+3,6%) et s'établissent à 15,770 millions d'euros.

La récolte de céréales atteint en 2005 avec 160.600 tonnes un niveau correspondant à la moyenne des dernières années. Nous constatons une augmentation de la production de céréales au cours de la dernière décennie sous l'effet d'une augmentation des rendements, la surface emblavée restant stable autour de 28.000 ha.

La récolte de céréales 2005, qui s'était annoncée très prometteuse, n'a finalement été que moyenne. C'est en seigle, en triticales et régionalement en blé que les résultats de rendement ont été décevants. Pour le blé panifiable et surtout le seigle panifiable, les exigences élevées en matière de qualité n'ont pas toujours pu être respectées.

Les prix des céréales de la récolte 2005 se sont redressés en partie par rapport aux prix bas de l'année 2004 : pour la plupart des céréales fourragères on constate une stagnation des prix, alors que pour les céréales panifiables et le froment fourrager on note une hausse des prix. Seule l'orge de brasserie connaît une baisse de prix. Le prix de l'orge de brasserie atteint un niveau historiquement bas.

L'année 2005 n'a pas été facile pour les producteurs et surtout pour les collecteurs et transformateurs des productions de grande culture. L'existence d'un dispositif de collecte suffisamment développé et efficace s'est de nouveau avérée indispensable pour le développement du secteur des grandes cultures au Luxembourg.

La récolte de colza s'élève en 2005 à 14.700 tonnes. Celui-ci est destiné en majeure partie à l'industrie alimentaire, mais une partie de la récolte, à savoir le colza cultivé sur les terres gelées, est destinée principalement à des fins non alimentaires, comme p.ex. le biodiesel. La récolte 2005 se situe en dessous de la récolte record de 2004 (16.500 tonnes). La tendance à l'expansion de la culture du colza au niveau des surfaces ensemencées et surtout des rendements se confirme en 2005. Les prix du colza alimentaire et non-alimentaire se sont rééquilibrés en 2005 et sont maintenant pratiquement égaux. La valeur de la production d'oléagineux (le colza est pratiquement la seule culture oléagineuse cultivée au Luxembourg) au prix du producteur s'élève à 2,8 millions d'euros, soit une diminution de 5,9% par rapport à la valeur de 2004.

Le mouvement de réduction des surfaces ensemencées et de la récolte totale en protéagineux (pois et féveroles récoltés en graines) a continué en 2005, malgré le

fait que ces cultures bénéficient d'une prime spécifique aux protéagineux. La récolte de protéagineux s'élève pour 2005 à 1.500 tonnes, de sorte que cette culture peut être qualifiée de marginale.

Le tableau 3 retrace l'évolution des surfaces cultivées, des rendements et des quantités récoltées et commercialisées des principales productions de grande culture.

**Tableau 3 : Les productions de grande culture (céréales, oléagineux, protéagineux)**

**1. surfaces emblavées (ha)**

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
froment et épeautre	9 335	7 797	10 971	9 825	12 009	11 187	11 720	11 927
seigle	365	620	672	747	1 073	730	1 073	924
orge	12 681	12 798	10 538	11 622	9 586	10 356	8 881	9 939
avoine	2 790	2 456	1 909	1 725	1 963	2 163	1 907	1 696
maïs grain	:	502	255	476	326	337	350	215
triticale	2 874	2 756	3 635	3 066	4 010	3 724	3 578	3 411
autres céréales	729	614	659	568	402	412	372	385
<b>total céréales</b>	<b>28 774</b>	<b>27 543</b>	<b>28 639</b>	<b>28 027</b>	<b>29 369</b>	<b>28 908</b>	<b>27 880</b>	<b>28 497</b>
colza	1 954	4 069	3 965	3 084	3 492	3 674	4 191	4 061
pois et féveroles	474	537	426	683	661	584	496	458

**2. rendement (dt/ha)**

froment et épeautre	56,50	59,48	55,77	54,98	59,67	61,36	68,24	60,15
seigle	46,68	57,02	53,62	64,30	69,63	63,12	73,81	61,86
orge	49,54	54,52	50,80	46,09	54,06	53,43	59,41	53,18
avoine	43,55	49,86	48,28	45,21	52,06	52,78	49,59	45,61
maïs grain	:	62,00	80,00	90,99	71,00	56,49	103,32	95
triticale	50,77	62,82	54,59	54,29	57,47	53,69	64,53	54,33
autres céréales	49,03	55,94	51,75	55,16	56,19	54,5	58,35	50,14
<b>total céréales</b>	<b>51,29</b>	<b>55,84</b>	<b>53,37</b>	<b>51,49</b>	<b>57,47</b>	<b>56,78</b>	<b>64,2</b>	<b>56,34</b>
colza	26,14	33,34	25,79	28,47	35,86	34,12	39,44	36,21
pois et féveroles	29,11	41,41	28,66	32,99	34,98	33,32	34,31	32,18

**3. production totale (t)**

froment et épeautre	52 742	46 379	61 184	54 022	71 656	68 648	79 978	71 745
seigle	1 703	3 535	3 603	4 803	7 470	4 606	7 921	5 715
orge	62 821	67 775	53 533	53 566	51 823	55 330	52 761	52 853
avoine	12 150	12 246	9 217	7 799	10 219	11 414	9 458	7 734
maïs grain	:	3 112	2 040	4 331	2 317	1 902	3 611	2 043
triticale	14 591	17 313	19 843	16 645	23 044	19 992	23 086	18 530
autres céréales	3 579	3 425	3 410	3 133	2 259	2 247	2 168	1 932
<b>total céréales</b>	<b>147 586</b>	<b>153 785</b>	<b>152 830</b>	<b>144 299</b>	<b>168 788</b>	<b>164 139</b>	<b>178 982</b>	<b>160 552</b>
colza	5 108	13 568	8 370	8 780	12 522	12 535	16 526	14 704
pois et féveroles	1 380	2 307	1 235	2 253	2 310	2 107	1 702	1 474

**4. production commercialisée (sans la production de semences commercialisée) (t)**

froment et épeautre	29 161	33 753	40 789	35 433	48 008	62 036	55 640	52 465
seigle	1 236	2 679	3 339	3 700	5 604	2 905	5 883	4 000
orge	28 708	29 411	24 641	23 509	21 356	23 172	22 038	27 690
avoine	3 294	3 113	2 379	1 647	2 378	2 992	2 169	2 200
maïs grain	:	3 112	1 086	1 341	:	71	115	300
triticale	6 187	6 382	9 419	6 271	7 454	7 014	10 114	8 100
autres céréales	:	:	:	118	2 308	1 030	187	450
<b>total céréales</b>	<b>68 586</b>	<b>78 450</b>	<b>81 653</b>	<b>72 019</b>	<b>87 108</b>	<b>99 220</b>	<b>96 146</b>	<b>95 205</b>
colza	5 108	13 568	8 370	8 780	12 522	12 535	16 526	14 704
pois et féveroles	:	880	531	675	433	766	499	640

source : STATEC et SER

La production fourragère provenant essentiellement des prairies et pâturages permanents et temporaires et de la culture du maïs en vue de la production d'ensilage n'est normalement pas destinée à la vente, mais à l'alimentation des animaux des exploitations sur lesquelles les fourrages sont produits. Néanmoins, la production fourragère fait l'objet d'une évaluation économique dans le cadre des CEA. L'évaluation des quantités produites est basée sur les résultats des essais comparatifs de cultures fourragères (prairies temporaires et permanentes, maïs ensilage) de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture et du Lycée Technique Agricole. On constate une augmentation des rendements des prairies et pâturages permanents et temporaires et du maïs ensilage par rapport à 2004. Sur le plan de la qualité, les résultats des analyses indiquent des valeurs très bonnes pour les prairies et pâturages et moyennes pour le maïs ensilage. La valeur des productions fourragères est évaluée au moyen du prix de revient de ces cultures par ha et ne varie pas beaucoup par rapport à 2004. Le poste « plantes fourragères » de la production agricole se retrouve intégralement au niveau des consommations intermédiaires (poste : aliments pour animaux produits et consommés au sein de l'exploitation) de sorte que la valeur du poste « plantes fourragères » n'a pas d'influence sur le calcul du revenu agricole.

La production maraîchère et horticole (légumes frais, plantes et fleurs) a connu une augmentation du volume de production (+3,1%) et des prix au producteur (+5,1%). La valeur de la production de 2005 dépasse donc nettement celle de 2004 (+8,4%). Avec 7,5 millions d'euros, la production maraîchère et horticole ne représente qu'une part limitée de la production végétale qui s'élève à 81,1 millions d'euros. Il convient toutefois de souligner que le secteur de prestation des services, notamment de plantation et d'entretien de jardins et d'espaces verts lié à l'activité de production maraîchère et horticole proprement dite n'est pas compris dans les chiffres ci-dessus.

La réduction constante de la surface plantée en pommes de terre enregistrée ces dernières années est due à une réduction de la surface en pommes de terre de consommation. Cette tendance s'est poursuivie en 2005. Les rendements en pommes de terre ont été inférieurs aux rendements de 2004 suite à la sécheresse en juin et aux problèmes de maladies et de rejets. La production totale de pommes de terre a donc été nettement inférieure à celle de 2004. Le prix des pommes de terre de consommation a augmenté de 3,9% par rapport au prix de 2004 alors que le prix des plants de pommes de terre a été maintenu inchangé en l'absence d'informations sur ce prix à ce stade. La valeur de la production de pommes de terre est inférieure de 21,9% à celle de 2004.

La production de fruits a été en baisse très nette (-49,1%) par rapport à l'année précédente qui avait été caractérisée par des rendements élevés. C'est surtout en pommes, principale production fruitière au Luxembourg, que le phénomène de grande variabilité des rendements est observé. Ce phénomène est dû en grande partie à l'alternance présente dans le verger des arbres fruitiers à haute tige. Malgré le fait que les prix au producteur ont augmenté de 38% par rapport aux prix de 2004, la valeur de la production de fruits a diminué de 30% par rapport à 2004.

La production viticole de 2005 fut avec 135.000 hl de vin inférieure à la récolte 2004 et inférieure à la moyenne des dix dernières années. Suite à une augmentation de la qualité des raisins produits, le prix de vente moyen des raisins a augmenté par rapport à l'année précédente. Néanmoins la valeur de la production viticole a diminué de 7% par rapport à 2004.

## 2. La production animale

La production animale contribue pour plus de 60% à la production de la branche agricole. Elle se compose de la production d'animaux (essentiellement animaux destinés à l'abattage, mais aussi exportation d'animaux d'élevage et de rente, variation de stock, production pour compte propre de biens de capital fixe) et de la production de produits animaux (lait, œufs, miel...). La valeur de la production animale a connu en 2005 une évolution légèrement positive si on la compare à la valeur au prix du producteur de 2004 et nettement négative, du fait de la disparition des aides liées à la production, en valeur au prix de base. Un bémol est à apporter en ce qui concerne la situation des prix : alors que les prix des bovins ont continué leur redressement des suites de la crise ESB et atteignent maintenant le niveau des prix de la fin des années 90, les prix des porcins ont légèrement fléchi par rapport à 2004 et le prix du lait au producteur a continué sa baisse dictée par les diminutions des prix institutionnels du beurre et du lait écrémé en poudre.

Les principaux postes de production animale sont le lait, la viande bovine et la viande porcine.

La production de bovins (y compris les veaux) au prix de base (c.à.d. subventions comprises) a baissé de 17,8% en 2005 par rapport à 2004 suite à la disparition des aides liées à cette production. Au prix du producteur, la valeur a toutefois augmenté et atteint 50,1 millions d'euros. Les quantités produites aussi bien que le prix au producteur ont augmenté. La production de viande de veau pratiquée à une échelle réduite continue à régresser. Les abattages et exportations de gros bovins ont augmenté.

Après un redressement des prix en 2004, les producteurs de porcs enregistrent en 2005 à nouveau de légères baisses de prix. Comme il y a une augmentation du volume de production, la valeur de la production augmente de 11,6% par rapport à 2004. L'accroissement de la production est due à une reprise généralisée des exportations de porcins vivants, alors que les restrictions aux échanges suite à l'épidémie de peste porcine classique de 2002 sont désormais complètement levées.

Le développement de la production de volaille constaté au début des années 2000 s'est poursuivi en 2005 après un recul passager en 2004. Les prix au producteur ont également évolué favorablement de sorte que la valeur de la production accuse un taux de croissance exceptionnel de 256%. Elle ne représente toutefois qu'une part minime de la production totale d'animaux.

La production laitière de l'année 2005 a profité des conditions météorologiques favorables à la production fourragère des années 2004 et 2005. Depuis des années, la production laitière globale est stable. Comme les rendements laitiers augmentent continuellement suite aux progrès réalisés sur le plan de la génétique, de l'alimentation et la détention des animaux et que les quantités à produire sont contingentées, le nombre de vaches laitières diminue régulièrement.

Le taux de matière grasse est relativement stable au cours des dernières années alors que le taux de matière protéique continue à croître régulièrement.

Au cours de la campagne de commercialisation 2004/05, la quantité maximale de livraisons de lait admise a été dépassée de 2,3 millions de kg, de sorte qu'un prélèvement supplémentaire de 768.000 euros a dû être récupéré auprès des producteurs. Pour la campagne 2005/06 en cours, on peut également s'attendre à un dépassement du quota laitier du même ordre de grandeur. Le prix du lait au producteur a baissé en 2005 de 4,3% par rapport à 2004. Il suit en cela les baisses

progressives du prix d'intervention du beurre et du lait écrémé en poudre décidées dans le cadre de la mid-term review de la campagne 2004/05 à la campagne 2006/07. Depuis 2001, année au prix particulièrement élevé, le prix au producteur du lait montre une tendance à la baisse.

La valeur de la production laitière au prix de base diminue de 8,5% du fait essentiellement de la disparition de la prime laitière qui avait été introduite en 2004. Au prix du producteur, la valeur diminue également (-4,9%) du fait de la baisse du prix du lait.

La production d'œufs continue en 2005 à se développer et atteint un volume de 1.293 tonnes d'œufs produits. Les prix au producteur ont également évolué favorablement en 2005, de sorte que la valeur de la production accuse un bond de 26,1%. Avec 2,6 millions d'euros, elle ne représente toutefois qu'une petite production parmi les productions animales.

### **3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole**

Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole se composent de la transformation et de la vente directe de produits agricoles sur la ferme (par exemple eau-de-vie, viandes vendues directement à la ferme, poulet fermier, fromage produit et vendu à la ferme) et de la prestation de services (p.ex. tourisme à la ferme, prise en pension de chevaux, prestation de services pour non-agriculteurs avec des machines agricoles, production de biogaz). Ces activités se sont développées au cours des dernières années et représentent 2,7% de la valeur de la production de la branche agricole en 2005.

### **4. Les consommations intermédiaires**

Les consommations intermédiaires comprennent l'ensemble des biens et services achetés ou intra-consommés qui sont directement utilisés lors du processus de production agricole. Les données relatives aux consommations intermédiaires pour 2005 n'ont qu'un caractère très provisoire à ce stade puisque les résultats de la comptabilité agricole pour 2005 ne sont pas encore disponibles. L'évolution des prix des différentes catégories de biens de consommation intermédiaire a été estimée en fonction des prix des biens de consommation intermédiaire relevés dans le cadre du calcul de l'indice des prix des inputs. Ainsi les principaux postes en augmentation sont l'énergie et lubrifiants (+23%), les engrais et amendements (+8,4%), les produits de protection des cultures et antiparasitaires (+9,9%) et les autres biens et services (+2,1%). Les aliments pour animaux sont en baisse (-4,6%). Globalement le niveau des prix des consommations intermédiaires augmente de 2% en 2005 par rapport à 2004. Les consommations intermédiaires augmentent en valeur de 3,8%.

### **5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise**

La valeur ajoutée brute aux prix de base, obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la production de la branche agricole diminue fortement en 2005 par rapport à 2004 suite à la quasi-disparition des aides directes liées à la production. La consommation de capital fixe (amortissements) ne varie que très peu. La valeur ajoutée nette aux prix de base, obtenue en déduisant de la valeur ajoutée brute la consommation de capital fixe s'élève à 27,7 millions d'euros seulement.

Le revenu des facteurs est obtenu en déduisant de la valeur ajoutée nette aux prix de base les « autres impôts sur la production » et en ajoutant les « autres subventions sur la production ».



Les subventions et impôts sont enregistrés au moment où intervient l'opération ou le fait qui les justifie (principe des droits constatés). Les « autres subventions sur la production » se rapportant à l'année 2005 sont les suivantes:

Indemnité compensatoire annuelle	15.826.000 €
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	10.478.000 €
Prime unique	32.000.000 €
Agri-environnement	1.415.000 €
biodiversité	1.033.000 €
Indemnités pour élimination de bétail pour raisons sanitaires	250.000 €
indemnisation perte de récolte	-----
<b>TOTAL :</b>	<b>61.002.000 €</b>

Le poste « autres subventions sur la production » est en augmentation de 216,2% par rapport à l'année 2004 suite à l'enregistrement de la nouvelle prime unique sous « autres subventions à la production ».

Si on ajoute les subventions sur les produits, qui s'élèvent pour 2005 à 39.000 € on obtient un total des subventions directes de 61.041.000 € pour 2005. En 2004 les subventions directes s'élevaient à 56.862.000 €.

Les autres impôts liés à la production comprennent notamment l'impôt foncier payé par les agriculteurs sur les surfaces qu'ils détiennent en propriété.

Le revenu des facteurs diminue de 5,5% et atteint 87,67 millions d'euros en 2005.

Le revenu des facteurs divisé par le volume de la main d'œuvre agricole, exprimé en UTA, et déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut est l'indicateur de revenu A utilisé par EUROSTAT pour analyser l'évolution du revenu agricole dans l'UE (cf publications d'EUROSTAT sur le revenu agricole dans la série « statistiques en bref »). L'indicateur A révèle une diminution de 7,9% du revenu agricole en termes réels en 2005 par rapport à 2004.

Le revenu net d'entreprise est obtenu en déduisant du revenu des facteurs la rémunération des salariés, les fermages et les intérêts payés.

Le revenu net d'entreprise, obtenu après déduction de la rémunération des salariés, des fermages et des intérêts payés, diminue de 11 % en 2005 par rapport à 2004 en termes nominaux, passant de 60,2 millions d'euros à 53,6 millions d'euros. Si on rapporte le revenu net d'entreprise à la main d'œuvre agricole familiale et si on le déflate à l'aide de l'indice implicite des prix du PIB, on obtient une indication sur le revenu par unité de main d'œuvre agricole familiale (indicateur B). Cet indicateur se prête pour la mesure de l'évolution du revenu des exploitations agricoles organisées sous forme d'entreprises individuelles ou d'entreprises sans personnalité juridique propre, comme c'est le cas pour la quasi-totalité des exploitations agricoles au Luxembourg. L'indicateur B montre une diminution de 12,5% en 2005 par rapport à 2004.

Les résultats obtenus pour les indicateurs de revenu dépendent de l'évolution du revenu dans les comptes économiques de l'agriculture et de l'évolution de la main-d'œuvre agricole.

Comme signalé sous I.C « Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise », nous observons en 2005 une augmentation de la main-d'œuvre agricole pour des raisons méthodologiques. Si on neutralisait ce changement méthodologique au niveau de la main-d'œuvre, les indicateurs de revenu agricole

seraient à revoir à la hausse. Il n'a malheureusement pas été possible de chiffrer l'incidence du changement méthodologique sur les chiffres de la main-d'œuvre, de sorte qu'il faut accepter une rupture dans la série de la main-d'œuvre agricole et des indicateurs de revenu.

L'évolution des indicateurs de revenu au cours des dernières années est retracée dans le tableau 7. Les différents indices se rapportent à l'année de base 2000=100. On constate que les indicateurs A et B oscillent autour du niveau 100 au début des années 2000 et sont orientés à la baisse ces deux dernières années.

Tableau 4 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

source SER

spécification	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 prov.
froment panifiable	19,09	17,65	12,64	10,78	13,10	13,60	12,62	13,38	10,10	12,39
froment fourrager	:	14,50	10,91	9,67	10,13	9,92	8,50	10,59	8,50	9,14
épeautre	:	:	:	:	10,91	10,29	7,98	10,30	8,50	8,00
seigle panifiable	19,34	16,24	10,66	9,17	9,54	10,29	8,08	9,68	6,94	8,22
seigle fourrager	:	:	:	:	:	9,05	7,48	9,05	6,50	6,75
orge fourragère	18,34	14,50	10,78	9,17	9,48	9,05	7,73	9,18	8,00	8,25
orge de brasserie	:	17,60	14,30	10,54	11,53	11,16	9,93	10,61	9,11	8,84
avoine	17,35	14,01	9,92	8,92	10,16	9,05	7,48	7,55	7,50	7,50
maïs grain	:	:	:	11,16	11,90	10,91	9,88	12,00	8,50	8,50
triticale	18,34	14,50	10,66	8,92	9,05	9,54	7,48	9,05	8,00	8,00
colza alimentaire	46,85	37,56	17,25	15,37	17,60	22,31	20,73	21,80	18,00	18,90
colza industriel (=non alimentaire)	:	:	12,64	13,63	15,87	18,00	18,05	18,30	19,40	19,00
pois	:	24,05	11,90	9,92	11,16	12,89	10,48	11,05	10,50	10,30
féveroles	:	21,81	11,90	9,92	11,16	12,89	10,48	11,05	10,50	10,30
pommes de terre de consommation	14,87	16,73	21,57	15,49	16,11	23,13	23,80	28,30	28,00	29,09
plants de pommes de terre	:	:	:	:	:	:	:	17,12	14,18	14,18
raisins destinés à la vinification	:	88,06	75,53	84,73	92,87	92,74	93,99	99,44	92,36	97,66
viande bovine	3,20	3,11	2,86	2,37	2,33	1,84	1,88	2,05	2,27	2,48
viande de veau	4,26	5,98	5,83	5,71	5,35	5,32	5,21	5,27	5,53	5,74
veaux de 15 jours exportés vivants	200,25	220,63	193,36	139,54	148,29	89,54	105,55	142,16	145,85	144,19
viande porcine	1,94	1,72	1,48	1,24	1,43	1,68	1,30	1,16	1,24	1,20
porcelets	50,37	52,06	40,16	31,11	35,23	49,45	33,56	32,47	33,79	32,80
viande ovine	:	:	:	:	:	:	:	5,74	5,30	5,37
viande caprine	:	:	:	:	:	:	:	8,18	8,02	6,15
volaille	:	:	:	:	:	:	:	:	3,50	5,55
lait à 3,7%MG et 3,3%MP avec versement supplémentaire	0,2836	0,3582	0,3042	0,3052	0,3041	0,3261	0,3159	0,3081	0,3041	0,2909
lait au taux effectif de MG et MP	0,2848	0,3654	0,3183	0,3218	0,3197	0,3423	0,3328	0,3261	0,3222	0,3079
taux MG du lait	3,86	4,09	4,20	4,20	4,19	4,17	4,18	4,20	4,20	4,19
taux MP du lait	:	3,26	3,35	3,38	3,36	3,36	3,37	3,38	3,39	3,40
œufs	:	:	0,09	0,10	0,10	0,11	0,11	0,11	0,11	0,13

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

**Tableau 5: Les quantités produites des principales productions agricoles** source SER

spécification	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 prov.
céréales (t)	156 507	147 929	147 585	162 010	167 217	153 795	152 830	144 299	168 788	164 139	178 982	160 552
froment et épeautre (t)	31 976	43 513	52 745	57 380	60 073	46 379	61 184	54 022	71 656	68 648	79 978	71 745
seigle (t)	4 090	2 366	1 703	2 715	4 051	3 535	3 603	4 803	7 470	4 606	7 921	5 715
orge (t)(1)	74 732	69 612	62 822	68 627	63 203	67 775	53 533	53 566	51 823	55 330	52 761	52 853
avoine (t)	37 266	18 757	12 150	13 247	11 693	12 246	9 217	7 799	10 219	11 414	9 458	7 734
maïs grain (t)				2 285	4 293	3 112	2 040	4 331	2 317	1 902	3 611	2 043
triticale (t)	2 163	11 041	14 591	15 456	21 618	17 313	19 843	16 645	23 044	19 992	23 086	18 530
mélange de céréales et autres céréales (t)	6 280	2 640	3 574	2 300	2 286	3 435	3 410	3 133	2 259	2 247	2 168	1 932
colza (t)(2)	950	5 201	6 795	7 865	9 186	13 568	8 370	8 780	12 522	12 535	16 526	14 704
pois et féveroles (t)	305	1 360	1 380	1 531	1 420	2 307	1 235	2 253	2 310	2 107	1 702	1 474
pommes de terre (t)	29 088	24 870	22 857	22 820	21 050	25 704	27 858	22 735	20 105	18 329	22 244	19 329
vin (hl)	107 000	151 120	149 654	74 708	159 711	184 277	131 931	134 826	153 872	123 085	155 828	135 366
viande bovine(t poids carcasse,abattage&export)	14 195	14 024	15 560	17 272	16 977	16 843	17 030	16 517	17 661	16 637	16 479	16 779
viande de veau (t poids carcasse, abattage)	34	140	245	420	491	482	475	575	440	410	394	355
exportation veaux vivants (têtes)	23 742	17 707	16 151	17 994	18 331	17 458	16 625	13 752	15 259	15 519	15 322	14 399
viande porcine (t poids carcasse,abattage&export)	6 870	8 402	8 950	9 656	9 607	12 306	11 710	10 693	10 483	12 005	12 117	13 789
abattage porcelets (têtes) (3)	59 000	48 187	41 200	59 230	35 337	33 475	34 426	29 012	30 300	32 636	32 734	30 526
exportation porcelets vivants (têtes)					36 007	23 933	19 584	14 599	200	448	2 673	7 095
viande ovine et caprine (t poids carcasse)	51	73	61	131	85	147	119	152	139	137	164	184
viande de volaille (t poids carcasse)	90	62	72	74	68	64	126	178	156	145	129	194
lait de vache (t, taux effectif de matière grasse)	300 463	290 250	268 600	264 000	263 900	266 572	264 480	269 674	270 665	267 114	268 539	269 654
taux de matières grasses du lait (%)	3,86	4,09	4,20	4,23	4,25	4,20	4,19	4,17	4,18	4,20	4,20	4,19
œufs (t)	986	915	775	925	940	865	1 095	1 133	968	987	1 123	1 293

pour les céréales et les pommes de terre: y compris la production de semences ou de plants

pour toutes les productions: y compris la consommation dans le ménage de l'exploitant (=autoconsommation)

pour le lait: y compris le lait intraconsommé (lait utilisé dans l'alimentation des animaux)

(1) orge brassicole incluse à partir de 1993

(2) colza à usage énergétique inclus à partir de 1994

(3) exportation de porcelets vivants incluse jusqu'en 1997

**Tableau 6: Production, coût de production , revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000 €, hors TVA)** **source SER**  
**tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base**  
**1ère partie: production végétale**

	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005 prov.	variation 2005 par rapport à 2004		
								indice de valeur	indice de volume	indice de prix
1000 céréales (y compris semences)(1100 à 1900)	29 303	23 647	23 176	21 780	24 865	21 862	15 770	72,1	89,1	81,0
1100 blé et épeautre	6 220	7 407	10 377	10 088	11 272	10 322	7 992	77,4	88,1	87,9
1200 seigle et méteil	808	412	476	841	623	760	462	60,8	69,6	87,3
1300 orge	14 038	10 843	7 370	6 383	8 067	6 406	4 706	73,5	99,0	74,2
1400 avoine et mélange de céréales d'été	6 649	3 275	1 926	1 561	1 815	1 494	901	60,3	87,8	68,7
1500 maïs grains	0	0	265	287	231	232	80	34,5	39,5	87,5
1900 autres céréales (triticale)	1 589	1 710	2 762	2 620	2 857	2 648	1 629	61,5	79,9	77,0
2000 plantes industrielles (2100+2200+2900)	548	2 266	3 461	3 848	3 941	4 393	3 060	69,7	89,5	77,8
2100 oléagineux	446	1 953	3 153	3 375	3 483	4 000	2 823	70,6	90,3	78,2
2200 protéagineux	102	312	307	413	398	333	177	53,2	78,9	67,6
2900 autres plantes industrielles	0	0	0	60	60	60	60	100,0	100,0	100,0
3000 plantes fourragères	24 058	22 620	19 331	19 597	21 799	22 149	19 195	86,7	98,5	88,0
4000 produits maraîchers et horticoles (4100+4200)	6 891	5 047	4 455	5 295	5 584	6 950	7 536	108,4	103,1	105,1
4100 légumes frais	2 256	2 380	1 423	1 864	1 994	2 695	3 044	112,9	99,3	113,7
4200 plantes et fleurs	4 636	2 667	3 032	3 431	3 590	4 255	4 492	105,6	105,6	100,0
5000 pommes de terre (y compris plants)	2 739	3 128	3 190	3 806	3 760	4 063	3 173	78,1	81,9	95,3
6000 fruits	2 578	1 403	3 946	4 122	3 033	4 973	3 504	70,5	50,9	138,4
7000 vin	14 425	22 419	28 565	28 747	26 402	30 743	28 578	93,0	86,9	107,0
9000 autres produits végétaux	285	12	342	470	482	749	340	45,4	69,7	65,2
10000 production végétale (01 à 09)	80 828	80 543	86 465	87 665	89 866	95 882	81 156	84,6	89,2	94,9

**Tableau 6: Production, coût de production, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000 €hors TVA)** source SER  
tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base  
2e partie: production animale, production agricole, production de la branche agricole

	1985	1990	2000	2002	2003	2004	2005 prov.	variation 2005 par rapport à 2004		
								indice de valeur	indice de volume	indice de prix
11000 animaux (11100 à 11900)	66 336	63 897	72 697	74 598	75 298	76 469	67 533	88,3	107,2	82,4
11100 bovins	49 514	48 297	53 838	59 184	59 922	60 997	50 146	82,2	105,6	77,8
11200 porcins	16 287	14 849	17 412	13 781	13 663	13 802	15 399	111,6	113,1	98,6
11300 équidés	62	129	107	36	22	22	19	86,4	154,5	55,7
11400 ovins et caprins	183	342	620	976	940	935	977	104,5	117,6	88,8
11500 volailles	141	94	288	270	229	197	505	256,3	159,1	161,0
11900 autres animaux	149	186	434	351	522	516	487	94,4	97,8	96,4
12000 produits animaux (12100 à 12900)	84 031	100 104	83 488	88 466	85 187	89 127	82 204	92,2	100,4	91,8
12100 lait	81 973	97 977	81 708	86 507	82 847	86 912	79 503	91,5	100,1	91,3
12200 œufs	1 760	1 703	1 539	1 663	2 042	2 041	2 573	126,1	115,1	109,5
12900 autres produits animaux	297	424	240	296	298	174	128	73,6	73,6	100,0
13000 production animale (11+12)	150 367	164 001	156 185	163 064	160 485	165 596	149 737	90,4	103,6	87,3
14000 production de biens agricoles (10+13)	231 195	244 544	242 651	250 728	250 351	261 478	230 893	88,3	98,3	89,8
15000 production de services agricoles	1 686	2 933	7 447	7 616	7 732	8 014	8 014	100,0	100,0	100,0
16000 production agricole (14+15)	232 881	247 477	250 097	258 344	258 083	269 492	238 907	88,7	98,3	90,2
17000 activités secondaires non agricoles non séparables	4 938	6 254	6 130	6 072	8 120	8 071	6 732	83,4	81,3	102,5
17100 transformation de produits agricoles	3 946	3 612	2 529	2 310	1 960	2 518	1 144	45,4	43,2	105,2
17900 autres activ. secondaires non séparables (biens et s	992	2 643	3 602	3 762	6 160	5 553	5 588	100,6	98,7	102,0
18000 production de la branche agricole (16+17)	237 819	253 731	256 228	264 416	266 203	277 563	245 639	88,5	97,8	90,5

**Tableau 6: Production, coût de production, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000 €hors TVA) source SER**  
**3e partie : consommations intermédiaires, valeur ajoutée brute, valeur ajoutée nette, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise**

	1985	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005 prov.	variation 2005 par rapport à 2004		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
19000 consommations intermédiaires (19010 à 19900)	127 105	127 432	129 355	133 436	137 013	141 603	149 947	155 573	103,8	101,7	102,0
19010 semences et plants	4 616	4 834	5 215	5 473	6 371	6 683	6 336	6 374	100,6	100,0	100,6
19020 énergie, lubrifiants	9 271	8 627	9 112	9 516	8 557	9 500	10 928	13 442	123,0	100,0	123,0
19030 engrais et amendements	13 659	14 331	9 813	10 727	10 757	10 567	11 521	12 489	108,4	100,0	108,4
19040 produits de protection des cultures et antiparasitaires	1 785	3 490	4 824	5 240	5 660	5 929	6 182	6 794	109,9	100,0	109,9
19050 dépenses vétérinaires	1 562	2 147	6 707	6 363	6 534	6 816	7 549	7 647	101,3	99,9	101,4
19060 aliments pour animaux	70 077	58 106	49 980	50 989	49 343	51 265	54 361	54 363	100,0	104,8	95,4
19062 aliments pour animaux achetés hors branche agricole	28 185	22 819	26 822	27 734	27 630	26 594	30 979	29 554	95,4	100,0	95,4
19063 aliments pour animaux produits et consommés sur l'expl.	41 892	35 288	23 158	23 255	21 713	24 671	23 382	24 809	106,1	111,2	95,4
19070 entretien du matériel	11 252	14 095	11 555	11 686	13 353	13 444	14 384	15 103	105,0	100,0	105,0
19080 entretien des bâtiments	2 082	1 797	1 556	1 698	2 001	1 938	1 647	1 677	101,8	100,0	101,8
19090 services agricoles	1 587	2 933	5 967	5 607	6 167	6 284	6 328	6 328	100,0	100,0	100,0
19900 autres biens et services	11 215	17 072	24 626	26 137	28 270	29 177	30 711	31 356	102,1	100,0	102,1
20000 valeur ajoutée brute aux prix de base (18-19)	110 714	126 299	126 873	127 645	127 403	124 600	127 616	90 066	70,6	93,2	75,7
21000 consommation de capital fixe	21 443	29 722	52 487	53 952	55 170	59 213	62 024	62 334	100,5	100,0	100,5
22000 valeur ajoutée nette aux prix de base (20-21)	89 271	96 577	74 386	73 693	72 233	65 387	65 592	27 732	42,3	86,9	48,7
23000 rémunération des salariés	3 148	4 405	8 522	9 792	10 019	10 178	11 286	12 981	115,0		
24000 autres impôts sur la production	625	2 898	1 024	1 092	1 065	1 065	1 065	1 065	100,0		
25000 autres subventions sur la production	11 351	15 642	29 063	28 298	31 148	32 102	28 213	61 002	216,2		
26000 revenu des facteurs (22-24+25)	99 998	109 321	102 425	100 899	102 316	96 424	92 740	87 669	94,5		
27000 excédent net d'exploitation/revenu mixte (22-23-24+25)	96 850	104 916	93 903	91 107	92 297	86 246	81 454	74 688	91,7		
28000 fermages	7 648	8 753	11 155	11 423	11 763	11 763	12 337	12 025	97,5		
29000 intérêts à payer	6 594	10 342	8 867	9 765	9 408	8 068	8 875	9 052	102,0		
31000 revenu net d'entreprise (27-28-29)	82 608	85 821	73 880	69 919	71 126	66 415	60 242	53 611	89,0		

Tableau 7: Evolution des indicateurs de revenu agricole au Luxembourg

source : SER

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005 est.
REVENU DES FACTEURS (millions €)	98,805	109,321	108,453	102,425	100,900	102,315	96,425	92,738	87,670
REVENU NET D'ENTREPRISE (millions €)	81,416	85,821	81,181	73,881	69,921	71,125	66,415	60,241	53,611
indice implicite des prix du p.i.b. (2000 =100)	67,5	74,0	87,8	100,0	102,4	102,4	104,6	107,4	109,2
main-d'œuvre agricole totale (UTA)	7 275	5 955	4 931	4 292	4 217	4 100	3 960	3 945	3987
main-d'œuvre agricole non salariée (UTA)	6 700	5 338	4 292	3 736	3 625	3 513	3 359	3 328	3 333
main-d'œuvre agricole salariée (UTA)	575	617	639	556	592	587	601	617	654
indicateur A (2000 = 100)	84,3	103,9	105,0	100,0	98,0	102,1	97,6	91,7	84,4
indicateur B (2000 = 100)	91,0	109,8	108,9	100,0	95,3	100,0	95,6	85,2	74,5
indicateur A (var. p. rapport année précédente)		94,1	113,0	94,8	98,0	104,3	95,5	94,0	92,1
indicateur B (var. p. rapport année précédente)		90,1	117,2	92,5	95,3	104,9	95,6	89,1	87,5

indicateur A: indice du revenu réel des facteurs (réel=déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du p.i.b.) par unité de travail annuel

indicateur B: indice de revenu net réel d'entreprise (réel=déflaté moyen indice impl. prix du p.i.b.) par unité de travail non-salarié annuel

définitions voir chapitre IV "Les indicateurs de revenu de la branche d'activité agricole"  
du Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la Sylviculture CEA/CES 97



## F. La situation économique des exploitations agricoles

### 1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques

L'évolution des différents déterminants du bénéfice des entreprises agricoles se reflète dans les données du tableau 1. Ces données sont déterminées dans l'échantillon du réseau comptable. Ce dernier comprenait 450 exploitations en 2004.

**Tableau 1: Evolution des principaux indicateurs technico-économiques**

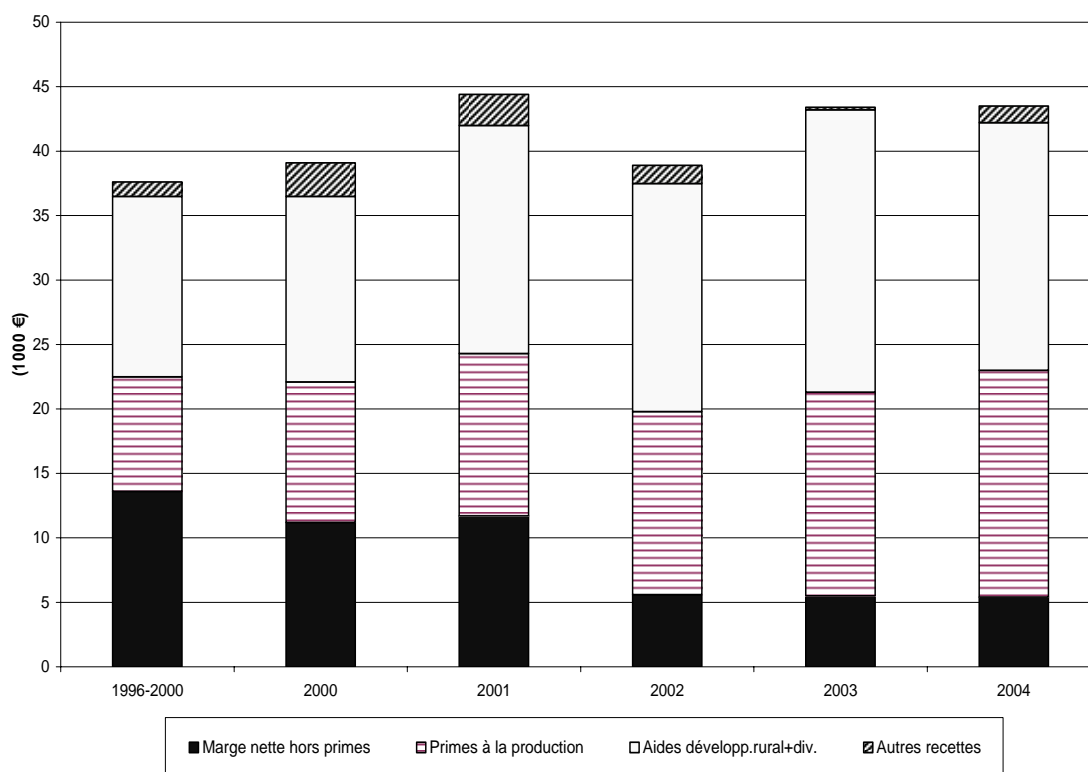
Indicateurs économiques		1996-2000	2000	2001	2002	2003	2004
Dimension économique	UDE	51	51	55	56	59	62
SAU	ha		64,8	65,4	69,2	71,8	72,4
Cheptel	UB		90	91	91	90	94
Chiffre d'affaires	1000 €	123,5	131,3	138,7	143,1	147,6	162,6
dont primes à la production	1000 €	8,9	10,9	12,6	14,2	15,8	17,6
Marge brute	1000 €	67,3	70,0	76,2	74,9	77,5	82,0
Coûts fixes (aides invest. déduites)	1000 €	-44,8	-47,9	-51,9	-55,1	-56,2	-59,0
dont amortissement	1000 €	-25,2	-27,1	-29,0	-30,3	-33,6	-35,8
dont aides à l'investissement	1000 €	2,3	3,2	3,4	4,5	6,8	8,3
Marge nette	1000 €	22,5	22,1	24,3	19,8	21,3	23,0
Aides développ. rural + diverses	1000 €	14,0	14,4	17,7	17,7	21,9	19,2
Bénéfice	1000 €	37,6	39,1	44,4	38,9	43,4	42,4
dont aides publiques totales	1000 €	25,1	28,4	33,7	36,3	44,3	44,0
Aides totales / bénéfice	%	67	73	76	93	102	104

Les tendances qui se dégagent de l'analyse de ces indicateurs sur la période 1996-2004 sont les suivantes:

- augmentation continue de la taille des exploitations en SAU, mais stagnation du cheptel à partir de 2001
- progression nette du chiffre d'affaires, même hors primes à la production
- croissance plus lente mais continue de la marge brute totale par exploitation autour de + 1-2 % par année
- augmentation tendancielle plus forte des coûts fixes et notamment des amortissements de + 5 % par année
- la marge nette (marge brute – coûts fixes) est en stagnation depuis la période 1996-2000
- forte augmentation des primes à la production (Agenda 2000) et des aides développement rural (montée en régime des dispositions du PDR 2000-2006).

L'influence grandissante des aides publiques est illustrée dans le graphique 1.

**Graphique 1 : Evolution des composantes du bénéfice**



On constate que la marge nette hors primes, qui correspond au surplus économique de l'activité agricole, est en net recul depuis la période 1996-2000. L'accroissement des aides publiques sur les dix dernières années est le facteur explicatif essentiel de l'augmentation du bénéfice.

Or à partir de 2005 les primes à la production sont complètement découplées au Luxembourg, et la dépendance économique envers les aides publiques sera alors encore plus évidente. La marge brute (sans les primes à la production, qui n'existeront plus) diminuera à environ 60 000 €. En même temps les coûts fixes continueront à augmenter, car essentiellement dépendants des investissements passés, et en moyenne seront plus ou moins au même niveau que la marge brute. Ce qui veut dire qu'en moyenne la marge nette hors aides publiques sera en moyenne égale à zéro.

Le paradoxe de l'agriculture luxembourgeoise est qu'en dépit d'une évolution seulement faiblement positive des bénéfices, les investissements ont par contre connu une croissance explosive depuis 2000, environ + 40 %.

**Tableau 2 : Evolution des dépenses d'investissement**

Investissement		1996-2000	2000	2001	2002	2003	2004
Investissement total	1000 €	41,0	46,1	38,6	49,0	66,4	65,7
dont terres	1000 €	6,8	8,5	3,6	5,6	5,5	7,9
dont bâtiments d'exploitation	1000 €	12,6	11,0	11,4	14,9	15,1	19,4
dont installations	1000 €	3,4	3,6	3,2	5,5	19,2	10,4
dont machines	1000 €	13,1	14,2	12,6	16,6	18,5	19,1
dont quotas laitiers	1000 €	0	4,7	3,1	2,4	3,7	3,4
Cashflow	1000 €	66,1	68,6	70,9	73,3	94,8	90,0
Investissement / Cashflow	%	62	67	54	67	70	73

La question qui se pose alors est de savoir si le niveau d'investissement est compatible avec l'évolution de la dimension économique et/ou du chiffre d'affaires, c'est-à-dire si les dépenses d'investissement correspondent à une augmentation réelle des capacités de production, ou s'il est dû plutôt à d'autres considérations non économiques.

La première chose qui ressort des deux tableaux ci-dessus est le fait que les capacités de production (dimension économique et/ou chiffre d'affaires) a en effet augmenté assez fortement depuis 5 ans, de plus ou moins 15-20 %, mais que les dépenses d'investissement se sont accrues de 40 %. Il y a donc un différentiel important entre les deux évolutions, et avec un recul de 5 années on ne peut plus parler de phénomène ponctuel, mais il s'agit bien d'une tendance lourde.

Ce surinvestissement par rapport à l'évolution de la production se lit directement dans l'indicateur investissement sur cashflow, qui mesure la part des flux de trésorerie affectée à l'investissement. Non seulement cette part augmente graduellement pour atteindre 73 % en 2004, mais elle est largement plus élevée que dans les régions limitrophes (42 % en Lorraine (2000), 34 % en Wallonie (2003), 38 % en Rhénanie-Palatinat et 60 % en Sarre pour l'année 2003).

Une éventuelle relation de cause à effet entre les aides à l'investissement très généreuses et le niveau très élevé des dépenses d'investissement reste évidemment une hypothèse plausible. Une autre voie d'explication réside dans le fait que les cessions d'actifs immobilisés, notamment de terrains constructibles, ont beaucoup augmenté ces dernières années, et que ces liquidités ont en grande partie été réinjectées dans les entreprises par des investissements nouveaux.

Tableau ..: Ventes d'actifs immobilisés par entreprise agricole		1996-2000	2000	2001	2002	2003	2004
Ventes de terrains	€	1 100	1 050	2 650	2 150	3 800	3 950
Ventes de machines	€	2 250	2 500	2 250	3 300	3 450	3 500

Cette augmentation des ventes d'actifs immobilisés (+50 % entre la période 1996-2000 et 2003/2004) joue sans aucun doute un rôle dans la croissance des investissements bruts. On peut remarquer que le total de ces réalisations d'immobilisés représente à peu près le même ordre de grandeur que les aides à l'investissement, c'est-à-dire 7 500 €/entreprise/année ou 13 000 000 € globalement pour le secteur agricole.

## 2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole

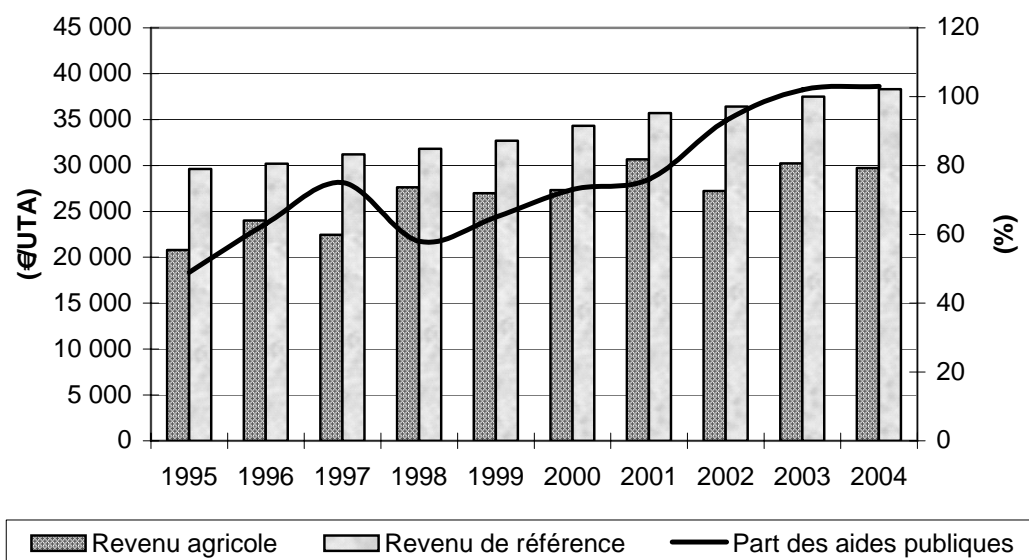
L'évolution positive à moyen terme du revenu agricole ou bénéfice par UTAn s'explique donc notamment par l'effet conjugué d'une politique active d'aides publiques et d'une augmentation constante de la taille économique des exploitations, ainsi que de l'accroissement de la productivité du travail (tableau 3).

**Tableau 3: Evolution de la productivité du travail et du revenu agricole**

Productivité et revenu		1996-2000	2000	2001	2002	2003	2004
<i>Productivité du travail</i>							
SAU par UTA	ha	38	40	40	41	43	44
UB par UTA	UB	53	55	55	55	54	57
Marge brute par UTA	1000 €	41,0	43,0	46,1	44,9	46,3	47,9
<i>Revenu agricole</i>							
Bénéfice par UTAn	1000 €	25,7	27,4	30,7	27,2	30,2	29,6

Le décalage persistant par rapport au revenu de référence est illustré par le graphique 2.

**Graphique 2: Evolution du revenu agricole, du revenu de référence et de la part des aides publiques**



## Définitions

- **Réseau comptable agricole:** ensemble d'environ 850 exploitations agricoles, regroupées dans les deux offices comptables d'Agrigestion et du Service d'Economie Rurale. Un sous-échantillon de 450-500 exploitations, sélectionnées en fonction de leur orientation technico-économique et de leur taille économique, constitue la base de données, servant à la détermination des statistiques économiques au niveau national et communautaire, dans le cadre du RICA, le réseau d'information comptable agricole au niveau de l'Union Européenne.
- **Chiffre d'affaires:** somme de toutes les ventes de produits et services agricoles, plus les variations de stocks, plus les aides liées à la production.
- **Bénéfice ou revenu agricole:** résultat du compte d'exploitation (bénéfice), mesurant le revenu annuel dégagé par l'activité agricole, y compris les activités accessoires. Le revenu agricole représente la rémunération du travail fourni ainsi que des capitaux propres engagés par les UTAn présents dans l'entreprise.
- **Revenu de référence:** moyenne nationale annuelle du salaire brut des salariés non-agricoles, calculée par le STATEC.
- **Coefficient de rentabilité:** le coefficient est égal au quotient du revenu agricole sur la somme des charges calculées, à savoir un intérêt forfaitaire de 3,5 % sur les fonds propres et une rémunération pour l'exploitant et les membres actifs de sa famille qui est fixée au niveau du revenu de référence national. Si le revenu est assez élevé pour permettre de rémunérer le capital et le travail familial au niveau fixé, le coefficient atteint la valeur de 100 % (= seuil de rentabilité).
- **Aides à la production:** primes cultures arables, primes bovins, prime vaches allaitantes...
- **Aides non liées à la production:** indemnité compensatoire, prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, aides spécifiques dans le programme 2078, aides pour certains coûts de production (électricité, eau, assurance grêle), primes ESB, aides agri-monnaies, bonifications d'intérêts, prime d'installation .....
- **Cash-flow:** est à peu près égal au revenu + amortissements +/- variations des stocks. Il correspond au surplus monétaire dégagé par l'exploitation. Ces liquidités sont utilisées pour rembourser des dettes, assurer le train de vie privé, constituer des réserves et financer des investissements nouveaux. Si le cash-flow n'est pas assez important pour couvrir tous ces besoins, le solde devra être financé par un nouvel emprunt.
- **Marge brute:** différence entre la valeur de la production (y compris les aides à la production) et les charges opérationnelles (variables) d'un secteur d'activité spécifique (p. ex. culture céréalière, production laitière...) à l'intérieur d'une exploitation. La marge brute permet de comparer l'efficacité économique de différentes productions, ainsi que d'évaluer la capacité de gestionnaire de l'exploitant.
- **Marge brute standard (MBS):** valeur moyenne nationale d'une marge brute standardisée par spéculation. La MBS totale par entreprise sert à évaluer la dimension économique (DE) et l'orientation technico-économique (OTE) de l'exploitation.
- **Marge brute totale:** somme des marges brutes des différentes spéculations d'une entreprise ; elle représente le surplus dégagé par la production courante de l'entreprise.
- **Excédent brut:** est égal à la marge brute totale de l'exploitation, augmentée des aides non liées à la production et des autres recettes (activités connexes, travaux pour tiers, indemnités,...), et diminuée des frais généraux (entretien bâtiments, assurances, frais divers,...) hors amortissements et hors

- rémunération des facteurs de production externes (personnel salarié, fermages, intérêts) ; en enlevant les amortissements et la rémunération des facteurs de production externes (fermages, loyers, intérêts), on obtient le résultat courant.
- **Revenu des facteurs:** est égal à l'excédent brut, augmenté des aides à l'investissement et diminué des amortissements. Il doit rémunérer les facteurs de production externes, ainsi que le travail et le capital du chef d'exploitation.
- **Taux du coût de l'investissement:** est égal au rapport des amortissements nets ( = amortissement – subventions à l'investissement) sur la marge brute totale. Il mesure le poids relatif des coûts des investissements par rapport au potentiel économique de l'exploitation.
- **Taux de coûts fixes:** est égal au rapport des amortissements nets et des autres coûts fixes (entretien, assurances, frais généraux, salaires, fermages, intérêts) sur la marge brute totale. Il mesure la partie de la marge commerciale absorbée par les coûts fixes.
- **Unité de travail annuel (UTA):** cette unité représente la quantité moyenne de travail qu'une personne peut prester pendant une année; elle est fixée forfaitairement à 2.200 heures. On distingue par ailleurs entre UTA non rémunérées (UTAn), correspondant aux chefs d'exploitations et autres travailleurs non-salariés, et entre UTA salariées (UTAs), dont les charges de salaire constituent une dépense d'exploitation.

## **II. LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE**

Les activités du Service d'Economie Rurale sont diverses et s'inscrivent d'une part dans l'application au Grand-Duché de Luxembourg d'un certain nombre de mesures de la politique agricole commune et comprennent d'autre part des missions en relation avec la situation économique et sociale de l'agriculture.

Afin de pouvoir gérer au mieux l'ensemble des missions qui lui sont conférées, le Service d'Economie Rurale se compose, à côté de la direction, des divisions

- des relations extérieures et des marchés agricoles,
- des comptes économiques et des statistiques agricoles et
- de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles.

Suite à la réforme de la PAC de 2003 et contrairement aux réformes du passé, une réorganisation du SER devient indispensable afin de faire face aux changements profonds des dispositions en matière de primes et afin de garantir un service rapide et efficace pour les agriculteurs.

En matière de mise en œuvre de la prédite réforme de la PAC, sa préparation a été commencée à différents niveaux en 2004 :

- choix du modèle précisé au chapitre IV, A : régime mixte ou hybride 35/15/15 % et découplage de tous les paiements directs ;
- début des discussions concernant les modalités d'application de la réforme au niveau national :
  - la concertation avec d'autres ministères et administrations;
  - la préparation des dispositions nationales d'exécution (règlement grand-ducal);
  - l'information de l'agriculteur.

Cette mise en œuvre a été poursuivie en 2005 notamment par l'adoption des mesures d'exécution nationales. Dans ce cadre, il a été retenu de prévoir l'introduction des dispositions nationales d'exécution des règlements communautaires en deux étapes.

A côté de dispositions relatives au modèle choisi pour la mise en œuvre de la réforme de la PAC au Grand-Duché de Luxembourg et à la constitution de la réserve nationale, un premier règlement grand-ducal daté du 8 avril 2005 a fixé les règles relatives à la détermination des montants de référence individuels sur base des années 2000 à 2002 et a arrêté les dispositions concernant l'adaptation du montant de référence vers la hausse ou vers la baisse. Ainsi ce règlement n'a opéré qu'une introduction partielle des mesures d'application du régime de paiement unique.

La publication de ce règlement grand-ducal a permis d'entamer la procédure susceptible de mener à la détermination de la partie historique de la valeur des droits au paiement par :

- la communication aux agriculteurs de leur montant de référence ;
- la possibilité pour les agriculteurs d'introduire une demande d'adaptation du montant de référence ;
- la possibilité pour les agriculteurs d'introduire une demande d'allocation de droits au paiement respectivement l'augmentation de la valeur unitaire ou du nombre des droits au paiement ;
- le traitement administratif des demandes et la préparation des décisions ministérielles prenant position par rapport au bien-fondé des demandes.

Le second règlement du 24 novembre 2005 a pour objet de compléter les mesures d'application nationales concernant le paiement unique et la conditionnalité et de prévoir certaines dispositions relatives au système intégré de gestion et de contrôle. (précisions concernant les surfaces éligibles et concernant par exemple le transfert des droits au paiement, dispositions spécifiques concernant les droits au paiement soumis à des conditions spéciales, dispositions relatives à la mise en jachère,...).

Par ailleurs, l'année 2005 a été marquée pour le SER en général par la « Présidence luxembourgeoise » du Conseil des Ministres UE. Il a contribué significativement à la réussite de la « Présidence » en ce qui concerne l'Agriculture en fournissant le président du CSA (Comité Spécial Agriculture, organe préparant conjointement avec le COREPER - Comité des Représentants Permanents - les réunions du Conseil UE des Ministres de l'Agriculture), et en réalisant une enquête dans les 25 Etats membres de l'Union au sujet du défi que représente l'agriculture pour les jeunes, futurs chefs d'exploitation agricole, sujet de la rencontre informelle du Conseil des Ministres de l'Agriculture des 25 au Grand-Duché en mai 2005.

Les points A à C du présent chapitre contiennent une description plus ou moins détaillée des activités plus spécifiques des différentes sections.

#### **A. La division des relations extérieures et des marchés agricoles**

La division des relations extérieures et des marchés agricoles participe à l'élaboration de la politique agricole commune au niveau de l'Union et est plus particulièrement chargée de la mise en œuvre de la politique agricole commune au Grand-Duché de Luxembourg des mesures décrites au chapitre IV.

La division des relations extérieures et des marchés agricoles comprend les sections suivantes :

- « Office du Blé »
- « Cheptel et Viandes »
- « Economie Laitière »
- la section spécialement créée dans le but de gérer l'indemnité compensatoire à allouer aux agriculteurs dans les régions défavorisées ainsi que la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel.

Les principales activités sont développées au chapitre IV.

#### **B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles**

Un volet essentiel du travail réalisé chaque année par la division « comptabilité » du Service d'Economie Rurale réside dans la gestion des programmes informatiques de comptabilité économique agricole fournis par la NLB (Neue Landbuch Gesellschaft) et dans la mise en œuvre de ces programmes qui sont utilisés non seulement par le Service d'Economie Rurale, mais sont aussi mis à la disposition d'Agrigestion et de plusieurs exploitations agricoles ou viticoles individuelles, sous la responsabilité du SER.

Début 2005 une nouvelle version en configuration Windows du logiciel de comptabilité « As-Bila » a été introduite.

A signaler qu'une innovation majeure mise en route en 2005 : le transfert de données par voie électronique « Multiline ». Afin d'établir les comptabilités de gestion des agriculteurs et viticulteurs luxembourgeois, la division procède à la collecte mensuelle de toutes les données comptables, à leur dépouillement et encodage et ce à partir des factures et des extraits des comptes bancaires des exploitations. Traditionnellement, ces extraits sont envoyés au SER par les exploitants sous forme de relevés imprimés. L'innovation introduite consiste à procéder au transfert des données bancaires, avec l'accord explicite des



agriculteurs intéressés, par voie électronique des banques vers le SER moyennant des fichiers spécifiques, ce qui permet une facilité et une sécurité accrues. Ces nouvelles modalités de transfert de données par voie électronique ont d'abord été testées avec un nombre limité d'exploitations à partir de mars 2005 et les banques CCRA et BCEE. Dans le courant de l'année 2005, de plus en plus d'agriculteurs ont signé l'accord leur permettant de participer au transfert des écritures comptables via extrait électronique « Multiline ». Actuellement environ 150 exploitations agricoles et viticoles participent à ce transfert des banques respectives vers le SER. La tendance est à la hausse, et au début de 2006, le système a été étendu aux banques Fortis et Dexia.

En 2005, la division « comptabilité » a établi les bilans, les comptes de profits et pertes, les marges brutes des principales productions ainsi que les bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) de 390 exploitations agricoles ou viticoles. Ces données sont gratuitement mises à la disposition des chefs d'exploitation concernés, ce qui permet à ces derniers d'avoir un meilleur aperçu de l'état économique et financier de leur entreprise et de prendre les décisions adéquates afin d'améliorer leur revenu et leur situation sociale.

Ces résultats comptables servent également à établir des statistiques et à analyser l'agriculture luxembourgeoise dans son ensemble et à

- gérer le Réseau National Comptable Agricole (RNCA), échantillon représentatif de l'agriculture luxembourgeoise; une partie des données fournies pour 2004 par l'analyse des résultats de ce réseau est présentée au chapitre « La situation économique des exploitations (analyse micro-économique) » du présent rapport ;
- coopérer avec les instances communautaires dans le cadre du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE) ;
- représenter notre pays et à mettre à disposition des données statistiques dans le cadre de différents groupes spécifiques de l'OCDE ;
- calculer les coûts de revient de la production laitière luxembourgeoise ; la division comptabilité a élaboré un programme informatique mis à la disposition de la Fédération des Herd-Books Luxembourgeois dans le cadre de la participation au réseau européen de l'association EDF (European Dairy Farming) qui permet l'analyse des forces et faiblesses des exploitations laitières individuelles en comparaison avec celles des pays voisins et qui fournit ainsi des propositions visant à éliminer les points faibles ;
- participer au réseau IFCN (International Farm Comparison Network) ; comme EDF, il s'agit aussi d'un programme comparant les coûts en production laitière, cette fois-ci entre pays et au niveau mondial et non plus entre exploitations individuelles ;
- calculer les MBS (marges brutes standard), utilisées notamment:
  - pour la classification des exploitations agricoles selon leur dimension et leur orientation technico-économique (OTE) pour les besoins des statistiques RICA et STATEC ;
  - pour la détermination du revenu professionnel agricole cotisable (RPAC) permettant de définir les montants des cotisations sociales (assurance maladie et pension) ; depuis 2003, les calculs déterminant les RPAC sont effectués au SER, et non plus comme précédemment par le Centre Commun de la Sécurité Sociale ;
  - et, depuis le vote de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, pour la détermination de l'éligibilité des exploitations à différentes aides prévues dans ladite loi ;
- fournir des informations économiques et statistiques sur la situation de l'agriculture et de la viticulture dans leur ensemble, par région ou par catégorie d'exploitation.

D'une manière générale, la mise en œuvre des données fournies par le RNCA peut être d'une grande utilité pour la conduite d'une politique agricole nationale raisonnée (analyse ex-ante).

La perte de terrains agricoles au profit d'autres utilisations est un phénomène qui prend de l'ampleur ces dernières années. Dans ce contexte il faut distinguer deux situations différentes : perte directe en tant que terrains destinés à la construction et perte indirecte dans le cadre de mesures compensatoires. Dans un cas comme dans l'autre, la division comptabilité offre des conseils aux agriculteurs concernés, soit en les accompagnant sur le sujet des dédommagements, soit en les représentant lors des discussions avec les Administrations compétentes (Eaux et Forêts, ...). Dans le dernier cas notre travail consiste dans le contrôle et l'ajustement d'études de faisabilité, ainsi que l'élaboration de calculs économiques.

Les résultats de ces études et autres informations socio-économiques sont diffusés aux agriculteurs et viticulteurs, décideurs politiques et autres personnes intéressées moyennant un abonnement gratuit aux publications régulières comme « De Beroder » et « Compta-Info ». Depuis la mise en réseau du site Internet du SER, ces brochures, ainsi que toute une série de formulaires concernant la comptabilité, sont également disponibles en ligne.

- « De Beroder » est une présentation synthétique d'un thème donné (4 pages par numéro);
- « Compta-Info » fournit des résultats plus détaillés et des commentaires plus exhaustifs (12 à 28 pages par numéro) ;
- une brochure en quadrichromie (12 pages par numéro) présente quelques éléments marquants de l'évolution économique récente des exploitations agricoles et viticoles luxembourgeoises, ainsi que les services et conseils offerts aux exploitants par les différents conseillers de la division comptabilité.

En 2005, un numéro « De Beroder » et une brochure en quadrichromie ont traité les thèmes suivants :

- Les statistiques des prix des intrants agricoles en 2004.
- La production laitière – comparaison au niveau mondial.

Pour présenter au public un aperçu de la situation socio-économique des secteurs agricole et viticole luxembourgeois, le quatrième après-midi de la comptabilité a été organisé en présence de Monsieur Fernand Boden, Ministre et de Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Il s'est déroulé au Centre culturel « An der Fabrik » à Bettborn le 1<sup>er</sup> décembre 2005, autour d'une conférence de Monsieur Bram Prins, agriculteur néerlandais, président de EDF et co-fondateur de IFCN (voir plus haut), conseiller d'entreprise au sein de l'Institut LEI (Institut d'Economie Rurale des Pays-Bas) associé à l'Université de Wageningen (NL): « L'agriculteur en tant que dirigeant d'entreprise dans un contexte international. » Cet après-midi a connu un grand succès (environ 250 personnes présentes) et un très bon accueil auprès de la presse agricole.

Depuis cinq ans, le SER organise des visites d'étude à l'étranger auxquelles participent chaque année une cinquantaine d'agricultrices et d'agriculteurs. Fin 2005, trois exploitations lorraines du « Pays des trois frontières » entre Schengen et Thionville ont été visitées par les exploitants tenant leur comptabilité auprès du SER. Les thèmes choisis lors de cette visite d'étude étaient : la réduction des coûts dans la production laitière, l'ensilage de maïs grain et de céréales ainsi que l'évolution d'un projet de fusion d'exploitations.

Ces visites, qui connaissent chaque année un vif succès, semblent importantes dans la mesure où elles permettent aux agriculteurs luxembourgeois de confronter leurs propres façons d'agir à l'approche de leurs collègues à l'étranger. Ceux-ci orientent la plupart du

temps leur politique de gestion et d'investissement sur le moindre coût et les économies possibles.

Par ailleurs, la formation des chefs d'exploitations agricoles reste un souci permanent. Des contacts réguliers avec les organisations des jeunes agriculteurs d'une part et les institutions de recherche et de formation d'autre part sont entretenus. C'est aussi dans ce contexte, que la section participe à l'organisation des cours de formation continue organisés par le Lycée Technique Agricole et prévus par la loi agraire du 24 juillet 2001.

Le conseil de gestion constitue un domaine essentiel du travail, tant par son importance et son utilité pour les chefs d'exploitation bénéficiaires que par le volume de travail qui en découle pour la division comptabilité. En effet, à côté des nombreuses demandes de renseignement ponctuelles, la division prodigue des conseils de gestion portant notamment sur

- l'analyse économique de projets individuels d'investissement, prévue dans le cadre de l'actuelle loi agraire ;
- l'association d'exploitations (fusions) ;
- la reprise de l'exploitation familiale par un jeune ;
- les questions économiques et juridiques liées à la location d'une exploitation entière ou de bâtiments ;
- l'étude approfondie des documents comptables et de la gestion générale de l'entreprise en vue d'améliorer le revenu, notamment dans le cas d'exploitations en situation économique difficile ;
- l'amélioration du revenu en lien plus spécifiquement avec une approche agro-environnementale (bilans N-P-K, mesures environnementales en rapport avec le règlement UE 1257/99, FILL) ;
- l'aide à la mise en place d'une comptabilité simplifiée.

A remarquer encore que dans le cadre de sa mission de promotion des différentes formes de coopération entre entreprises agricoles dans le but de diminuer les coûts fixes des exploitations d'une part, et de promotion d'une agriculture durable d'autre part, la division comptabilité soutient activement le travail du LMR (Verband der Luxemburger Maschinen- und Betriebshilfsringe) et celui de la FILL (Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg).

Finalement, le SER a assuré la représentation de la FILL auprès de EISA (European Initiative for Sustainable Agriculture). En tant que petite organisation nationale, l'affiliation auprès de l'organisation européenne EISA est en effet particulièrement importante.

### **C. La division des comptes économiques et des statistiques agricoles**

La division des comptes économiques et des statistiques agricoles du Service d'Economie Rurale est chargée d'élaborer les informations statistiques de nature économique relatives à l'agriculture. Les informations statistiques élaborées concernent principalement la production agricole, les prix des produits agricoles départ ferme et des entrants agricoles et les comptes économiques de l'agriculture.

Ces informations statistiques sont élaborées selon des méthodologies définies sur le plan communautaire et sont communiquées à EUROSTAT, instance responsable au sein de la Commission de l'UE pour l'harmonisation et la publication des statistiques sur le plan communautaire. Elles sont également publiées dans le rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture et dans les publications du STATEC. Les informations statistiques sont mises à disposition des utilisateurs (ministères ou administrations, instances professionnelles du secteur agricole, opérateurs du secteur agroalimentaire luxembourgeois, agriculteurs, particuliers ...), sur le site Internet du Service d'Economie Rurale et sur demande à adresser au Service d'Economie Rurale.

Le Service d'Economie Rurale collecte les informations de base directement auprès des acteurs économiques (agriculteurs, associations agricoles, entreprises opérant dans le secteur agrolimentaire,...) ou utilise les informations élaborées au sein du Service d'Economie Rurale (informations provenant du système intégré de gestion et de contrôle ou du réseau de comptabilités) ou d'autres administrations ou services (STATEC, ASTA, Institut Viti-Vinicole, Administration des Services Vétérinaires,...) à des fins statistiques. Toutes ces informations sont intégrées dans un système cohérent de statistiques agricoles.

La division des comptes économiques et des statistiques agricoles collabore étroitement avec l'institut national de statistique STATEC. L'échange d'informations statistiques est bi-directionnel : Le SER intègre les données relatives aux structures des exploitations agricoles élaborées par la division des statistiques agricoles du STATEC dans le système des statistiques agricoles et le STATEC utilise les comptes économiques de l'agriculture dans la comptabilité nationale en tant que comptes sectoriels de la branche d'activité agricole.

Le travail méthodologique ainsi que les améliorations à apporter au système de communication des données à EUROSTAT font l'objet de groupes de travail instaurés auprès d'EUROSTAT, le Comité Permanent de la Statistique Agricole (CPSA) assurant un rôle de coordination et de conception générale en matière de statistiques agricoles. La division des comptes économiques et des statistiques agricoles participe aux travaux du CPSA et des groupes de travail couvrant les domaines des statistiques de la production agricole, des statistiques des prix agricoles et des comptes économiques ainsi que des groupes nouvellement instaurés couvrant les domaines des statistiques en rapport avec le monde rural et en rapport avec la sécurité alimentaire. Elle assure une fonction de coordination des statistiques agricoles de nature économique sur le plan national.

Au cours de l'année 2005, la division des statistiques agricoles a en outre travaillé à l'élaboration et à la réalisation des projets relatifs à l'utilisation de données administratives à des fins statistiques (SANITEL, MACAA).

### **III. L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**

#### **A. La politique agricole commune en 2005**

##### **1. Les décisions majeures**

Deux décisions majeures ont marqué l'année 2005 dans le domaine de la PAC.

Le 21 juin 2005, au dernier Conseil agriculture sous présidence luxembourgeoise, le Conseil est parvenu à un accord politique unanime sur un nouveau règlement cadre pour la mise en œuvre de la politique de développement rural pour la période 2007 à 2013 établissant un Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Cette décision a été précédée de l'accord politique obtenu au Conseil agriculture du 30 mai 2005 sur le règlement sur le financement de la PAC, qui englobe le financement du développement rural.

Les deux propositions initiales en question ont été présentées au Conseil « Agriculture » du 19 juillet 2004, et c'est donc après environ une année de discussions tant techniques que politiques, sous les deux présidences néerlandaise et luxembourgeoise que ces travaux ont pu être finalisés.

Le nouveau règlement pour la mise en œuvre de la politique de développement rural :

- établit les règles générales pour le soutien communautaire en faveur du développement rural financé par le FEADER institué par le règlement (CE) n°1290/2005;
- définit les objectifs auxquels la politique de développement rural doit contribuer;
- définit le cadre stratégique dans lequel s'inscrit la politique de développement rural, y compris la méthode à suivre pour établir les orientations stratégiques de la Communauté pour la politique de développement rural et les plans stratégiques nationaux;
- définit les priorités et les mesures de développement rural;
- établit les règles de partenariat, de programmation, d'évaluation, de gestion financière, de suivi et de contrôle sur la base d'un partage de responsabilités entre les États membres et la Commission.

Les ressources allouées devront être conformes aux perspectives financières pour la période 2007-2013.

Cette nouvelle réglementation prévoit en outre :

- Un taux minimum de financement par axe:  
ces taux expriment le pourcentage minimal communautaire de contribution selon chaque axe de développement rural. Le taux est fixé à 10% en ce qui concerne l'amélioration de la compétitivité et du boisement (axe 1), et les mesures de diversification (axe 3), au lieu de 15% comme proposé par la commission. Ce taux est maintenu à 25% pour l'axe 2 "gestion des terres". Pour les programmes dans les départements d'outre mer français le taux pour l'axe 2 est fixé à 10%. L'axe 3 LEADER est fixé à 5% de la programmation communautaire. Toutefois pour les 10 nouveaux Etats membres, le pourcentage de la contribution totale du Fonds pour l'axe LEADER est fixé à 2,5% en moyenne.

- La question de la taille d'entreprises éligibles aux aides concernant la transformation et la commercialisation des produits agricoles et sylvicoles était centrale tout au long des débats. Les Ministres ont décidé de limiter le soutien aux micro-entreprises dans le cas de la production sylvicole. Le soutien est fixé à un taux maximal et limité aux micro, petites et moyennes entreprises, pour des mesures ayant une valeur ajoutée pour les produits agricoles et sylvicoles. Aucune limite au soutien n'est fixée pour les territoires des Açores, de Madère, des îles Canaries, des départements d'outre mer français et des petites îles de la mer Egée.
- Par rapport à la proposition initiale, la prime d'installation aux jeunes agriculteurs est relevée de 40.000 € à 55.000 €. La période de grâce accordée aux jeunes agriculteurs pour se mettre en conformité avec les normes communautaires est fixée à 36 mois.
- La taxe sur la valeur ajoutée non recouvrable est éligible à la contribution du fonds quand elle est supportée à titre définitif par son bénéficiaire.
- Les taux de soutien en zones ultrapériphériques et zones défavorisées sont relevés de manière générale.
- En ce qui concerne les zones défavorisées, la Commission présentera un rapport et des propositions sur le futur système de paiement et la délimitation des zones défavorisées en 2010. Jusqu'en 2010 les dispositions du règlement 1257/1999 restent d'application. La proposition initiale prévoyait une modification des critères existants pour les zones défavorisées, basée sur la productivité des sols et les conditions climatiques.

Les textes réglementaires furent adoptés au Conseil du 19 septembre 2005.

C'est au Conseil agriculture du 22 au 24 novembre que le Conseil a dégagé, au terme de négociations difficiles, une orientation générale sur les trois propositions de règlements, concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre, la modification du règlement (CE) n° 1782/2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct et l'institution d'un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière, réformant ainsi cette OCM en place depuis plus de 40 ans, notamment pour la mettre en conformité avec le jugement de fin avril 2005 du panel de l'organisation mondiale du commerce et afin de l'intégrer dans le nouveau modèle de la PAC réformée en 2003.

L'avis du Parlement européen a été rendu le 19 janvier 2006 et les textes ont été adoptés par le Conseil au cours de la session du 20 février 2006.

Les dispositions des règlements concernant l'organisation commune des marchés et le fonds de restructuration s'appliqueront dès le début de la campagne de commercialisation 2006/2007, le 1<sup>er</sup> juillet 2006. Les dispositions concernant les prix, la production sous quota, la production hors quota et la gestion du marché s'appliqueront jusqu'à la campagne de commercialisation 2014/2015. Le règlement modifiant le régime de soutien direct s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les éléments les plus marquants de cette réforme en profondeur du régime sucre sont les suivants:

- Une réduction du prix de 36% pour le sucre blanc à compter de 2006-2007 afin d'assurer l'équilibre à long terme du marché. Cette réduction (de 631,9 €/t à environ 404,5 €/t) sera étalée sur quatre ans (2006/2007 à 2009/2010).

- Une compensation pour les agriculteurs à un niveau légèrement supérieur à 64% de la réduction du prix. Cette aide découplée est incluse dans le paiement unique par exploitation.
- Le nouveau régime, y compris la prorogation du régime des quotas pour le sucre, est mis en place jusqu'en 2014/2015. Il n'y a pas de clause de révision.
- L'introduction d'un système de stockage privé à la place du prix garanti au cas où le prix du marché chute en dessous du prix de référence.
- Un régime de restructuration volontaire, d'une durée de quatre ans, pour les entreprises sucrières de l'UE et les producteurs d'isoglucose et de sirop d'inuline afin d'encourager une fermeture totale des usines et l'abandon de quotas ainsi que pour faire face aux conséquences sociales et environnementales du processus de restructuration. La Commission présentera avant la fin 2008 un rapport sur le fonctionnement du fonds de restructuration.
- L'aide à la restructuration sera de 730 € par tonne de quota de sucre blanc libéré pour les deux premières années, de 625 €/t la troisième année et de 520 €/t la dernière année.
- Cette aide à la restructuration sera financée par une contribution dégressive versée par les allocataires de quota, avec un montant de restructuration ou de cotisation à la production de 126,4 €/t la première année, de 173,8 €/t la deuxième année et de 113,3 €/t la troisième année.
- En ce qui concerne le régime d'importations, le compromis est assorti d'une déclaration de la Commission sur le déclenchement automatique d'une procédure lorsque les importations de sucre en provenance d'un pays tiers dans le cadre de l'initiative "Tout sauf les armes" augmentent de plus de 25% par rapport à la campagne de commercialisation précédente et d'une déclaration du Conseil sur une modification de la législation en matière de règles d'origine.

A rappeler que le budget prévu pour le secteur du sucre en 2004 était de 1 721 millions d'euros, correspondant pour la plus grande partie à des restitutions à l'exportation (75% du total).

Un règlement établissant des mesures d'accompagnement en faveur des 18 pays signataires du protocole sur le sucre touchés par la réforme du régime de l'UE dans le secteur du sucre a été adopté le 23 janvier 2006. Ce texte prévoit un programme d'aide financière et technique, qui vise à permettre aux pays signataires du protocole sur le sucre de s'adapter aux nouvelles conditions du marché, et qui devrait comprendre un renforcement de la compétitivité de leur secteur du sucre de canne, le développement d'activités économiques alternatives et les moyens pour faire face aux conséquences sociales, environnementales et économiques d'une réduction de la contribution du secteur du sucre à leurs économies.

Dans ce contexte il convient de souligner que le Conseil des Ministres de l'Agriculture avait pris l'engagement d'associer ces pays aux réflexions en cours sur la réforme de l'OCM sucre. Ainsi deux rencontres informelles avec les ministres des pays ACP et PMA producteurs de sucre ont eut lieu en 2005, la première lors de la session du 24 janvier, sous Présidence luxembourgeoise et une autre lors de sa session du 19 septembre sous la Présidence du Royaume Uni. Les questions examinées durant ces réunions concernaient les aspects juridiques et politiques des propositions de la Commission portant sur la réforme de l'OCM du secteur du sucre, les réductions de prix proposées, l'incidence socio-économique de la réforme sur ces pays et le plan d'action des pays ACP et ses mesures d'accompagnement.

## **2. Les négociations commerciales internationales**

Les négociations commerciales internationales se sont poursuivies dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). C'est le 28 octobre 2005 que la Commission avait présenté une offre conditionnelle révisée dans le domaine de l'agriculture, pour contribuer au processus de négociations en vue de la préparation de la conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong.

A l'issue de cette réunion importante du Cycle de Doha, les ministres des 149 pays membres de l'OMC ont pu approuver une déclaration ministérielle qui prévoit notamment l'abolition des subsides à l'exportation d'ici 2013.

## **3. Les réunions informelles**

Les réunions informelles des Ministres de l'Agriculture européens en 2005 ont été consacrées à « L'agriculture de demain – un défi pour les jeunes agriculteurs » (Echternach et Luxembourg) et à la thématique du "changement climatique et agriculture" (Londres, Royaume Uni).

## **B. Les autres décisions du Conseil en 2005**

### **1. L'importation de sucre des Balkans**

Le Conseil a adopté le 28 février 2005, à la majorité qualifiée, un règlement visant à passer d'une importation illimitée en franchise de droits pour le sucre importé des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie Monténégro, y compris le Kosovo) à une admission sous forme de contingents tarifaires à droits nuls.

Le Conseil a également adopté une décision autorisant la Commission à ouvrir des négociations avec la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine en vue d'introduire des contingents tarifaires pour le sucre dans les accords bilatéraux avec ces deux pays.

Le règlement adopté modifie le règlement 2007/2000 introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liées au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'UE en fixant les contingents tarifaires suivants:

- 1 000 tonnes pour produits du secteur du sucre originaires d'Albanie,
- 12 000 tonnes pour produits du secteur du sucre originaires de Bosnie-Herzégovine,
- 180 000 tonnes pour produits du secteur du sucre originaires de Serbie Monténégro.

### **2. La 5e session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) - Conclusions du Conseil**

Le Conseil a adopté le 26 avril 2005 des conclusions en ce qui concerne le FNUF:

Ainsi le Conseil considère que les objectifs prioritaires d'un futur arrangement international forestier AIF devraient être clairs et ciblés et viser à :

- assurer la gestion durable de tous les types de forêts;
- renforcer la contribution des forêts à la réalisation des objectifs généraux de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);
- maintenir les ressources forestières de la planète et la qualité des forêts pour le bien-être à long terme économique, social et environnemental de tous, notamment des



personnes qui dépendent directement des forêts, y compris les communautés locales et indigènes.

Le Conseil estime entre autres que la définition d'un nombre limité d'objectifs quantitatifs clairs au niveau national et mondial, qui devraient être liés à des objectifs généraux de développement durable, tels qu'ils ont été adoptés lors du sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002 et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, constitue le meilleur moyen pour atteindre ces objectifs;

Ces objectifs pourraient être:

- le doublement, d'ici 2015, de la surface forestière gérée de façon durable;
- la réduction de moitié, d'ici 2015, du nombre de personnes dont la subsistance dépend des forêts qui vivent dans une extrême pauvreté et;
- la réduction de moitié, d'ici 2015, du rythme de la déforestation et de la dégradation des forêts dans le monde.

### **3. Le financement de la PAC**

Lors de sa réunion du 30 mai 2005, le Conseil est parvenu à un accord politique à la majorité qualifiée sur la proposition de règlement relatif au financement de la PAC. Le règlement a été adopté après sa mise au point par les juristes linguistes, au Conseil du 20 juin 2005.

Le règlement vise à mettre en place un cadre légal unique pour le financement de la PAC, au moyen de deux fonds, le FEADER et le FEAGA.

Ce règlement inclut aussi les règles propres à la discipline budgétaire qui tiennent compte de la réforme de la PAC telle que prévue par le règlement (CE) n° 1782/2003. Ces règles concernent notamment la fixation des montants annuellement disponibles pour les dépenses du FEAGA, des prévisions sur le respect des délais de paiements imposés aux Etats membres, des règles relatives aux réductions et suspensions éventuelles des paiements mensuels ou trimestriels.

### **4. La gestion des risques**

Le 30 mai 2005, le Conseil a eu un échange de vues sur la Communication de la Commission relative à la gestion des risques et des crises dans le secteur agricole.

Au cours du débat, les délégations se sont notamment exprimées sur l'introduction des filets de sécurité dans les Organisations Communes de Marché (OCM) en cas de crise sur le marché, le financement public éventuel des mesures de gestion de risques et les trois nouvelles options proposées par la Commission en tant qu'outils de gestion de crises et de risques.

Un large consensus quant aux conditions indispensables à la mise en œuvre d'éventuels nouveaux instruments a été constaté :

- L'introduction de nouveaux outils et les règles de financement afférentes ne doivent pas mettre en péril le fonctionnement souvent excellent des instruments existants déjà actuellement au niveau national, p.ex. en matière d'assurances contre les calamités.
- Les nouvelles mesures doivent pleinement respecter les critères de la « boîte verte », telle que définie par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

- Si le financement public peut être indispensable, notamment pour la mise en place et le bon démarrage de nouveaux outils, une co-responsabilité et donc un apport financier des producteurs agricoles sont également indispensables.

## **5. La fécule de pommes de terre**

Le Conseil a adopté le 30 mai 2005, à la majorité qualifiée, le règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1868/94 instituant un régime de contingentement pour la production de fécule de pommes de terre.

L'objet du règlement est la reconduction des contingents existants de fécule de pommes de terre pour une période limitée à deux ans (campagnes 2005/2006 et 2006/2007), y compris pour les six nouveaux Etats membres producteurs (Pologne, République Tchèque, Lettonie, Lituanie, Estonie et Slovaquie). Suite à la réforme de la PAC de juin 2003, 40% du paiement actuel sont payés sous forme de paiement à l'exploitation, les 60% restants sont maintenus comme aide pour les agriculteurs qui produisent des pommes de terre destinées à la fabrication de fécule.

## **6. Les forêts - Plan d'action de l'UE - Conclusions du Conseil**

Ayant pris note du rapport présenté par la Commission sur la mise en oeuvre de la stratégie forestière de l'UE au cours de la période 1999-2004, le Conseil a adopté des conclusions le 30 mai 2005.

Dans ses conclusions, le Conseil souligne entre autre l'importance économique, écologique et sociale que revêt le secteur forestier dans l'UE et la contribution que les forêts et la foresterie peuvent apporter à la réalisation des objectifs de Lisbonne en matière de croissance économique durable et de compétitivité, ainsi que des objectifs de Göteborg relatifs à la préservation quantitative et qualitative des ressources naturelles.

Le Conseil se félicite de la proposition de la Commission visant à élaborer un plan d'action de l'UE pour les forêts, qui devrait offrir un cadre cohérent pour la mise en œuvre des actions relatives aux forêts au niveau de la Communauté et des États membres.

Ainsi le Conseil a invité la Commission à élaborer en étroite coopération avec les États membres et, en consultation avec les parties concernées, une proposition relative à ce plan d'action et à la présenter au Conseil d'ici la mi-2006.

## **7. L'adhésion de l'UE à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales**

Le Conseil a adopté le 30 mai 2005 une décision approuvant l'adhésion de l'UE à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), relative à la reconnaissance au niveau international des droits de propriété intellectuelle des personnes qui ont créé, découvert ou mis au point une variété végétale.

La convention UPOV, adoptée à Genève le 19 mars 1991, accorde aux obtenteurs de nouvelles variétés végétales un droit de propriété exclusif, sur la base d'un ensemble de principes uniformes et clairement définis.

La Communauté versera, sur une base volontaire, cinq unités de contribution au budget annuel de l'UPOV, avec effet à compter de l'exercice budgétaire 2005.

## **8. Les encéphalopathies spongiformes - Prolongation de mesures transitoires**

Les Ministres de l'agriculture européens ont adopté le 30 mai un règlement prorogeant l'application des mesures transitoires pour la prévention, le contrôle et

l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST) jusqu'au 1er juillet 2007.

Ces mesures transitoires, prévues par le règlement 999/2001 sont prorogées dans l'attente de la révision des mesures permanentes et de la création d'une stratégie globale pour les EST. Elles s'appliquent à toute la chaîne de production et à la mise sur le marché d'animaux vivants et de produits d'origine animale.

## **9. L'accord riz CE - Etats-Unis**

Lors de sa réunion des 20 et 21 juin 2005, le Conseil a adopté la décision concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne le mode de calcul des droits appliqués au riz décortiqué (9249/05).

Cette décision formalise l'accord de mars 2005 entre la Communauté européenne et les Etats-Unis qui prévoit un droit de douane variable (65€/t, 42,5€/t ou 30€/t) en fonction des volumes d'importation. La décision entre en vigueur au 1er mars 2005 et est valable jusqu'au 30 juin 2006 en attendant une réforme de l'Organisation Commune des Marchés du riz (règlement (CE) 1785/2003).

Les accords avec l'Inde et le Pakistan sont maintenus jusqu'au 30/6/2006 avec des droits de douane à 65€/t pour le riz décortiqué et 175€/t pour le riz usiné.

## **10. Les oeufs - normes de commercialisation**

Au Conseil des 20 et 21 juin 2005, les Ministres de l'Agriculture ont adopté à l'unanimité un règlement concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs. Le règlement (CE) 2052/2003 introduisait le marquage obligatoire des œufs avec un code désignant le producteur et permettant d'identifier le mode d'élevage. Ce système a été introduit obligatoirement à partir du 1er janvier 2004, sauf pour les œufs vendus sur les marchés publics locaux où cette obligation entre en vigueur le 1er juillet 2005. Afin de ne pas pénaliser les plus petits producteurs par des contraintes administratives excessives, le règlement prévoit de modifier le règlement sur le marquage obligatoire des œufs de table dans la Communauté, en autorisant les Etats membres qui le souhaitent, à exempter à partir du 1er juillet 2005 les petits producteurs avec 50 poules pondeuses ou moins, de l'obligation de marquage des œufs vendus sur un marché public local, situé dans la région de production dans l'Etat membre concerné à condition que le nom et l'adresse de l'exploitation soient indiqués sur le lieu de vente.

## **11. Le mode de production biologique de produits agricoles**

Le Conseil a adopté à l'unanimité le 20 septembre 2005 un règlement modifiant le règlement n° 2092/91, prorogeant jusqu'au 31 décembre 2006 la dérogation visée dans le règlement n° 2092/91 et prévue pour les produits originaires de pays tiers non inscrits sur la liste.

## **12. L'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux**

Le 24 octobre 2005, le Conseil des Ministres de l'Agriculture a dégagé à l'unanimité un accord politique sur un règlement du Conseil concernant la mise en place d'un régime d'autorisation volontaire FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne. Par ailleurs le Conseil a pris une décision autorisant la Commission à engager des négociations sur des accords de partenariats destinés à mettre en œuvre le plan d'action de l'UE sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et

les échanges commerciaux. Leur adoption formelle a eu lieu lors du Conseil du 20 décembre 2005.

Le processus d'adoption de ces textes, entamé pendant la présidence néerlandaise, approfondi sous présidence luxembourgeoise et achevé sous la présidence du Royaume-Uni, ouvre la voie à la mise en place d'un nouveau régime d'autorisation dans le cadre duquel certains produits dérivés du bois exportés à partir d'un pays partenaire et entrant sur le territoire de l'UE à un poste de douane désigné pour être mis en libre pratique doivent être accompagnés d'une autorisation FLEGT délivrée par le pays partenaire, attestant que les produits dérivés du bois sont issus de bois récolté légalement dans le pays ou de bois importé légalement dans un pays partenaire conformément à la législation nationale spécifiée dans l'accord de partenariat concerné.

La proposition établit le cadre juridique nécessaire à la mise en place d'un régime d'autorisation relatif à l'importation de bois. Ce régime serait appliqué à titre volontaire.

### **13. L'orientation stratégique pour le développement rural**

Lors de la session du 22 au 24 novembre 2005, le Conseil a dégagé une orientation générale sur le texte remanié de la proposition de décision du Conseil relative aux orientations stratégiques de la Communauté pour le développement rural (période de programmation 2007-2013).

Ces orientations stratégiques, annexées à la proposition de décision, aideront les États membres dans la préparation de leurs programmes nationaux de développement rural. Elles recensent les priorités de l'UE que les États membres sont appelés à prendre en considération lorsqu'ils établissent leur stratégie nationale de développement rural.

Elles s'articulent autour de quatre axes: compétitivité et secteur forestier, gestion des terres, diversification et programme Leader. Elles recensent les domaines prioritaires pour la Communauté. Sur la base de ces orientations, chaque État membre devra établir sa stratégie nationale pour l'élaboration des programmes de développement rural. La décision elle-même sera adoptée lors d'une prochaine session, après que le Parlement européen aura rendu son avis.

Les principales modifications apportées au projet initial concernent la définition des priorités de la Communauté en matière de développement rural pour la période 2007-2013, une plus grande souplesse étant prévue dans l'allocation des ressources à chaque domaine du programme, compte tenu de la situation propre à chaque État membre.

### **14. Les vins argentins**

Le Conseil a adopté le 24 novembre 2005 à l'unanimité la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 527/2003 autorisant l'offre et la livraison à la consommation humaine directe de certains vins importés d'Argentine susceptibles d'avoir fait l'objet de pratiques œnologiques non prévues par le règlement (CE) n° 1493/1999.

Ce règlement proroge jusqu'au 31 décembre 2006 la dérogation accordée pour les importations de vins destinés à la consommation humaine produits en Argentine à l'aide de pratiques œnologiques non autorisées dans l'UE, en particulier l'ajout d'acide malique (extrait à partir de pommes ou produit synthétiquement), utilisé pour corriger le degré d'acidité. Cette pratique est autorisée en Argentine mais interdite pour les vins produits ou importés dans l'UE.

## **15. Les mesures exceptionnelles de soutien du marché**

Le 24 novembre 2005, le Conseil a adopté à la majorité qualifiée un règlement modifiant les règlements (CEE) n° 2759/75, (CEE) n° 2771/75, (CEE) n° 2777/75, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1255/1999 et (CE) n° 2529/2001 en ce qui concerne les mesures exceptionnelles de soutien du marché.

Ce règlement introduit le cofinancement dans l'organisation commune des marchés (OCM) dans les secteurs de la viande de porc, des œufs, de la viande de volaille, du lait et des produits laitiers et des viandes ovine et caprine, de manière à ce que les mesures exceptionnelles de soutien du marché prévues en cas de graves perturbations du marché dues à des restrictions imposées suite à l'apparition d'épizooties puissent être financées par la Communauté et les États membres concernés, et non seulement par la Communauté.

En 2003, un arrêt de la Cour de justice européenne a déclaré qu'un cofinancement national des mesures exceptionnelles de soutien du marché n'est pas en conformité avec le libellé actuel de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine; il est évident que cette jurisprudence s'applique à toutes les organisations de marchés pour les produits animaux, dont les articles sont plus ou moins identiques.

## **16. L'organisation commune des marchés dans le secteur du houblon**

Le Conseil a adopté à l'unanimité le 24 novembre 2005 un règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur du houblon et abrogeant les règlements (CEE) n° 1696/71, (CEE) n° 1037/72, (CEE) n° 879/73 et (CEE) n° 1981/82.

Ce règlement remplacera les divers règlements qui y sont incorporés, tout en en préservant le contenu et en les regroupant. Par rapport à la proposition initiale, le texte adopté réintroduit néanmoins l'enregistrement obligatoire des contrats de livraison de houblon, prévu à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 1696/71.

## **17. L'organisation commune des marchés dans le secteur des semences**

Lors de la session du 22 au 24 novembre 2005 le Conseil a adopté à l'unanimité un règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences.

Ce règlement vise, dans un souci de clarté juridique, à remplacer par un nouveau règlement portant organisation commune des marchés le règlement (CEE) n° 2358/71 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences, qui a été modifié de manière importante à plusieurs reprises, en particulier par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil. Le règlement (CEE) n° 1674/72 fixant les règles générales de l'octroi et du financement de l'aide dans le secteur des semences est abrogé, étant donné que ses dispositions ont été intégrées au règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission.

## **18. Les mesures forestières dans le cadre de la politique de développement rural**

Le Conseil a adopté, le 24 novembre 2005, à l'unanimité une déclaration en réponse au Rapport spécial n° 9/2004 relatif aux mesures forestières dans le cadre de la politique de développement rural.

Ce rapport, établi par la Cour des comptes, analyse notamment comment les mesures de soutien forestières, financées par le biais des fonds de développement rural, ont été mises en œuvre dans l'UE et quel en a été l'impact.

En réponse aux conclusions du rapport, le Conseil a été heureux d'annoncer que bon nombre des problèmes soulevés par la Cour des comptes seraient résolus du fait de l'entrée en vigueur du nouveau règlement relatif au développement rural.

## **19. La fièvre aviaire**

Le Conseil a adopté le 20 décembre 2005 et à l'unanimité le texte révisé de la directive sur l'influenza aviaire. Il a également dégagé à la même occasion à l'unanimité un accord politique sur le texte de la décision fixant la participation de l'UE pour les mesures d'éradication de l'influenza aviaire.

Ces propositions ont été soumises au Conseil en mai 2005.

La directive vise à mettre à jour les mesures communautaires actuellement en vigueur pour lutter contre l'influenza aviaire, qui sont fixées dans la directive 92/40/CEE du Conseil, en vue d'améliorer la prévention et l'élimination des foyers d'influenza aviaire ainsi que de réduire les risques sanitaires, les coûts, les pertes et l'impact négatif causé à la société dans son ensemble par cette maladie. Cette directive entrera en vigueur dans les États membres d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Le projet de décision présenté au Conseil fixe les taux de cofinancement communautaire pour l'influenza aviaire hautement pathogène et pour l'influenza aviaire faiblement pathogène, pour les frais engagés par l'État membre au titre de l'indemnisation des éleveurs pour les différentes mesures de lutte contre la propagation de cette épizootie.

## **20. L'accord Vin CE – Etats-Unis**

Le 20 décembre 2005, le Conseil a adopté à la majorité qualifiée une décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique sur le commerce du vin.

Cet accord constitue la première phase des négociations entre la Communauté européenne et les États-Unis. Il prévoit une seconde phase qui débutera 90 jours après son entrée en vigueur. Il établit que les parties reconnaissent mutuellement leurs pratiques de vinification ainsi que les noms d'origine de leurs vins. Il prévoit également que les États-Unis acceptent les principes essentiels des règles d'étiquetage communautaires ainsi qu'une clause de paix. La signature et la conclusion de cet accord avec les États-Unis a eu lieu le 10 mars 2006 à Londres.

La Communauté européenne avait conclu au préalable, le 23 novembre 2005, un accord intermédiaire sous forme d'échange de lettres avec les États-Unis (décision 2005/798/CE du Conseil).

La seconde phase des négociations portera sur les indications géographiques, les noms d'origine, les mentions traditionnelles, les vins à faible teneur en alcool, la certification, les pratiques œnologiques et la création d'un comité mixte.

## **21. La modification de l'OCM vin**

Le 20 décembre 2005, le Conseil a adopté un règlement modifiant le règlement (CE) n° 1493/1999 portant organisation commune du marché vitivinicole. Les modifications sont essentiellement d'ordre technique, dans l'attente d'une proposition plus générale sur la réforme du secteur, qui sera présentée l'an prochain. Ce règlement remplace l'obligation de distillation des sous-produits de la vinification par l'obligation de retirer sous contrôle ces sous-produits dans les zones viticoles de Slovénie et de Slovaquie.

Il modifie également le règlement (CE) n° 1493/1999 en ce qui concerne le classement des superficies viticoles plantées en Pologne comme zone viticole A.

Le règlement autorise diverses pratiques et traitements œnologiques qui ont été autorisés à titre expérimental dans certains États membres dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1622/2000. Les résultats obtenus conduisent à considérer ces pratiques et traitements comme étant de nature à assurer une meilleure maîtrise de la vinification et de la conservation des produits concernés, tout en ne présentant pas de risques pour la santé des consommateurs. L'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) a déjà autorisé ces utilisations expérimentales dans les États membres.

Ce règlement prévoit en outre l'utilisation éventuelle de morceaux de bois de chêne dans les pratiques et traitements œnologiques autorisés. Cette pratique est acceptée par l'OIV et permise pour plusieurs pays tiers dans les accords sur le vin qu'ils ont conclus avec l'UE. Une déclaration de la Commission indique que les conditions d'utilisation de cette pratique seront fixées ultérieurement.

Le règlement prolonge jusqu'à la fin de 2007 la dérogation relative à certains vins mousseux permettant qu'ils soient obtenus par l'adjonction d'un ou de plusieurs produits vitivinicoles non originaires de la région déterminée dont ce vin porte le nom.

Enfin, ce règlement autorise l'utilisation de certaines langues et mentions spécifiques dans l'étiquetage des vins.

## **22. L'UE/Thaïlande - Modification de concessions applicables au riz**

Le Conseil a adopté en date du 20 décembre 2005 une décision approuvant la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et la Thaïlande relatif à la modification des concessions applicables au riz, conformément au GATT.

Cette décision donne un caractère formel à l'accord paraphé entre la Communauté européenne et la Thaïlande, qui prévoit un droit consolidé de 65 euros/tonne pour le riz décortiqué, de 175 euros/tonne pour le riz blanchi et semi blanchi et de 128 euros/tonne pour le riz en brisures. L'accord devrait prochainement être formellement conclu avec la Thaïlande.

Celui-ci est applicable à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2005 et implique une dérogation au règlement (CE) n° 1785/2003 jusqu'au 30 juin 2006, dans l'attente d'une réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur du riz (modification du règlement (CE) n° 1785/2003).

## **23. Les régions ultrapériphériques de l'UE - Mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture**

Le 20 décembre 2005 le Conseil a dégagé un accord politique sur un règlement portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture pour remédier aux difficultés dues à l'éloignement, à l'insularité et à l'ultrapériphéricité des régions ultrapériphériques de l'UE.

Ce règlement prévoit un régime spécifique d'approvisionnement, des mesures en faveur des productions agricoles locales, des mesures ciblées d'accompagnement et des dispositions financières. Compte tenu des handicaps de ces régions et afin de stimuler les échanges commerciaux, les importations de certains produits agricoles seront exemptées de droits. Des aides seront également accordées pour la fourniture aux régions ultrapériphériques de produits d'origine communautaire.

La Communauté financera les mesures prévues dans le règlement jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximal de:

- Départements français d'Outre-Mer: 84,7 millions EUR,
- Açores et Madère: 77,3 millions EUR, et
- Îles Canaries: 127,3 millions EUR.

Les États membres présenteront à la Commission un projet de programme dans le cadre de la dotation financière.

#### **24. Les relations avec la Bulgarie et la Roumanie - Concessions commerciales pour certains vins**

Le Conseil a adopté le 20 décembre 2005 une décision approuvant la conclusion d'accords avec la Bulgarie et la Roumanie concernant l'établissement de concessions commerciales réciproques pour certains vins, et modifiant le règlement (CE) n° 933/95.

Afin de mettre en œuvre les résultats des négociations portant sur les nouvelles concessions pour certains vins, les accords ont été adoptés dans l'attente de la conclusion et de l'adoption de protocoles additionnels aux accords d'association avec la Bulgarie et la Roumanie contenant des dispositions sur la protection réciproque des dénominations de vins et des désignations de spiritueux.



## **IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**

### **A. Le régime de paiement unique**

Un des éléments majeurs introduits par la réforme de la PAC de 2003 est le régime de paiement unique. Il est destiné à remplacer la grande majorité des primes accordées jusqu'à présent (paiements directs aux agriculteurs). Contrairement aux régimes de prime précédents, il n'est pas lié à la production (en d'autres termes, il est « découplé »). L'un des grands objectifs du régime de paiement unique est de permettre ainsi aux agriculteurs de s'orienter davantage vers le marché et d'exercer leurs talents d'entrepreneur.

Le régime de paiement unique prévoit l'allocation de droits au paiement aux producteurs. Les dits droits sont déterminés par producteur sur base de sa situation de primes et sa surface éligible au paiement unique au titre d'une période de référence donnée. Le montant du paiement unique est déterminé sur base des droits que le producteur utilise à l'aide de surfaces éligibles au paiement unique (surfaces situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg). Les droits et les surfaces éligibles au paiement unique sont déclarés annuellement dans la demande « surfaces » à déposer pour le 1<sup>er</sup> mai au plus tard.

Les caractéristiques de la mise en œuvre du régime de paiement unique au Grand-Duché de Luxembourg sont les suivantes :

- Le régime de paiement unique est mis en œuvre selon un modèle régional mixte. Les droits au paiement à allouer aux producteurs sont établis sur base de la surface éligible déterminée pour la première année d'application du régime de paiement unique. La valeur des droits est composée d'une part régionale (montant de base régional) et d'une part individuelle qui dépend des quantités déterminées (hectares ou animaux) des années 2000 à 2002 dans le cadre des régimes de primes remplacés par le régime de paiement unique.
- Le découplage des primes est total c.à.d. le paiement unique remplace les régimes de prime suivants :
  - prime aux producteurs de certaines cultures arables ;
  - prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine ;
  - prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes ;
  - prime à l'extensification ;
  - prime à l'abattage et paiements supplémentaires ;
  - prime au bénéfice des producteurs de viande ovine ;
  - prime aux producteurs de lait et de produits laitiers et paiements supplémentaires ;
  - prime aux producteurs de semences.
- Le régime de paiement unique est introduit à partir de l'année 2005. La prime aux producteurs de lait et de produits laitiers et les paiements supplémentaires y sont inclus également à partir de 2005.
- Les droits au paiement unique peuvent être de nature différente. Il est fait distinction entre :
  - droits normaux ;
  - droits gel [Les producteurs dont la surface admissible au gel en 2005 dépassait 31,6 ha reçoivent un nombre de droits gel qui correspond à 6,3 % de la dite surface admissible au gel. Les droits gel constituent une obligation de gel des terres (à part pour les producteurs biologiques)] ;
  - droits avec « sticker » [Les producteurs qui ont produit des fruits/légumes pendant les années 2003, 2004 et/ou 2005 bénéficient de droits avec « sticker » en fonction de

- leur surface retenue et compte tenu d'un plafond national de 705 stickers. Dans un modèle régional, le « sticker » constitue une autorisation d'utiliser un tel droit à l'aide de surfaces emblavées en fruits/légumes (qui en principe ne sont pas éligibles au paiement unique).] ;
- droits spéciaux [Il s'agit de droits alloués aux producteurs qui pendant la période de référence ont bénéficié de primes animales non liées à la surface et qui en 2005 n'ont pas déclaré de surface ou dont la surface déterminée donnerait lieu à des droits dont la valeur dépasserait la valeur de 5.000 euros. Les dits producteurs peuvent utiliser les droits spéciaux sans surface éligible correspondante sous condition qu'ils maintiennent un niveau minimal d'activité agricole (exprimée en unités gros bétail).]

Le modèle régional appliqué au Grand-Duché de Luxembourg a été dénommé « 35/15/15 ». Dans un modèle régional mixte, une partie des montants de primes de référence (montants des primes calculés sur base des quantités déterminées pour les années de références retenues) est déduite et utilisée pour la création de la composante régionale de la valeur des droits au paiement. Ainsi, sont déduits 35 % des montants de primes, à part pour la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (y compris la prime à l'extensification accordées pour les vaches allaitantes) et la prime aux producteurs de lait et de produits laitiers (y compris les paiements supplémentaires) pour lesquelles seulement 15 % des montants sont destinés à la création de la dite composante régionale.

Le règlement (CE) n° 1782/2003 fixe à son article 42 les règles selon lesquelles les Etats membres peuvent utiliser leur réserve nationale (à créer par une réduction linéaire préalable des montants de référence des producteurs) pour allouer des montants ou droits supplémentaires aux catégories de producteurs suivants :

- producteurs qui commencent à exercer une activité agricole après le 31 décembre 2002 ou en 2002 sans percevoir de paiements directs cette année-là ;
- producteurs se trouvant dans une situation spéciale ;
- les producteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration et/ou développement concernant telle ou telle forme d'intervention publique.

Les différentes catégories de producteurs ainsi que les conditions à respecter afin de pouvoir bénéficier d'une allocation à partir de la réserve nationale sont fixées par le règlement (CE) n° 795/2004 et le règlement grand-ducal du 8 avril 2005.

En outre, les producteurs touchés pendant la période de référence 2000-2002 par un cas reconnu comme force majeure ou circonstances exceptionnelles (fixés par la réglementation communautaire) ont pu demander que leur montant de référence soit calculé sur base des années non affectées par le cas de force majeure ou les circonstances exceptionnelles. Des mesures analogues sont prévues en cas de producteurs qui ont commencé leur activité agricole au cours de la période de référence 2000-2002 et qui n'ont pas touché de primes pour certaines années de la dite période.

Au cours du premier semestre 2005, les producteurs ont ainsi pu introduire une demande respectivement de modification du montant de référence ou/et d'allocation de droits supplémentaires à partir de la réserve nationale. 658 producteurs ont déposé une telle demande (pour un total de 1.260 cas de figure).

La réglementation communautaire prévoit, en outre, l'application facultative de mesures en cas de « gains exceptionnels ». Un tel cas se présente si, selon des critères fixés au niveau national, un producteur a diminué, en termes de volume de primes, sa production entre la période de référence 2000-2002 et l'année 2004. Les mesures à prendre visent à adapter partiellement le montant de référence des producteurs concernés à la situation de primes connue en 2004. Les mesures à prendre visent à adapter partiellement le montant de référence des producteurs concernés à la situation de primes connue en 2004.

Le paiement unique est lié au respect des règles de la conditionnalité (« Cross Compliance »). Le règlement (CE) n° 1782/2003 dispose à son article 3 que « *tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe III, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 5.* ».

L'annexe III du dit règlement reprend les domaines suivants :

- environnement (applicable à partir de 2005) ;
- identification et enregistrement des animaux (applicable à partir de 2005) ;
- santé publique, santé des animaux et des végétaux (applicable à partir de 2006) ;
- notification des maladies (applicable à partir de 2006) ;
- bien-être des animaux (applicable à partir de 2007).

Les mesures à prendre en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales (applicables à partir de 2005) sont fixées à l'annexe IV du dit règlement, spécifiées par le règlement grand-ducal du 8 avril 2005 et concernent :

- l'érosion des sols ;
- les matières organiques du sol ;
- la structure des sols ;
- le niveau minimal d'entretien des sols.

En outre, les réglementations communautaire et nationale fixent des règles en matière de maintien des pâturages permanents (applicables à partir de 2005).

Il importe de préciser que les dispositions de la conditionnalité sont en large mesure des dispositions qui sont soit directement applicables déjà depuis des années [exigences dans les domaines repris à l'annexe III du règlement (CE) n° 1782/2003] ou rejoignent étroitement les obligations prévues par le code de bonne pratique agricole (applicable e.a. pour l'indemnité compensatoire et les mesures agro-environnementales) et par le régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (auxquels adhère la grande majorité des producteurs).

Le non-respect des exigences émanant des dispositions reprises ci-avant conduit à une réduction proportionnelle des paiements directs. La dite réduction est fonction de la gravité, de l'étendue, de la persistance et de la répétition du non-respect.

Le règlement (CE) n° 1782/2003 fixe les plafonds suivants pour le paiement unique : 33.414.000 euros pour 2005, 36.602.000 euros pour 2006 et 37.051.000 euros à partir de 2007.

Le paiement unique est réduit par l'application de la modulation (3% en 2005, 4% en 2006 et 5% à partir de 2007). Les montants en résultant sont affectés à des mesures relevant de la programmation en matière de développement rural financées par le FEOGA, section « Garantie ». Les producteurs bénéficient toutefois d'un remboursement partiel des montants modulés (montant modulé sur les 5.000 premiers euros de prime) dans les limites d'un plafond national (de 200.000 euros pour 2005, 300.000 euros pour 2006 et 400.000 euros à partir de 2007).

La réglementation communautaire prévoit que le versement du paiement unique n'est fait qu'en une seule fois (aucune avance n'est prévue). Toutefois, suite aux demandes de certains Etats membres (dont le Grand-Duché de Luxembourg) qui ont exprimé leurs craintes de ne pas pouvoir établir les droits au paiement en temps utile afin de verser le paiement unique dans les meilleurs délais, une dérogation a été prise qui permet aux Etats membres de procéder au titre de 2005 à des paiements partiels. Un tel paiement partiel a été versé à 1.950

producteurs pour un montant total de 24.385.769,04 euros. La modulation appliquée lors du calcul des paiements partiels représente au total 955.547,08 euros.

## **B. Le secteur végétal**

### **1. La prime aux protéagineux**

Le régime de prime aux protéagineux a été introduit dans le cadre de la réforme de la PAC décidée en juin 2003. Il est applicable à partir de l'année 2004 et constitue une aide à la surface versée pour les superficies emblavées en protéagineux et situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de l'aide s'élève à 55,57 euros par hectare.

Au titre de l'année 2005, 114 producteurs ont déclaré pour la dite prime une surface totale de 469,90 hectares.

Au titre de l'année 2004, 89 producteurs ont bénéficié de la dite prime pour au total 418,95 hectares pour un montant total de 23.281,01 euros.

A partir de l'année 2005, le régime de prime aux protéagineux est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous « Régime de paiement unique »)

### **2. L'aide aux cultures énergétiques**

Le régime d'aide aux cultures énergétiques a été introduit dans le cadre de la réforme de la PAC décidée en juin 2003. Il est applicable à partir de l'année 2004 et constitue une aide à la surface versée pour les superficies emblavées en cultures énergétiques et situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de l'aide s'élève à 45 euros par hectare. Les cultures visées par ce régime sont celles qui sont principalement destinées à la production de produits énergétiques tels que des biocarburants et l'énergie électrique et thermique produite à partir de biomasse. Les matières premières admises au Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre de ce régime au titre de l'année 2005 sont celles issues de cultures fourragères destinées à la production d'énergie électrique et thermique dans des fermenteurs à biogaz. Il s'agit notamment des cultures de maïs ensilage, de céréales ensilées et de mélange de graminées et légumineuses fourragères.

Au titre de l'année 2005, 22 producteurs ont déclaré pour la dite prime une surface totale de 216,06 hectares.

Au titre de l'année 2004, 15 producteurs ont bénéficié de la dite prime pour au total 107,72 hectares pour un montant total de 4.847,24 euros.

A partir de l'année 2005, le régime d'aide aux cultures énergétiques est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous « Régime de paiement unique »).

### **3. Le paiement à la surface de fruits à coque**

Le régime de paiement à la surface de fruits à coque a été introduit dans le cadre de la réforme de la PAC décidée en juin 2003. Il est applicable à partir de l'année 2004 et constitue une aide à la surface versée pour les vergers d'arbres à fruits à coque. Les espèces d'arbre à fruits à coque admises au Grand-Duché de Luxembourg sont les noix et les noisettes. L'aide n'est payée que pour les vergers qui présentent une surface homogène et d'un seul tenant. Les arbres isolés et les rangées d'arbres à fruits à coque plantées le long des routes ou d'autres cultures ne sont pas éligibles à la dite aide. En

outre, les vergers doivent présenter une densité minimale d'arbre à fruits à coque (50 pour les noyers, 125 pour les noisetiers). Le taux de l'aide pour les vergers situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg s'élève à 240 euros par hectare pour les vergers à noyers et à 150 euros par hectare pour les vergers à noisetiers.

Au titre de l'année 2004, un montant total de 722,40 euros a été versé pour une surface totale de 3,01 hectares. La surface totale déclarée pour l'année 2005 s'élève à 11,79 hectares.

A partir de l'année 2005, le régime de paiement à la surface de fruits à coque est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous « Régime de paiement unique »).

## C. Le secteur animal

### 1. Les primes « Animaux »

A partir de l'année 2005, les primes animales ont été remplacées par le régime de paiement unique. Etant donné que des soldes de primes bovines de l'année 2004 ont été versés au courant de l'année 2005, la situation des paiements au titre de l'année 2004 est résumée aux tableaux 1a et 1b :

Tableau 1a			
Régime de prime	Nombre d'animaux primés	Taux de la prime (€/tête)	Montants de prime (€)
<i>Prime spéciale en faveur des producteurs de viande bovine</i>			
Taureaux	16.899,98	210,00	3.548.995,80
Bœufs 1 <sup>ère</sup> classe d'âge	1.157,88	150,00	173.682,00
Bœufs 2 <sup>ème</sup> classe d'âge	1.204,77	150,00	180.715,50
TOTAL			3.903.393,30

<b>Tableau 1b</b>			
Régime de prime	Nombre d'animaux primés	Taux de la prime (€/tête)	Montants de prime (€)
<i>Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes</i>			
Part communautaire			
Vaches allaitantes	11.619,41	200,00	2.323.882,00
Génisses	6.619,00	200,00	1.323.800,00
Part nationale	18.237,95	50,00	911.897,50
<b>TOTAL</b>			<b>4.559.579,50</b>
<i>Prime à l'extensification</i>			
Densité entre 1,4 et 1,8 UGB/ha			
Bovins mâles	4.354,29	40,00	174.171,80
Vaches allaitantes/Génisses	4.798,15	40,00	191.926,00
Densité < à 1,4 UGB/ha			
Bovins mâles	1.320,56	80,00	105.644,80
Vaches allaitantes/Génisses	4.161,08	80,00	332.886,40
<b>TOTAL</b>			<b>804.629,00</b>
<i>Prime à l'abattage</i>			
Gros bovins	21.902,36	80,00	1.752.188,80
Veaux	934,50	50,00	46.725,00
<b>TOTAL</b>			<b>1.798.913,80</b>
<i>Paielements supplémentaires</i>			
Gros bovins	21.902,36	155,48	3.405.493,13
<i>Prime au bénéfice des producteurs de viande ovine</i>			
Prime de base	3.848,10	21,00	80.810,10
Prime régions défavorisées	3.848,10	7,00	26.936,70
Paielements supplémentaires	3.848,10	1,04	3.999,80
<b>TOTAL</b>			<b>111.746,60</b>

## 2. Le lait et les produits laitiers

### a) Le régime des quotas laitiers

Dans le cadre du mid-term review de l'agenda 2000 le Conseil CE a pris la décision de proroger le régime des quotas laitiers jusqu'au 31 mars 2015. Cette décision se trouve ancrée dans le règlement (CE) no 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003.

Sur le plan national, la gestion du régime des quotas laitiers continue à être régie par le règlement grand-ducal du 11 mars 2004 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement sur le lait.

Il est rappelé que le dit règlement reprend, dans les grandes lignes, les dispositions nationales en vigueur auparavant, notamment en matière de transfert de quotas et d'allocation de quantités de référence supplémentaires en provenance de la réserve nationale.

Le régime de transfert de quotas, tel qu'il fut instauré en 2000 et reconduit par la suite, a en général été bien accueilli par la profession ; le régime en place permet aux producteurs actifs de se voir allouer définitivement les quotas leurs transférés et leur donne ainsi les moyens de se doter de structures de production nécessaires pour faire face aux défis qui les attendent au moment où l'actuel régime des quotas laitiers viendra à son terme (suivant le règlement (CE) no 1788/2003 le régime actuel expirera au 31 mars 2015).

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000, 307 producteurs ont abandonné la production laitière et ont procédé au transfert définitif de leur quota laitier à destination de 337 exploitations. Ainsi, plus d'un tiers des producteurs actifs a investi dans l'achat de quotas laitiers au cours des six dernières années, ce qui prouve que le régime de transfert connaît 'un grand succès auprès des producteurs souhaitant continuer la production laitière. La quantité de référence transférée au cours des six dernières périodes de douze mois a porté sur 33,45 millions de kg, soit 12,46 % du quota national disponible. Selon les informations communiquées par les producteurs lors du transfert des quotas, le prix moyen payé par kg s'est développé à la hausse, passant de 0,68 € en l'an 2000 à 1,23 € au printemps 2005. Les prix payés ont varié dans une fourchette comprise entre 0,19 €/kg et 1,98 €/kg ; dans quelques cas, les quotas ont été transférés gratuitement. Consécutivement à ces transferts, le quota laitier moyen par exploitation est passé en six ans de 216.732 kg à 280.045 kg, soit une progression de 63.313 kg ou de 29,21 %. Ces chiffres prouvent que la restructuration des exploitations laitières, plutôt stagnante avant le 1<sup>er</sup> avril 2000, a connu le développement escompté. Toutefois, il faut remarquer que les prix payés par les producteurs actifs pour les quotas leur transférés aux cours des six périodes de douze mois écoulées ont été fort élevés et, dans certains cas, même exorbitants.

Il va sans dire que les baisses de prix décidées par le Conseil CE pour le secteur laitier dans le cadre du mid-term review de l'agenda 2000 vont mettre un frein rapide à la tendance haussière de ces prix et vont les ramener à des niveaux largement inférieurs à ceux constatés dans le passé, comme tel est le cas déjà dans nos régions limitrophes. Par ailleurs, il importe de signaler dans ce contexte que la décision prise au niveau national en matière de découplage des primes et notamment de la prime aux produits laitiers va encore accélérer ce revirement de tendance. Compte tenu des perspectives peu favorables pour le prix du lait payé aux producteurs à la suite des récentes décisions prises au niveau CE en matière de fixation des prix d'intervention pour le beurre et la poudre de lait écrémé, compte tenu également du fait que le régime des quotas laitiers expirera au 31 mars 2015, il faut s'attendre à ce que le prix des quotas laitiers sera nettement orienté à la baisse au cours des prochaines années.

Au cours de la période 2005/06, les disponibilités de la réserve nationale, portant au total sur 1.227.472 kg, ont été allouées en premier lieu à 25 jeunes producteurs nouvellement installés qui ont bénéficié de l'allocation d'un quota supplémentaire de 23.800 kg leur revenant au titre de leur premier établissement. Le solde de 632.472 kg a été attribué à 326 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers ; ces derniers ont bénéficié d'une deuxième tranche du quota supplémentaire leur revenant au titre de l'ordre de priorité précité.

## **b) L'application du régime des quotas laitiers en 2005**

La vingt et unième période d'application du régime des quotas laitiers (2004/2005) s'étendait du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005.

### Livraisons de lait aux acheteurs

Les tableaux 12 et 13 résument la situation enregistrée pour la période 2004/05 en matière de

- répartition du quota national entre les divers acheteurs de lait
- livraisons corrigées de lait
- dépassement du quota national

- prélèvement à payer par les producteurs individuels.

<b>Tableau 12</b>	Quotas alloués au titre des livraisons de lait aux acheteurs (Période 2004/2005)		
Acheteur	Quota global (kg)	Transferts article 6 paragraphe 2 du régl. (CE) 1788/03 (*) (kg)	Quota définitif (kg)
LUXLAIT	125.350.838	+ 47.319	125.398.157
EKABE	36.620.945	+ 12.391	36.633.336
PROCOLA	99.847.452	----	99.847.452
CORELUX	3.965.222	----	3.965.222
<b>FROMAGERIE DE LUX.</b>	2.558.432	----	2.558.432
BIOG	194.111	----	194.111
CORNELYSHAFF	17.000	----	17.000
<b>TOTAL :</b>	<b>268.554.000</b>	<b>+ 59.710</b>	<b>268.613.710</b>

(\*) transferts opérés par les producteurs disposant d'un quota « livraisons » et d'un quota « vente directe »

<b>Tableau 13</b>	Livraisons et prélèvement (Période 2004/2005)					
Acheteur	Livraisons corrigées (kg) (*)	Dépassement du quota (kg)	Sous-utilisation du quota (kg)	Prélèvement dû (EUR)	Prélèvement restitué (EUR) (**)	Prélèvement final dû (EUR)
LUXLAIT	126.959.947	1.561.790	----	519.607,53	4.266,52	515.341,01
EKABE	36.905.615	272.279	----	90.587,22	566,59	90.020,63
PROCOLA	100.312.144	464.692	----	154.603,02	553,95	154.049,07
CORELUX	3.950.027	----	15.195	----	----	----
FROMAGERIE DE LUX.	2.579.825	21.393	----	7.117,45	----	7.117,45
BIOG	199.360	5.249	----	1.746,34	----	1.746,34
CORNELYSHAFF	16.003	----	997	----	----	----
<b>TOTAL :</b>	<b>270.922.921</b>	<b>2.325.403</b>	<b>16.192</b>	<b>773.661,56</b>	<b>5.387,06</b>	<b>768.274,50</b>

(\*) compte tenu de la correction appliquée aux livraisons suite au dépassement du taux de matière grasse de référence

(\*\*) prélèvement restitué en application de l'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 11 mars 2004 à la suite du fait que le montant du  
prélèvement perçu auprès des acheteurs concernés dépasse le montant du prélèvement dû au niveau national

Le tableau 14 reprend les chiffres en matière de répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la vingt deuxième période d'application du régime des quotas laitiers.

<b>Tableau 14</b>	Répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la période 2005/2006 (situation au 10/02/2006)	
Acheteur	Quota total (kg)	en %
LUXLAIT	124.393.895	46,320
EKABE	34.596.470	12,882
PROCOLA	102.939.027	38,331
CORELUX	3.980.111	1,482
FROMAGERIE DE LUXEMBOURG	2.618.057	0,975
CORNELYSHAFF	26.440	0,010
<b>TOTAL :</b>	<b>268.554.000</b>	<b>100,000</b>



### Vente directe

Au cours de la période 2004/2005, une quantité de référence « vente directe » a été allouée à 3 producteurs; les quantités de référence totales attribuées se sont établies à :

Quota national « vente directe »	495.000 kg
Transfert article 6 paragraphe 2, R(CE) N° 1788/03	- 59.710 kg
Quota national disponible	435.290 kg

Les quantités de lait et de produits laitiers commercialisées directement ont porté sur 427.249 kg en équivalant lait.

### Réallocation de quotas

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005, il a été possible d'allouer, à partir de la réserve nationale, les quantités de référence supplémentaires indiquées au tableau 15.

<b>Tableau 15</b>	
Quotas supplémentaires alloués en 2004/2005 et motifs de l'allocation	Quantité de référence globale engagée
1) Un quota supplémentaire de 23.800 kg a été alloué à 16 jeunes producteurs	380.800 kg
2) Allocation d'un quota supplémentaire à 343 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire. (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers)	832.076 kg
Quantité de référence supplémentaire allouée :	1.212.876 kg

### **c) La situation structurelle du secteur laitier**

La situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché de Luxembourg ressort du tableau 16 qui montre la répartition des quotas laitiers entre les différentes catégories d'exploitations laitières et le nombre d'exploitations dans chaque catégorie.

<b>Tableau 16</b>	<b>Structure des exploitations laitières luxembourgeoises</b>									
	Répartition par classe de grandeur (répartition établie sur base du quota laitier détenu) Situation au 1 <sup>er</sup> avril 2005									
Classe de grandeur (kg)	0 — 60.000	60.001 — 100.000	100.001 — 150.000	150.001 — 200.000	200.001 — 250.000	250.001 — 300.000	300.001 — 400.000	400.001 — 500.000	> 500.000	TOTAL
Quota détenu (kg)	733.853	3.176.715	13.296.775	29.651.293	42.319.215	35.884.286	47.000.879	36.766.525	59.173.466	268.003.007
%	0,27	1,19	4,96	11,06	15,79	13,39	17,54	13,72	22,08	100,00
Nombre de producteurs	17	39	107	167	189	132	138	84	84	957
%	1,78	4,08	11,18	17,45	19,75	13,79	14,42	8,78	8,78	100,00
Moyenne par classe (kg)	43.168	81.454	124.269	177.553	223.911	271.851	340.586	437.697	704.446	280.045

Depuis l'introduction du régime des quotas laitiers, la situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché connaît un changement continu vers la diminution du

nombre de producteurs et l'augmentation du quota individuel des exploitations restantes (voir tableau 17).

<b>Tableau 17</b>			
Campagnes	Nombre de producteurs	Quota moyen (kg)	Variation annuelle (%)
1984/85	2.226	131.626	
1985/86	2.222	130.513	- 0,846
1986/87	2.042	142.018	+ 8,815
1987/88	1.970	139.137	- 2,029
1988/89	1.869	143.111	+ 2,856
1989/90	1.800	150.444	+ 5,124
1990/91	1.776	152.477	+ 1,351
1991/92	1.640	162.394	+ 6,504
1992/93	1.590	167.604	+ 3,208
1993/94	1.524	175.917	+ 4,960
1994/95	1.463	183.252	+ 4,170
1995/96	1.373	195.264	+ 6,555
1996/97	1.309	204.811	+ 4,889
1997/98	1.276	210.108	+ 2,586
1998/99	1.259	212.944	+ 1,350
1999/2000	1.237	216.732	+ 1,779
2000/2001	1.149	233.467	+ 7,722
2001/2002	1.093	245.704	+ 5,241
2002/2003	1.058	253.832	+ 3,308
2003/2004	1.022	262.773	+ 3,522
2004/2005	991	270.993	+ 3,128
2005/2006	957	280.045	+ 3,340

**Remarque :** Campagnes 1984/85 - 2004/2005 : Données de fin de campagne  
Campagne 2005/2006 : Données du 1<sup>er</sup> avril 2005

Le tableau 18 montre la répartition du quota national entre les différentes catégories d'âge de producteurs et le nombre de producteurs dans chaque catégorie.

<b>Tableau 18 (Situation au 1<sup>er</sup> avril 2005)</b>						
Catégorie d'âge	Producteurs âgés de moins de 25 ans	Producteurs âgés de plus de 25 ans et de moins de 35 ans	Producteurs âgés de plus de 35 ans et de moins de 45 ans	Producteurs âgés de plus de 45 ans et de moins de 55 ans	Producteurs âgés de plus de 55 ans et de moins de 65 ans	Producteurs âgés de plus de 65 ans
Quota global détenu par catégorie d'âge (kg)	19.675.299	69.406.025	89.778.938	75.073.743	13.770.632	298.370
Part du quota national	7,34 %	25,90 %	33,50 %	28,01 %	5,14 %	0,11 %
Nombre de producteurs par catégorie d'âge	58	205	309	307	72	5
Pourcentage	6,07 %	21,45 %	32,32 %	32,11 %	7,53 %	0,52 %
Quota moyen par catégorie d'âge (kg)	339.229	338.566	290.547	244.540	191.259	59.674

#### d) L'allocation de quantités de référence supplémentaires

Le tableau 20 reprend les allocations de quantités de références effectuées depuis l'instauration du régime des quotas laitiers.

Tableau 20		
Catégorie	Nombre de cas	Quantité de référence supplémentaire allouée (kg)
Cas de rigueur	127	1.479.260
Anciens cas de rigueur	42	164.788
Plans de développement	255	14.792.547
Plans d'amélioration matérielle	399	17.197.610
Jeunes producteurs	967	22.974.141
Petits producteurs	200	1.308.411
Pool national	399	11.203.643 (*)
Cas 1983	349	1.446.290
	Total	70.566.690 (**) soit 26,28 % du quota national

(\*) dont 380.600 kg alloués en application de l'article 16 paragraphe (2) du règl. grand-ducal du 14 mars 1996 (allocation linéaire de 1.384 kg à 275 exploitations), 731.996 kg alloués en application des articles 25 et 26 dudit règlement (dispositions transitoires) et 10.091.047 kg alloués en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 1er mars 2000 respectivement en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 11 mars 2004 (dissolutions transferts et fusions).

(\*\*) le chiffre de 70.566.690 kg comprend la quantité de référence de 25 millions de kg alloués au Luxembourg depuis le début du régime des quotas laitiers en provenance de la réserve communautaire.

#### e) Le pool national

Depuis le 1er avril 2000, le pool national ne sert plus comme instrument de restructuration de la production laitière mais est exclusivement destiné à garantir l'allocation définitive de quotas à des producteurs ayant soit bénéficié d'un transfert temporaire de quotas par voie de location soit profité de la jouissance d'une quantité de référence plus substantielle dans le cadre d'un contrat d'association; en effet, ces derniers bénéficient d'un droit d'allocation prioritaire des quotas transférés ou des quotas détenus par le co-associé au cas où les contractants décident d'un commun accord de mettre un terme, soit en raison de l'arrivée du terme soit en raison de sa résiliation anticipée, au bail ou à la convention qui les a engagés dans le passé.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2000, 100 contrats de bail n'ont plus été reconduits ou ont été résiliés anticipativement et les quotas laitiers correspondants à ces contrats, représentant une quantité de 6.503.865 kg, ont été alloués définitivement aux producteurs en activité moyennant le passage par le pool national. En outre, 20 associations de producteurs ont été dissoutes anticipativement et les producteurs continuant la production laitière se sont vus allouer définitivement les 3.587.182 kg de quotas de leur ancien associé grâce au recours au pool national.

#### f) Les transferts de quotas

Le tableau 21 reprend les quantités de référence ayant fait l'objet d'un transfert consécutivement à un contrat de location ou à un contrat de vente

Tableau 21					
Période	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de location	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de vente	Total général
1984/1985	0	0	0	0	
1985/1986	3 cas	121.000 kg	0	0	
1986/1987	0	0	0	0	
1987/1988	0	0	1 cas	350.948 kg	
1988/1989	1 cas	128.713 kg	0	0	
1989/1990	2 cas	417.162 kg	0	0	
1990/1991	4 cas	506.579 kg	0	0	
1991/1992	9 cas	508.221 kg	0	0	
1992/1993	6 cas	503.435 kg	0	0	
1993/1994	38 cas	3.204.372 kg	0	0	
1994/1995	25 cas	1.985.310 kg	0	0	
1995/1996	22 cas	2.366.337 kg	0	0	
1996/1997	13 cas	1.581.950 kg	0	0	
1997/1998	26 cas *	2.000.140 kg	0	0	
1998/1999	11 cas	931.951 kg	0	0	
1999/2000	22 cas	3.106.730 kg	0	0	
2000/2001	0	0	85 cas	8.658.417 kg	
2001/2002	1 cas	346.848 kg	53 cas	5.785.830 kg	
2002/2003	1 cas	349.765 kg	40 cas	4.054.718 kg	
2003/2004	0	0	45 cas	4.926.290 kg	
2004/2005	0	0	39 cas	4.358.529 kg	
2005/2006	0	0	45 cas	5.666.959 kg	
Total	184 cas	18.058.513 kg	308 cas	33.801.691 kg	51.860.204 kg

\* dont 13 cas (1.080.969 kg) qui ont fait appel aux dispositions transitoires de l'article 26 paragraphe (2) deuxième alinéa du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996.

#### g) Le régime d'aide au lait scolaire

La réglementation communautaire prévoit une aide à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires.

A partir du 1er janvier 2001 le financement communautaire pour le « lait scolaire » a été ramené de 95 % du prix indicatif du lait (valable à l'époque) à 75 % de ce prix avec la faculté pour les Etats membres d'accorder, en complément de l'aide communautaire, une aide nationale pour cofinancer la distribution de lait et de produits laitiers aux élèves fréquentant un établissement scolaire.

Au Luxembourg il est fait application de cette disposition. L'aide nationale accordée s'élève à 7,99 €/100 litres de lait entier.

Au cours de l'année scolaire 2004/2005, 68 établissements fréquentés par 20.212 élèves ont bénéficié dudit régime d'aide.

L'aide globale accordée pour le lait entier s'élevait à 30,33 €/100 litres, dont 22,34 €/100 litres à charge du FEOGA et 7,99 €/100 litres à charge du budget national.

L'aide payée au titre de l'année scolaire 2004/2005 est résumée au tableau 22.

Tableau 22		
Produits	Quantités (l)	Montant total de l'aide (EUR)
Lait entier	102.165,85	30.987,62
Lait entier chocolaté	48.780,40	14.795,43
TOTAL :		45.783,05

#### **h) Le régime d'aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif**

La réglementation communautaire prévoit l'octroi d'une aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif. Le montant de l'aide s'élevait à 100 €/100 kg pour les mois de janvier et février 2005 et à 80 €/100 kg à partir du mois de mars 2005.

En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, la portée de la mesure est illustrée au tableau 23.

<b>Tableau 23</b>		
Année	Quantités (kg)	Montant total de l'aide (EUR)
1992	147.352	265.585,69
1993	143.183	250.258,28
1994	141.801	234.558,17
1995	136.648	193.654,10
1996	136.055	185.490,02
1997	129.868	181.554,64
1998	124.640	155.012,33
1999	118.629	124.560,40
2000	113.606	119.286,29
2001	109.155	112.821,90
2002	98.027	98.027,00
2003	93.831	93.831,00
2004	95.988	95.988,00
2005 (9 premiers mois)	66.339	56.313,60

#### **i) Les autres régimes d'aides**

Outre les régimes décrits ci-avant, il importe de mentionner brièvement les régimes suivants:

- aide au beurre de marché utilisé dans la fabrication de produits de pâtisserie;
- aide à la crème de lait utilisée dans la fabrication de glaces alimentaires.

Ces deux régimes ont trouvé leur application au Grand-Duché de Luxembourg en 2005 avec un montant total d'aide de 91.149,31 EUR.

#### **D. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées**

L'indemnité compensatoire allouée aux exploitants agricoles sur base de l'article 18 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural s'élevait pour l'année civile 2005 à plus de 15,8 millions €.

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 11 février 2002 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux exploitants agricoles dans les régions défavorisées, l'indemnité compensatoire est accordée aux exploitants agricoles :

- dont l'exploitation a une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9 600 € et une taille d'au moins 3 ha de surface agricole éligible;
- dont le siège de l'exploitation est situé dans les zones du Grand-Duché de Luxembourg qui figurent sur la liste communautaire des zones défavorisées définies pour le Luxembourg par la directive 75/274/CEE;

- qui s'engagent à poursuivre leur activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du premier versement de l'indemnité compensatoire;
- qui respectent, sur l'ensemble de leur exploitation, les principes de bonne pratique agricole et, en ce qui concerne les surfaces situées dans un pays limitrophe, le code de bonne pratique agricole applicable dans ce pays.

L'indemnité revenant à chaque exploitant est calculée comme suit:

a) en ce qui concerne les exploitations à titre principal:

- 150 € pour chacune des 60 premières unités
- 75 € pour chacune des 60 unités subséquentes.

Depuis l'année civile 2004, la surface éligible pour l'aide est déterminée en modulant les plafonds repris ci-dessus par la prise en compte de la structure économique des exploitations afin de prendre davantage en compte les exigences économiques des exploitants à titre principal créant des emplois pour plusieurs personnes.

Cette modulation repose sur un système d'UTA (unité de travail annuel) calculées chaque année à partir des heures de travail moyennes annuellement nécessaires à l'entretien des différentes surfaces et le cheptel. Par palier de ces UTA calculées pour chaque exploitation, un coefficient multiplicateur des plafonds est déterminé pour le premier et le deuxième montant d'aide.

b) en ce qui concerne les exploitations à titre accessoire:

- 100 € pour chacune des 15 premières unités
- 62 € pour chacune des 10 unités subséquentes.

Il en résulte une indemnité maximale de 2.120 € par exploitation à titre accessoire.

En 2005, 1.553 exploitations agricoles ont touché une indemnité compensatoire, dont 1.448 exploitations à titre principal et 105 exploitations à titre accessoire. Il faut noter que, depuis 2001 inclus, les exploitations ayant un chef d'exploitation retraité sont considérées aussi comme exploitations accessoires pour le calcul de l'indemnité compensatoire. Le montant payé se compose comme suit :

- un montant de 15.623.464 € a été attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre principal
- un montant de 202.388 € a été attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre accessoire.

Le montant moyen par exploitation à titre principal s'élève à 10.790 € et celui par exploitation à titre accessoire à 1.927 €.

Le tableau 24 ci-après reflète l'évolution et la répartition de l'indemnité compensatoire pour la période de 2001 à 2005.

<b>Tableau 24 : Evolution et répartition de l'indemnité compensatoire</b>					
Année du paiement	2001	2002	2003	2004	2005
Crédits budgétaires (millions d'euros)	15.369	15.540	14.690	15.920	15.825
Exploitations bénéficiaires	2.122	2.071	1.598	1.596	1553
- dont à titre principal	1.711	1.678	1.497	1474	1448
- dont à titre accessoire	411	393	101	122	105
Montant moyen par exploitation bénéficiaire (en euros)					
- exploitations à titre principal	8.815	8.987	9.813	10.669	10.790
- exploitations à titre accessoire	1.180	1.172	1.982	1.585	1.927

#### **E. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel au bénéfice des agriculteurs, des horticulteurs et des pépiniéristes**

La première période du programme de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, mesure cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du règlement (CE) n° 2078/92, a été introduite fin 1996 (engagements à partir de l'année de récolte 1997) et s'adressait uniquement aux agriculteurs.

Depuis l'année de récolte 1998, peuvent également bénéficier de ce régime d'aides les pépiniéristes et les viticulteurs pour leurs surfaces exploitées respectivement comme pépinières ou vignobles (vignobles en pente moyenne  $\geq 15\%$  et vignobles en pente raide  $\geq 30\%$ ). Les horticulteurs s'y ajoutent à partir de l'année de récolte 1999 (arboriculteurs et maraîchers de plein air). La prime à verser au bénéfice des horticulteurs est entièrement à charge du budget national.

Le Service d'Economie Rurale est chargé de la gestion et du contrôle administratif des demandes introduites par les agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes. Il prépare également les dossiers de paiements correspondants. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture est chargée des contrôles sur place et en laboratoire.

Les demandes de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel introduites par les viticulteurs pour leurs vignobles éligibles sont gérées et contrôlées par l'Institut Viti-Vinicole. Cette administration est également chargée de la préparation des dossiers de paiement en question.

La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel vise notamment à encourager l'entretien des surfaces en honorant l'activité des producteurs en tant que prestataires d'un service d'entretien de l'espace naturel et du paysage. En outre, elle cherche à maintenir sous exploitation l'ensemble des surfaces à vocation agricole, viticole ou horticole dans le respect des formes d'exploitation adaptées au milieu naturel et au paysage et respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, une nouvelle réglementation instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, fixant les modalités de paiement et de contrôle de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel a été introduite. Des adaptations ponctuelles du programme ont été nécessaires afin de se conformer au règlement communautaire (CE) No 1257/99, étant donné que cette mesure est cofinancé à raison de 50%. Les exploitants ont ainsi pu s'inscrire à ce programme nouvellement défini. Certains ont, par contre, préféré finir leur programme de cinq années sous l'ancienne réglementation. Pour l'année culturale 2004/2005, 19 exploitations restent inscrites sous l'ancien régime. Depuis l'année culturale 2004/2005, tous les anciens programmes sont venus à terme.

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> octobre 2002, peuvent bénéficier de ladite prime tous les producteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et qui respectent un certain nombre de conditions ayant trait notamment à l'exploitation des surfaces, à l'entretien des éléments du paysage, à l'épandage de la fumure organique et minérale, à la charge de bétail et à l'utilisation de matériel d'épandage techniquement au point, ainsi que le code de bonne pratique agricole défini dans le règlement grand-ducal modifié du 11 février 2002 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux exploitants agricoles dans les régions défavorisées.

Les demandeurs de la prime s'engagent à répondre à ces conditions pendant cinq ans.

Les montants de primes applicables sont repris au tableau 25:

<b>Tableau 25</b>			
Bénéficiaires		Montants	
<i>Agriculteurs</i>	<i>à titre principal</i>	pour les 50 premiers hectares	93 €/ha
		pour les hectares suivants	75 €/ha
		Montant maximum par demande	[7.650 €]*
	<i>à titre accessoire</i>	Montant par hectare	75 €/ha
		Montant maximum par demande	5.000 €
<i>Pépiniéristes</i>	<i>à titre principal</i>	Montant par hectare	397 €/ha
		Montant maximum par demande	[7.650 €]*
	<i>à titre accessoire</i>	Montant par hectare	318 €/ha
		Montant maximum par demande	5.000 €
<i>Horticulteurs</i>	<i>à titre principal</i>	Montant par hectare d'arboriculture	397 €/ha
		Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	794 €/ha
		Montant maximal par demande	[7.650 €]*
	<i>à titre accessoire</i>	Montant par hectare d'arboriculture	318 €/ha
		Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	635 €/ha
		Montant maximal par demande	5.000 €

\* Selon la modification du 25 avril 2003 concernant le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> octobre 2002, le montant maximum par demande a été supprimé pour les exploitants à titre principal à partir de l'année culturale 2003/2004

La situation en matière de participation au régime de la prime est résumée au tableau 26:

<b>Tableau 26</b>	Nombre d'exploitants participant au régime
Année culturale (*)	au cours des années culturales en question (**)
1996/1997	1.874
1997/1998	1.878
1998/1999	1.910
1999/2000	1.898
2000/2001	1.787
2001/2002	1.795
2002/2003	1.751
2003/2004	1.777
2004/2005	1.764
2005/2006	1.781

(\*) du 1<sup>er</sup> novembre jusqu'au 31 octobre de l'année suivante

(\*\*) les variations peuvent s'expliquer à la fois par des résiliations et nouveaux engagements, ainsi que par la disparition d'exploitations individuelles au moment de la fusion d'exploitations.

Le versement (p.ex. pour l'année de récolte n) de ladite prime est réalisé en deux étapes :

- une avance calculée sur base des déclarations de surfaces introduites pour l'année n-1 (versement en octobre de l'année n-1);



- un solde calculé sur base des déclarations de surfaces introduites pour l'année n (versement en début de l'année n+1).

Pour l'année budgétaire 2005, les paiements suivants ont été versés:

Solde pour l'année de récolte 2004, bénéficiaires: agriculteurs (tableau 27)

Tableau 27	
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires	1.742
dont à titre principal	1.468
dont à titre accessoire	274
Surface agricole utilisée primée	114.972 ha
producteurs à titre principal	110.084 ha
producteurs à titre accessoire	4.888 ha
Solde versé	
agriculteurs à titre principal	4.850.032 €
agriculteurs à titre accessoire	134.521 €
Total	4.984.553 €

Avance pour l'année de récolte 2006, bénéficiaires: agriculteurs (tableau 28)

Tableau 28	
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires	1.711
dont à titre principal	1.421
dont à titre accessoire	290
Surface agricole utilisée primée	114.449 ha
producteurs à titre principal	108.898 ha
producteurs à titre accessoire	5.551 ha
Avance versée	
agriculteurs à titre principal	4.660.652 €
agriculteurs à titre accessoire	208.151 €
Total	4.868.803 €

Solde pour l'année de récolte 2004, bénéficiaires: arboriculteurs, maraîchers et pépiniéristes (tableau 29)

Tableau 29	
Nombre de pépiniéristes bénéficiaires	8
dont à titre principal	7
dont à titre accessoire	1
Nombre de maraîchers bénéficiaires	17
dont à titre principal	13
dont à titre accessoire	4
Nombre d'arboriculteurs bénéficiaires	43
dont à titre principal	31
dont à titre accessoire	12
Surface de pépinières primée	47,91 ha
producteurs à titre principal	47,40 ha
producteurs à titre accessoire	0,51 ha
Surface maraîchère primée	17,60 ha
producteurs à titre principal	15,18 ha
producteurs à titre accessoire	2,42 ha
Surface arboricole primée	85,87 ha
producteurs à titre principal	54,84 ha
producteurs à titre accessoire	31,03 ha
Solde versé	
pépiniéristes à titre principal	18.815 €
pépiniéristes à titre accessoire	163 €
maraîchers à titre principal	12.052 €
maraîchers à titre accessoire	1.536 €
arboriculteurs à titre principal	21.771 €
arboriculteurs à titre accessoire	9.867 €
Total	64.204 €

## **V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE PAR LE FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (FEOGA)**

### **A. La section garantie**

Les dépenses du FEOGA-Garantie se répartissent en quatre grandes catégories :

- les dépenses liées aux restitutions,
- les dépenses pour les aides directes,
- les dépenses de stockage public,
- les dépenses au titre des mesures vétérinaires et phytosanitaires, des actions d'information ainsi que les dépenses au titre du développement rural.

Pour l'exercice 2004, les dépenses totales pour toute la Communauté se sont élevées à 44.719,3 mio euros. Par rapport aux crédits disponibles, on constate une sous-consommation de l'ordre de 2 061,5 mio euros. Pour l'année 2005, le montant total des dépenses peut être estimé à environ 48.879,19 mio euros. La part du Luxembourg s'élève à moins de 0,1 % de ces dépenses.

En analysant les dépenses par catégorie, on constate que:

- les dépenses de restitution à l'exportation continuent de baisser et ne représentent plus que 7,6 % du total des dépenses du FEOGA-Garantie,
- les dépenses pour aides directes ont atteint le niveau des années précédentes (67 % des dépenses totales),
- les dépenses de stockage ont diminué également pour atteindre moins de 1 % des dépenses totales,
- le pourcentage pour les autres dépenses (actions vétérinaires et phytosanitaires, actions d'information, développement rural etc) s'est élevé à 25 %.

### **B. La section orientation**

Au Luxembourg, les mesures financées par le FEOGA, section orientation, se limitent depuis la période de programmation 2000 – 2006 à l'initiative communautaire LEADER+.

Le tableau III renseigne les montants que le FEOGA, section orientation, a versé au Luxembourg dans le cadre de l'action LEADER+.

## **T A B L E A U I**

### **Dépenses de la section garantie au Luxembourg (Dépenses se rapportant aux années budgétaires des C.E. : 16.10-15.10)**

**en euros**

	2003	2004	2005
<b>Cultures arables</b>			
- Stockage public de céréales	102.311,93	-84.723,91	-
- Aide aux producteurs de céréales	9.145.839,80	9.190.406,96	10.672.991,92
- Aide à la production de graines de lin non textile et du chanvre	2.101,30	331,15	-
- Aide à la production de graines de soja, de colza et de tournesol	605.139,23	608.092,86	30.453,38
- Aide à la production de pois, fèves et féveroles	180.402,97	163.756,99	958,83
- Fruits à coque			722,40
- Retrait des terres arables	717.019,42	756.163,78	210.428,02
- Recouvrements			-17.786,40
<b>Vin</b>			
- Aides moûts concentrés	264.683,20	194.495,20	592.176,90
- Primes d'abandon définitif	4.951,70	10.090,92	8.882,08
- Actions de restructuration et de reconversion du vignoble	22.376,58	133.350,96	83.489,20
<b>Semences</b>			
- Aide à la production	180.570,84	145.403,66	210.897,54
<b>Produits laitiers</b>			
- Restitutions à l'exportation	29.742,91	12.711,40	14.708,86
- Beurre destiné à la pâtisserie et à la glace	132.524,00	140.271,75	104.892,31
- Aide à l'achat de beurre pour collectivités	98.034,00	73.452,00	95.664,90
- Lait scolaire	34.456,38	32.117,69	49.750,46
- Prélèvement supplémentaire de corresponsabilité	-1.566.980,32	-662.123,31	-760.763,28
- Prime aux produits laitiers			3.165.353,98
<b>Viande bovine</b>			
- Primes aux vaches allaitantes	4.101.678,76	4.047.270,77	4.156.833,20
- Primes spéciales	5.659.951,36	3.006.938,37	4.172.399,50
- Prime à l'abattage	5.193.974,41	5.189.871,14	5.326.728,66
- Restitutions à l'exportation d'animaux vivants	-	5.065,74	5.027,05
- Recouvrements			-32.991,24
<b>Viande ovine</b>			
- Primes à la brebis	108.607,99	112.130,71	111.746,60
<b>Distribution de produits agricoles aux démunies</b>	-	-	39.282,93
<b>Aide particulière à l'apiculture</b>	14.002,56	14.606,52	13.959,63
<b>Aides agri-monétaires</b>	186,48	130,87	-
<b>Développement rural</b>			
- Investissements dans les exploitations agricoles	7.257.750,04	4.962.444,26	5.335.894,82
- Installations jeunes agriculteurs	568.519,61	207.330,00	220.064,29
- Formation	467,74	24.294,51	39.695,98
- Indemnités compensatoires	3.752.339,56	3.980.393,19	3.974.170,94
- Mesures agri-environnementales	5.831.522,72	5.882.171,90	6.133.755,47
- Mesures agri-environnementales (avant 1992)	3.442,71	-	38.985,34
- Transformation et commercialisation des produits agricoles	276.958,13	945.968,60	20.227,97
- Sylviculture	94.458,62	106.803,10	94.816,13
- Commercialisation de produits agricoles de qualité	-	831,57	11.649,71
- Diversification des activités agricoles	-	44.163,74	27.384,86
- Services essentiels pour l'économie et la population rurale	-	3.620,41	133.657,26
- Rénovation et développement des villages	-	78.810,16	97.639,8
- Encouragement touristiques et artisanales	-	-	9.342,53
- Recouvrements	-	-	-86.705,48
<b>Apurement des exercices antérieurs</b>	1.390.851,24	-1.523.705,30	766.103,16
<b>TOTAL:</b>	<b>44.207.885,87</b>	<b>37.803.193,51</b>	<b>45.072.490,21</b>

**TABLEAU II**

***Achats et ventes par les organismes d'intervention  
luxembourgeois (en t)***

	Orge			Seigle		
	Achats	Ventes	Stocks de fin d'année	Achats	Ventes	Stocks de fin d'année
2003	4.197,001	7,650	4.189,351	670,000	1,150	668,850
2004	-	4.189,351	-	-	668,850	-
2005	-	-	-	-	-	-

**TABLEAU III**

***Montants versés au Luxembourg par la section  
orientation pour l'initiative communautaire LEADER+ (en euros)***

Action	2003	2004	2005
LEADER+	99.740	233.622	140.146

## **VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL**

### **A. Les aides aux exploitations individuelles**

Au cours de l'exercice 2005 un montant de 75.620,16 € a été ordonnancé pour des investissements réalisés par des exploitations individuelles au titre de la loi du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture et un montant de 30.389.307,41 € au titre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

### **B. Les aides aux collectivités**

Au cours de l'année 2005, le département a ordonnancé un montant de 1.389.824,20 € à titre de subventions pour des projets d'investissement présentés par des collectivités dans le cadre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Il a avisé favorablement 12 demandes d'aides ou demandes d'aides complémentaires présentées par des collectivités et concernant des investissements éligibles dans le cadre des dispositions du chapitre 7 « Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles » de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

1 demande d'aide a dû être refusée faute de renseignements suffisants permettant l'examen et l'appréciation de la demande d'aide. Le demandeur d'aide a entre temps abandonné son projet d'investissement.

2 demandeurs d'aide ont retiré leurs dossiers de demande. Ces retraits ont été justifiés soit par une réorientation du projet d'investissement soit par un abandon du projet d'investissement par le promoteur.

8 demandes présentées dans le cadre des dispositions du chapitre 8 « Commercialisation de produits agricoles de qualité » ont été refusées avec le motif que, d'une part, l'article 25 (3) de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural stipule que le régime d'aide en question s'applique « aux organisations professionnelles du ou des secteurs concernés », et que d'autre part, l'article 5 du règlement grand-ducal du 12 août 2003 relatif au régime d'aide en faveur de la commercialisation de produits agricoles de qualité visé à l'article 25 de la loi précitée stipule que les organisations professionnelles en question « doivent représenter une part significative de la production, de la transformation ou de la commercialisation d'un produit ou d'un ensemble de produits déterminés soit au niveau national soit au niveau d'une zone de production ». Dans le cas des 8 demandes refusées le demandeur d'aide n'était pas une organisation professionnelle au sens précité, mais une association agricole dont la mission n'est pas couverte par les textes légaux précités.

A la date du 31 décembre 2005, 3 demandes d'aide se trouvaient encore en instance d'examen.

### **C. La description succincte des projets**

L'article 61 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural stipule que les projets d'investissement dépassant le montant de 250.000,00 € sont à présenter dans le cadre d'un rapport sur la situation de l'agriculture et de la viticulture. Cette présentation comprend une description succincte des projets, l'indication de leurs coûts et de leur mode de financement.

Au sujet du financement, il y a lieu de relever que pour tous les projets d'investissement retenus au cours de l'année 2005 comme éligibles au bénéfice d'une aide dans le cadre des articles 22 et 23 de la loi susvisée, l'UE participe le cas échéant par un cofinancement au taux de 25 %.

# **1. Projet d'investissement et projet d'investissement complémentaire présentés par les Caves Bernard Massard concernant l'acquisition et l'installation d'équipements pour vins luxembourgeois, crémants et vins mousseux**

Le projet d'investissement initial avait été introduit le 13 août 2002 et concernait l'acquisition et l'installation d'équipements pour vins luxembourgeois, crémants et vins mousseux. Cette partie du projet a fait l'objet d'un commentaire dans le rapport d'activité de l'exercice 2003.

La demande d'aide complémentaire a été présentée le 19 octobre 2004 et avait trait à l'acquisition et l'installation d'équipements pour vins luxembourgeois, crémants et vins mousseux, équipements qui n'avaient pas été prévus dans le projet d'investissement initial. En l'occurrence, il s'agit du remplacement de fûts en bois de 3.000 litres, du renouvellement de tuyaux de vin, du remplacement par un équipement plus performant de la centrale de froid destinée régler la température de la nouvelle cuverie thermorégulée, l'acquisition d'une nouvelle pompe à vin, de l'acquisition d'un équipement « TAZ-Umkehrosmose » servant à concentrer partiellement les moûts de raisin pour éviter la chaptalisation (ajout de sucre) dans les années où la maturité des raisins est insuffisante, de la modification du système de fermentation pour raisins rouges, de l'adaptation des installations d'emboilage TSR, du remplacement de la chaudière à vapeur par une installation correspondant aux besoins actuels et de l'installation d'un nouveau compresseur à air plus performant et correspondant aux besoins accrus d'air comprimé.

En ce qui concerne le projet d'investissement complémentaire, les taux d'aide suivants sont retenus :

- une aide de 35% telle que prévue aux dispositions de l'article 22 (2) premier alinéa de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, applicable au montant éligible de 522.074,70 € (hors TVA) (fûts en bois, tuyaux à vin, central de froid, pompe à vin, TAZ-Umkehrosmose; emboiseuse TSR, chaudière à vapeur, compresseur à air) (partie complémentaire);
- une aide de 40% telle que prévue aux dispositions de l'article 22 (2) deuxième alinéa de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, applicable au montant éligible de 34.650,00 € (hors TVA) (fermenteur pour vins rouges) (partie complémentaire).

Le taux d'aide de 40% est justifié étant donné que ces positions se rapportent à des produits commercialisés sous le bénéfice d'un label agréé par le Ministre.

Le montant total de l'aide accordée au demandeur d'aide pour la partie complémentaire de son projet s'élève à 196.586,15 € hors TVA.

Le plan de financement global pour le projet initial et le projet complémentaire se présente comme suit :

	Projet initial complémentaire	Projet net	Total projet
Montant du devis retenu (5% imprévus inclus)	1.457.548,05 €	-17.961,30 €	1.439.586,75 €
Part du demandeur (65%)	758.512,75 €	2.293,89 €	760.806,64 €
Part de l'Etat (35%)	408.429,95€	1.235,16 €	409.665,11 €
	-----	-----	-----
	1.166.942,70 €	3.529,05 €	1.170.471,75 €
Part du demandeur (60%)	174.363,21 €	-12.894,21 €	161.469,00 €
Part de l'Etat (40 %)	116.242,14 €	-8.596,14 €	107.646,00 €
	-----	-----	-----
	290.605,35 €	-21.490,35 €	269.115,00 €

## **2. Projet d'investissement présenté par CEPAL S.A. concernant l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire de l'abattoir et des ateliers de production exploités par la S. à r. I. Centralfood à l'Agrocenter de Mersch**

Le projet d'investissement concerne des travaux de rénovation et d'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire et, plus spécifiquement, l'installation de nouvelles membranes d'étanchéité sur les toitures suite aux infiltrations d'eau de pluie, la remise en peinture et le recouvrement des briques en verre, en grande partie cassées, par du « GFK ». En outre, le projet d'investissement comprend les travaux d'ingénierie et de surveillance du chantier pour ces travaux.

Il a y lieu de signaler que, vu les travaux de réorganisation et de restructuration du groupe CEPAL, l'examen du projet d'investissement n'a pu débuter qu'en octobre 2005.

Le plan de financement pour le projet d'investissement se présente comme suit :

Montant du devis présenté (hors T.V.A.)	902.257,33 €
Montant du devis retenu (hors TVA) (imprévus inclus)	381.786,53 €
Part du demandeur 65 % €	248.161,24 €
Part de l'Etat 35 % €	133.625,29 €

## **3. Projet d'investissement présenté par la société coopérative COBOULUX concernant la transformation et la rénovation de certaines installations de son abattoir à Wecker**

Le projet d'investissement vise en premier lieu les chaînes de production à haute valeur ajoutée (en aval de la première découpe) et comprend notamment :

- l'agrandissement d'environ 850 m<sup>2</sup> de la surface bâtie,
- l'aménagement de nouveaux ateliers et dépôts frigorifiques répondant aux conditions sanitaires les plus strictes,
- la mise en place d'une nouvelle ligne d'emballage permettant de suivre au mieux les exigences de la clientèle nationale et internationale,
- l'implantation de mesures techniques visant à réduire au strict minimum l'impact environnemental de l'abattoir et ceci notamment au niveau des eaux résiduelles et des installations de production de froid.

Le projet d'investissement comprend la réalisation d'une nouvelle construction d'un volume de 4.000 m<sup>3</sup> abritant des ateliers situés aussi bien en amont qu'en aval de la première découpe.

Les modifications qui sont apportées aux installations de production sont marginales dans le sens qu'elles ne sont que respectivement délogées et remplacées par des équipements plus modernes. La capacité théorique de l'abattoir reste la même, soit 5.500 to/an.

Le demandeur commercialise environ 70% de sa production sous les labels « produits du terroir » (bœuf) et « Marque nationale » (porc) ainsi que des produits sous les labels écologiques Demeter et Biog.

La création et l'aménagement de zones de travail réfrigérées donne lieu à une amélioration substantielle des conditions d'hygiène, de sécurité alimentaire et de travail, facteurs qui influenceront la compétitivité de l'abattoir et la qualité des produits finis.

La mise en place d'une nouvelle chambre froide, située en amont de la première découpe, permettra une augmentation de la durée de repos de la viande. La modernisation des centrales de production de froid et de chaleur entraîne une nette régression des rejets en CO<sub>2</sub> ainsi que l'élimination complète des produits susceptibles de nuire à la couche d'ozone.

L'allocation d'une aide au taux de 40 % est justifiée du fait que :

- les investissements en cause ont un effet notable sur les conditions en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire et de respect de l'environnement conformément à l'article 33 (5) b) du règlement grand-ducal du 11 août 2001 portant exécution de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
- la majorité des produits est commercialisée respectivement sous les labels « produits du terroir » et « marque nationale » ;

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis présenté (hors TVA)	3.158.800,00 €
Montant du devis retenu comme éligible (hors T.V.A)	1.473.724,69 €
Part du demandeur 60 % de 1.473.724,69 €	884.234,81 €
Part de l'Etat 40 % de 1.473.724,69 €	589.489,88 €

#### **4. Projet d'investissement présenté par l'association agricole Luxlait concernant l'acquisition de plusieurs équipements destinés à améliorer l'assurance qualité en production, la maîtrise des températures de conditionnement et des conditions de travail de la section des produits à culture**

Le projet d'investissement prévoit une amélioration de l'assurance qualité en production par une meilleure maîtrise des températures de conditionnement de produits à culture par l'introduction de nouvelles techniques de production. Il prévoit également des améliorations notables concernant les conditions de travail notamment au niveau de la palettisation.

Une partie du projet consiste en l'ajout d'éléments techniques notamment d'un chambreur de grande capacité : 20.000 litres/heures au système de production conventionnel actuellement en place. Ainsi, le demandeur pourra passer de son système de pasteurisation - chambrage (système discontinu en tank) à un système en continu par appareil à plaque.

Une autre partie du projet d'investissement vise l'amélioration de la qualité nutritive et l'hygiène des produits. Cette partie consiste dans le remplacement de l'ancien système de chauffage - chambrage consistant en une montée progressive en température du produit



dans un tank à double paroi suivie après une certaine durée par un retour à une température plus basse par un refroidissement par eau glacée dans la double paroi du tank par un système d'un passage du produit dans un appareil à plaques. Ce procédé permet d'améliorer grandement la qualité nutritive des produits. D'autre part, l'hygiène du produit est également améliorée du fait que l'ensemble de l'opération de chauffage se déroule en circuit fermé, à l'abri d'éventuelles contaminations aéroportées.

La même démarche peut être considérée pour le refroidissement du lait fermenté.

Tous les paramètres de la production considérée sont enregistrés dans une base de données, ce qui garantit une traçabilité complète des produits.

Les différents équipements visés par la présente demande d'aide seront installés dans un premier temps au site du demandeur d'aide à Merl pour être, dans une étape ultérieure, transférés au nouveau site à construire en vue de leur insertion dans les nouvelles chaînes de production.

Une aide de 40 % est accordée pour les investissements ayant une incidence sur la qualité du produit et notamment l'hygiène et la sécurité alimentaire, et une aide de 35 % est accordée pour l'acquisition du palettiseur.

L'allocation d'une aide au taux de 40 % est justifiée du fait que ces investissements ont une incidence sur les conditions en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire et de respect de l'environnement conformément à l'article 33 (5) b) du règlement grand-ducal du 11 août 2001 portant exécution de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Le taux d'aide de 35% proposé pour le palettiseur se justifie par le fait que cet équipement représente une modernisation de la chaîne de production sans cependant avoir d'influence sur l'hygiène, la sécurité alimentaire ou l'environnement.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis présenté (hors TVA) (3% d'imprévus compris)	328.433,00 €
Montant du devis retenu (hors TVA) (5% d'imprévus compris)	334.820,85 €
Part du demandeur 60 % de 157.370,85 €	94.422,51 €
Part de l'Etat 40 % de 157.370,85 €	62.948,34 €
Part du demandeur 65 % de 177.450,00 €	115.342,50 €
Part de l'Etat 35 % de 177.450,00 €	62.107,50 €

##### **5. Projet d'investissement présenté par la société « De Verband », Fédération agricole d'achat et de vente concernant le projet d'investissement relatif au renouvellement et à la mise aux normes de son dépôt pour les agrofournitures, la réception et le stockage de céréales à Heinerscheid**

Le projet d'investissement vise les investissements suivants à réaliser au dépôt de Heinerscheid:

- La démolition de l'ancien hall de stockage et la reconstruction d'un nouveau hall de stockage d'une surface de 716 m<sup>2</sup> pour produits d'agrofournitures emballés, y compris les aliments composés de la production du Verband de Mersch et d'Ettelbruck. Les travaux de reconstruction visent l'installation d'un système de stockage sur étagères à palettes pour 500 emplacements de palettes, la construction d'un local pour produits

phytosanitaires d'une capacité de 30 tonnes, la construction d'un magasin de détail pour produits d'agrofournitures et hobby d'une surface 623 m<sup>2</sup> et d'un bureau.

- La construction d'un hall de stockage pour céréales en vrac et l'installation d'une station de réception d'une capacité de réception de 105 to/h/140 m<sup>3</sup>. La capacité de réception est ainsi adaptée aux performances de moissonneuse de nos temps et le stockage en vrac est prévu à l'aide de 9 cases de stockage dont 1 de 365 m<sup>3</sup> et 8 de 290 m<sup>3</sup> = 2.685 m<sup>3</sup>, soit 2.013 to de céréales, l'installation d'un système de ventilation des céréales, l'installation d'un échantillonneur, l'installation de divers appareils d'analyse de qualité des céréales et l'acquisition d'un chargeur télescopique.

Le stockage de céréales est à considérer comme étant théorique. En effet, le nombre de 9 cases de stockage est nécessaire pour la séparation des variétés et des qualités. Aussi faut-il répondre aux exigences des jours de pointe avec une quantité réceptionnée jusqu'à 1.000 to/jour. La grande majorité du tonnage réceptionné sera transportée au silo de Mersch pour le stockage à long terme.

A noter que suite à la réalisation de l'investissement à Heinerscheid, le Verband entend fermer son dépôt à Clervaux. Ce dépôt équipé de 8 silos de stockage possède une capacité de stockage de 200 to de céréales en vrac.

Avant la réalisation de son projet d'investissement le Verband dispose d'une capacité de stockage de 2.000 to au site de Heinerscheid et de 200 to au site de Clervaux soit un total de 2.200 to. Après la réalisation de son projet d'investissement et la clôture de son dépôt à Clervaux, le Verband ne dispose plus que d'une capacité de stockage de 2.013 to de céréales en vrac.

La capacité de réception de céréales augmentera de 40 to/h à 105 to/h (140m<sup>3</sup>). Cette augmentation est rendue nécessaire par l'augmentation de la production agricole et de la performance des machines agricoles de moisson.

La capacité de stockage de produits emballés d'agrofournitures sera réduite de 434 m<sup>2</sup>. Cette réduction correspond aux changements des habitudes des agriculteurs qui se tournent de plus en plus vers le vrac.

Le système de ventilation des cases de stockage en vrac des céréales permet au Verband d'obtenir la certification GMP, HACCP ou ISO et correspond aux exigences actuelles et futures des prescriptions sur la sécurité alimentaire.

L'analyse à la réception des céréales et les possibilités de séparation des lots suivant les qualités et les variétés permettra une gestion plus adaptée aux exigences des marchés et aux critères de qualité.

La partie du hall destinée au magasin de vente en détail d'agrofournitures et les parties destinées au stockage de produits phytosanitaires ne sont pas éligibles au bénéfice d'une aide de l'Etat sur base des dispositions de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Compte tenu de ces considérations, le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis présenté	3.160.707,56 €
Part du demandeur (100%)	764.023,61 €
Montant du devis retenu (hors TVA) (imprévus inclus)	2.396.683,95 €
Part du demandeur 65 % de 2.396.683,95 €	1.557.844,57 €
Part de l'Etat 35 % de 2.396.683,95 €	838.839,38 €

**6. Projet d'investissement présenté par l'association agricole Luxlait concernant l'acquisition de divers équipements destinés à améliorer l'assurance qualité en production, à la mise en conformité avec la traçabilité, au remplacement de deux anciennes conditionneuses ne satisfaisant plus aux conditions sanitaires actuelles et à l'amélioration sensible des conditions de travail**

Les différents investissements prévus sont d'ans la ligne du système d'assurance qualité Luxlait, ainsi que de la sécurité alimentaire et du respect de l'environnement. Luxlait a été certifiée BRC (British Retail Consortium) au niveau moyen en novembre 2003 et au niveau supérieur en novembre 2004. Au cours de l'année 2004, Luxlait fut également certifié ISO 9001 version 2000.

Le projet d'investissement a été présenté en deux étapes. L'étape initiale consiste en 7 objets à savoir :

- L'installation d'un système automatique de marquage des cartons d'emballage avec des étiquettes codées EAN permettant au demandeur d'aide de satisfaire à la demande de législation actuelle sur la sécurité alimentaire et la traçabilité totale de ses produits. Les installations concernées sont les productions de yaourts, lait, beurre, fromage blanc, cottage cheese et fromage cuit.
- L'installation d'un retourneur de bouteilles permet de délocaliser le conditionnement de la crème en pots ¼ litre de l'ancien équipement vers la conditionneuse Grunwald Foodliner possédant les qualités requises de la sécurité alimentaire. Les emballages remplaçant les pots à crème sortent du Foodliner à l'envers du fait qu'ils sont remplis par le fond. Le retourneur est nécessaire pour assurer leur convoyage dans des bonnes conditions jusqu'à la palettisation.
- L'acquisition d'équipements nécessaires à l'augmentation et l'optimisation de la capacité de stockage – Tetra Pak est destinée à qualifier hygiéniquement la chaîne de production de lait ESL.
- Le remplacement d'une ancienne conditionneuse de 10 et 20 litres en vrac par une nouvelle machine ESL permettant le conditionnement des produits dans des conditions sanitaires cohérentes.
- L'implantation d'une nouvelle machine pour remplir les roll containers à la fin de la ligne Pure-Pak permettra un remplissage de meilleure qualité des roll containers et l'emballage sur une seule machine du débit entier de la conditionneuse à lait.
- L'acquisition d'une conditionneuse automatique pour bloc de beurre de 2 à 5 kg garantira une meilleure qualité du produit emballé. Le risque de contamination bactérienne due à une manipulation manuelle du produit est éliminé.
- L'acquisition de deux transpalettes élévateurs améliorera sensiblement les conditions de travail du personnel et le respect de la chaîne de froid ininterrompue.

Dans une demande complémentaire, le demandeur d'aide a informé le département de deux changements majeurs survenus pour projet d'investissement. D'une part, il s'est avéré que le type de la conditionneuse pour lait en vrac 10 et 20 litres prévu ne correspond nullement aux besoins des critères de qualité requis pour le conditionnement du lait et des produits laitiers. Le demandeur a dû porter son choix sur un autre type de conditionneuse plus chère. D'autre part, le demandeur a dû constater que le système de remplissage pour Pure-Pak en roll container nécessite l'achat de 150 roll containers supplémentaires. Cette quantité supplémentaire de roll containers permettra de mieux organiser la production, de la fluidifier, et d'éviter les ruptures de chaîne de froid lors d'une attente pour passer d'un type de roll container à un autre type.

L'acquisition et l'installation du système d'étiquetage code barre des produits conditionnés (coût : 77.833,75 €) sont subventionnées à raison de 40%. L'allocation de ce taux d'aide est justifiée du fait qu'il a une incidence sur les conditions en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire conformément à l'article 33 (5) b) du règlement grand-ducal du 11 août 2001 portant exécution de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Les autres équipements bénéficient d'une aide au taux de 35 % prévue aux dispositions de l'article 22 (2) de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Le plan de financement global pour le projet d'investissement se présente comme suit :

Montant du devis global présenté (hors T.V.A., imprévus 5% compris)	706.051,50 €
Part du demandeur 60 % de 77.883,75 €	46.730,25 €
Part de l'Etat 40 % de 77.883,75 €	31.153,50 €
Part du demandeur 65 % de 628.167,75 €	408.309,03 €
Part de l'Etat 35 % de 628.167,75 €	219.858,72 €

Ainsi, le montant total de l'aide pour le projet global s'élève à 251.012,22 €

## **7. Projet d'investissement présenté par la société Les Domaines de Vinsmoselle se rapportant à des investissements divers pour ses différentes caves**

Le projet d'investissement prévoit l'acquisition des équipements ainsi que la réalisation des travaux suivants : la gestion de la cuverie, la réfection de la cuverie en béton (Caves de Wellenstein), l'acquisition de filtres à Kieselguhr (Caves de Remerschen), l'acquisition de 2 cuves en inox à 1.500 litres (Caves de Grevenmacher et Remerschen), l'acquisition de capacités de 12 barriques à 228 litres pour la vinification du pinot noir (Caves de Remerschen), l'installation d'une tuyauterie en inox (Caves de Wellenstein), l'acquisition d'une dégorgeuse-doseuse (Caves de Wormeldange), d'un marqueur de cartons (Caves de Wormeldange), d'un marqueur de bouteilles (Caves de Wormeldange), d'un chariot élévateur (Caves de Wormeldange) et de divers équipements destinés à la production du crémant Poll-Fabaire (Caves de Wellenstein).

Les fûts en bois (type barrique) étant considérés comme fournitures consommables et non pas comme des investissements proprement dits, ils ne sont pas retenus comme éligibles au bénéfice d'une subvention.

Les autres investissements, à l'exception des deux cuves en inox pour la vinification spéciale (7.872,00 €), prévus au projet d'investissement peuvent bénéficier d'une aide de 35 % telle que prévue aux dispositions de l'article 22 (2) premier alinéa de la loi modifiée

du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural. Les deux cuves susvisées peuvent bénéficier d'une aide de 40 % telle que prévue aux dispositions de l'article 22 (2) deuxième alinéa de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural. Le taux d'aide de 40 % est justifié pour cette acquisition étant donné qu'elle se rapporte à des produits commercialisés sous le bénéfice d'un label agréé par le Ministre de l'Agriculture.

Le plan de financement retenu se présente comme suit :

Montant du devis retenu	560.645,99 €
Part du demandeur 65 % de 552.773,99 €	359.047,25 €
Part de l'Etat 35 % de 552.773,99 €	193.333,14 €
Part du demandeur 60 % de 7.872,00 €	4.959,36 €
Part de l'Etat 40 % de 7.872,00 €	3.306,24 €
	-----
	8.265,60 €

Le montant total de l'aide accordée à l'investisseur s'élève à 196.639,38 € hors TVA.

#### **D. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2005**

* exploitations individuelles (ancienne loi agraire)	75.620,16 €
* exploitations individuelles (nouvelle loi agraire)	30.389.307,41 €
* collectivités (nouvelle loi agraire)	1.389.824,20 €
Total :	31.854.751,77 €

#### **E. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale**

- report de l'exercice précédent	16.966.944,19 €
- alimentation exercice 2005	17.000.000,00 €
- alimentation supplémentaire exercice 2005	9.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de 2005	5.019.135,40 €

**Total disponible pour l'exercice 2005 47.986.079,59 €**

- total des subventions allouées en 2005	31.854.751,77 €
- solde disponible à la fin de l'exercice 2005	16.131.327,82 €
- alimentation exercice 2006	27.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de 2006 (estimation)	2.500.000,00 €

**Total disponible pour 2006 45.631.327,82 €**

Demandeur	Objet	Décision ministérielle	Devis retenu	Montant de l'aide retenu	Taux d'aide
Caves Bernard Massard	équipements pour vins luxembourgeois, crémant et vins mousseux + modification et adaptation des investissements	06/05/2003 + 01/08/2005	1 979 622,75	721 258,43	35 % + 40 %
Nouvel Abattoir Esch/Alzette	investissements divers 2002 - 2003	24/01/2005	168 847,11	67 538,84	40%
Cépal	investissements relatifs à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire de l'abattoir et des ateliers de production exploités par la S. à r. l. CENTRALFOOD	02/04/2005	381 786,53	133 625,29	35%
Coboulux	transformation et rénovation de certaines installations de l'abattoir	05/08/2005	1 473 724,69	589 489,88	40%
Cépal	modernisation de la chaufferie de l'Agrocenter à Mersch	07/03/2005	160 590,79	56 206,78	35%
LSG Producteurs luxembourgeois de semences	installation de dépoussiérage, table densimétrique et outil informatique + demande d'équipements supplémentaires	24/01/2005	198 550,21	69 492,57	35%
Luxlait	acquisition de plusieurs équipements destinés à améliorer l'assurance qualité en production, la maîtrise des températures de conditionnement et des conditions de travail dans la section des produits à culture	18/01/2005	334 820,85	125 055,84	35 + 40 %
De Verband	renouvellement et mise aux normes du dépôt à Heinerscheid pour les agrofourmitures, la réception et le stockage de céréales	17/11/2005	2 393 683,95	838 839,38	35%
Luxlait	divers équipements pour l'amélioration de l'assurance en production, la mise en conformité avec la traçabilité, remplacement de deux anciennes conditionneuses ne satisfaisant plus aux conditions sanitaires actuelles et à l'amélioration des conditions de travail (projet 2005-1) + modification du projet conditionneuse pour lait en vrac Astepo + système de remplissage pour Pure-Pak en roll container Nepas + modification projet conditionneuses ELPO	02/05/2005 + 27/09/2005	706 051,50	251 010,22	35 + 40 %
Domaines de Vinsmoselle	investissements divers 2005 - 2006 + complément	01/08/2005 + 29/11/2005	582 255,93	204 202,85	35 + 40 %
Biogros	agrandissement installations frigorifiques à Munsbach	22/12/2005	80 059,37	28 020,78	35%
Barenbrug	acquisition mélangeur, balance et chariot élévateur pour le remplissage du mélangeur	29/11/2005	248 730,30	87 055,60	35%

## **VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL**

### **A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC)**

Depuis 1990, le Ministère accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et plans de développement communaux (PDC).

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, à raison d'un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le ministère met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires, un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies.

Jusqu'à maintenant, 77 communes, en grande majorité à prédominance rurale et de toutes les régions du Grand-Duché de Luxembourg, ont pris des engagements pour la planification et/ou la mise en oeuvre de leurs plans ou programmes de développement (PDC) jusqu'à maintenant. Pour environ 65 d'entre elles, la planification PDC a abouti aux phases analytique, stratégique ou conceptuelle à la fin de l'exercice 2005.

Les groupements d'études mandataires de ces communes ont soumis un diagnostic sur les localités aux élus locaux, diagnostic qui se base sur un inventaire détaillé et actuel des différents axes thématiques à traiter. Cette évaluation globale et interdisciplinaire met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune et de ses activités. Elle met également l'accent sur les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme sur les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à redresser, voire à contrecarrer.

Sur base de cette synthèse, les premières propositions relatives à la finalisation des concepts de développement sont définies.

Les propositions énoncées par les aménageurs sont discutées et concrétisées dans des réunions et ateliers de travail avec les citoyens engagés, dans le but d'aboutir à une stratégie définitive de développement durable à adopter. Soutenue par une majorité des acteurs locaux, celle-ci sera délibérée au conseil communal.

Il y a lieu de relever qu'après une douzaine d'années de pratique et d'expérience PDC, quelque 60 communes engagées ont abouti à la dernière phase du processus intégré de cette planification communale. Les concepts de développement retenus et concrétisés ont déjà été présentés au conseil communal, aux groupes d'intérêts locaux et au grand public intéressé.

Pour clôturer leur plan directeur, un catalogue de mesures pluriannuelles et interdisciplinaires, soutenu par la société civile locale, est délibéré au conseil communal.

A ce stade, bon nombre de communes se sont déjà engagées dans des actions concrètes de réalisation et de partenariat entre responsables communaux, services publics compétents ainsi que groupes d'intérêts locaux.

Tous ces acteurs engagés mettent en oeuvre sur le terrain-même des projets sectoriels et/ou intégrés, issus et finalisés sur base des phases de planification PDC antérieures.

Voilà pourquoi, le Service du Développement rural poursuit l'accompagnement de tels projets au-delà de l'élaboration du plan et par ailleurs susceptibles d'être subventionnés dans le cadre du titre III – encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Le Service du Développement rural a demandé à toutes les communes rurales du Grand-Duché de communiquer au ministère leurs projets et toutes initiatives communales, émanant des concepts PDC et susceptibles d'être soutenus dans le cadre du régime d'aides relatif à l'exécution du titre III de la loi du 24 juillet 2001 précitée.

Quant à la planification et l'élaboration des PDC, environ 60 communes rurales ont présenté et publié les résultats d'inventaire/analyse de leur PDC, ceci dans le cadre du processus ouvert et participatif de planification intégrée (sensibilisation & présentation publiques, enquêtes aux ménages et aux commissions consultatives communales, ateliers de réflexions/idées, ...) afin de promouvoir une des idées cruciales du développement rural: le "bottom up".

Dans ce contexte, l'animation ainsi que la coordination d'ateliers thématiques sont accompagnées par les agents du Service du Développement rural.

De plus en plus, ce sont les spécialistes-mêmes des différents groupements d'études interdisciplinaires ou bien des "coach"-experts externes associés aux groupements d'études mandataires, qui assurent l'animation et la concertation des ateliers thématiques sur le développement rural.

Au cours des dernières années les experts sus-mentionnés ont su acquérir des compétences confirmées de concertation, d'assistance et d'animation ("coaching") , soit dans le cadre de nombreux processus de planification PDC réalisés, soit dans le contexte de séminaires de formation initiés aussi par le Service du Développement rural.

Il est remarquable que plus de 30 communes, engagées dans l'élaboration PDC, aient réalisé des "projets de lancement" ou "projets-pilotes" sur leur territoire. Mis en oeuvre dans le cadre d'actions de partenariat, groupes d'intérêts et commissions consultatives - commune – administrations et services publics concernés, témoignent de cette approche coopérative "bottom up" de tous les acteurs ruraux intéressés.

Au cours de l'exercice 2005, environ 30 communes commettantes plus récentes des régions Est et Centre ont finalisé les phases II/III : inventaire / analyse de leur PDC en collaboration avec le groupement d'études interdisciplinaires de leur choix.

Par l'approbation des contrats soumis, le Ministère a engagé une participation financière de 50% aux frais de planification ainsi qu'une assistance de coordination et d'animation de la part du Service du Développement rural.

Ces projets sont actuellement, soit dans la phase "inventaire sur les axes thématiques et les localités", soit encore dans la phase "analyse des atouts et faiblesses / diagnostic sur les opportunités et risques dans le contexte des données de base inventoriées sur le terrain".

Le Service du Développement rural, tout comme les groupements d'études interdisciplinaires, adoptent de plus en plus une méthodologie de planification, permettant de raccourcir raisonnablement les phases initiales de relevés et mise à jour des données de base ainsi que d'inventaire sur les différents axes prioritaires.



Des approches confirmées et participatives, inspirées des méthodologies 'méta-plan' ou encore 'SWOT', contribuent à aboutir plus rapidement à l'analyse des atouts / faiblesses de la commune, en concertation avec les responsables communaux et les groupes d'intérêts locaux.

Parallèlement, de telles évaluations peuvent aussi servir à finaliser et à structurer les grandes lignes directrices des futures options de développement, ainsi que du catalogue des mesures à retenir.

Aussi, plusieurs communes ont-elles déjà manifesté leur intérêt à se doter de l'instrument de planification globale et intégrée PDC. Dans cette optique, plusieurs d'entre elles ont reçu une assistance financière et logistique au Ministère, dont 4 communes PDC, qui se sont engagées dans une révision méticuleuse de leurs premiers concepts de développement communal.

Plusieurs réunions de concertation entre le Service du Développement rural et les communes intéressées ont su fixer les priorités des axes thématiques, la démarche de planification à poursuivre (contrat-type / cahier des charges MAVDR) ainsi que le choix du groupement d'études pour lequel la commune a opté.

Tout au long de la planification PDC, un accompagnement étroit ainsi qu'un suivi régulier est sollicité par tous les acteurs locaux engagés. Voilà pourquoi le Service du Développement rural s'engage à assumer ces fonctions de coordination, d'animation et de catalyseur.

A la fin de l'année 2005, quelque 60 communes luxembourgeoises ont achevé leur processus de planification PDC. Concrètement, ceci signifie que le/les concept(s) stratégique(s) ainsi que le catalogue des mesures de mise en oeuvre y relatif ont été retenus par les responsables communaux (en général par un vote au conseil communal), ceci après finalisation et concertation avec les groupes d'intérêts locaux / commissions consultatives et après présentation détaillée au grand public.

L'intégration de la stratégie globale et durable ainsi que l'adaptation des mesures définies dans le cadre de projets sectoriels sont entamées, suivant les priorités communales définies ou bien dans le contexte des programmes de mise en oeuvre pluriannuels.

Après 13 ans d'expérience et de pratique dans le milieu communal, le Ministère, en concertation avec la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATUR) auprès du Ministère de l'Intérieur, a réalisé une étude d'évaluation sur les buts, la démarche, les expériences acquises ainsi que les résultats visés de bon nombre de plans de développement communaux réalisés ou en cours. Cette évaluation a concerné aussi bien la grande majorité des communes en zone rurale engagées dans l'élaboration d'un PDC, que les quelques communes en zone urbaine disposant actuellement d'un concept de développement urbain (PDU).

L'étude interdisciplinaire a été accompagnée par les 2 départements ministériels susvisés et a également sollicité une consultation étroite et régulière avec les communes commettantes engagées.

Dans le contexte de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et notamment dans le cadre du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004, concernant le contenu de l'étude préparatoire PAG et PAP, le programme des prestations définies au sujet des révision et actualisation de planification PDC est considéré en concertation avec les communes commettantes ainsi que la direction d'aménagement communal auprès du Ministère de l'Intérieur.

Ainsi, le Ministère a proposé une étroite concertation entre l'élaboration facultative d'une planification et de concepts PDC ainsi que l'élaboration et la présentation contraignantes de l'étude préparatoire PAG par les communes, ceci tant sur les plans thématiques que dans la démarche logistique.

Une circulaire aux administrations communales, élaborée conjointement par les 2 départements respectifs : Ministère de l'Intérieur (Direction de l'Aménagement Communal et du Développement Urbain) et Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Service du Développement rural), fixe les modalités de relations PDC – PAG et de coopération des 2 départements avec les communes concernées. La circulaire y relative N° 2532 a été expédiée aux communes concernées en janvier 2006.

D'autre part, les concepts PDC jouent également un rôle significatif en matière d'appréciation et de mise en œuvre cofinancée des mesures et actions de développement rural définies au titre III de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Finalement, il y a lieu de relever les succès enregistrés dans le domaine du développement rural intégré et durable dans le cadre d'un concours international, organisé par la « *Europäische Arbeitsgemeinschaft Landentwicklung und Dorferneuerung (ARGE)* ».

A côté de la Commune de Beckerich, "Lauréat du Prix Européen du développement rural et de la rénovation des villages" en 1996, tant la Commune de Heiderscheid en 1998, la Commune de Redange/Attert en 2000, la Commune de Munshausen en 2002 et la Commune de Heinerscheid en 2004, ensemble avec leurs citoyens, ont remporté chacune un "Prix Européen pour un développement rural global et intégré d'une qualité éminente" parmi une trentaine de pays et régions européens.

Pour la session du concours « *Europäischer Dorferneuerungspreis 2006 (EDEP)* », sous la devise: « *Les grandes mutations comme Chances* » l'idée-clé se focalise sur les grands changements que les communes rurales et les communautés villageoises ont connu surtout au courant des dernières décennies. Cette session du concours insiste également sur les particularités spécifiques communales, sur les projets proactifs et initiatives incomparables que de telles communes rurales en mutation ont entrepris pour favoriser ou bien pour contrecarrer l'une ou l'autre évolution au niveaux local, communal et régional.

Une fois de plus le concours EDEP énoncé a incité à la découverte, à la prise de conscience, voire au renforcement des qualités autochtones ainsi que de leurs valeurs intrinsèques locales.

Le jury international mettra l'accent sur des projets communaux caractérisés par une démarche proactive et originale dans la mise en œuvre de processus dynamiques et participatifs de développement communal intégré et durable pour rencontrer les évolutions du milieu rural au futur.

A la session EDEP 2006, le Luxembourg sera représenté par la Commune de BETZDORF, sur base d'une présélection nationale par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural.

Le dossier de candidature, élaboré par la Commune de Betzdorf et son groupement d'études, en étroite concertation avec le Service du Développement rural, est remis au jury ARGE à Vienne en début février 2006.

Une visite d'évaluation de la part des membres du jury international ARGE dans la Commune de Betzdorf est annoncé pour le mois de mai 2006. La session finale du jury ARGE pour la session EDEP 2006 ainsi que la publication des lauréats est prévue pour juillet 2006. La remise officielle des prix EDEP 2006 sera organisée en automne 2006 par l'ARGE en coopération avec le lauréat de 2004 en 'Saxe-Anhalt' (D).

## **B. L'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural**

### **1. Le contexte général**

L'article 33 du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999, relatif à l'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales, prévoit diverses mesures de soutien liées aux secteurs agricoles et aux secteurs commerciaux ainsi qu'à leur reconversion, mais qui sont également liées aux autres activités rurales.

L'article 33, avec les mesures **k, m, n, o, p et s** a été transposé en législation nationale au titre III de la loi du 24 juillet 2001, concernant le soutien au développement rural. Le règlement grand-ducal relatif aux régimes d'aides prévus au titre III de cette loi est en vigueur depuis le 17 mars 2003.

La « Commission des zones rurales » chargée d'examiner les demandes concernant les aides prévues au titre III de la loi du 24 juillet 2001 fut nommée par règlement grand-ducal en date du 7 juillet 2003.

### **2. La zone éligible**

La zone éligible s'étend sur toutes les régions rurales du pays. Ainsi, toutes les mesures s'adressent à un territoire qui couvre plus de 95% de la surface nationale du pays. Ne peuvent être soutenus, les projets réalisés sur le territoire des villes de Luxembourg, d'Esch/Alzette, de Schifflange, de Dudelange, de Differdange et de Rumelange.

### **3. Les relations publiques**

En 2004, la « Commission des zones rurales » s'était dotée d'un règlement interne, concernant la sélection des projets émanant des communes, afin d'éviter que quelques importants projets ne consomment la majeure partie des fonds destinés aux porteurs de projets émanant du secteur communal.

En janvier 2004, un premier appel à projets a été envoyé aux 112 communes éligibles, ensemble avec la brochure concernant les mesures du Titre III de la loi du 24 juillet 2001, en leur demandant d'informer le Gouvernement des projets qu'elles entendent présenter dans le cadre de ce programme.

En mars 2005, un deuxième appel à projets a été lancé aux communes éligibles et n'ayant pas encore atteint le seuil d'investissement fixé par commune selon le règlement interne. La majorité des projets introduits se sont situés au niveau des mesures « n » et « o ». 17 communes ont répondu à l'appel à projets dans le délai fixé par le Service du Développement rural.

### **4. Les mesures éligibles et leur mise en œuvre financière**

L'allocation totale, réservée aux 6 mesures concernées, s'élève à 27.077.500 EUR, soit 4,4% du budget global du plan de développement rural 2000 - 2006. Les

deux mesures o) Rénovation des villages) et n) Services essentiels à la population rurale totalisent plus des 3/4 de l'investissement prévisionnel.

Depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 17 mars 2003 relatif aux régimes d'aides prévus au titre III de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, 73 projets ont été transmis au Service du Développement rural en tant qu'organisme d'intervention.

Le régime d'aides porte sur 6 mesures, présentées ci-après:

Mesure k : Réaménagement des fonds de vallées et des anciennes terrasses de vignobles en vue du maintien en culture

Il est prévu de soutenir le réaménagement des fonds de vallées et des anciennes terrasses de vignobles en favorisant leur maintien en culture et de la sorte la sauvegarde de paysages culturels. Les aides sont accordées pour les accès à la voirie publique ainsi que pour les frais de mesurage, d'évaluation et de transaction entre propriétaires.

Aucun projet n'a été introduit sous cette mesure jusqu'à présent.

Mesure m : Aides à la commercialisation de micro-productions régionales

Cette mesure vise à soutenir et à renforcer la notoriété des micro-productions régionales de qualité et/ou à caractère spécifique en aidant à la mise en place de structures de commercialisation (centres de valorisation ou marchés locaux) ainsi qu'à l'interaction entre l'agriculture et la gastronomie.

En 2005, 1 projet a été engagé sous cette mesure.

Porteur de projet	Projet
Weis Georges, Roodt/Ell (Engagé)	Achat d'une camionnette équipée

Au cours de l'année budgétaire 2005, une dépense publique au montant de 100.000,00 € a été liquidée dans le cadre de cette mesure.

Mesure	Total d'investissement	Dépense publique %	Dépense publique €	Contribution UE %	Contribution UE €
m	200.000,00	50%	100.000,00	0	0

Mesure n : Services essentiels pour l'économie et la population rurale

Les services concernés par cette mesure, essentiellement dans les domaines socio-culturel et socio-économique, doivent contribuer à augmenter la qualité de vie en milieu rural, tout en permettant la création et/ou le maintien d'emplois dans les secteurs de l'artisanat et du commerce.

En 2005, 14 projets ont été engagés sous cette mesure :

Porteur de projet	Projet
Becker Isabelle, Junglinster	Kulturhaff Millermler Hinkel, Téistuff-Galerie
Commune de Bech	Transformation du « Veräinsbau » à Altrier
Commune de Dalheim	Transformation de l'ancienne école à Welfrange
Commune d'Ermsdorf	Réaménagement du presbytère à Ermsdorf en « Veräinsbau »
Commune d'Erpeldange	Ferme Birckel à Erpeldange
Ville d'Ettelbruck	Local de rencontre dans l'ancienne menuiserie Schwalen à Ettelbruck
Commune de Feulen	Salle de rencontre dans l'ancienne école primaire à Oberfeulen
Commune de Fischbach	Centre polyvalent à Schoos
Commune de Hosingen	Salle polyvalente à Wahlhausen
Commune de Kehlen	Transformation de l'ancien presbytère à Kehlen en maison socio-culturelle
Commune de Kehlen	Transformation de la crèche à Keispelt
Commune de Redange/Attert	Transformation de l'ancien presbytère à Redange/Attert en maison sociétaire
Commune de Rosport	Salle de rencontre à Steinheim
Commune de Troisvierges	Réalisation d'une salle multifonctionnelle à Basbellain

Au cours de l'année budgétaire 2005, une dépense publique au montant de 930.713,32 € a été liquidée dans le cadre de cette mesure.

Mesure	Total d'investissement	Dépense publique %	Dépense publique €	Contribution UE %	Contribution UE €
n	1.861.426,64	50%	930.713,32	20,72%	192.853,55

Mesure o : Rénovation et développement des villages, conservation et protection du patrimoine

La mesure s'inscrit pleinement dans la poursuite d'actions déjà bien développées dans les communes rurales, actions qui participent à une démarche intégrée de développement des villages, de conservation et de protection du patrimoine local ainsi revalorisé.

En 2005, 12 projets ont été engagés sous cette mesure :

Porteur de projet	Projet
Mannes-Kieffer Marc, Ehnen	Restauration du vieux moulin « Häremillen » à Ehnen
Commune de Feulen	Construction d'un parking auprès de l'école préscolaire/précoce à Niederfeulen
Commune de Feulen	Création d'une place publique avec parking à Oberfeulen
Commune de Fohren	Aménagement d'une place publique autour de l'église à Bettel
Commune de Goesdorf	Redressement de la Duerfstrooss et de la place de l'église à Buderscheid
Commune de Hosingen	Création d'une passerelle sur la Huschterbaach à Obereisenbach
Commune de Munshausen	Aménagement de la place de l'église à Drauffelt
Commune de Schuttrange	Aménagement de surfaces vertes
Commune de Septfontaines	Aménagement de la rue du Château
Commune de Troisvierges	Aménagement du noyau villageois de Huldange
Commune de Wilwerwiltz	Voirie vicinale et place publique « Bei der Kapell » à Pintsch
Commune de Wormeldange	Réaménagement des espaces autour de l'église à Machtum

Au cours de l'année budgétaire 2005, une dépense publique au montant de 425.559,18 € a été liquidée dans le cadre de cette mesure.

Mesure	Total d'investissement	Dépense publique %	Dépense publique €	Contribution UE %	Contribution UE €
o	1.063.897,95	40%	425.559,18	22,94%	97.639,80

Mesure p : Diversification des activités agricoles ou proches de l'agriculture en vue de créer des activités multiples ou des alternatives de revenu

Les projets éligibles à cette mesure viennent compléter les mesures précédentes en matière de diversification des activités agricoles, ou proches de l'agriculture, en vue de créer des activités générant des revenus alternatifs. Sont ainsi visées les installations de production et de distribution d'énergie à petite échelle (biomasse, co-génération, mini-centrales hydroélectriques), la création de fermes d'accueil, ainsi que l'offre de services sociaux et de récréation.

En 2005, 7 projets ont été engagés sous cette mesure :

Porteur de projet	Projet
Dentzer Marc, Beringen/Mersch	Transformation d'une grange en salle polyvalente
Hoffmann-Kohl, Schuttrange	Création d'une ferme d'accueil
Kirsch-Eicherfeld Niki, Luxembourg	Création d'une salle de séminaire (ferme pédagogique)
Mannes-Kieffer Marc, Ehnen	Création d'une Wäistuff et production d'énergie hydroélectrique
Steichen Paul et Claude, Filsdorf	Création d'une ferme pédagogique „Wissbei“ à Filsdorf
Sunnen-Hoffmann Domaine, Remerschen	Création d'un domaine viticole d'accueil pédagogique
Zimmer-Steffen, Manternach	Transformation et aménagement d'une grange en ferme d'accueil – phase II

Au cours de l'année budgétaire 2005, une dépense publique au montant de 160.632,96 € a été liquidée dans le cadre de cette mesure.

Mesure	Total d'investissement	Dépense publique %	Dépense publique €	Contribution UE %	Contribution UE €
p	401.582,40	40%	160.632,96	17,15 %	27.543,24

Mesure s : Encouragement des activités touristiques en milieu rural

Il s'agit de soutenir tout particulièrement les actions entreprises en matière de gestion et de marketing pour les produits du tourisme rural. Les actions visent à la fois à améliorer la qualité des produits et des services offerts, la coordination entre acteurs, le développement de services valorisant les ressources rurales et l'intégration des opérateurs, dans l'optique de développer de nouveaux créneaux vers d'autres clientèles.

En 2005, 3 projets ont été engagés sous cette mesure :

Porteur de projet	Projet
Aust-Schmitz Claude, Bettel	Construction d'un carport et d'espaces de rangement pour touristes
Meyer-Ernzen, Rodenhof/Echternach	Création d'une salle de séjour et d'un local de bien-être au Rodenhof
Commune de Sanem	Réaménagement du « Naturléierpad » à Belvaux (projet introduit en 2004 et engagé en 2005)

Au cours de l'année budgétaire 2005, aucune dépense publique n'a été liquidée dans le cadre de cette mesure.

### **Récapitulatif des aides versées aux projets visés par le règlement grand-ducal du 17 mars 2003 au cours de l'année budgétaire 2005**

Mesure	Total d'investissement	Dépense publique %	Dépense publique €	Contribution UE %	Contribution UE €
m	200.000,00	50%	100.000,00	00,00%	0
n	1.861.426,64	50%	930.713,32	20,72%	192.853,55
o	1.063.897,95	40%	425.559,18	22,94%	97.639,80
p	401.582,40	40%	160.632,96	17,15%	27.543,24
s	0,00	00%	0,00	00,00%	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>3.526.906,99</b>	<b>45,84%</b>	<b>1.616.905,46</b>	<b>19,67%</b>	<b>318.036,59</b>

## **C. L'initiative communautaire LEADER+ au Luxembourg**

### **1. Le contexte général**

Le programme d'initiative communautaire national LEADER+ a été approuvé par décision de la Commission Européenne du 13.12.2001 sous le N° ARINCO : CCI 2001 LU 06 0 PC 001.

#### **a) Les objectifs et les grandes lignes du programme national LEADER+**

Les objectifs du programme LEADER+ au Luxembourg ont été définis comme suit: « Initier un développement intégré et durable, basé sur un large partenariat, en mettant l'accent sur la participation des femmes et de jeunes, et cela par la valorisation des ressources humaines, naturelles et économiques, notamment par l'utilisation des nouvelles technologies et de nouveaux "know-how" et par la création de nouvelles cellules démocratiques de développement régional, permettant de continuer les actions au-delà de la période de programmation ».

Le programme se compose de 4 volets :

- Volet 1      soutien aux stratégies territoriales de développement rural, intégrées et pilotes s'appuyant sur l'approche ascendante et le partenariat horizontal
- Volet 2      soutien à des coopérations interterritoriales et transnationales
- Volet 3      mise en réseau de l'ensemble des territoires ruraux de la Communauté, qu'ils soient bénéficiaires ou non de LEADER+, ainsi que de tous les acteurs du développement rural
- Volet 4      Assistance technique dans la gestion, le suivi et l'évaluation du programme.

#### **b) La zone éligible à LEADER+**

Pour la période 2000-2006, la zone éligible à LEADER+ a été définie en application des critères concernant la densité maximale de la population de 120 habitants/km<sup>2</sup>.

### Zone LEADER+ :

Nombre de GAL : 5 (4 GAL profitant des aides communautaires et 1 GAL national)

Nombre de communes : 63 communes

Nombre d'habitants : 99.986 habitants

Surface totale : 1.402,95 km<sup>2</sup>

## **2. La mise en œuvre financière et technique**

De 2001 à 2005, les dépenses éligibles s'élevaient à 3.536.537,05 €, soit 38,44% du budget global. Le volet 1, avec 7 domaines et 32 mesures, constitue la part majoritaire du programme du point de vue financier et du contenu. Pour 2005, les dépenses des GAL se sont chiffrées à 1.212.448,73 €, les dépenses totales éligibles s'élevant à 1.283.451,38 €.

Afin de permettre la réallocation de la somme 109.500 € du volet 1 au volet 2, une demande de modification du tableau financier du programme a été introduite lors de la réunion du Comité de Suivi le 12.12. 2005. Les membres du Comité ont approuvé cette décision à l'unanimité.

## **3. L'actualisation de l'évaluation à mi-parcours**

L'actualisation de l'évaluation à mi-parcours a été élaborée par le bureau Zilm en coopération avec l'Oeko-Bureau. Les recommandations suivantes ont notamment été proposées par les évaluateurs et seront prises en considération pour la suite du programme :

- Encourager les projets éligibles au volet 2 dont les ressources disponibles sont à ce jour sous-utilisées
- Impliquer au mieux les représentants des ministères concernés
- Promouvoir la participation financière privée (entreprises etc)
- Organiser des séminaires pour favoriser les projets dans la mesure « écologie »
- Renforcer et améliorer les procédures administratives
- Mettre en place le réseau national
- Créer et maintenir le site Internet.

## **4. Les relations publiques**

En vue de la nouvelle période de programmation PDR 2007 – 2013, les responsables du Service du Développement rural ont participé à plusieurs conférences préparatoires.

Les GAL publient régulièrement des bulletins d'informations spécifiques à leurs régions. Ces bulletins qui sont distribués à tous les ménages, connaissent un franc succès. La région Moselle a lancé un calendrier de manifestations qui sera repris en 2006.

Le site Internet [www.leader.lu](http://www.leader.lu) a été complété par les liens nécessaires pour obtenir les informations régionales, nationales et communautaires.



## 5. Les projets lancés en 2005

En 2005, les comités des GAL ont introduit au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural 43 demandes préalables pour la réalisation de projets.

<b>GAL</b>	<b>Nombre de projets</b>	<b>Total Devis</b>
Clervaux-Vianden	6	688 890 €
Redange-Wiltz	8	461 280 €
Müllerthal	11	304 834€
Moselle	15	528 227 €
Aïschdall	3	15 329 €

## 6. Les projets de coopération – volet 2

Le projet transfrontalier Joujoumobile/Spillmobile du GAL Redange-Wiltz et GAL Cuestas a été inauguré le 25 octobre 2005 à Liefrange au « Marjaashaff ». Il s'agit d'un programme d'animation mobile pour les enfants des régions de Wiltz, de Redange et des communes frontalières en Belgique.

Le projet transnational De Basto à Redange-Wiltz concerne le développement durable régional à travers le rapprochement des cultures portugaise et luxembourgeoise.

Le GAL Clervaux-Vianden, le Parc Naturel de la Haute-Sûre, les ententes touristiques, l'ONT et les partenaires flamands ont lancé le projet de coopération PromEUregion qui vise à développer l'économie rurale et régionale tout en créant de nouvelles dimensions de marketing pour le tourisme.

Le GAL Müllerthal en coopération avec le GAL de Clervaux-Vianden et le GAL du pays de Combrailles prépare la création d'un CD-Rom interactif qui contient notamment des informations sur l'environnement, des jeux et des simulations interactives.

Dans le cadre du projet TRAIL (TRansnationality ; Adding value In Local produce) le GAL Moselle avec le GAL Laois (Irlande) prévoit la revalorisation des produits du terroir, l'échange de savoir-faire et le développement de créneaux de vente sur les marchés des régions partenaires.

## 7. Les activités du réseau national LEADER+

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2004, le réseau national LEADER+ est en place. Les principales activités en 2005 sont:

- Mars 2005 – organisation de deux séminaires de formation « Gestion de réunions » et « Gestion de Projets » pour les GAL
- Du 6 au 10 avril 2005 – participation à un séminaire en Finlande « The use of new know-how and new technologies » organisé par le Contact Point et le réseau finlandais
- Du 22 au 29 avril 2005 - « Rural Action » au Prabbeli à Wiltz. Organisée par le réseau national, ces rencontres internationales ont accueilli les participants de la Grande-Région pour des séminaires enrichissants
- Du 6 au 8 juin - auberge de Jeunesse de Larochette organisation d'un séminaire de rhétorique pour les responsables-gestionnaires des 5 GAL

- 28 et 29 juin - Foire à la Coopération à Bruxelles, un dépliant en langue anglaise a été réalisé et le réseau a participé à la présentation du projet « Joujoumobile-Spillmobile »
- 30 juin au 3 juillet – participation à la Foire Agricole 2005
- 9 juillet 2005 – Fête à Carnach et « Dag um Bauerenhaff » Brouch près de Wecker, 10 ans Biowaïn et appui à « Letzebuerger Baurejugend », stand d'information réseau LEADER+
- Actualisation du site [www.leader.lu](http://www.leader.lu)
- Article concernant le projet du GAL Moselle « De Schoulhaff, eng Liewenswelt » pour le magazine LEADER+, no 5
- 24 et 25 novembre 2005 – participation au séminaire « Dispositifs d'Animation du Développement Territorial », présentation du projet « De Schoulhaff, eng Liewenswelt ».

## **VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX**

### **A. Les opérations préparatoires au remembrement**

Les opérations préparatoires comprennent la délimitation du périmètre de regroupement parcellaire, l'établissement des bulletins de propriété, l'organisation de l'enquête publique sur l'utilité du remembrement et de l'assemblée générale des propriétaires lors de laquelle ceux-ci se prononcent sur la proposition de remembrement.

Depuis 2000, l'ONR a été associé aux travaux relatifs à la construction de la Route du Nord (loi du 27 juillet 1997 pour la Route du Nord).

Dans ce contexte les travaux préparatoires ont été poursuivis sur deux plans des mesures compensatoires (article 2 du r. g-d. du 27 août 1997) pour la Route du Nord :

- renaturation de l'Alzette principalement dans les communes de LORENTZWEILER et LINTGEN
- reboisement compensatoire du Grengewald, dans la commune de NIEDERANVEN, à Ernster et à Senningerberg.

S'agissant de la renaturation de l'Alzette dans les communes de LORENTZWEILER et de LINTGEN, un projet alternatif a été élaboré par l'ONR. L'idée de ce projet est de maintenir le lit existant, tout en faisant débiter l'origine du projet plus en amont. Pour ce dossier alternatif, l'ONR a attendu en 2005 la prise de position du Ministère de l'Environnement, comme ce fut le cas déjà en 2003 et 2004. Il en est de même des propositions de reboisement compensatoires.

Pour les remembrements de renaturation de l'Alzette supérieure faisant partie du projet « Life-Nature », les actions d'offres d'achat ont été poursuivies à SCHIFFFLANGE et à ROESER. L'ONR a su acquérir pour le compte de l'Etat 14,5 ha à SCHIFFFLANGE (24 compromis) et 6,4 ha à ROESER (9 compromis). Depuis 2003 des contacts supplémentaires à l'amiable pour les baux à ferme ont été entrepris avec des propriétaires, ensemble avec la commune de Roeser, pour disposer d'une plus grande réserve d'échange de terrains (20,4 ha), ceci en vue de satisfaire aux baux à ferme de certains exploitants. Ce dernier projet a été relancé en 2005 par le dépôt du périmètre du remembrement.

Des réunions d'information ont eu lieu à ROESER, SCHIFFFLANGE, MENS DORF, LORENTZWEILER, LINTGEN et CONTERN dans le contexte des remembrements poursuivant prioritairement des buts écologiques (renaturation de cours d'eau ou de ruisseaux), avec les communes de STADTBREDIMUS, MOMPACH, LAC DE LA HAUTE-SÛRE, REMERSCHEN, WELLENSTEIN et MERTERT (Langsur), en vue de remembrer les biens ruraux sur leurs territoires, et avec les communes de BURMERANGE et MONDORF pour finaliser leur projet de remembrement. Des initiatives ont été poursuivies à HOSINGEN, TROISVIERGES, MUNSHAUSEN, CLERVAUX, HEINERSCHIED et JUNGLINSTER avec les communes et les propriétaires dans le contexte d'un remembrement agricole/contournement. Une autre initiative a été entamée à LINTGEN avec la commune en vue d'un remembrement agricole combiné aux travaux d'intérêt général, en l'occurrence pour une piste cyclable projetée entre MERSCH via GOSSELDANGE à LINTGEN.

Les travaux préparatoires pour la fixation du périmètre et l'enquête sur l'utilité du remembrement ont été entamés à WINSELER (sylviculture) et poursuivis à HEINERSCHIED (sylviculture) et à REMERSCHEN (viticulture).

Plusieurs réunions de concertation ont eu lieu à REMERSCHEN et à MERTERT/WASSERBILLIG avec la commune et les propriétaires exploitants pour la détermination du périmètre viticole de REMERSCHEN II et de LANGSUR. Vu la configuration de topographie très pentue à LANGSUR un levé terrestre a été lancé.

Enfin une demande de remembrement conventionnel a été introduite par plusieurs propriétaires à CRENDAL (commune de WINCRANGE). Le projet porte sur 4,90 hectares.

## **B. Les travaux de relotissement parcellaire**

Ces travaux comprennent les phases suivantes:

### **1. L'ouverture des opérations**

En 2005, la deuxième enquête sur l'utilité du remembrement viticole pour REMERSCHEN II s'est déroulée du 9 février au 10 mars 2005.

L'assemblée générale fut tenue le 29 avril 2005. Le scrutin fut très favorable (77,60 % des propriétaires et 60,45 % de la surface).

Le règlement grand-ducal exécutoire porte la date du 20 juillet 2005.

A LANGSUR, les enquêtes sur l'utilité du remembrement furent organisées comme suit : 1<sup>re</sup> enquête du 24 janvier au 22 février 2005 ; 2<sup>e</sup> enquête du 11 avril au 10 mai 2005. L'assemblée générale fut tenue le 27 mai 2005 et le scrutin a donné le résultat suivant : 92,74 % des propriétaires possédant 95,56 % de la surface ont voté en faveur du projet. Le règlement grand-ducal d'exécution est daté du 20 juillet 2005.

A ROESER, l'enquête sur l'utilité fut préparée et la 1<sup>re</sup> enquête fut lancée du 14 novembre au 13 décembre 2005.

A CRENDAL, le remembrement conventionnel fut avisé favorablement par le Comité de l'ONR le 29 novembre 2005 et M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural a reconnu le caractère d'intérêt général au projet le 21 décembre 2005.

### **2. La classification des terres**

Le regroupement des anciennes parcelles en des ensembles plus grands se faisant sur la base de la valeur de leur productivité et la classification des terres en fonction de critères pédologiques et topographiques, sont réalisés par l'ONR, assisté d'un collège d'experts. Les résultats de cette classification sont soumis à l'appréciation des propriétaires lors d'une double enquête publique.

En vue de la classification des sols forestiers dans la commune du LAC DE LA HAUTE-SÛRE, une campagne de prospection terrestre et par GPS a été menée pour localiser exactement l'emplacement des chemins (inexactitude du cadastre bi-centenaire) en vue du repérage des parcelles d'une part et pour déterminer la qualité des boisements (peuplements) d'autre part. Les réunions avec l'association syndicale, la commission locale et le collège des experts ont été poursuivies en 2005 dans l'optique de définir la démarche dans ce projet pilote de remembrement forestier. Les travaux de la classification furent poursuivis également en 2005 et étendus sur les terres agricoles enclavées dans la forêt (mai 2005). A côté de la classification des sols, les valeurs des arbres (éléments transitoires) en forêt ont été estimées continuellement par voie d'expertise.

Les travaux préparatoires pour la classification des terres ont été initiées à LANGSUR et à REMERSCHEN II.

### **3. L'étude d'impact**

D'après l'art. 24bis de la loi pour chaque remembrement légal une étude d'impact comportant une analyse écologique détaillée de l'état initial des éléments constitutifs du milieu naturel et du paysage et une analyse des incidences du projet sur le milieu naturel doit être établie. L'étude comporte le cas échéant des propositions de mesures compensatoires jugées nécessaires pour la protection des sites touchés par le remembrement. L'étude est soumise pour avis à l'ONR et la décision au sujet des mesures compensatoires est prise conjointement par les Ministres de l'Agriculture et du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles.

En 2005 l'étude d'impact du remembrement de SCHWEBSANGE a été élaborée pour les secteurs « Hanner Fels » et « Lëtscheberg ». Elles ont été clôturées par un bilan compensatoire largement positif.

### **4. L'élaboration du projet de relotissement**

Cette phase comprend une consultation des propriétaires pour connaître leurs vœux sur la concentration parcellaire souhaitée, l'établissement d'un avant-projet de remembrement, sa mise en enquête publique, la confection du projet définitif, son implantation sur le terrain et la prise de possession des nouvelles parcelles par les propriétaires.

La préparation en étroite collaboration avec l'Administration des eaux et forêts du nouveau lotissement pour le remembrement forestier du LAC DE LA HAUTE SÛRE sur base de la réception des vœux, a été poursuivie en 2005 par des actions à l'amiable moyennant des échanges, ventes ou achats de parcelles.

La 2<sup>e</sup> enquête du remembrement viticole de SCHWEBSANGE (Réichelter) a été lancée durant les mois de février à mars 2005. La mise en possession pour ce secteur a été décrétée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2005.

La 1<sup>re</sup> enquête du remembrement viticole de REMERSCHEN (Flouer) – secteur « Duusseberg » s'est déroulée pendant les mois de janvier-février 2005.

La 2<sup>e</sup> enquête du même remembrement s'est déroulée du 29 mars au 28 avril 2005. Les réclamations introduites auprès de l'ONR ont été vidées à l'amiable, de sorte qu'aucun recours n'a été introduit auprès du juge de paix. La mise en possession provisoire a été décrétée à partir du 1<sup>er</sup> mai 2005.

### **5. Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires**

Le remembrement est généralement accompagné d'un nouveau levé topographique de l'ensemble des terres à remembrer. Ce levé comprend trois parties:

- le levé des limites du périmètre, des chemins, routes, cours d'eau et autres limites immuables,
- le levé du nouveau parcellaire après bornage des parcelles et
- la confection des nouveaux plans cadastraux.

Ces opérations sont conduites suivant les directives de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Les travaux de mensuration ont été poursuivis ou entamés dans les remembrements de FLAXWEILER, DELLEN, GREVENMACHER-MERTERT, BURMERANGE, MONDORF, SCHENGEN, REMERSCHEN, MOMPACH, MENS DORF, SCHIFFLANGE et du LAC de la HAUTE-SÛRE.

Les rapports définitifs de vérification du Cadastre au sujet du remembrement de MANTERNACH-LELLIG-MUNSCHECKER sont en cours de finalisation. Les plans et dossiers techniques ont été finalisés. Le dossier de FLAXWEILER a été retourné avec l'approbation du Cadastre (décembre 2005)

## **6. La rédaction de l'acte (notarié) de remembrement**

L'article 35 de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux dispose qu'après l'achèvement de l'abornement des nouvelles parcelles et après la confection des nouveaux plans parcellaires, l'acte de remembrement est dressé par le ou les notaires de la région, à désigner par la Chambre des notaires. Les difficultés en relation avec les actes notariés signalées dans les rapports d'activités antérieurs subsistent en partie également en 2005.

La nouvelle disposition légale de l'article 35 ne portera ses fruits que pour les nouveaux dossiers et pour les dossiers où les notaires se désistent volontairement, comme c'était le cas pour les remembrements d'OBERDONVEN-NIEDERDONVEN-MACHTUM et de WELLENSTEIN-BECH-KLEINMACHER.

Pour le remembrement conventionnel de REMICH, les bordereaux de report des droits réels ont été signés en avril 2005.

Les dossiers suivants ont connu des progrès grâce notamment au recours à des spécialistes externes qui préparent les dossiers:

- MANTERNACH-LELLIG-MUNSCHECKER (en cours de rédaction)
- GREVENMACHER-MERTERT (en cours de rédaction)
- FLAXWEILER (en préparation).

## **C. Les travaux connexes au remembrement**

Remembrement de DELLEN	Exécution de diverses interventions d'achèvement, suite à un jugement, ainsi que divers travaux de parachèvement et de conduite d'eau
Remembrement de GREVENMACHER-MERTERT	Stabilisation d'un glissement de murets Etude d'évacuation des eaux superficielles (secteur Fels)
Remembrement de SCHENGEN-FELS	Travaux d'aménagement et de construction de voirie et travaux de parachèvement
Remembrement de BURMERANGE	Parachèvement de la voirie
Remembrement de MONDORF	Achèvement des travaux connexes de voirie agricole Pose de conduites d'eau

Remembrement de SCHWEBSINGEN	Kolteschberg : parachèvement des travaux d'aménagement Réichelter : achèvement du projet d'aménagement Autres secteurs : études géologiques et d'aménagement en cours L'ONR attend l'aval du MENV pour commencer les travaux du secteur « Hanner Fels »
Remembrement de FLAXWEILER	Stabilisation d'un glissement de terrain
Remembrement de MOMPACH	Achèvement du projet des travaux connexes de voirie Etude de la conduite d'eau et des plantations Adjudication des travaux de drainage Exécution partielle des travaux de plantation
Remembrement de REMERSCHEN	Duelem – Duussebiert : exécution du projet d'aménagement et achèvement
Remembrement de GREIVELDANGE-STADTBREDIMUS (Wéngertsberg)	Etude du projet d'aménagement L'ONR attend l'autorisation du MENV pour entamer les travaux du secteur « Wéngertsberg » à GREIVELDANGE
Remembrement du LAC de la HAUTE-SÛRE	Les travaux connexes de la voirie forestière sont restés en souffrance, dans l'attente du déblocage du dossier au sein des E&F et du MENV
Remembrement de SCHIFFFLANGE	L'exécution des travaux de renaturation a été suivie de près par l'ONR pour respecter les contraintes imposées.

#### **D. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes**

En application de l'article 41 de la loi du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 14 décembre 1965, les propriétaires de l'association syndicale du remembrement sont tenus de rembourser au fonds de remembrement 10 % du coût des travaux connexes.

En 2005, l'Office a continué les travaux préparatoires à l'établissement des rôles contributifs des dossiers de:

- EHLEN-LENNINGEN, pour les quelques rôles non payés, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a été chargée du recouvrement.
- FLAXWEILER, préparation du rôle contributif.
- BURMERANGE, préparation du rôle contributif.
- MONDORF, préparation du rôle contributif.
- DELLEN, préparation du rôle contributif.

## IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE

### A. La division du génie rural

#### 1. Les constructions rurales

Les activités du service des améliorations structurelles portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir:

##### a) L'élaboration des plans et devis de bâtiments d'exploitations agricoles

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et le devis global des projets réalisés par les services de l'ASTA au cours des 5 années révolues. Ces chiffres représentent au moins 60 % de l'ensemble des projets réalisés dans le pays.

Service ayant élaboré les projets	année 2001		année 2002		année 2003		année 2004		année 2005	
	nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis
Service des améliorations structurelles	100	15.056.427	110	21.738.849	88	17.923.549	87	19.002.498	80	16.343.806
Services régionaux du génie rural	5	161.280	1	2.645	1	64.400	7	527.941	3	426.900
Total	105	15.217.707	111	21.741.494	89	17.987.949	94	19.530.439	83	16.770.706

Le nombre et le volume des projets sont en baisse par rapport aux années précédentes. Cette évolution a différentes raisons :

- Maintes exploitations ont réalisé des investissements importants entre 2000 et 2005 et attendent la prochaine loi sur le développement rural (période 2007-2013) pour l'exécution de nouveaux projets de construction.
- Une tendance vers la baisse des investissements agricoles.
- En 2005, aucun projet de porcherie, projets à coûts généralement élevés, n'a été élaboré.
- La diminution du nombre des exploitations agricoles et l'augmentation de leur dimension se répercute sur le nombre de projets de construction, qui par contre ont une envergure plus grande.

##### b) L'exécution de la loi agraire

Le service s'occupe de la gestion des dossiers et de l'organisation des réunions de la commission chargée d'instruire les demandes concernant le soutien au développement rural, désignée « commission économique et technique » (CET). Les membres de la CET ont été nommés par arrêté du Gouvernement en Conseil du 7 décembre 2001. Au cours de l'année 2005, la CET s'est réunie 18 fois pour aviser les demandes d'aides reprises dans le tableau ci-après.

Le service s'occupe également de la réception des dossiers d'aides à l'investissement, c. à d. du contrôle des investissements réalisés, de l'établissement du coût sur base des factures ainsi que du calcul des aides et de l'établissement du dossier de paiement des aides.



Pendant l'exercice 2005, le service a traité et liquidé les aides de 2.190 dossiers d'aides à l'investissement (art. 6 et 7) se rapportant à 857 exploitations bénéficiaires.

Un montant total de 23.119.793,67 EUR a été liquidé pour toutes les aides confondues. Ce montant se rapporte à 2.799 dossiers d'aides et à 1.029 exploitations bénéficiaires.

**Tableau renseignant sur le nombre de dossiers d'aides examinés et avisés positivement par la commission économique et technique ainsi que le nombre d'exploitations concernées, le volume d'investissement envisagé et l'aide publique prévisionnelle**

Type d'aide	Nombre de demandes	Nombre d'exploitations concernées	Coûts éligibles	Aides prévisionnelles
Aide art. 6 (meubles)	1213	614	14.782.046,22	5.108.002,57
Aide art. 6 (immeubles)	851	426	37.042.533,95	18.251.537,10
Aide art. 6 (suppl. pour inst. biogas)	172	35		561.252,26
Aide suppl. jeunes	63	37		253.733,80
Aide infrastr. porcherie	2	2	110.000,00	54.500,00
Aide suppl.envir. art. 6 meubles	73	70	634.685,51	95.202,89
Aide suppl.envir. art. 6 immeubles	44	44	499.674,77	99.934,95
Aide art. 6 Intégrat. environ.	88	85	961.927,18	865.734,46
Aide art. 7 (meubles)	69	53	355.235,19	83.686,83
Aide art. 7(immeubles)	62	37	842.614,54	285.378,83
Aide art. 7 (suppl. pour inst. biogas)	8	2		15.692,64
Aide suppl. envir. art. 7	3	3	14.543,74	1.454,38
Aide art. 7 Intégrat. environ.	6	6	42.701,00	38.430,90
Prime à l'installation (contrat d'exploit.)	7	7		87.500,00
Reprises jeunes (Prime à l'inst.)	21	21		293.517,54
Reprises jeunes (Bonif. d'int.)	17	16		432.138,85
Reprises jeunes (remb.droits enreg.)	19	19		107.065,04
Aide en capital	200	170		1.175.922,24
Aides remb. frais d'entraide	417	303	604.534,09	417.638,63
Habitat rural	20	20	1.000.000,00	500.000,00

## 2. Les conduites d'eau

Les bureaux régionaux ont présenté pour 2005 8 projets de conduites d'eau visant à desservir une surface totale d'environ 124,16 ha de pâturages, dont les devis s'élèvent au total à 150.467 €.

1 association syndicale pour la mise en place d'une conduite d'eau dans des parcs à bétail a été créée à Bertrange et le montant des travaux après réception se chiffre à 65.217,40 €.

Dans le cadre du remembrement de Mompach, 1 projet pour la confection d'une conduite d'eau entre les localités de Herborn et de Lilien, pour le compte de la commune de Mompach, fut élaboré pour un montant de 82.225 €. La participation de l'Etat en vue du raccordement de parcelles agricoles est évaluée à 26.450 €.

### **3. Le drainage de terres agricoles humides**

4 projets de drainage ont été élaborés en 2005 et le devis total s'élève à 39.062 €.

### **4. La voirie rurale et viticole**

96 projets d'entretien ordinaire de la voirie rurale et viticole furent élaborés en 2005. Le montant total des devis s'élève à 5.820.785 €. La longueur totale s'élève à 136.265 mètres.

Des travaux extraordinaires de voirie sont prévus dans 14 projets pour un montant total de 1.259.605 €. Longueur : 7.543 mètres.

7 projets concernant la construction de murs de soutènement, filets d'eau, stabilisation de talus et réfections de tabliers de ponceaux ont été réalisés pour un montant total de 72.050 €.

### **5. Les assainissements réalisés pour le compte des communes**

11 projets d'un montant total de 1.395.500 € ont été élaborés pour la stabilisation de talus, l'évacuation d'eaux superficielles, la réparation de murs de soutènement et de ponceaux.

### **6. Les pistes cyclables**

La division du Génie Rural surveille les travaux d'exécution de diverses pistes cyclables intercommunales et communales, notamment celles de Kautenbach-Wilwerwiltz, Mersch-Bill-Bissen, Rambrouch, Clemency et Gonderange-Bourglinster.

### **7. Le développement rural**

Dans le cadre de l'assistance technique dans le domaine du développement des zones rurales, 15 projets relatifs aux différentes mesures ont été réceptionnés pour un montant de 2.969.484,25 €.

### **8. Les cours d'eau non-navigables ni flottables**

Les attributions dans ce domaine ont été transférées à l'Administration de la Gestion de l'Eau au début de l'année 2001, et ce dans le cadre de la concentration de toutes les compétences en matière de gestion des eaux.

### **9. La météorologie**

A l'heure actuelle, le service de la météorologie entretient 8 stations météorologiques automatiques principales avec transmission des données mesurées par téléphone à l'ordinateur central (Echternach, Grevenmacher, Luxembourg-Merl, Obercorn, Remich, Reuler, Schimpach et Useldange) et 8 stations météorologiques automatiques secondaires avec transmission des données mesurées par téléphone à l'ordinateur central (Ettelbruck, Godbrange, Holler, Koerich, Mamer, Reckange, Roeser, Winckrange). A ces 16 stations météorologiques automatiques viendra s'ajouter, en 2006, 1 station automatique supplémentaire, à Lorentzweiler. A part ces stations automatiques, le réseau du service de la météorologie compte encore 6 stations

météorologiques à observateur (Asselborn, Bourscheid, Clemency, Dahl, Roodt, Waldbredimus), 1 station d'évaporation (Mullendorf) et 18 stations pluviométriques (Arsdorf, Berdorf, Beringen, Bettborn, Calmus, Contern, Ermsdorf, Fouhren, Hersberg, Hosingen, Kehmen, Lorentzweiler, Mersch/Hingerhaff, Perlé, Redange, Remerschen, Schiffange, Vianden,).

La base de données du service de la météorologie de l'ASTA est disponible sur le site Internet ([www.asta.etat.lu](http://www.asta.etat.lu)) depuis juin 2000. Ce site est constitué de plusieurs pages, dont une contenant des données traitées destinées à l'utilisateur « normal », intéressé simplement à la météo actuelle et à celle du passé récent. Les autres intéressés, tels que les bureaux d'ingénieurs, les écoles ou les associations agricoles trouvent sur une deuxième page les données brutes de tous les paramètres dont ils ont besoin. En les téléchargeant, ils peuvent traiter ces données selon leurs besoins, comme par exemple les intégrer dans des modèles mathématiques, des modèles de prévision ou des statistiques.

Ce site Internet est actualisé toutes les heures et les intéressés peuvent accéder aux informations météorologiques transmises par toutes les stations en temps réel.

Grâce à une collaboration étroite avec l'Administration de la Gestion de l'Eau et le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann, le service de la météorologie publie annuellement l'atlas hydro-climatologique.

En résumé, les activités du service de la météorologie et de l'hydrologie consistent à collecter et à gérer les données climatiques mesurées par les stations automatiques, ainsi que celles récoltées quotidiennement par les observateurs.

L'entretien des stations météorologiques requiert une partie considérable du temps de travail des agents du service. Le contrôle, le traitement et l'archivage des données recueillies font partie des autres activités du service.

## **10. Le service agri-environnement**

### **a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles**

Ce contrôle est obligatoire dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, régime d'aides qui a été mis en place en décembre 1996.

Un équipement spécial a été acquis en 1998. Après différents essais pratiques, la première campagne de test a eu lieu au cours de la période juillet à décembre 1998. Le déroulement pratique des contrôles est le suivant: Tous les agriculteurs sont convoqués individuellement au contrôle. Les contrôles ont lieu auprès des revendeurs de machines agricoles désirant être intégrés dans l'opération à condition qu'ils mettent à disposition un emplacement adéquat. Ainsi, si des réparations sont nécessaires, l'agriculteur peut s'adresser immédiatement au service technique du revendeur, ce qui lui évite de devoir passer une deuxième fois au contrôle. Pour le contrôle des pulvérisateurs utilisés par les vignerons, l'équipement de test a été complété par des instruments adaptés.

En 2005, les contrôles ont eu lieu pendant la période avril – octobre pour les agriculteurs, partiellement en collaboration avec les revendeurs de machines agricoles. Pendant cette campagne, 531 pulvérisateurs agricoles ont été contrôlés.

Un bilan des contrôles de 2005 figure au tableau ci-après.

Pulvérisateurs agricoles	
nombre de pulvérisateurs convoqués:	604
<i>taux de pulvérisateurs sans observations majeures:</i>	72.2 %
<i>taux de pulvérisateurs avec manomètre défectueux:</i>	8.4 %
<i>taux de pulvérisateurs avec buses défectueuses:</i>	21.8 %
nombre de pulvérisateurs agréés après réparation:	529
nombre de pulvérisateurs rejetés:	2
nombre de pulvérisateurs déclarés hors service	41
nombre de pulvérisateurs non présentés	22

Par ailleurs, une vignette de contrôle a été émise pour 10 machines neuves pour lesquelles un contrôle n'est requis qu'après 3 années d'utilisation.

**b) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CEE) 2078/92 et du règlement (CEE) 1259/99**

A côté de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, un deuxième volet du programme agri-environnemental national a été mis en place par le règlement grand-ducal du 27.10.1997 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Ce régime d'aides, qui a connu un assez grand intérêt auprès des agriculteurs, a été remplacé par un nouveau régime par le biais du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. Il est basé sur le règlement (CE) 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, qui prévoit le cadre communautaire pour le soutien de mesures agro-environnementales.

Le nouveau régime d'aides comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir:

1. Agriculture biologique
2. Réduction / maintien charge bétail
3. Fumure azotée réduite (terres arables)
4. Réduction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques
5. Mesures contre l'érosion
6. Epandage du lisier avec réduction des émissions
8. Gestion extensive des prairies
7. Gestion extensive des bordure des champs
9. Entretien et protection des bords des cours d'eau et des étangs
10. Entretien et plantation de haies
11. Entretien des vergers traditionnels
12. Lutte biologique contre le ver de la grappe
13. Retrait de terres agricoles/ gestion terres abandonnées
14. Elevage de races locales menacées (les chevaux de race ardennaise).

Les mesures n°5 et 6 sont des programmes nouveaux, les mesures n° 3, 4 et 8 sont des programmes qui ont été modifiés/regroupés sur base des expériences faites dans l'ancien régime d'aides. Les autres mesures d'aides n'ont connu que de légères adaptations.

Fin 2001, le nouveau régime d'aides a été présenté aux agriculteurs au cours de plusieurs séances d'information dans différentes régions du pays. Il a connu un très grand succès auprès des agriculteurs. Ainsi, pour la période culturale 2002, environ 403 exploitations ont introduit environ 689 demandes distinctes au total (principalement des nouvelles demandes ainsi que quelques demandes de modification/renforcement d'engagements existants).

Pour la période culturale 2003 (la date limite de dépôt de demande étant le 1<sup>er</sup> août 2002), 276 exploitations ont introduit 372 demandes distinctes au total (voir tableau). 60 à 70 % de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro - environnementales pendant un cycle quinquennal complet (1998-2002) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2004 (la date limite de dépôt de demande étant le 1<sup>er</sup> août 2003), 193 exploitations ont introduit 228 demandes distinctes au total (voir tableau). Environ 40-50 % de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (1999-2003) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2005 (la date limite de dépôt de demande étant le 1<sup>er</sup> août 2004), 137 exploitations ont introduit 172 demandes distinctes au total (voir tableau nr 2). Environ 28 % de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (2000-2004) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2006 (la date limite de dépôt de demande étant le 1<sup>er</sup> août 2005), 128 exploitations ont introduit 159 demandes distinctes au total (voir tableau nr 2). Environ 19 % de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (2001-2005) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans. A remarquer la forte croissance du nombre des demandes concernant l'agriculture biologique.

Tableau 2: nombre de demandes introduites au titre du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

	Année 2004		Année 2005		Année 2006	
nombre d'Exploitants	193		137		128	
nombre de demandes individuelles	228		172		159	
<b>code mesure</b>	<b>Nombre de demandes</b>	<b>%</b>	<b>Nombre de demandes</b>	<b>%</b>	<b>Nombre de demandes</b>	<b>%</b>
		<b>2004</b>		<b>2005</b>		<b>2006</b>
011 agric. biologique	4	1.8%	7	4.1%	23	14.5%
021 réduction/maintien bétail	36	15.8%	31	18.0%	17	10.7%
033 fumure N réduite	4	1.8%	4	2.3%	11	6.9%
034+035 réd. prod. phyto	10	4.4%	9	5.2%	16	10.1%
036 mesure contre l'érosion	32	14.0%	21	12.2%	21	13.2%
037 lisier (injecteur et tuy. trainés.	56	24.6%	22	12.8%	2	1.3%
038 prairies extensives	40	17.5%	35	20.3%	38	23.9%
041 bord. des champs	1	0.4%	1	0.6%	0	0.0%
051 bord. cours d'eau	9	3.9%	3	1.7%	6	3.8%
061 entretien des haies	17	7.5%	19	11.0%	14	8.8%
071 vergers traditionnels	13	5.7%	15	8.7%	6	3.8%
111 retrait 5 ans	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
121 chevaux de race ardennaise	3	1.3%	2	1.2%	4	2.5%
091 lutte biol. Ver de grappe	3*	1.3%	3*	1.7%	1*	0.6%

## **B. La division agronomique**

### **1. La production animale**

Les missions principales du service sont l'orientation de l'élevage des animaux domestiques, l'amélioration des qualités génétiques, la surveillance du contrôle des performances en production laitière, productions de viande bovine, porcine et ovine.

En 2005, le nombre des vaches laitières a légèrement baissé à 39.500 unités, tandis que le rendement laitier par vache et par an ne cesse d'augmenter pour atteindre quelque 6.900 kilos.

Une dizaine d'exploitations atteignent plus de 10.000 kg de lait par an, ce qui démontre qu'il y a encore des réserves à exploiter, tant sur le niveau génétique qu'alimentaire.

Le secrétariat de la Marque nationale de la viande de porc est assuré par le service. En 2005, quelque 86.000 porcs ont été présentés en vue de l'obtention de la Marque Nationale, quelque 70.000 ont été admis.

Le service assure aussi le secrétariat et le contrôle de la Marque Nationale du jambon fumé.

En 2005, 49.539 jambons ont été contrôlés en vue de l'obtention de la Marque Nationale ce qui démontre un grand intérêt de la part des consommateurs.

Dans l'intérêt de la qualité du beurre luxembourgeois, 15 concours beurriers ont été organisés en vue de l'obtention de la Marque Nationale, " Beurre de Marque Rose ". Les tests microbio-logiques et organoleptiques ont démontré que la qualité du beurre luxembourgeois est constante et supérieure à celle des beurres étrangers ayant servi comme témoins. En 2005, la production de beurre de la Marque Nationale s'élevait à quelque 2.800.000 kg.

Tous les certificats d'identification pour équidés sont enregistrés par le service.

Suite à une nouvelle législation sur la commercialisation des oeufs qui prévoit que le mode d'élevage et la raison sociale du producteur doivent être marqués clairement sur chaque oeuf, les agents ont contrôlé avec des fonctionnaires de l'Administration des services vétérinaires tous les élevages de plus de 350 poules et tous les centres d'emballage.

Le contrôle de la qualité de certains produits alimentaires de provenance animale est une nouvelle tâche attribuée au service il y a quatre ans. Le service contrôle régulièrement les cahiers de charge contenant les règles d'élevage, d'alimentation et de la mise en vente de viande bovine dans le cadre des deux labels " Cactus-Fleesch vum Lëtzebuerger Bauer " et " Lëtzebuerger Rëndfleesch-Produit du Terroir ".

Le service assure aussi le secrétariat, la trésorerie et le livre généalogique du " Lëtzebuerger Schoofzuchtverband " (Flock-Book) et émet tous les pédigrés pour les moutons destinés à l'exportation. En 2005, 305 moutons ont été inscrits et 337 moutons ont été présentés pour le génotypage.

Au niveau international, le service représente le Luxembourg dans les groupes suivants de l'UE: le Comité Zootechnique Permanent, le Comité de Réglementation des Appellations d'Origines Protégées (AOP) et des Indications Géographiques Protégées (IGP), le Comité de la Protection des Races Rares, le Comité des Oeufs et de la Viande

de Volailles et le Secrétariat du comité national luxembourgeois de la Fédération Internationale de Laiteries ( F.I.L. ).

## **2. La production végétale**

### **a) Le contrôle et la certification des semences**

De façon générale, on peut noter que la production nationale de semences et de plants de pommes de terre est en augmentation constante depuis des années. Ainsi, les surfaces de multiplication s'élevaient en 2005 à plus de 3.400 ha (+ 60 % par rapport à 1990). La qualité des semences et plants produits à Luxembourg procure aux producteurs de nombreux débouchés tant sur le marché national qu'international.

Le contrôle et la certification des semences et plants de pommes de terre se font sous la responsabilité de l'ASTA.

A cette fin, le service de la production végétale actualise la réglementation concernant la commercialisation, la production et la certification des semences et plants, notamment en application des directives de l'UE et de l'OCDE. Le service contrôle à tous les stades la commercialisation des semences et plants et surveille les opérations de production et de certification des semences indigènes. L'ASTA délivre les étiquettes et plombs officiels et perçoit les taxes de contrôle et de plombage.

Au Luxembourg, suite au plan d'action provisoire établi par la Commission européenne pour détecter dans les semences la présence fortuite d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), tous les lots de semences des espèces sensibles, comme le soja, le maïs etc., importés de pays tiers, sont analysés à cette fin. Les semences de ces mêmes espèces en provenance des autres Etats membres de l'UE sont contrôlées par sondage. Dans des lots de semences conventionnelles, aucun OGM non autorisé dans l'UE n'est toléré. Pour les OGM autorisés, toute présence fortuite détectable doit être clairement indiquée sur l'étiquette officielle accompagnant le lot de semences. Des négociations entre la Commission européenne et les Etats membres sont actuellement en cours pour adopter une législation communautaire fixant des normes à la présence fortuite d'OGM dans des lots de semences.

Ainsi, dans le cadre de ses activités de contrôle de la commercialisation des semences, l'ASTA a prélevé en 2005 par sondage des échantillons de semences de maïs, en vue de détecter la présence accidentelle d'OGM. 15 lots de semences de maïs utilisées au Luxembourg furent ainsi contrôlés en 2005. Les analyses, qui ont été effectuées par le laboratoire d'analyse des denrées alimentaires du Laboratoire National de Santé, ont montré qu'aucun échantillon ne contenait des OGM.

### **b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles**

Le choix judicieux des variétés d'espèces agricoles revêt une grande importance économique en production végétale.

Il est dès lors indispensable qu'une instance officielle et neutre se charge de l'expérimentation des nouvelles variétés pour recommander les plus productives et les mieux adaptées aux conditions naturelles de notre pays. Ainsi, la commission technique pour l'admission des variétés d'espèces agricoles, dont l'ASTA assume la présidence et le secrétariat, a pour mission de sélectionner et de recommander les variétés les plus performantes sous nos conditions climatiques. Les variétés recommandées sont inscrites à la liste nationale des variétés de plantes agricoles et

publiées annuellement au Mémorial. A cette fin, le service de la production végétale de l'ASTA et le Lycée Technique Agricole organisent tous les ans, à plusieurs reprises et en différents endroits du pays, des essais variétaux.

Il est intéressant de noter que les performances des variétés recommandées (rendements, résistances au climat, résistances aux maladies, etc.) ont augmenté en moyenne de plus de 100% depuis les années cinquante jusqu'à nos jours.

Aucune variété génétiquement modifiée ne figure sur la liste nationale des variétés de plantes agricoles.

### **c) L'amélioration de la production fourragère**

Vu les conditions pédo-climatiques, la vocation de l'agriculture luxembourgeoise est essentiellement herbagère. Ainsi, 55% de notre surface agricole utile sont constitués de prairies et de pâturages permanents et 70% de nos terres sont destinés à la production fourragère. Quelque 90% de la production agricole finale proviennent de productions animales, tel que le lait et la viande bovine, produits qui résultent essentiellement de la transformation de fourrages. La production fourragère joue de ce fait un rôle très important dans l'agriculture luxembourgeoise et le service de la production végétale se consacre particulièrement à l'amélioration de ce type de production. À cette fin le service a fait élaborer une carte herbagère couvrant les principales zones herbagères du pays et permettant d'orienter la production fourragère selon les conditions pédo-climatiques régionales. Par ailleurs, le service de la production végétale a établi plusieurs champs d'essais fourragers et organise dans le cadre de la formation continue des agriculteurs des démonstrations de vulgarisation au sujet de cette production.



### 3. La protection des végétaux

#### a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux

##### Evolution depuis 1990 de la superficie de pommes de terre plants présentées pour la certification et superficie ayant effectivement été certifiée

Année de récolte	Superficie déclarée (ha)	Superficie certifiée (ha)	Taux de certification (%)
1990	359,17	353,08	98,3
1991	384,39	356,34	92,7
1992	411,41	399,61	97,1
1993	369,68	365,56	98,9
1994	391,34	345,70	88,3
1995	427,94	424,14	99,1
1996	441,78	437,88	99,1
1997	533,52	529,07	99,2
1998	540,98	502,53	92,9
1999	562,39	544,71	96,9
2000	582,67	579,21	99,4
2001	521,99	496,05	95,03
2002	456,47	438,81	96,13
2003	429,75	423,15	98,5
2004	410,17	408,80	99,67
2005	430,87	430,87	100

Les plants utilisés par les producteurs de pommes de terre de consommation sont des plants certifiés (classes A et B). La production de ceux-ci exige un plant de meilleure qualité (plants de base: classes S, SE ou E) produits par des multiplicateurs.

Ces plants de base proviennent eux de plants de prébase (F1 à F5) produits en partie par le syndicat des producteurs de plants de pommes de terre (Synplants) et en partie par des multiplicateurs.

La certification des plants a pour but de garantir une bonne qualité sanitaire de ceux-ci, principalement en ce qui concerne leur infection par des virus. En effet, la présence de virus dans un plant-mère conduit à une forte multiplication de ce virus dans les plants-filles et souvent à la dégénérescence de ces derniers. D'autre part, les pieds malades contribuent largement à la dissémination de la maladie dans le champ concerné ainsi que dans les champs voisins, ce qui conduit à une application plus fréquente de pesticides.

La certification est basée sur des inspections visuelles répétées en champ pendant la période de végétation ainsi que sur des tests effectués en laboratoire sur les tubercules afin de détecter une présence éventuelle de virus et de certaines bactéries.

Les plants de prébase sont soumis aux contrôles les plus sévères, avec la recherche de 6 virus différents (Leafroll, Y, X, S, A et M); 4 virus sont recherchés sur les plants de base des classes S et SE (Leafroll, Y, X et S) et 2 virus sont recherchés sur les plants appartenant aux classes E, A et B (Leafroll et Y).

Les plants certifiés et de base sont testés sur deux maladies bactériennes, le flétrissement bactérien provoqué par *Ralstonia solanacearum* (Smith) Smith et la pourriture annulaire provoquée par *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al. *ssp. sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. Ces deux maladies bactériennes sont également recherchées sur les pommes de terre nouvellement importées, afin d'éviter l'importation de ces maladies par la même occasion. Jusqu'à présent, aucun cas d'infection par l'une ou l'autre de ces bactéries n'a été détecté au Luxembourg.

La détermination des classes auxquelles vont appartenir les différents lots de tubercules est basée sur leur degré d'infection par les virus Leafroll (LR) et Y.

En 2005, les pourcentages d'infection maximum autorisés étaient les suivants:

Classe	S	SE	E	A	B
Infection maximale (%) permise (virus LR + Y + X*)	1	2	3	7	10
*pour certaines catégories					

**Evolution de la superficie de pommes de terre plants certifiées répartie selon les différentes classes de certification:**

Année de récolte	Classes F+S (ha)	Classe SE (ha)	Classe E (ha)	Classe A (ha)	Classe B (ha)
1990	59,43	25,80	62,34	185,43	20,08
1991	17,40	65,44	94,95	153,08	25,47
1992	10,54	52,76	102,64	205,18	28,49
1993	9,93	53,84	164,86	125,46	11,47
1994	9,80	33,61	99,98	169,67	32,64
1995	33,94	67,78	165,52	141,24	15,66
1996	14,46	106,09	171,34	144,29	1,70
1997	19,32	48,24	237,91	216,62	6,98
1998	58,21	71,45	209,26	160,03	3,58
1999	23,04	69,93	285,19	157,61	8,94
2000	25,63	42,13	333,24	177,61	0,60
2001	11,21	67,77	235,19	177,33	4,55
2002	21,70	44,97	175,49	182,96	13,69
2003	1,04	118,17	199,27	99,52	1,45
2004	3,29	122,62	179,37	103,52	0
2005	10,42	39,93	275,95	104,57	0

## **b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation**

La législation sur la quarantaine végétale fixe les conditions sous lesquelles les végétaux ou produits végétaux peuvent être importés dans l'Union Européenne et circuler sur le territoire de l'Union. Ces dispositions concernent les plantes et certains produits végétaux, tel que les fleurs coupées, les fruits, les herbes aromatiques, les pommes de terre, le matériel de multiplication végétal, le bois et les emballages en bois. Ces produits doivent remplir des critères phytosanitaires spécifiques avant l'importation et être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service de la protection des végétaux du pays d'exportation.

A l'importation, ces produits sont soumis à une inspection phytosanitaire effectuée par le service de la protection des végétaux.

Dans le passé, ces contrôles étaient effectués essentiellement sur le lieu du dédouanement des marchandises. C'est à dire que les produits qui transitaient par le Luxembourg n'étaient contrôlés que sur le lieu de destination finale aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne ou autre. Le Service de la protection des végétaux de l'ASTA inspectait uniquement le envois dédouannés au Luxembourg ou ceux qui transitaient vers l'Espagne ou l'Italie, pays qui n'acceptaient pas le contrôle à destination.

A partir de 2005, tous les envois visés par la réglementation phytosanitaire doivent être soumis à une inspection phytosanitaire au moment de leur introduction sur le territoire de l'Union Européenne. L'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée important pour l'importation de produits frais, comme les fleurs coupées, les fruits ou les herbes aromatiques, provenant d'Afrique, de l'Amérique latine, d'Asie orientale ou d'Israël.

Les contrôles sont limités à des contrôles documentaires si les envois sont destinés à des importateurs agréés dans des Etats membres avec lesquels le service a conclu un accord spécifique. Dans ces cas, le service délivre un certificat de transit vers le lieu de destination. Actuellement, de tels accords existent avec les Pays Bas, la Belgique et l'Allemagne.

Dans les autres cas, une inspection complète, comprenant le contrôle documentaire, le contrôle d'identité et une inspection physique de la marchandise, est effectuée.

Le Service de la protection des végétaux a installé un bureau au Cargo Center de l'Aéroport et assure une permanence 24h/24h.

Dix à quinze vols sont inspectés chaque semaine, ce qui correspond à la vérification de  $\pm 600$  certificats phytosanitaires et à la délivrance d'une trentaine de certificats de transport. 60% des contrôles sont effectués en dehors des heures de service normales.

## **c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation**

De même qu'à l'importation, les produits destinés à l'exportation doivent être contrôlés et un certificat phytosanitaire est délivré par le Service de la protection des végétaux.

En 2005, le service a délivré 3.000 certificats phytosanitaires.

La plupart de ces certificats concernaient le matériel d'emballage en bois pour les produits issus de l'industrie luxembourgeoise et destinés à la Chine, les USA, l'Australie etc.

En deuxième position figurent les exportations de plants de pommes de terre.

#### **d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques**

Les produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture, en viticulture, par les services publics (communes, voirie, chemins de fer) ou par les jardiniers amateurs, doivent, en vue de l'utilisation ou de la mise sur le marché, être agréés par les Ministres de l'Agriculture et de la Santé.

Les produits sont autorisés s'il est établi qu'ils sont suffisamment efficaces et qu'ils ne présentent pas de risques inacceptables pour la santé humaine et pour l'environnement (sol, eaux, animaux dont la conservation est souhaitable). A cette fin, le demandeur doit effectuer des essais et études et présenter un dossier permettant d'évaluer le produit. Les agréments accordés sont modifiés régulièrement pour les adapter aux conditions d'utilisation ou de protection, qui varient dans le temps.

Les procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques sont harmonisées au niveau communautaire par la directive 91/414/CE. Cette directive établit une liste positive des substances actives pouvant entrer dans la composition des produits phytopharmaceutiques. La Commission, en collaboration avec les Etats membres, a mis en place un programme de révision de toutes ces substances actives, afin de vérifier si elles correspondent aux critères très stricts de cette directive.

Depuis la mise en œuvre de ce programme de révision, 111 substances sont incluses dans la liste positive des substances actives. Près de 500 substances actives ont été retirées du marché communautaire. Les autres substances sont en cours d'évaluation.

Actuellement, le nombre de produits phytopharmaceutiques agréés au Luxembourg est de 451. Le nombre de substances actives composant ces produits est de 225.

Le site Internet du Service de la protection des végétaux (<http://www.asta.etat.lu/>) donne des informations sur l'agrément des produits phytopharmaceutiques, les valeurs limites des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires, le comportement des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement et des actualités dans le domaine de la protection des végétaux.

#### **e) L'agriculture biologique**

Le mode de production biologique respecte particulièrement bien les principes d'une agriculture durable et protectrice de l'environnement. Dans les exploitations biologiques, les agriculteurs renoncent volontairement à l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques de synthèse, de bon nombre d'aliments pour animaux usuels, ainsi que d'organismes génétiquement modifiés ou de leurs dérivés. Quelques autres caractéristiques essentielles de cette forme d'agriculture sont une rotation des cultures variée et le respect poussé du bien-être animal.

La demande pour les produits issus de ce mode de production continue toujours de s'accroître. L'agriculture biologique est un exemple modèle de transparence en ce qui concerne l'origine, la production et la préparation ou transformation. Par l'achat de produits issus de l'agriculture biologique, les consommateurs soutiennent en même temps un mode de production respectueux de l'environnement et des ressources naturelles.

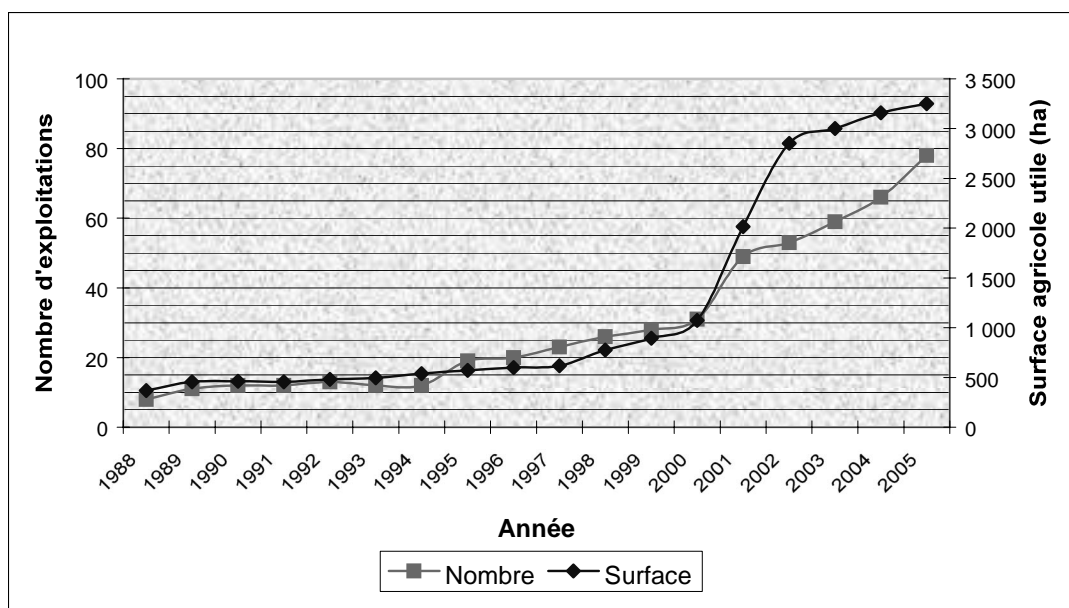
L'agriculture biologique est réglementée au niveau communautaire par le règlement du Conseil 2092/91/CEE, qui définit notamment les règles de production, de transformation et d'importation des produits agricoles à suivre par les différents opérateurs, afin que ces produits puissent être qualifiés de « biologiques ». Le règlement définit cependant aussi les règles à observer pour l'étiquetage de ces produits ainsi que les procédures de contrôle à respecter pour la certification des opérateurs travaillant dans cette filière.

Ce contrôle des opérateurs biologiques, prévu par le règlement 2092/91/CEE, est assuré par le service de la protection des végétaux de l'ASTA, qui est l'autorité compétente, en collaboration avec 3 organismes de contrôle privés et indépendants, agréés par le Ministère de l'Agriculture et satisfaisant aux exigences de la norme EN 45011. Le service effectue également des contrôles d'étiquetage dans le commerce.

En 2005, 78 producteurs (agriculteurs, maraîchers, viticulteurs, fructiculteurs et apiculteurs) exploitant au total une superficie de 3.251 ha (dont environ 240 ha par pâturage itinérant avec un troupeau de moutons) et 36 transformateurs (p.ex boulangerie, boucherie, laiterie/fromagerie, chocolaterie, etc) étaient enregistrés auprès du service.

Comme le montre le graphique suivant, le secteur de la production biologique est toujours en progression. Depuis le début des contrôles en 1988, le nombre d'exploitants est ainsi passé de 8 à 78, et la surface agricole exploitée selon ce mode de production est passée de 368 à 3.251 ha durant la même période.

Evolution du nombre d'exploitations et de la surface agricole en agriculture biologique depuis 1988



À partir de 2004, le règlement (CE) 1452/2003 de la Commission avait obligé les Etats membres à mettre en oeuvre une base de données sur les semences et matériels de reproduction végétative issus du mode de production biologique. Pour le

Luxembourg, cette banque de données a été réalisée et mise online par le 'Forschungsinstitut für biologischen Landbau' (FiBL) de Frick (CH) et Francfort (DE). Cette banque de données doit servir de référence aux agriculteurs lors de leurs commandes de matériel de reproduction, afin de pouvoir vérifier l'offre de semences biologiques disponibles auprès des différents producteurs et revendeurs.

Cette banque de données est accessible sur le site Internet [www.organicxseeds.com](http://www.organicxseeds.com) et/ou [www.organicxseeds.lu](http://www.organicxseeds.lu). Divers autres pays européens comme la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont également choisi de recourir à cette banque de données du FiBL pour se conformer au règlement précité.

Durant l'année 2005, suite au Plan d'Action Européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques (voir ci-après), les services de la Commission ont travaillé sur l'élaboration d'une nouvelle proposition de texte pour remplacer l'actuel règlement du Conseil (CEE) N° 2092/91 et ses annexes. Ces travaux se sont achevés fin 2005 et la nouvelle proposition sera présentée en 2006 sous présidence autrichienne. Des détails supplémentaires peuvent être consultés sur le site Internet de la DG Agriculture : [http://europa.eu.int/comm/agriculture/qual/organic/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/agriculture/qual/organic/index_fr.htm).

Le « Plan d'Action Européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques », qui doit servir d'outil d'orientation aux États membres pour la mise en œuvre de campagnes d'information du public et de diverses mesures en faveur de cette forme d'agriculture a été finalisé par la Commission et adopté par le Conseil le 18 octobre 2004. Ce plan prévoit une série de 21 actions dans divers domaines à prendre par la Commission et les États membres afin de donner un nouvel essor à l'alimentation et l'agriculture biologiques.

Au Luxembourg, un premier pas dans cette direction a été fait par la création, fin 2004, d'un groupe de travail composé de membres en provenance de divers secteurs en relation plus ou moins directe avec l'agriculture biologique et dont la tâche prévue est la mise au point d'un plan d'action luxembourgeois, basé sur les grandes lignes présentées dans le plan d'action européen. En raison de la surcharge de travail des services de l'Asta due à la présidence luxembourgeoise durant la première moitié de 2005, le groupe de travail ne s'est réuni qu'une seule fois en novembre afin de commencer à s'attaquer plus concrètement à l'étude d'un projet concernant la promotion de l'agriculture et des produits biologiques au Luxembourg.

Au niveau européen, 4 règlements de la Commission et 1 règlement du Conseil ont en outre été adoptés en 2005 en vue de modifier et d'adapter différentes dispositions du Règlement du Conseil (CEE) N° 2092/91 (annexes I, II et III et article 11, paragraphe 6, point a).

#### **4. Le service de l'horticulture**

##### **a) L'engagement au niveau international**

Au niveau de l'UE, le service a représenté le Luxembourg dans différents comités de gestion et groupes d'experts dans le domaine des fruits et légumes.

Dans le domaine de l'arboriculture, la bonne collaboration avec le "Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum - Rheinland-Pfalz" a été maintenue.

## **b) Le service au niveau national**

Dans le cadre de sa mission de contrôle, le service a effectué des contrôles de qualité sur les fruits, les légumes et le miel au niveau du commerce et des producteurs. Lors de ces contrôles, plusieurs constats de non-conformité ont été dressés.

Concernant l'aménagement des alentours des fermes et bâtiments agricoles et horticoles, le service a élaboré les plans de plantations et a fourni gratuitement des arbres et des arbustes aux établissements agricoles et horticoles concernés.

Dans le cadre de la convention avec le Service de l'Industrie du Ministère de l'Economie, de nouvelles plantations ont été réalisées. Dans les zones industrielles, les travaux de taille des arbres d'allée, ainsi que l'organisation des travaux de fauchage et d'entretien des plantations ont été effectués par le service de l'horticulture.

Les travaux d'entretien des vergers de démonstration à Stadtbredimus et à Remich, servant à propager notre arboriculture fruitière, se sont poursuivis. Ces vergers vont regrouper une centaine de variétés fruitières anciennes et nouvelles.

Dans le domaine de l'information, le service a offert sa collaboration aux organisations des secteurs agricole, horticole et apicole, et a porté conseil aux producteurs des différents secteurs. Tous les mois, des informations pratiques sur les travaux jardiniers sont publiées sur le site Internet de l'ASTA ([www.asta.etat.lu](http://www.asta.etat.lu)) sous la rubrique « HORTI-News ».

Le groupe de travail chargé de la réalisation d'une zone horticole, située au lieu-dit « Tidert » sur le territoire de la commune de Hesperange, a continué ses travaux dans plusieurs réunions.

Comme chaque année, le service a rempli sa mission au sein du jury du concours national « Schéin Dierfer, Schéi Stied » organisé par le Ministère du tourisme.

Le projet « Familljegaaart », qui est en train d'être réalisé près du « Haus vun der Natur » à Kockelscheuer, se terminera fin 2006. Le service a pris part aux travaux et réunions préparatoires de cette œuvre commune du CTF et de la fondation « Hëllef fir d'Natur ».

## **c) L'apiculture et la marque nationale du miel**

En 2005, 155 apiculteurs gérant 4.214 ruches ont présenté 203.138 livres (295.666 livres en 2004) de miel, en vue d'obtenir la Marque Nationale.

Dans les 18 réunions organisées par la Commission de la Marque Nationale (22 réunions en 2004), 367 échantillons de miel ont été analysés (440 en 2004). À la suite de ces analyses, 157.802 étiquettes (en 2004 = 258.322) de la Marque Nationale ont été distribuées. 30 échantillons n'ont pas répondu aux sévères critères de sélection et ont été refusés.

Taux d'échecs	en 1997	15%
	en 1998	4%
	en 1999	11,5 %
	en 2000	5 %
	en 2001	10 %
	en 2002	5 %
	en 2003	5,6 %
	en 2004	5,9 %
	en 2005	8,2 %

Toujours dans le domaine de la Marque Nationale du Miel Luxembourgeois, il y a lieu de citer la campagne « cuisine au miel » organisée annuellement par le Lycée Technique Alexis Heck ainsi que la présence de, la Marque Nationale à des fins de promotion à la Foire de Printemps LUXEXPO et à la Foire Agricole d'Ettelbruck.

Enfin, dans le cadre de la campagne de distribution de plantes mellifères en vue d'enrichir la flore en place, 12.700 plantes ligneuses et 420 kilogrammes de semences de plantes mellifères ont été mis à la disposition des apiculteurs.

## 5. Le service de la mutualité agricole

En vertu de l'arrêté grand-ducal modifié du 17/09/1945 sur l'organisation des associations agricoles, le Ministre de l'Agriculture exerce, par l'organe de l'ASTA, le contrôle des associations agricoles et des fédérations.

Le service de la mutualité agricole a donc procédé au contrôle des états financiers des diverses associations et fédérations (18). Sa mission consiste à examiner, sur base de sondage, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

Le service de la mutualité agricole a en outre donné conseil et aide aux responsables de diverses associations et fédérations (51) à clôturer leurs exercices, c.à d.:

- dresser le bilan, le compte des pertes et profits, le tableau d'amortissement et autres tableaux synoptiques,
- remplir les déclarations TVA et impôts – IR/ICC.

Le service de la mutualité agricole a élaboré les statuts en vue de la constitution de diverses associations et a présenté ces statuts en assemblée générale. Il a aidé et donné conseil en vue de la dissolution de diverses associations et était présent aux assemblées générales extraordinaires convoquées à cette fin.

## C. L'unité de contrôle

L'unité de contrôle des aides PAC est placée sous la tutelle de l'organisme payeur du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en ce qui concerne la fonction « Contrôle ». Son personnel fait partie du cadre de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture étant donné que l'administration gouvernementale ne prévoit pas de carrières techniques.

En vertu de l'article 19 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2005, l'unité de contrôle est l'autorité compétente pour les contrôles sur place des demandes de paiements à la surface, de la production de matières premières non alimentaires et de la conditionnalité des aides communautaires (« *cross-compliance* »). Elle est également



l'autorité compétente pour la coordination des contrôles sur place relatifs à la conditionnalité des aides et les administrations chargées de la mise en œuvre des dispositions de l'annexe III du règlement (CE) n° 1782/2003 lui prêtent assistance.

En 2005, l'unité de contrôle a vérifié le respect des conditions d'éligibilité des aides communautaires allouées dans:

- 156 exploitations en ce qui concerne les mesures liées à la surface, dont 80 par télédétection;
- 138 exploitations en ce qui concerne les mesures liées aux animaux;
- 25 exploitations en ce qui concerne les mesures d'investissements;
- une vingtaine d'exploitations en ce qui concerne diverses autres mesures.

Un registre informatique de gestion des contrôles a été créé.

Quatre collaborateurs ont été recrutés au cours du deuxième semestre : un ingénieur agronome, un technicien en environnement, un ingénieur forestier et un rédacteur. Le personnel permanent de l'unité de contrôle s'élève à 16 agents.

## **D. La division des laboratoires de contrôle et d'essais**

### **1. Le service de pédologie**

Les activités du service de pédologie portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir:

#### **a) La cartographie des sols**

Une des attributions du service de pédologie consiste dans l'établissement de la carte pédologique du Grand-Duché de Luxembourg à l'échelle 1:25.000.

De cette carte, composée de 13 feuilles, 8 feuilles ont été réalisées jusqu'à ce jour. En 2005, des travaux de prospection pour la carte « Diekirch » ont été menés sur une superficie de 2.000 ha.

#### **b) Les analyses de sols**

Le nombre d'échantillons de terre analysés en 2005 en vue de la fertilisation s'élève à 17.600, par rapport à 12.500 en 2004 et 14.000 en 2003.

La pollution des eaux souterraines par les nitrates est un problème dont le service de pédologie s'occupe depuis de nombreuses années maintenant. A cet effet, un certain nombre d'analyses  $N_{min}$  destinées surtout à un amendement adéquat en azote des cultures de maïs est effectué durant les mois de mai et de juin et après les récoltes en automne.

Parallèlement, la campagne de vulgarisation initiée par le service dans les localités de Bigelbach, Beaufort, Eppeldorf et Ermsdorf a été poursuivie dans sa 15ème année.

Comme les années précédentes, des cultures de maïs sous mulch ont été installées à grande échelle et avec grand succès dans les quatre localités précitées, mais aussi ailleurs dans le pays, afin de réduire, soit les pertes de sol par érosion, soit les pertes de nitrates par lessivage.

En outre, les semis sous mulch d'escourgeon, de blé d'hiver et de tritcale se multiplient avec grand succès un peu partout dans le pays.

Ces travaux servent de base aux programmes agri-environnementaux concernant les mesures de lutte contre l'érosion et la diminution des apports d'azote dans les cultures de maïs.

Ces programmes sont mis dans un contexte plus large, notamment avec différentes organisations de vulgarisation au sein de la FILL.

Dans le cadre de ces programmes, les nitrates (Nmin) ont été déterminés sur 3.700 échantillons de terre.

## **2. Le service d'analyse des fourrages**

Le nombre total des échantillons de fourrages analysés en 2006 s'élève à 4.524 unités. Ces échantillons ont trois origines différentes:

- 60% des échantillons examinés proviennent des champs d'essais du service de la production végétale de l'ASTA, en vue de la sélection des variétés de graminées et de maïs les mieux adaptées à nos différents types de sol et à nos conditions climatiques.
- 15% des échantillons ont comme origine les essais prairiaux comparatifs établis par le Lycée technique agricole à des fins didactiques.
- le quart restant concerne les fourrages produits à la ferme et est envoyé par différents services de vulgarisation et des particuliers pour la détermination des nutriments et des minéraux, afin de pouvoir les utiliser de façon optimale dans la ration journalière des ruminants.

Avec l'introduction en 2005 de la détermination du pourcentage de digestibilité et de la teneur en hémicellulose dans les échantillons de fourrages verts, l'analyse standard d'un fourrage comprend dorénavant 19 paramètres, qui sont la matière sèche, l'albumine brute totale, l'albumine brute digestible, les protéines digestibles dans l'intestin, le bilan des protéines dégradables, la digestibilité, la cellulose brute, l'hémicellulose, les cendres brutes totales, l'amidon (uniquement pour le maïs), les valeurs énergétiques VEM et VEVI et pour les ensilages, les facteurs de conservation pH et le rapport N-NH<sub>3</sub>/N-tot, ainsi que les éléments minéraux calcium, phosphore, potassium, magnésium et sodium.

Il va sans dire que la qualité alimentaire des fourrages, qui représentent près de 70% de la masse d'aliments utilisés au niveau de la ferme, peut varier de façon importante en fonction de la région, des conditions culturelles et de la technicité de l'exploitation agricole.

La qualité d'un fourrage est avant tout fonction de sa teneur en protéines, de sa teneur en amidon (pour le maïs), de sa valeur énergétique VEM et de sa composition en minéraux.

Les tableaux 1 et 2 ci-après donnent un aperçu des valeurs qualitatives moyennes des principaux fourrages de la campagne d'analyse de 2005 par rapport à 2004 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

En ce qui concerne les ensilages d'herbes, les résultats de 2005 montrent que, comme en 2004, ils sont d'une qualité excellente, étant donné leur teneur élevée en protéines et une valeur énergétique assez importante.

Ces bons résultats se situent significativement au-dessus de la moyenne pluriannuelle.

A signaler encore le taux élevé de matière sèche de ces ensilages dû au fait que la 1<sup>ère</sup> coupe d'herbe comme une partie de la 2<sup>e</sup> coupe ont pu être récoltées dans de bonnes conditions climatiques.

Comme le mois de septembre 2005 fut très ensoleillé, le maïs avait bien atteint la maturité pour l'ensilage au moment de sa récolte début octobre, ce qui explique la teneur élevée en matière sèche. Néanmoins, les teneurs en protéines et en amidon se situent légèrement en dessous de la moyenne pluriannuelle.

Quant aux valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages, reprises au tableau 2, elles ne diffèrent pas significativement de celles des années précédentes.

**Tableau 1: Comparaison des valeurs moyennes des fourrages de 2005 par rapport à 2004 et par rapport à la moyenne pluriannuelle**

	% M.S.	% A.B.T.	g/kg A.B.D.	g/kg DVE	g/kg OEB	% C.B.	% C.T.	% amidon	VEM/kg
<u>ENSILAGES D'HERBES</u>	39,2	13,8	86,1	54,8	31,6	30,0	10,8	-	795
Moyenne pluriannuelle	36,9	15,6	111,1	56,6	29,2	26,8	11,6	-	832
Moyenne de 2004	44,9	15,4	108,9	61,6	21,7	26,8	10,8	-	837
Moyenne de 2005									
<u>ENSILAGES DE MAÏS</u>	28,3	8,5	42,3	42,7	-19,4	22,6	5,1	28,0	917
Moyenne pluriannuelle	31,6	7,8	36,7	44,5	-25,8	20,4	3,9	31,0	945
Moyenne de 2004	32,2	7,8	36,8	41,8	-23,1	22,0	4,0	27,2	919
Moyenne de 2005									

M.S. = matière sèche / A.B.T. = albumine brute totale / A.B.D. = protéines digestibles / DVE = protéines digestibles dans l'intestin / OEB = bilan des protéines dégradables / C.B. = cellulose brute / C.T. = cendres brutes totales / VEM = valeur énergétique

**Tableau 2: Valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages de 2005 par rapport à 2004 et par rapport à la moyenne pluriannuelle (résultats exprimés en g/kg de M.S.)**

	PHOSPHORE -P-	POTASSIUM -K-	CALCIUM -Ca-	MAGNESIUM -Mg-	SODIUM -Na-
<u>ENSILAGES D'HERBES</u>	3,4	28,7	6,3	2,4	1,1
Moyenne pluriannuelle	3,7	28,8	6,5	2,5	1,0
Moyenne de 2004	3,5	28,7	6,6	2,6	1,1
Moyenne de 2005					
<u>ENSILAGES DE MAÏS</u>	2,3	12,4	2,8	1,5	0,2
Moyenne pluriannuelle	2,3	10,0	2,6	1,6	0,2
Moyenne de 2004	2,2	11,1	3,0	1,5	0,1
Moyenne de 2005					

Une autre activité du service d'analyse des fourrages consiste en la détermination, dans le cadre du contrôle officiel des aliments des animaux, de la teneur des macroconstituants (protéine brute, sucre, amidon, matière grasse brute, cellulose brute et cendres brutes) dans les aliments simples ou composés du commerce. 306 échantillons ont ainsi été analysés en 2005.

### 3. Le service de chimie et de recherche de résidus

Une des missions du service de chimie est de veiller à ce que les critères de qualité et la composition des aliments des animaux soient respectés. A cet effet, un grand nombre de méthodes d'analyse ainsi que des techniques analytiques très différentes sont appliquées au dosage des substances indésirables, des macroconstituants, des éléments minéraux et des additifs: oligo-éléments, vitamines, coccidiostatiques, antibiotiques, enzymes et micro-organismes.

La nature de certaines substances indésirables (p.ex. dioxines, mycotoxines, métaux lourds), ainsi que celle de certains additifs et leur répercussion sur la santé de l'animal ou éventuellement de l'homme, a incité la Commission Européenne à établir des plans de contrôle des aliments des animaux très concrets que les pays membres doivent appliquer. Ainsi, une attention particulière a été portée sur la présence de dioxines et de PCB's dans la chaîne alimentaire. Des normes plus strictes pour les aliments pour animaux ont été établies afin de réduire les effets négatifs pour la santé humaine. Les teneurs en dioxines et PCB's détectées sur les échantillons prélevés sur le marché luxembourgeois sont conformes à ces normes.

Un nombre croissant d'échantillons pour la détermination de substances ayant une influence sur la sécurité alimentaire sont prélevés d'après une analyse du risque.

Le service suit de près les informations divulguées par le système d'alerte rapide RASFF (Rapid Alert System for Food and Feed) afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de contaminations d'aliments pour animaux qui pourraient avoir une incidence sur la chaîne alimentaire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les mesures de surveillance en relation avec l'ESB sont toujours d'actualité. Une soixantaine d'échantillons provenant de producteurs ou d'exploitations agricoles luxembourgeois, ainsi que des aliments importés de nos pays voisins, ont été analysés sur la présence éventuelle de farines animales ou de farine de poissons. La tendance des années précédentes s'est confirmée. Aucune présence de farines animales, même au niveau de traces, n'a pu être décelée.

La nouvelle réglementation sur l'hygiène des aliments pour animaux entraîne l'enregistrement de tous les établissements du secteur de l'alimentation animale à partir de 2006. Le service a mis en œuvre, en collaboration avec le Centre Informatique de l'Etat, l'adaptation du logiciel MACAA afin de pouvoir répondre dans une première phase aux exigences du règlement CE/183/2005 en ce qui concerne l'enregistrement des établissements ayant des activités dans la production primaire, mais également ceux qui exercent d'autres activités telles le commerce, le transport et/ou la fabrication d'aliments pour animaux.

Afin d'améliorer la gestion du domaine analytique et de faciliter l'élaboration de statistiques requises par la Commission européenne, un projet pour le traitement informatique des données relatives aux échantillons et aux résultats d'analyse y relatifs a été lancé en octobre 2005.

Depuis la création d'une cellule nationale pour la sécurité alimentaire, le service collabore activement au niveau de cette cellule composée d'experts de différents services de l'agriculture, de vétérinaires et d'agents de la santé publique pour mieux pouvoir réagir à certains problèmes généraux de santé publique ou à une crise.

Les agents responsables du contrôle de l'alimentation animale ont participé à l'élaboration du site Internet du comité de coordination Agriculture-Santé pour la

sécurité alimentaire au Luxembourg et tiennent à jour les pages relatives aux compétences de l'ASTA.

Lors des dernières années, le problème de la contamination croisée pouvant se manifester au moment de la fabrication d'aliments pour animaux en relation avec les farines animales et certains additifs comme les antibiotiques ou la production d'aliments médicamenteux ont été analysés de plus près. Les visites de lieux de production ont été intensifiées et des conseils et des instructions ont été donnés. Un nombre considérable d'échantillons ont été prélevés et les analyses y relatives ont été effectuées. L'amélioration constatée depuis le début de ces actions a encore progressée, mais le phénomène général de la contamination croisée dans la production de certains aliments pour animaux est difficile à éliminer complètement.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les OGM, un certain nombre d'échantillons ont été analysés pour vérifier la conformité à cette législation (p.ex. déclaration de la présence d'OGM dans les aliments pour animaux).

Suite à la diversification de la production agricole, préconisée par quelques organisations ou programmes, un certain nombre de déterminations spécifiques sont effectuées sur les produits provenant de cultures alternatives.

Le nombre croissant d'installations à biogaz a entraîné une forte augmentation des échantillons analysés, soit pour surveiller le fonctionnement des installations, soit pour évaluer les matières premières destinées à la fermentation. Les analyses spécifiques réalisées à cet effet d'après la technique de la chromatographie en phase gazeuse comprennent entre autres les acides gras volatils, tels que acide acétique, acide propionique, acide butyrique, acide valérianique et acide caprylique.

Une autre activité du service est le contrôle et l'analyse des engrais et amendements du sol qui se font dans le cadre de la législation nationale et communautaire.

Dans le cadre de l'application du dispositif instituant une prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et stipulant que le fertilisant organique représentatif de l'exploitation agricole doit être analysé au moins tous les trois ans quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs, 500 à 600 échantillons de lisier et de fumiers sont analysés chaque année.

Les tableaux 3 et 4 donnent un aperçu des résultats dans les différentes catégories de fertilisants organiques de la ferme pour la période 1997-2005, ainsi que pour la période 2004/2005.

D'un autre côté, le service contribue largement au fonctionnement de différentes «marques nationales». Le service gère la commission de la marque nationale des eaux-de-vie et réalise une grande partie des analyses en vue de l'évaluation de la qualité des eaux-de-vie.

L'administration des douanes et accises sollicite le service pour un nombre considérable d'analyses d'alcools et de bières.

La participation du service à divers groupes de travail et comités de l'UE dans les domaines de l'alimentation animale et des engrais est une tâche nécessaire en vue de l'élaboration d'une réglementation communautaire, d'autant plus que ces règlements UE doivent être transposés en droit national.

En vue d'une accréditation du laboratoire, les efforts entamés en 2004 afin de réaliser cet objectif ont été poursuivis en 2005.

**Tableau 3: Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés de 1997 - 2005**

	%	nombre	moyenne MS (%)	moyenne N total (kg/t matière telle quelle)	moyenne P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg/t matière telle quelle)	moyenne K <sub>2</sub> O (kg/t matière telle quelle)	moyenne MgO (kg/t matière telle quelle)
<b>Lisier de bovins</b>							
Total	100	2266	8,6	3,55	1,6	5,1	1,1
0-4 % MS	3,45	78	2,8	1,6	0,55	3,15	0,4
4-6 % MS	6,85	155	5,2	2,4	1,0	3,9	0,7
6-10% MS	66,3	1502	8,4	3,55	1,6	5,15	1,05
>10 % MS	23,4	531	11,0	4,2	2,0	5,55	1,35
<b>Lisier de porcs</b>							
Total	100	150	5,95	4,5	3,85	3,25	1,45
0-4 % MS	44,7	67	2,15	2,85	1,15	2,65	0,45
4-6 % MS	18,65	28	4,8	4,6	2,9	3,55	1,2
6-10% MS	18,0	27	7,9	5,95	5,2	3,7	1,95
>10 % MS	18,65	28	14,3	7,15	10,05	4,1	3,55
<b>Purin</b>							
	100	64	1,8	1,95	0,2	5,25	0,3
<b>Fumier de bovins</b>							
Total	100	1853	19,8	4,7	2,6	6,65	1,6
0-10 % MS	0,250	5	7,65	3,55	1,2	3,65	0,7
10-20% MS	60,3	1117	16,8	4,1	2,35	5,35	1,35
20-25% MS	27,1	502	22,05	5,2	2,75	7,85	1,65
>25 % MS	12,35	229	29,85	6,65	3,5	10,25	2,6

\* MS = matière sèche

**Tableau 4 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés entre 09/2004 et 09/2005**

	%	nombre	moyenne MS (%)	moyenne N total (kg/t matière telle quelle)	moyenne P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg/t matière telle quelle)	moyenne K <sub>2</sub> O (kg/t matière telle quelle)	moyenne MgO (kg/t matière telle quelle)
<b>Lisier de bovins</b>							
Total	100	276	8,5	3,45	1,6	4,95	1,15
0-4 % MS	4,0	11	2,5	1,25	0,5	2,5	0,35
4-6 % MS	7,95	22	5,3	2,55	1,0	4,5	0,7
6-10% MS	64,85	179	8,3	3,4	1,6	5,0	1,15
>10 % MS	23,2	64	11,05	4,2	2,0	5,45	1,5
<b>Lisier de porcs</b>							
Total	100	12	4,7	4,0	3,0	3,1	1,2
<b>Fumier de bovins</b>							
Total	100	204	20,25	4,8	2,6	6,95	1,65
10-20% MS	52,95	108	16,85	4,1	2,5	5,55	1,45
20-25% MS	32,85	67	22,1	5,3	2,55	8,15	1,65
>25 % MS	14,2	29	28,65	6,25	3,3	9,5	2,25

\* MS = matière sèche

#### **4. Le service de microbiologie et de biochimie**

Les principales activités du service sont :

##### **a) Le contrôle des aliments pour animaux**

Une mission du service consiste dans le contrôle et l'évaluation de la qualité microbiologique des aliments pour animaux. Les paramètres appliqués sont l'absence de salmonelles, la détermination et la classification des germes totaux, des levures et des moisissures.

En collaboration avec le service de chimie, le service effectue des contrôles par sondage pour déceler une éventuelle présence fortuite d'antibiotiques dans les aliments pour animaux. Les échantillons prélevés sont envoyés pour analyse à la Station fédérale de recherches en production animale de Posieux (CH). Aucune addition frauduleuse d'antibiotiques n'a été observée.

Le contrôle des salmonelles dans les aliments pour animaux et les matières premières a montré la présence de salmonelles dans 7,8% des échantillons analysés. Les souches trouvées sont *Salmonella Lexington*, *Salmonella Agona*, *Salmonella Mbandaka*.

##### **b) Le contrôle des semences**

La station de contrôle des semences rattachée au service de microbiologie et de biochimie est responsable du contrôle des semences commercialisées au Grand-Duché de Luxembourg et effectue les analyses nécessaires à la certification officielle des lots de semences. Le contrôle s'étend surtout aux plantes fourragères et aux céréales et comprend l'échantillonnage, l'analyse de pureté, la détermination en nombre des autres semences, le test de germination et la détermination de la teneur en eau. L'échantillonnage, ainsi que les analyses effectuées dans le domaine du contrôle des semences sont accrédités par l'ISTA (International Seed Testing Association), ce qui permet à la station d'établir les Bulletins internationaux Oranges et Verts de lots de semences et les Bulletins internationaux Bleus d'échantillons de semences, requis notamment pour l'exportation. Le nombre de lots échantillonnés et analysés dans le cadre de la certification a augmenté les deux dernières années d'environ 60%.

La station est chargée en outre du contrôle du laboratoire d'analyse de semences de Mersch qui est autorisé à effectuer les analyses requises pour la certification des semences de céréales, de pois et de féveroles.

Des contrôles par sondage de lots ou de parties de lots de semences de céréales, de plantes fourragères, de plantes oléagineuses et de légumes ont été effectués quant à la faculté germinative et la pureté technique. Trois charges de semences de légumes ont été retirées du commerce suite à une capacité germinative insuffisante. Pour les échantillons de maïs, l'absence d'organismes génétiquement modifiés a également été vérifiée.

##### **c) L'analyse du lait et des produits laitiers**

Les analyses dans le cadre du contrôle du lait et des produits laitiers provenant directement des laiteries tels que prévu par règlement grand-ducal sont effectuées par le service. Celles-ci sont de nature chimique (matière grasse, protéines, lactose, indice d'iode,...) et microbiologique (germes totaux, levures et moisissures, germes coliformes et *Escherichia coli*,...).

Le service est également impliqué deux à trois fois par mois dans l'analyse des échantillons étalons de lait pour le laboratoire de contrôle du lait cru.

De plus, il lui incombe d'analyser deux à trois fois par mois les échantillons de beurre, de crème et de crème glacée pour le Service d'économie rurale, respectivement pour la Marque Nationale du Beurre.

**d) L'analyse des céréales et des farines**

Une attribution du service est la détermination de la qualité des céréales panifiables et des farines.

Ainsi, les échantillons de froment provenant des champs d'essais officiels ont été analysés quant à la qualité boulangère. Ces analyses interviennent dans le choix des variétés figurant sur la liste nationale des variétés des espèces de plantes agricoles.

**e) L'analyse microbiologique des eaux d'abreuvement et des boues d'épuration**

Le service recherche les salmonelles et les entérobactéries dans les boues d'épuration, ainsi que les germes totaux et les germes coliformes dans les eaux d'abreuvement dans le but d'évaluer la qualité microbiologique de celles-ci.

**f) L'élaboration et la coordination du Plan National pour la Promotion de la Qualité**

Le Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité, créé par règlement grand-ducal du 10 mai 2001, a pour mission de faire des propositions pour l'élaboration d'un Plan National pour la Promotion de la Qualité. L'objectif du Plan est de coordonner les démarches des différents secteurs vers une amélioration de la qualité des services, des produits, de l'environnement et de la sécurité. Les domaines clés à traiter sont la santé, l'environnement, l'agriculture, l'éducation, la fonction publique et les entreprises.

Le volet agriculture (y compris le domaine de la sécurité alimentaire dans le secteur alimentaire) a été élaboré par des agents de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, du Ministère de l'Agriculture, de l'Administration des Services Vétérinaires, du Laboratoire National de Santé, de l'Institut Viti-Vinicole, du Laboratoire de Médecine Vétérinaire et de l'Administration de la Gestion de l'Eau. Les besoins spécifiques en matière de promotion de la qualité ont été identifiés et intégrés dans le plan. Un plan d'action jusqu'en 2006 a été établi. Le Conseil de gouvernement a adopté le Plan le 15 avril 2005. Trois projets sont en cours de réalisation, dont un en coopération étroite avec l'Institut National d'Administration Publique.

En tant que membre du Conseil et déléguée du secteur agricole, le chef du service de microbiologie et de biochimie coordonne ces activités.

**g) Autres activités**

au niveau national

- réaménagement du laboratoire de microbiologie et de biochimie pour se conformer à ISO 17025 en vue de l'accréditation future du service,



- participation au projet EPIFOOD, financé par le Fond National de la Recherche dans le cadre du programme de recherche sur la sécurité alimentaire (SECAL); le projet a démarré en juillet 2005,
- selon les disponibilités du service, échantillonnage et analyses pour des particuliers et des sociétés ayant une activité dans le secteur agricole.

#### au niveau international

- participation aux essais comparatifs de l'ISTA et du VDLUFA,
- le chef du service de microbiologie et de biochimie a participé à l'audit d'accréditation du laboratoire d'analyses de semences de Agroscope FAL Reckenholz (CH) en tant que auditeur technique de l'ISTA.

### **5. Le service de contrôle du lait cru**

Le service a pour mission d'effectuer le contrôle officiel du lait cru des producteurs luxembourgeois dans le cadre de l'établissement des décomptes entre acheteurs et producteurs de lait (règlement grand-ducal du 23 mars 1988).

Les échantillons de lait cru collectés à la ferme par les laiteries sont analysés journalièrement. Ainsi, au cours de la période en question 113.811 échantillons de lait cru ont été contrôlés.

Les paramètres analysés sont :

- d'une part, la teneur en matière grasse et en protéines, le dénombrement des cellules somatiques, l'urée et le point cryoscopique, avec une fréquence mensuelle maximale de 10 analyses par mois et par producteur. L'urée, ensemble avec la teneur en protéines du lait renseignent sur l'alimentation du troupeau ; la détermination du point cryoscopique permet de détecter un mouillage éventuel du lait;
- d'autre part, la teneur en germes du lait, avec une fréquence de 2 analyses par mois. Ainsi, en plus des critères mentionnés ci-dessus, 22.547 échantillons ont été contrôlés quant à leur qualité bactériologique.

La recherche des substances inhibitrices a été effectuée de façon uniforme deux fois par mois pour tous les producteurs. En 2005, le taux des échantillons décelés positifs est de 0,18 %, sur 20.894 échantillons testés.

Tous les résultats sont disponibles pour les producteurs sur le site Internet. A l'aide d'un mot de passe les cultivateurs peuvent consulter individuellement leurs analyses, ce qui leur permet de suivre de près la qualité de leur lait. Actuellement , 50% des producteurs profitent de ce service.

A la fin du mois un bilan mensuel complet est communiqué aux producteurs et un fichier avec les analyses du mois est mis à la disposition des laiteries.

Au cours du mois, les producteurs sont avisés par courrier dès qu'un critère de qualité hygiénique dépasse les limites fixées par la classe de qualité I (> 250.000 cellules somatiques/ml et/ou 50.000 bactéries/ml et/ou la présence de substances inhibitrices).

Le service collabore avec le département Qualité du Centre de Recherches Agronomiques de Gembloux dans le cadre de la guidance scientifique. Celle-ci comprend deux volets :

- d'une part, la constitution et l'analyse bimensuelle d'échantillons étalon luxembourgeois, destinés au contrôle et au réajustement de la calibration du Milko-Scan. Les valeurs de référence de ces échantillons sont déterminées par analyse circulaire dans 5 laboratoires officiels belges et luxembourgeois, dont notre laboratoire à Ettelbruck. De même deux fois par an une série de 9 échantillons à teneurs croissantes en matière grasse et en protéines permet le calibrage sur toute la plage analytique du Milko-Scan;
- d'autre part, la participation du service aux analyses comparatives mensuelles concernant notamment la matière grasse et les protéines. Ces analyses permettent une comparaison entre laboratoires luxembourgeois, en ce qui concerne la répétabilité (précision) et la reproductibilité (accord entre instruments participants).

Des analyses comparatives concernant les cellules somatiques et le point cryoscopique permettent une comparaison des résultats aussi bien entre les laboratoires luxembourgeois qu'avec les laboratoires belges.

En outre, l'utilisation de standards internationaux, à teneur certifiée pour les cellules somatiques et les germes totaux, garantit un ajustement correct des instruments d'analyse.

Les normes de qualité minimales européennes, prescrites par la législation (Directive CEE, 92/46) sont de 100.000/ml en ce qui concerne les germes et de 400.000 /ml pour les cellules somatiques. En 2005, 99,29 % des producteurs ont respecté cette norme quant aux germes et 98,76 % quant aux cellules somatiques. Les critères pour le classement du lait cru en catégorie I, notamment  $\leq 50.000$  /ml concernant les germes et  $\leq 250.000$  /ml concernant les cellules somatiques, sont remplis en moyenne pour 2005 par 97,08 % respectivement 86,41 % des producteurs.

## **6. La Marque Nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises**

Le tableau 5 indique les résultats de la commission de contrôle de la marque nationale des eaux-de-vie en 2005 par rapport à 2004 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Il en résulte que le volume des eaux-de-vie présenté a augmenté de plus de 15% comparé à celui de 2004. Le pourcentage d'admission se situe avec 94 points largement au-dessus de la moyenne pluriannuelle.

**Tableau 5 : Résultats de la Commission de Contrôle de la Marque Nationale des eaux-de-vie.**

Nature et espèce	Volume des eaux-de-vie présentés en litre			Pourcentage d'admission/ volumes présentés		
	Moyenne 1986-2003	2004	2005	Moyenne 1986-2003	2004	2005
Cidre	363	600	620	100	100	100
Coing	194	-	120	87	-	0
Framboise	382	565	495	82	100	90
Grain	1.461	260	-	76	100	-
Kirsch	1.358	1.745	710	61	68	85
Lie de vin	269	120	410	91	0	27
Marc	890	300	1.970	72	100	100
Mirabelle	5.795	6.140	7.880	71	81	100
Mûre sauvage	19	-	-	100	-	-
Neelchesbiren	1.392	1.680	350	78	100	100
Poire	1.136	625	200	75	100	100
Poire Williams	1.796	3.865	2.655	71	85	77
Pomme	2.589	-	2.790	85	-	100
Prunelle	392	60	-	64	100	-
Quetsche	2.249	1.460	2.215	78	100	100
Spieren	122	-	-	84	-	-
Sureau	132	-	300	68	-	100
Total	20.538	17.420	20.715	75	86	94

## **X. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES**

### **A. Introduction**

Pendant le 1er semestre 2005, l'Administration des Services Vétérinaires a concentré une grande partie de ses efforts sur les nombreuses réunions communautaires organisées dans le cadre de la présidence du Luxembourg au Conseil de l'Union Européenne.

Les principaux sujets traités au niveau vétérinaire sous Présidence luxembourgeoise se résumaient à : l'E.S.B., l'Influenza Aviaire, le bien-être des broilers, les maladies aquatiques et les accords bilatéraux de la Communauté avec les pays tiers.

Un grand handicap pour notre présidence fut le fait que la nouvelle Commission Européenne n'a été investie que fin 2004 et qu'en conséquence la majorité des propositions de règlements communautaires n'ont été présentés que tard au 2<sup>e</sup> semestre. Le résultat en fut qu'au niveau vétérinaire seule la réglementation sur l'E.S.B. a pu être clôturée sous présidence luxembourgeoise à la fois au niveau communautaire et au niveau de l'O.I.E. alors que la présidence britannique a repris la relève pour les autres dossiers.

En matière de santé animale, le Luxembourg a été épargné en 2005 par toute épidémie animale.

Concernant la peste porcine classique, une décision de la Commission Européenne du mois de mars a finalement reconnu le statut indemne de cette maladie pour nos porcs domestiques, autorisant ainsi la mise sur le marché intracommunautaire des porcs luxembourgeois et de leurs produits.

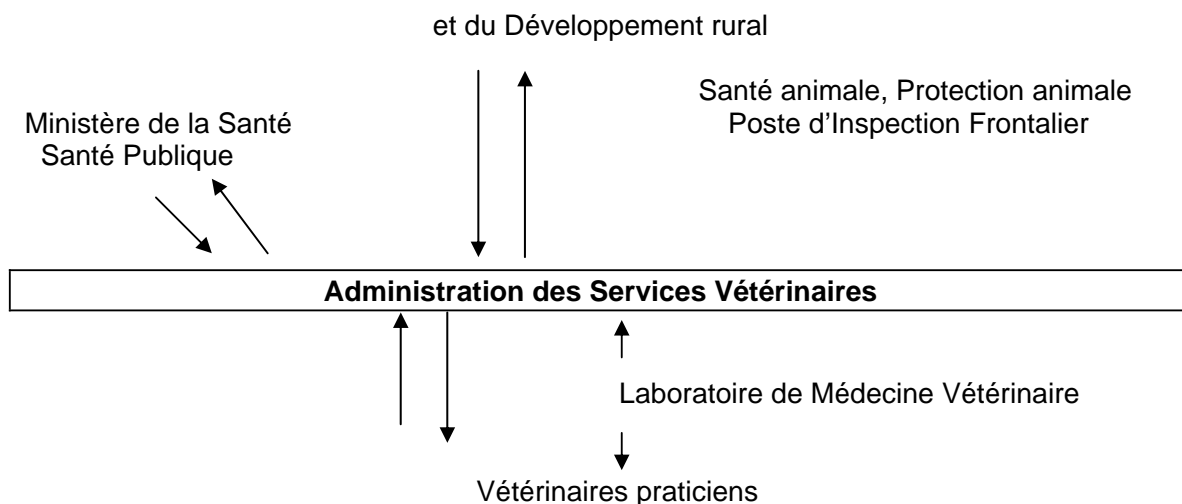
Les efforts concertés de l'Administration des Services Vétérinaires, du secteur porcin, de l'Administration des Eaux et Forêts et des organisations cynégétiques ont finalement réussi à éradiquer cette épidémie dévastatrice. Mais la réapparition de cette maladie parmi les sangliers dans les « Länder » de Rhénanie Westphalie du Nord et Rhénanie-Palatinat nous ré-incite à une haute vigilance préventive contre cette maladie.

L'épidémie de l'Influenza Aviaire s'est propagée à partir des pays du Sud-Est de l'Asie vers l'Europe et risque de prendre une dimension pandémique pour les volailles domestiques et les oiseaux sauvages. De gros efforts sanitaires et socio-économiques seront nécessaires afin d'éviter une avancée de cette maladie vers nos régions.

En matière de la santé publique, l'Administration des Services Vétérinaires a continué à travailler sur la réglementation communautaire du « paquet hygiène » qui est d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Ces dispositions réglementaires visent une sécurité alimentaire améliorée en soumettant toute la chaîne alimentaire, de la production primaire au consommateur final, aux notions de responsabilité, de traçabilité et de transparence.

### **B. L'Administration des Services Vétérinaires**

	Nombre de vétérinaires
Inspection Vétérinaire	16
Laboratoire de Médecine Vétérinaire	3
Vétérinaires praticiens	108
Prestataires de service	47
Total :	174



## C. La situation sanitaire

### 1. La peste porcine classique

Rappelons qu'une première zone de surveillance a été mise en place en octobre 1999 à la suite de l'apparition de la peste porcine classique parmi les sangliers de la région frontalière allemande en Rhénanie-Palatinat.

Le 1<sup>er</sup> cas de peste porcine classique parmi les sangliers luxembourgeois a été notifié fin octobre 2001 alors que le 1<sup>er</sup> foyer de peste porcine classique parmi les porcs domestiques a été détecté en février 2002. Jusqu'en août 2003, un total de 13 foyers de peste porcine classique des porcs domestiques ont été déclarés au Grand-Duché de Luxembourg entraînant l'abattage sanitaire de quelque 18.410 porcs.

Dans l'objectif d'endiguer la propagation de l'épidémie parmi les sangliers, des campagnes de vaccination orale contre la peste porcine classique furent initiées en 2003 et 2004 avec pour résultat que la maladie a été éradiquée de notre territoire à partir du mois d'août 2004 (12 mois après le dernier cas).

La décision 2005/225/CE du 14 mars 2005 a levé les dernières mesures sanitaires restrictives en matière de peste porcine classique ouvrant de nouveau le marché intra-communautaire aux porcs luxembourgeois et à leurs produits.

Par mesure de précaution, les sangliers d'un poids < 50 kg, remis aux centres de collecte par les chasseurs aux fins d'être éliminés, sont soumis à un monitoring en matière de peste porcine classique avec les résultats représentés dans le tableau ci-après.

# **EVOLUTION DE LA PESTE PORCINE CLASSIQUE CHEZ LES SANGLIERS DE 2003 A 2005**

mois	abattus	sero +	sero -	% SERO+	viro+	sero+ <1an	sero- <1an	% SERO+ <1AN	abattus < 1 an	% abattus < 1an
janv-03	273	74	177	29,48	2	19	95	16,67	128	46,89
févr-03	234	67	148	31,16	1	24	100	19,35	137	58,55
mars-03	76	22	50	30,56	0	7	30	18,92	40	52,63
avr-03	142	61	61	50,00	0	14	34	29,17	61	42,96
mai-03	254	114	126	47,50	0	52	69	42,98	126	49,61
juin-03	235	122	93	56,74	0	48	65	42,48	129	54,89
juil-03	113	43	63	40,57	0	22	46	32,35	73	64,60
août-03	120	54	55	49,54	1	22	29	43,14	59	49,17
sept-03	145	65	69	48,51	0	21	39	35,00	68	46,90
oct-03	703	342	259	56,91	0	128	168	43,24	366	52,06
nov-03	1247	516	507	50,44	0	201	315	38,95	646	51,80
déc-03	762	319	331	49,08	0	102	181	36,04	349	45,80
janv-04	500	197	263	42,83	0	58	159	26,73	265	53,00
févr-04	249	93	137	40,43	0	37	85	30,33	137	55,02
mars-04	135	43	86	33,33	0	20	45	30,77	59	43,70
avr-04	112	59	50	54,13	0	22	25	46,81	46	41,07
mai-04	195	122	60	67,03	0	38	28	57,58	72	36,92
juin-04	183	103	71	59,20	0	51	50	50,50	104	56,83
juil-04	87	36	44	45,00	0	9	31	22,50	44	50,57
août-04	123	56	64	46,67	0	20	43	31,75	65	52,85
sept-04	110	54	48	52,94	0	15	31	32,61	51	46,36
oct-04	388	197	154	56,13	0	37	72	33,94	124	31,96
nov-04	1156	551	512	51,83	0	199	309	39,17	554	47,92
déc-04	443	179	219	44,97	0	65	129	33,51	219	49,44
janv-05	311	106	167	38,83	0	37	84	30,58	143	45,98
févr-05	117	44	57	43,56	0	15	31	32,61	54	46,15
mars-05	95	27	58	31,76	0	12	25	32,43	44	46,32
avr-05	90	23	55	29,49	0	5	20	20,00	32	35,56
mai-05	245	68	156	30,36	0	22	82	21,15	119	48,57
juin-05	195	40	134	22,99	0	13	71	15,48	96	49,23
juil-05	121	30	77	28,04	0	12	46	20,69	70	57,85
août-05	150	19	111	14,62	0	4	72	5,26	91	60,67
sept-05	77	16	59	21,33	0	11	37	22,92	49	63,64
oct-05		8	155	4,91	0	5	104	4,59		
nov-05		29	572	4,83	0	17	293	5,48		
déc-05		4	318	1,24	0	2	143	1,38		
<b>total</b>	<b>9386</b>	<b>3903</b>	<b>5566</b>	<b>41,22</b>	<b>4</b>	<b>1386</b>	<b>3186</b>	<b>30,31</b>	<b>4620</b>	<b>49,22</b>

Il ressort de ce tableau que la prévalence sérologique a fortement chuté et tend vers la marque 0 ce qui nous permettrait d'être déclaré pays officiellement indemne de la peste porcine classique des sangliers par l'O.I.E..

Mais alors que les efforts conjugués de l'Administration des Services Vétérinaires, du secteur porcin, de l'Administration des Services Vétérinaires et des chasseurs ont eu finalement raison de cette épidémie dévastatrice sur notre territoire, les notifications de la réapparition de la peste porcine classique parmi les sangliers en Rhénanie Westphalie du Nord et également en Rhénanie-Palatinat nous mettent à nouveau en phase de pré-alerte.

Espérons que les interventions persistantes de l'Administration des Services Vétérinaires auprès des autorités allemandes et auprès de la Commission européenne devraient inciter les intervenants à tout mettre en œuvre aux fins d'endiguer la propagation de la peste porcine classique en direction du Grand-Duché.

## **2. L'E.S.B.**

Le Luxembourg a connu en novembre 2005 son 3<sup>e</sup> cas d'E.S.B.

Il s'agit d'un taureau charolais, né le 9 novembre 2001 d'une vache d'origine française et élevé dans une exploitation à Differdange. Ce taureau a été testé positif suite à la surveillance systématique effectuée dans les abattoirs sur les bovins âgés de > 30 mois.

Le bovin ne présentait du vivant aucun symptôme de la maladie d'E.S.B. Par mesure de précaution et en conformité avec la réglementation en application, à la fois le bovin abattu avant le taureau concerné et le bovin suivant sur la chaîne d'abattage, ont été détruits par incinération avec les abats et les peaux afférents.

L'enquête épidémiologique a mis en évidence l'alimentation dans le jeune âge du taureau avec des farines fabriquées à l'étranger. Les autorités compétentes étrangères ont confirmé que les établissements de fabrication de farine en cause n'ont plus utilisé de protéines animales depuis au moins novembre 2000.

Les bovins de la cohorte au nombre de 15, nourris dans leur jeune âge sur l'exploitation à Differdange avec la même farine, ont été détruits par incinération. Les tests de détection rapide pour l'E.S.B. ont été négatifs pour les 15 bovins.

A titre de rappel :

1<sup>er</sup> cas d'E.S.B. au Luxembourg : le 26 nov. 1997 sur une vache pie-noire née en 1993  
2<sup>e</sup> cas d'E.S.B. au Luxembourg : le 29 juillet 2002 sur une vache pi-rouge née en 1996.

A noter que la communication du 3<sup>e</sup> cas d'E.S.B. au Grand-Duché de Luxembourg n'a guère eu de répercussion négative sur la consommation de viande bovine, preuve que le consommateur a confiance dans les moyens de contrôle mis en place dans le secteur agro-alimentaire.

En conformité à la réglementation communautaire en matière des E.S.T., le nombre de tests de détection rapide effectués en 2005 est :

11.687 tests sur bovins âgés > 30 mois  
3.060 tests sur bovins âgés entre 24 et 30 mois (bovins morts sur les fermes, abattage d'urgence, bovins suspectés être atteints d'E.S.B.)  
666 tests sur ovins âgés > 18 mois  
210 tests sur caprins âgés > 18 mois.

A part le résultat positif pour le taureau charolais, tous les autres résultats ont été négatifs.

### **Monitoring carried out in 2005**

#### ***Bovines***

Target group	Nr of Samples	Positive	Negative	Pending	Age limit
Fallen stock	3.030	/	all	/	24 months
Emergency slaughter	13	/	all	/	24 months
Animals with clinical signs at ante mortem	1	/	1	/	24 months
Healthy slaughtered animals	11.687	1	11.686	/	30 months
Animals killed in BSE eradication *	15	/	all	/	24 months
Suspects subject to laboratory examination	1	/	1	/	24 months

\* birth cohorts, rearing cohorts, offspring, animals from herds with BSE

#### ***Sheep***

Target group	Nr. of samples	Positive	Negative	Pending	Age limit
Fallen stock	428	/	All	/	18 months
Healthy slaughtered animals	238	/	All	/	18 months
Suspects subject to laboratory examination					
Eradication measures					

#### ***Goats***

Target group	Nr. of samples	Positive	Negative	Pending	Age limit
Fallen stock	53	/	/	/	18 months
Healthy slaughtered animals	157	/	All	/	18 months
Suspects subject to laboratory examination					
Eradication measures					

### **Génotypage des ovins en 2005**

#### ***Programme d'élevage relatif à la résistance aux E.S.T. chez les ovins***

Depuis la mise en place en 2003 au Luxembourg d'un programme d'élevage concernant la résistance aux E.S.T. chez les ovins, avec la détermination analytique individuelle du génotypage des ovins, quelque 2.800 moutons ont été testés.

Les résultats des analyses démontrent que quelque 30% du cheptel ovin du Luxembourg répondent au génotypage ARR/ARR alors qu'un pourcentage supplémentaire de 30% sont porteurs d'au moins un allèle et sont par conséquent à considérer comme résistants aux E.S.T.

Il est à remarquer que l'effort réalisé par nos éleveurs de moutons, dans le contexte de ce programme de prévention des E.S.T., est appréciable.



## Résultats du génotypage en 2005

	ARR/ARR	ARR/ARQ	ARR/ARH	ARR/AHQ	ARQ/ARQ	ARQ/ARH	ARQ/AHQ	ARH/ARH	AHQ/ARH	AHQ/AH	ARR/NR	ARH/VRQ	ARQ/VRQ	VRQ/NR	Total:
Ardenner	4	3			1										8
Bleeskopf	5												1		6
Heidschnucke	7	14		3	6					1					31
Jacobs															0
Merino		6		2	5		12								25
Milchschaft	1	9													10
Ovessant						1									1
Swifter	8	1		2	1						2				14
Texel	125	82	59	11	12	11	1	13	1		8	3	6	1	333
Zwartbles	4	10		2	1	2	1								20
Sous-total par génotype	154	125	59	20	26	14	14	13	1	0	11	3	7	1	448
Races non déterminées et croisements	31	39	10	7	11	7	4	1		1	5	3	2		121
Total par génotype	185	164	69	27	37	21	18	14	1	1	16	6	9	1	569
Pourcentages	32,51%	28,82%	12,13%	4,75%	6,50%	3,69%	3,16%	2,46%	0,18%	0,18%	2,81%	1,05%	1,58%	0,18%	100%

### 3. La fièvre aphteuse

Le Luxembourg a connu son dernier foyer de fièvre aphteuse en 1964.

Une vigilance permanente est maintenue en place au niveau de l'Administration des Services Vétérinaires aux fins de prévenir, pour autant que possible, l'introduction sur notre territoire de cette maladie hautement contagieuse et aux conséquences socio-économiques désastreuses.

Le risque d'introduction de la fièvre aphteuse à partir des pays tiers par le biais d'animaux vivants sensibles à la maladie ou de leurs produits reste réel vu que la vaccination préventive contre cette maladie dévastatrice a été arrêtée dans toute l'U.E. depuis 1992.

### 4. La rage

En 2005, aucun cas de rage n'a été détecté sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Grand-Duché de Luxembourg a d'ailleurs été déclaré pays officiellement indemne de la rage en juillet 2001.

Le dernier cas de rage diagnostiqué sur notre territoire remonte au 15 janvier 1999 sur un poney localisé à Noertrange.

Notons que la rage est réapparue début 2005 au Sud-Est du Rhénanie-Palatinat et s'est avancée en direction de notre territoire jusque dans la région de Mainz – Bingen, soit à quelque 90 km de nos frontières. Dans l'objectif d'endiguer l'avancée de cette zoonose, 5 campagnes de vaccination orale antirabique ont été organisées dans la région infectée avec comme conséquence une certaine stabilisation de la situation sanitaire.

L'Administration des Services Vétérinaires a réagi à ce danger sanitaire par la mise en œuvre d'un échantillonnage plus important des renards abattus. Pendant les mois juillet, août et septembre, quelque 300 renards supplémentaires ont été examinés à l'égard de la rage et tous les résultats étaient négatifs.

Animaux examinés, ces dernières années, pour suspicion de rage au Grand-Duché de Luxembourg

Espèce	Résultats positifs			Résultats positifs		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Renards				4	26	341
Chevreaux				2	2	
Fouines				1		
Sanglier						
Blaireaux				2		
Lièvre						
Furet						
Ecureuil						
Rat						
Bovins					5	
Moutons						
Caprins					2	
Chevaux						
Chiens				2	1	
Chats				9	8	5
total				20	44	346

## Actions prévues pour 2006

L'administration redoublera de vigilance à l'égard de la situation rabique en Rhénanie-Palatinat et assurera un monitoring continu des renards abattus.

### **5. La tuberculose**

En 2005, aucun cas de tuberculose n'a été enregistré.

Le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré "pays officiellement indemne de tuberculose" par la décision 97/76/CE de la Commission du 17 décembre 1996. Ce statut a été confirmé par la décision 1999/467/CE du 15 juillet 1999.

Ce statut sanitaire a pu être maintenu en 2005 en respectant les dispositions de l'annexe du règlement grand-ducal du 20 août 1999 relatif à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, à savoir:

- le pourcentage des troupeaux bovins infectés par la tuberculose n'a pas été supérieur à 0,1 % par an pendant 6 années consécutives;
- il existe un système d'identification conforme au règlement CE no 820/97;
- tous les bovins abattus sont soumis à une inspection post mortem officielle et aucun cas de tuberculose n'a été détecté.

### **6. La brucellose**

En 2005, aucun cas de brucellose n'a été diagnostiqué. C'est la 10<sup>e</sup> année consécutive sans foyer de brucellose bovine.

Tous nos cheptels ont le statut "officiellement indemne de brucellose". Il faut souligner que, par la décision 99/466/CE de la Commission du 15 juillet 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré "Etat membre officiellement indemne de la brucellose bovine".

Pour garantir et maintenir ce statut, les mesures de prévention et de contrôle continuent à être appliquées.

C'est ainsi qu'en 2004, les exploitations laitières ont été testées avec un total de 949 analyses sur le lait de collecte.

Un certain nombre de bovins d'élevage et de rente âgés de plus de 12 mois, prévus pour les échanges et de bovins d'origine étrangère abattus dans nos abattoirs, sont analysés pour la brucellose. Pour l'année 2005, le nombre de ces analyses était de 982.

Toutes ces analyses ont donné des résultats négatifs.

### **7. La leucose bovine enzootique**

En 2005, un cas a été diagnostiqué mais pas de foyer.

Le dernier foyer de leucose bovine enzootique détecté au Grand-Duché de Luxembourg remonte à 1999.

Par la décision 99/465/CE du 13 juillet 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré "Etat membre officiellement indemne de la leucose bovine enzootique".

Pour maintenir ce statut, 949 cheptels laitiers ont été testés avec un résultat négatif pour la leucose bovine enzootique. S'y ajoutent 1.091 examens négatifs provenant de bovins exportés ou importés.

## 8. L'I.B.R.

L'I.B.R. est considérée actuellement comme une maladie essentiellement économique pouvant constituer une barrière sanitaire pour les échanges intracommunautaires des bovins.

Pour le moment, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Autriche et la région des Abruzzes en Italie ont le statut d'Etats membres officiellement indemnes d'I.B.R.

L'Allemagne a mis au point un programme d'éradication de l'I.B.R. qui a été reconnu par la Commission avec la conséquence que des conditions sanitaires supplémentaires sont exigées pour l'introduction de bovins sur le territoire allemand.

Confrontée avec cette situation, l'Administration des Services Vétérinaires a réactivé le programme de lutte, sur base volontaire, aux fins de prévenir une réduction du flux commercial de notre cheptel avec les autres États membres. Ce programme de lutte permet d'accéder à un statut sanitaire défini par rapport à l'I.B.R., notamment:

- exploitation indemne d'I.B.R.
- exploitation avec vaccination contrôlée contre l'I.B.R.
- indemne du virus sauvage
- avec virus sauvage.

Pour l'année 2005, 140 exploitations ont profité de ce programme. Sur un total de 18.396 échantillons on compte 2.734 résultats positifs indiquant autant de porteurs du virus sauvage ou des bovidés vaccinés avec un vaccin non délété, soit 14,86%.

A ce stade nous connaissons au Luxembourg, pour les participants au programme I.B.R., 26 exploitations, soit 18,5%, dotées d'un statut indemne en matière d'I.B.R., 92 exploitations, soit 65,7%, avec statut vaccination avec présence du virus sauvage et 22 exploitations, soit 14,86%, avec statut vaccination libre du virus sauvage.

Dans le cadre des expositions, des exportations et importations, des analyses effectuées sur des bovins individuels ont donné les résultats suivants :

<b>Sérologie IBR</b>							
Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %	en %
Bovin	IBR-gB	1176	16	419	1611	26%	27%
Bovin	IBR-gE	1452	6	153	1611	9,4%	9,8%

## 9. La para-tuberculose

La para-tuberculose, maladie à évolution chronique, s'est propagée dans notre pays essentiellement à partir des années fin 1970 et 1980 avec l'introduction au Luxembourg de vaches allaitantes d'origine française.

Les études scientifiques de certains experts en matière concluent à une relation éventuelle entre la para-tuberculose bovine et la Maladie de Crohn en médecine humaine. Pour prévenir les aléas de la désignation de la para-tuberculose comme une zoonose et assainir le cheptel bovin luxembourgeois, l'Administration

des Services Vétérinaires a mis en œuvre fin 2005 un programme officiel de lutte contre la para-tuberculose, ceci en étroite collaboration avec le secteur des éleveurs et le laboratoire “ Gezondheidsdienst voor Dieren B.V. (Animal Health Service) “ à NL – Deventer.

Alors que les bovins de viande sont échantillonnés sérologiquement à partir de l'âge de 24 mois, les vaches laitières sont analysées sur le lait.

En cas de résultat positif, une analyse des matières fécales par la méthode P.C.R. est effectuée. Si ce dernier test est positif, le bovin est à éliminer dans les meilleurs délais pour éviter une contamination des autres animaux du cheptel.

Un plan d'assainissement, avec la priorité mise sur les mesures d'hygiène, est proposé, en étroite concertation avec le vétérinaire de l'exploitation, pour les exploitations atteintes de la para-tuberculose.

Notons qu'après les premiers résultats de laboratoire, on attend une prévalence d'infection de 2 à 3 % des bovins, répartis sur pratiquement 30% des exploitations bovines.

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %	en %
bovin	ELISA-sang	13539	23	365	13927	2,62%	2,76%
bovin	PCR	202	3	55	260	21,15%	22,30%

#### **10. La maladie d'Aujeszký**

En 2004, aucun cas n'a été détecté.

Le 2 juin 1999, par la décision 99/399/CE de la Commission Européenne, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré "Etat membre officiellement indemne de la maladie d'Aujeszký".

Par ce fait, le Grand-Duché bénéficie des garanties supplémentaires accordées par la Commission par la Décision 93/24/CE du 11 décembre 1992.

En 2005, 152 échantillons de sang, provenant de diverses exploitations porcines luxembourgeoises, ont été testés avec un résultat négatif.

De ce fait, le statut de cheptel porcin domestique officiellement indemne a pu être maintenu, suite à un programme de surveillance incluant un examen sérologique de toutes les truies abattues dans les abattoirs agréés au Luxembourg et suite à un contrôle sérologique aléatoire des porcs d'élevage et de rente exportés.

A noter que sur 269 sangliers échantillonnés, 1 test était douteux.

#### **11. La maladie vésiculeuse du porc**

En 2005, aucun cas n'a été détecté.

La maladie vésiculeuse, fortement apparentée à la symptomatologie de la fièvre aphteuse, n'a pas été diagnostiquée ces dernières années.

#### **12. La maladie hémorragique des lapins**

En 2005, 1 cas a été diagnostiqué à Garnich.

Par règlement ministériel du 9 août 1990 la maladie hémorragique des lapins a été ajoutée à la liste des maladies à déclaration obligatoire afin de permettre à l'Administration des Services Vétérinaires de prendre des mesures de lutte appropriées. En outre, il a été décidé que tous les lapins des élevages qui participent aux expositions cunicoles doivent être vaccinés contre cette maladie.

En 2001 et 2002, aucun foyer officiel de R.H.D. n'a été diagnostiqué au Luxembourg, alors qu'en 2003 on a notifié 4 cas et en 2004, il y a eu notification de 3 foyers. En 2005, on a détecté 1 cas. Ceci prouve que le virus est endémique dans le pays et qu'il y a lieu de rester vigilant à l'égard de l'évolution de cette maladie hautement contagieuse et fortement dévastatrice pour les léporidés.

### **13. La maladie de Visna-Maedi chez le mouton**

L'Administration des Services Vétérinaires a mis sur pieds, sur base volontaire, un programme de dépistage et d'éradication de cette maladie à évolution lente.

L'action commencée en 1990 a été poursuivie en 2005 et 401 ovins et 201 caprins ont été soumis à une prise de sang pour détecter la présence d'anticorps contre le virus Visna-Maedi.

Les résultats étaient positifs pour 12 ovins et 1 caprin.

A noter que malgré l'impact économique de cette maladie sur le cheptel ovin, l'intérêt des éleveurs pour la participation à ce programme est minime.

### **14. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire)**

Une épidémie d'Influenza Aviaire (I.A.) hautement pathogène (souche H7 N7) a ravagé au printemps 2003 certaines régions des Pays-Bas, la région frontalière belgo-néerlandaise et une petite zone de la Rhénanie du Nord et de la Westphalie entraînant l'élimination de quelque 35 millions de volailles.

Fin 2003 une épidémie d'Influenza Aviaire de souche hautement pathogène (H5 N1) s'est déclarée dans le Sud-Est de l'Asie entraînant jusqu'à ce jour l'abattage de plus de 100 millions de volailles.

Cette épidémie s'est propagée progressivement vers l'Ouest pour atteindre fin 2005 le continent de l'Europe et la Turquie. A la fin de l'année 2005, l'I.A., souche H5 N1, a été notifiée dans 14 pays, à savoir :

Cambodge  
Chine, y compris Hongkong  
Corée du Nord  
Croatie  
Indonésie  
Kazakhstan  
Laos  
Malaisie  
Mongolie  
Roumanie  
Russie  
Thaïlande  
Turquie  
Vietnam.

Les experts au niveau mondial se préparent à une mutation du virus H5 N1 et l'apparition d'une pandémie telle que nous l'avons connue en 1918 avec la grippe d'Espagne.

Pour prévenir un tel sinistre, des mesures préventives ont été mises en place au niveau communautaire et au niveau national pour éviter l'apparition de cette épidémie dans les troupeaux avicoles de nos régions.

Un plan de vigilance à l'égard d'une contamination par les oiseaux migrateurs et les autres oiseaux sauvages a été mis en place, alors que des mesures restrictives concernant les importations, les mouvements, les transports et les rassemblements des volailles sont imposées au secteur avicole.

Le Ministère de la Santé, de son côté, a élaboré un plan d'intervention pour le cas de l'apparition d'une pandémie et a mis en place un stock de médicaments antiviraux.

#### **15. La maladie de Newcastle ou pseudopeste aviaire**

Cette maladie de volailles est en progression dans différents États membres et dans les Pays Tiers. Aux conséquences économiques moins graves que l'influenza aviaire, cette maladie exige néanmoins une surveillance sanitaire rigoureuse.

Le dernier foyer de la maladie de Newcastle a été notifié au Luxembourg en 1999 sur des pigeons voyageurs.

#### **16. La tuberculose aviaire**

En 2005, aucun cas n'a été détecté. Les deux derniers foyers ont été diagnostiqués au Luxembourg en 2000.

#### **17. La leucose aviaire**

En 2005, aucun cas n'a été détecté. Le dernier foyer au Luxembourg remonte à 2000 et était localisé à Bertrange.

#### **18. La laryngo-trachéite infectieuse**

En 2005, aucun cas n'a été détecté. Les 2 derniers foyers au Luxembourg remontent à 1999.

#### **19. La psittacose**

Cette maladie, transmissible à l'homme, n'a plus été détectée depuis 6 ans au Luxembourg alors que l'on vient de noter une nette recrudescence en 2005 avec 5 foyers.

Ce fait est dû en première ligne à un commerce transfrontalier plus intense pratiqué à l'insu de l'Administration des Services Vétérinaires et donc sans contrôle sanitaire officiel.

Rappelons que la psittacose, de par son caractère zoonotique, est une maladie à déclaration obligatoire.

## **20. La varroase**

La varroase continue à être présente à l'état endémique au Luxembourg et il faut s'apprêter à vivre avec cette maladie qui provoque des pertes surtout indirectes par l'affaiblissement des colonies d'abeilles en les rendant ainsi plus réceptives à d'autres maladies.

Pour cette raison, il est fortement recommandé de soumettre les colonies à un traitement préventif en automne et d'appliquer surtout des mesures hygiéniques.

En 2005, les substances suivantes ont été mises à la disposition des apiculteurs par les soins de l'Administration des Services Vétérinaires :

- 50 litres d'acide formique
- 6.000 lanières d'Apivar
- 6.000 barquettes Apilife
- 1.002 pots d'acide oxalique
- 10 flacons de Perizin.

## **21. La loque américaine**

Alors qu'en 2004 il y a eu notification de 6 foyers de cette maladie hautement contagieuse comptant un total de 8 ruchers, aucun cas ne fut détecté en 2005.

Bien plus, après 2 contrôles de laboratoire négatifs, pratiqués au printemps et en automne, par l'analyse des spores de l'agent causal *Bacillus larvae*, le pays a été à nouveau déclaré indemne de la loque américaine fin 2005 et toutes les mesures restrictives mises en place durant l'épidémie ont été levées.

De ces résultats favorables, il y a lieu de conclure que les mesures de lutte mises en place ont été efficaces et qu'il faut espérer que grâce à une vigilance améliorée on évitera une nouvelle contamination à partir de nos pays voisins de l'Est où cette maladie semble être endémique.

## **22. L'échinococcose**

Par accord ministériel il a été possible, depuis août 2001, d'intensifier la collaboration entre le "Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken" et le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Les résultats d'analyses démontrent une certaine stabilité dans la prévalence des renards infestés, à savoir :

2001:	100 renards avec	20 infestations,	soit 20,0%
2002:	69 renards avec	18 infestations,	soit 26,0%
2003:	4 renards avec	1 infestation,	soit 25,0%
2004:	35 renards avec	5 infestations,	soit 14,5%
2005:	303 renards avec	66 infestations,	soit 21,8%.

## **D. La sécurité alimentaire**

La sécurité des denrées alimentaires et la protection des intérêts des consommateurs contribuent à une préoccupation croissante de la société civile.



La Commission Européenne a réagi à ces préoccupations légitimes par la mise en place d'une réglementation adaptée visant la sécurité alimentaire sur toute la filière de la chaîne alimentaire, de la production primaire à la vente en détail.

A part la mise en valeur du principe de la précaution, la nouvelle législation met en évidence les principes de la responsabilité du producteur, de la traçabilité des denrées alimentaires et de l'information des consommateurs.

Bien que cette nouvelle réglementation ne soit applicable dans sa globalité qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, pas mal des dispositions ont dû être mises en œuvre durant l'année 2005 demandant de la part des experts de l'Administration des Services Vétérinaires un important travail préparatoire.

Il s'agit non seulement d'assurer le statut sanitaire du cheptel national au niveau de la production primaire, mais de préparer les établissements actifs dans le secteur agro-alimentaire à cette nouvelle réglementation.

En plus, des consultations et des contrôles dans quelque 250 boucheries et points de vente (y compris les stations de carburant) mettant sur le marché des produits d'origine animale, il y a lieu de se concerter et de contrôler la vente de la viande de la propre production à la ferme, filière qui compte quelque 50 exploitations.

S'y ajoutent les établissements agréés dans l'abattage, la fabrication, l'entreposage et la distribution des denrées alimentaires, à savoir :

- 3 abattoirs agréés
- 11 ateliers de découpe
- 12 ateliers de fabrication de produits à base de viande
- 12 ateliers de fabrication de viandes hachées
- 6 ateliers de traitement du gibier sauvage
- 10 établissements frigorifiques
- 2 centres de reconditionnement
- 4 établissements traitant des produits de la pêche
- 7 établissements traitant le lait et les produits à base de lait.

## **1. Le contrôle des établissements**

Suite à la réorganisation de l'Administration des Services Vétérinaires, la division « Santé Publique » effectue les contrôles des établissements dans le cadre de la sécurité alimentaire.

Ainsi 4 vétérinaires officiels de l'Administration des Services Vétérinaires exécutent les contrôles au niveau des établissements agréés et du commerce de détail (boucheries, poissonneries et points de vente), tandis que 5 autres vétérinaires officiels sont affectés aux 3 abattoirs (Esch/Alzette, Ettelbruck et Wecker).

Les contrôles consistent dans la surveillance de différents paramètres :

- état d'entretien des infrastructures et des équipements ;
- état d'hygiène du personnel et du matériel ;
- organisation du travail ;
- élaboration du plan H.A.C.C.P. suivi des autocontrôles : mise en application, soit d'un plan H.A.C.C.P. (établissements agréés), soit d'un Guide de Bonnes Pratiques (commerce de détail).

Au niveau des abattoirs, les contrôles se font d'une manière permanente puisque les vétérinaires officiels y affectés sont présents pendant les activités

d'abattage et effectuent l'examen ante-mortem (animal vivant) et l'examen post-mortem (carcasse).

En outre, les vétérinaires officiels de l'abattoir contrôlent les 4 paramètres repris ci-dessus ainsi que le bien-être des animaux au déchargement des moyens de transport ainsi qu'à l'abattage.

Les contrôles au niveau des établissements agréés se font suivant une certaine périodicité (journalière ou hebdomadaire) qui dépend de l'importance du volume de la production ainsi que de la sensibilité des denrées alimentaires produites.

A côté de la surveillance de l'entretien et de l'hygiène de l'entreprise, une grande importance est accordée dans les établissements au contrôle de la mise en application du plan H.A.C.C.P. qui se fait sous la responsabilité de l'opérateur.

En ce qui concerne le commerce de détail (boucheries et poissonneries), des visites de contrôle sont effectuées par les vétérinaires officiels de la division « Santé Publique » afin de déterminer la conformité des 4 paramètres ci-dessus par rapport à la législation en vigueur.

Lors des 142 visites de contrôle effectuées dans 130 établissements de ce secteur, les déficiences étaient réparties de la manière suivante :

- Entretien des équipements et des infrastructures : 10
- Hygiène générale : 7
- Organisation du travail : 20
- Mise en application du Guide de Bonnes Pratiques : 23.

Ceci montre qu'au niveau des 2 derniers points 15% des établissements présentent des déficiences qui nécessitent des mesures correctives. A l'issue de chaque contrôle, un rapport de visite est adressé à l'opérateur en mentionnant les déficiences constatées et les mesures à mettre en œuvre.

## **2. Le contrôle de l'étiquetage**

Les contrôles de l'étiquetage des produits d'origine animale préemballés sont réalisés par l'Administration des Services Vétérinaires dans le cadre d'autres contrôles effectués dans les établissements. Cet étiquetage doit correspondre aux exigences fixées par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard.

Les contrôles de l'étiquetage obligatoire de la viande bovine sont réalisés par l'Administration des Services Vétérinaires et par l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 5 février 2002 portant modalités d'application du règlement (CE) no 1760/2000.

L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture a réalisé en 2005, 28 contrôles spécifiques de l'étiquetage de la viande bovine dans les boucheries et les points de vente. L'A.S.V. fait les contrôles de l'étiquetage de la viande bovine dans le cadre des contrôles des boucheries et des points de vente.

Durant l'année 2005, 12 tests ADN ont été effectués afin de contrôler la concordance entre les morceaux de viande prélevés dans le commerce et les prélèvements d'oreilles effectués au niveau de l'abattoir ; pour 8 échantillons la concordance a été constatée et donc la traçabilité a été correcte tandis que pour les 4 autres échantillons la traçabilité n'a pas été correctement appliquée.

### 3. L'autocontrôle des établissements

La décision de la Commission 2001/417/CE établissant des règles applicables au contrôle régulier de l'hygiène générale effectué par les exploitants dans les établissements, a été mise en application le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Ce contrôle devient de plus en plus performant.

Cette démarche hygiénique supplémentaire, réalisée dans le cadre de l'autocontrôle des établissements, s'est avérée comme un outil très utile en matière de la guidance hygiénique des processus effectués dans les établissements concernés.

Pour les petites entreprises un travail de formation et d'instruction est de mise aux fins d'assurer une production en conformité respectivement avec le système H.A.C.C.P. et les guides de bonne pratique.

### 4. Les animaux de boucherie

#### Total des animaux abattus dans les abattoirs

	2002	2003	2004	2005
gros bovins	29323	28853	29857	26241
veaux	4724	4201	5385	3719
porcs	115070	114864	113662	103138
porcelets	45482	46830	48794	47690
chevaux	42	27	23	24
ovins	2548	2789	3394	2208
caprins	476	468	529	433
autruches	0	50	84	69
<b>TOTAL</b>	197665	198082	201728	183522

#### Total des animaux abattus dans les tueries particulières des bouchers et des bouchers

	2002	2003	2004	2005
bovins	411	354	305	263
veaux	241	216	275	289
porcs	2497	2384	2350	2378
porcelets	2359	4844	4817	5315
ovins/caprins	851	365	861	950
chevaux	16	21	29	12
<b>TOTAL</b>	6375	8184	8637	9207
volailles	38856	37002	41769	34524
lapins	3428	3093	2746	1581

#### Inspection du gibier dans les centres de collecte

cerfs	154
chevreuils	2706
sangliers	1181
daims	8

## Résultats de l'inspection des viandes

### Abattoirs

	nombre de carcasses saisies	cadavres
gros bovins	60	3
veaux	10	0
porcs	730	137
porcelets	1194	28
ovins/caprins	20	2
chevaux	0	0
<b>TOTAL</b>	2014	170

### Tueries particulières des bouchers et des agriculteurs

	nombre de carcasses saisies	saisies partielles en kg
bovins adultes	0	0
veaux	1	0
porcs	4	14
porcelets	0	0
ovins/caprins	1	0
volailles	61	0
lapins	13	0
<b>TOTAL</b>	80	14

## E. La cellule de concertation Agriculture - Santé

La cellule de concertation Agriculture – Santé a été mise en place en automne 2000 et officialisée par arrêté ministériel le 22 mai 2001. Cet organe regroupe des experts du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Agriculture, du Laboratoire National de Santé, du Laboratoire de Médecine Vétérinaire, de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, de la Direction de la Santé – Division de l'Inspection Sanitaire – et de l'Administration des Services Vétérinaires.

La mission essentielle de cet organe est la gestion des risques en matière des denrées alimentaires ainsi que des aliments pour animaux.

La communication des risques revient également à cette cellule de concertation, notamment, par le Système d'Alerte Rapide.

La cellule de concertation permet de mettre à profit les démarches en matière de santé animale et de santé publique, notamment, dans le cas de l'émergence d'une zoonose telle la grippe aviaire. La collaboration et la concertation entre les Ministères de l'Agriculture et de la Santé ont permis de communiquer au public des mesures cohérentes en matière des précautions à observer et à mettre en œuvre aux fins de prévenir une éventuelle contamination par la grippe aviaire.

Une réunion de la cellule avec la Protection Civile a permis de déterminer les moyens les plus efficaces pour assurer une information correcte et actuelle en cas d'émergence respectivement d'une zoonose et d'un incident grave en matière de sécurité alimentaire.

Les travaux préparatoires de la mise en fonction d'un site Internet ont été continués avec la perspective d'y donner accès au public à partir de janvier 2006. Ce site est censé améliorer fortement le flux informatif en matière de la sécurité alimentaire à l'adresse du consommateur.

A cet effet, la cellule de concertation a retravaillé le projet relatif au Plan de Gestion de crise en cas d'incident alimentaire.

A noter que dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise au Conseil de l'Union Européenne, un colloque avec le Forum Consultatif de l'E.F.S.A. (Agence Européenne en Sécurité Alimentaire) a été organisé au Luxembourg.

Finalement, beaucoup d'énergie a été investie en 2005 dans les travaux préparatoires de la mise en application du « paquet réglementaire hygiène », réglementation qui démontre nettement les points faibles de la structure actuelle de la cellule de concertation. Des propositions concrètes ont été soumises aux Ministères concernés en vue de restructurer cet organe et de lui donner un cadre plus professionnel et mieux adapté aux exigences en matière de la coordination des contrôles officiels des denrées alimentaires, de l'alimentation animale et du bien-être animal.

## F. Les mouvements internationaux

### 1. Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux

#### Echanges intracommunautaires d'animaux vivants

##### Introductions en provenance des pays de l'U.E.

espèce d'animaux	2002	2003	2004	2005
bovins d'élevage et de rente	3279	3277	4207	4255
bovins de boucherie	2184	2313	2426	1963
porcs d'élevage et de rente	30975	39263	46876	52790
porcs de boucherie	48965	38661	42386	39829
chevaux	52	45	57	114
ovins	1262	884	855	660
caprins	595	521	300	892
volailles	178349	184001	104579	179490
chiens	80	41	185	305
embryons bovins	90	415	1248	n.d.
sperme (doses)	56556	48720	50733	n.d.
autres	n.d.	n.d.	n.d.	581

##### Echanges à destination des pays de l'U.E.

espèce d'animaux	2002	2003	2004	2005
bovins d'élevage et de rente	6702	6581	4602	6119
bovins de boucherie	18326	14884	16459	0
veaux	15259	15519	15322	14399
porcs d'élevage et de rente	388	173	335	223
porcs de boucherie	10588	14327	30835	40807
porcelets	200	1310	2659	7095
chevaux	61	39	19	63
ovins	357	583	357	745
caprins	90	654	1073	651
lapins	1850	4869	4362	5259
autruches	61	47	0	0
volailles	23554	30869	32497	44016
singes	0	0	1	0
embryons bovins	20	24	28	4
sperme bovin (doses)	4345	6325	627	954
sperme équin (doses)	0	0	327	0
sperme porcin (doses)	0	0	0	527
abeilles (colonies)	0	0	0	82

## **P.I.F. - Findel: - I. Animaux vivants**

Provenance	Destination	Nombre pièces
<u>Autres camélidés (alpacas)</u>		
Chili	Allemagne	345
Chili	France	31
Chili	Royaume-Uni	15
Chili	Suisse	225

### Autres lépidoptères (chenilles)

Chili	Allemagne	535.000
Chili	Belgique	1.680.000

### Equidés enregistrés

Brésil	Belgique	9
Brésil	Pays - Bas	16
Brésil	Royaume – Uni	26
Canada	Allemagne	35
Canada	Autriche	28
Canada	Belgique	9
Canada	France	11
Canada	Irlande	6
Canada	Italie	3
Canada	Pays - Bas	16
Canada	République tchèque	10
Canada	Royaume - Uni	28
Canada	Suède	2
Canada	Suisse	10
Etats - Unis d'Amérique	Allemagne	62
Etats - Unis d'Amérique	Autriche	12
Etats - Unis d'Amérique	Belgique	3
Etats - Unis d'Amérique	Danemark	3
Etats - Unis d'Amérique	Espagne	17
Etats - Unis d'Amérique	France	19
Etats - Unis d'Amérique	Italie	39
Etats - Unis d'Amérique	Luxembourg	3
Etats - Unis d'Amérique	Pays - Bas	10
Etats - Unis d'Amérique	République tchèque	2
Etats - Unis d'Amérique	Royaume - Uni	56
Etats - Unis d'Amérique	Suède	2
Etats - Unis d'Amérique	Suisse	17
Islande	Allemagne	244
Islande	Autriche	55
Islande	Belgique	2
Islande	Danemark	24
Islande	France	1
Islande	Hongrie	2
Islande	Irlande	2
Islande	Luxembourg	1
Islande	Pays - Bas	9
Islande	Royaume - Uni	21
Islande	Slovénie	4
Islande	Suède	2
Islande	Suisse	76
Israël	Autriche	2
Israël	Belgique	1
Israël	Pays - Bas	9

Liban	Belgique	2
Nouvelle – Zélande	Allemagne	1
Nouvelle – Zélande	Espagne	1
Nouvelle - Zélande	Italie	1
Nouvelle – Zélande	Pays-Bas	6
Nouvelle - Zélande	Royaume - Uni	2
Nouvelle – Zélande	Suisse	1

#### Gruiformes

Émirats Arabes Unis	Allemagne	12
Etats-Unis d'Amérique	Belgique	1

#### Poissons d'aquarium

Japon	Pays - Bas	20.398
Malaysia	France	7.797
Singapour	Belgique	7.508
Singapour	Luxembourg	139.790

#### Psittaciformes

Guinée équatoriale	Pays-Bas	30
Singapour	Pays - Bas	732

#### Oufs à couvrir

Brésil	Lybie	9.945.400
Etats-Unis d'Amérique	Hongrie	882.720

### **P.I.F. - Findel: II. Produits d'origine animale**

Provenance	Destination	Nombre pièces
------------	-------------	---------------

#### Peaux traitées

Afrique du Sud	Italie	49
----------------	--------	----

#### Boyaux de moutons

Inde	France	608
Liban	Allemagne	1.800
Liban	Espagne	10.450
Pakistan	Allemagne	19.830
Pakistan	Espagne	17.581
Pakistan	Finlande	2.450
Rép. Arabe Syrienne	Allemagne	177.470
Rép. Arabe Syrienne	Espagne	48.195
Rép. Arabe Syrienne	France	2.340

#### Caviar

Iran	Luxembourg	97
Kazakhstan	Luxembourg	205

#### Crustacés vivants

Afrique du Sud	Luxembourg	9.330
Arménie	Luxembourg	2.874
Chili	Luxembourg	850

Filets de poissons

Kenya	Italie	21.000
Kenya	Pays-Bas	7.560
Ouganda	Belgique	54.798
Ouganda	Espagne	52.116
Ouganda	France	24.000
Ouganda	Italie	10.500
Ouganda	Pays - Bas	13.000
Tanzanie	Italie	284.536
Tanzanie	Pays - Bas	40.800

Mollusques crus entiers réfrigérés

Chili	Luxembourg	28
-------	------------	----

Poils traités

Chine	France	421
-------	--------	-----

Plumes traitées

Afrique du Sud	Belgique	295
Afrique du Sud	Danemark	52
Afrique du Sud	Pays-Bas	110

Sérum bovin destiné à l'industrie pharmaceutique

Japon	Belgique	81.070
-------	----------	--------

Embryons bovins

Canada	Belgique	25
Canada	Danemark	15

Aliments pour animaux

Taiwan	France	78
--------	--------	----

Poissons entiers

Ouganda	Belgique	525
Ouganda	Espagne	3.210
Tanzanie	Italie	9.449

Viandes bovines

Brésil	Suisse	120.417
Canada	France	368.135
Canada	Suisse	120.416

Viandes chevalines

Canada	France	2.453.347
Canada	Suisse	1.021.246

Viandes de gros gibier sauvage

Canada	France	52
Canada	Suisse	31.702



### Viandes de volailles

Thaïlande	Belgique	1.566
<u>Trophées de chasse traitées</u>		<u>Lots</u>
Afrique du Sud	Allemagne	91
Afrique du Sud	Autriche	41
Afrique du Sud	Belgique	29
Afrique du Sud	Danemark	102
Afrique du Sud	Espagne	101
Afrique du Sud	Finlande	9
Afrique du Sud	France	76
Afrique du Sud	Hongrie	8
Afrique du Sud	Italie	2
Afrique du Sud	Lettonie	1
Afrique du Sud	Luxembourg	8
Afrique du Sud	Norvège	40
Afrique du Sud	Pays - Bas	15
Afrique du Sud	Royaume - Uni	53
Afrique du Sud	Slovaquie	1
Afrique du Sud	Slovénie	1
Afrique du Sud	Suède	21
Afrique du Sud	Suisse	1
Zimbabwe	Allemagne	41
Zimbabwe	Autriche	30
Zimbabwe	Belgique	4
Zimbabwe	Danemark	14
Zimbabwe	Espagne	8
Zimbabwe	Estonie	4
Zimbabwe	Finlande	12
Zimbabwe	France	15
Zimbabwe	Italie	1
Zimbabwe	Luxembourg	4
Zimbabwe	Norvège	9
Zimbabwe	Pays-Bas	1
Zimbabwe	République tchèque	3
Zimbabwe	Royaume-Uni	1
Zimbabwe	Slovaquie	5
Zimbabwe	Suède	1
Zimbabwe	Suisse	2

### **Saisies de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine à l'Aérogare de Findel/Luxembourg**

En 2005, l'Administration des Douanes et Accises a procédé à 52 saisies de colis illégaux de produits d'origine animale, notamment de :

231 kg de viande et de produits à base de viande  
22 kg de lait et de produits laitiers  
88 kg de produits de la pêche.

Tous ces produits ont été éliminés et détruits sous la surveillance de l'Administration des Services Vétérinaires.

## **2. Le pacage**

Pendant la bonne saison, du bétail passe dans des pâtures transfrontalières, soit du Grand-Duché de Luxembourg vers les États membres avoisinants, soit à

l'inverse à partir d'autres États membres vers le Luxembourg. Ces échanges temporaires sont soumis à un contrôle vétérinaire.

**a) Le pacage en zones étrangères de bétail luxembourgeois**

pays de destination	autorisations accordées	bovins	ovins	chèvres	chevaux
Belgique	81	4.092	0	0	0
France	9	470	0	0	0
Allemagne	4	107	209	0	0
total	94	4.669	209	0	0

**b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger**

pays d'origine	autorisations accordées	bovins
Belgique	0	0
France	0	0
Allemagne	0	0
total	0	0

**G. Le bien-être des animaux**

L'Administration des Services Vétérinaires est définie dans la législation afférente comme l'autorité compétente en matière de bien-être des animaux.

Assurer la protection des animaux consiste à veiller à leur bien-être au niveau physique, psychique et social.

L'Administration des Services Vétérinaires, dans sa fonction de surveillance du bien-être des animaux, se base sur la législation afférente qui, dans les grandes lignes, repose sur le principe que le bien-être d'un animal dépend :

- de l'espace dont il dispose pour se loger
- de tout le cadre de détention environnant
- de la surveillance et des soins dont il est l'objet.

L'observation de ces critères fait partie inhérente de la bonne pratique agricole et la surveillance de ces critères incombe à l'Administration des Services Vétérinaires.

Les vétérinaires-inspecteurs et les vétérinaires officiels de la division de la santé animale et de la protection du bien-être animal contrôlent chaque année un certain nombre d'exploitations agricoles, choisies soit sur base d'une analyse du risque, soit sur intervention de personnes ou de sociétés actives dans la protection animale, soit encore d'une manière aléatoire lors de contrôles intégrés d'une exploitation agricole.

Notons que le contrôle du bien-être animal fait en plus partie intégrante de l'épidémio-surveillance pratiquée par les vétérinaires-praticiens sous forme de 2 visites annuelles dans les exploitations détenant des bovins et porcins.

En 2005, il a été procédé à 130 contrôles spécifiques. Ces contrôles ont engendré 8 plaintes transmises à la Justice, dont 3 pour césariennes pratiquées par les cultivateurs eux-mêmes.

Les visites ont été effectuées partiellement suite à une analyse du risque prenant en compte notamment :

- les rapports d'épidémio-surveillance transmis par les vétérinaires praticiens
- les non-conformités mises en évidence par les services du « Sanitel »
- les données relatives au respect du bien-être des animaux
- les analyses relatives à la qualité du lait.

Retenons que certaines de ces visites ont eu lieu sous forme d'actions conjointes de plusieurs vétérinaires-inspecteurs, soit en concertation avec d'autres administrations, telles l'Administration des Douanes et Accises et la Police Grand-Ducale.

Les déficiences les plus souvent mises en évidence concernent un certain manque d'hygiène et une densité trop élevée des animaux détenus dans les locaux de stabulation.

## H. Le clos d'équarrissage

Le centre de collecte du Clos d'équarrissage au Schwanenthal est géré par la firme RENDAC C.E.S., en conformité à un accord interministériel avec la Belgique datant de 1984 qui a été révisé et réadapté le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette firme s'occupe à la fois du ramassage des cadavres dans les fermes et des déchets animaux provenant des abattoirs, des boucheries et des ventes à la ferme.

Depuis juillet 1999, les cadavres collectés dans les fermes ne sont plus réutilisés dans la fabrication de farines animales, et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les cadavres de bovins âgés de > 30 mois sont analysés sur l'E.S.B., âge de contrôle qui a été abaissé à 24 mois à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001.

Depuis 2003 des tests de détection rapide pour les E.S.T. sont également appliqués sur les ovins et caprins âgés de > 18 mois.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur le nombre de cadavres ramassés.

Avortons de bovidés	686
Veaux	8.961
Gros bovins	4.646
<b>total bovidés :</b>	<b>14.293</b>
Déchets truies/porcelets	1.471
Porcelets	4.372
Porcs	5.724
Truies/verrats	645
<b>total porcins :</b>	<b>12.212</b>
Divers	1.769
Volailles	356
Ovins & caprins	1.178
Chevaux & poulains	246
Agneaux	883
Animaux de compagnie	532

## I. La transposition en droit national des directives CE en 2005

Durant l'année 2005, les directives suivantes ont été transposées en droit national par des règlements grand-ducaux.

*Directive 2003/50/CE du Conseil du 11 juin 2003 modifiant la directive 91/68/CE en ce qui concerne le renforcement des contrôles applicables aux mouvements des ovins et des caprins*

Transposée par le règlement grand-ducal du 25 avril 2005 relatif aux conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires d'ovins et de caprins.

*Directive 2002/99/CE du Conseil du 16 décembre 2002 fixant les règles de police sanitaire régissant la production, la transformation, la distribution et l'introduction des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine*

Transposée par le règlement grand-ducal du 7 mars 2005 fixant les règles de police sanitaire régissant la production, la transformation, la distribution et l'introduction des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.

## **J. Le Laboratoire de médecine vétérinaire**

En 2005, les activités du Laboratoire de Médecine Vétérinaire de l'Etat se sont beaucoup moins concentrées sur le diagnostic de la peste porcine classique puisque l'épizootie était terminée, mais se sont dirigées dans les domaines suivants :

- Accréditation du Laboratoire
- Installation de la technique PCR comme technique extrêmement sensible et spécifique. Vu que la politique sanitaire s'est largement orienté vers la lutte contre la para-tuberculose, le Laboratoire s'est concentré sur la PCR de la para-tuberculose et a intensifié les activités sérologiques de la para-tuberculose par un test ELISA-Ac le plus spécifique possible (99,3% suivant les indications bibliographiques).

Ayant un test PCR peste porcine classique officiellement validé disponible, le laboratoire a remplacé l'immunofluorescence sur coupes d'organes, ainsi que l'ELISA-Ag par ce test.

Actuellement, un test PCR-BVD est également disponible, mais n'est pas encore utilisé en routine, parce que le personnel est surchargé presque en permanence.

D'autres tests PCR seraient disponibles, mais exigent des niveaux de biosécurité plus élevés, dont le laboratoire ne dispose pas actuellement.

### **La peste porcine classique 2005**

Espèce	test	négatif	douteux	positif	non utilisable	absent	total
Porcins	Peste-Ag	0	0	0	0	0	0
Porcins	Peste-Ag*	7092	6	23	41	2	7164
sangliers	Peste-Ag	85	0	0	6	0	91
sangliers	Peste-Ag*	1092	4	19	95	3	1213
Porcins	Peste-Ac	15	0	0	0	0	15
Porcins*	Peste-Ac*	8218	0	0	29	4	8251
sangliers	Peste-Ac	68	3	20	7	0	98
sangliers	Peste-Ac*	1928	20	395	203	5	2551
Porcins	Peste-IF	12	0	0	0	0	12
sangliers	Peste-IF	1296	6	0	59	235	1596
Porcins	Peste-PCR	31	0	0	0	0	31
sangliers	Peste-PCR	55	0	0	1	4	60

### Commentaire

Le CERVA, en tant que notre NRL, a reçu tous les échantillons non négatifs pour confirmation, sauf les ELISAs-Ac non négatifs des sangliers, parce que ceux-ci sont vaccinés.

Tous les échantillons envoyés au CERVA se sont révélés négatifs, aussi bien en isolement viral qu'en séro-neutralisation.

### Les examens trichinoscopiques

Examens trichinoscopiques:			
par compression			
par digestion			
Espèce	Nombre	Technique	Résultat
Porcin	210	compression	négatif
Sanglier	412	compression	négatif
Porcin	19	digestion	négatif
Sanglier	173	digestion	négatif
Equidé	19	compression	négatif
Equidé	3	digestion	négatif
Total:	836		

### Commentaire

Pour 2006, un nouveau règlement communautaire prévoit la recherche de trichines chez tous les porcs domestiques abattus et les analyses se feront dans des laboratoires agréés des abattoirs.

### La brucellose, la leucose enzootique et la maladie d'Aujeszky

Etant donné que le statut d'officiellement indemne de ces 3 maladies a pu être maintenu, c'est principalement des screenings officiels qui ont été réalisés au LMVE en 2005.

Les résultats d'analyses sont les suivants:

#### Screenings officiels sur laits de collecte

Laiteries en cause: Procola, Ekabe, Luxlait, Corelux.

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Bovins	Brucellose/lait	946	1	2	949
Bovins	Leucose/lait	929	0	20	949

Les fermes examinées par après se sont révélées négatives.

### Sur sangs individuels

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Bovins	B.T sur sang	982	0	0	982
Ovins	B.T sur sang	388	0	0	388
Caprins	B.T sur sang	33	0	0	33
Porcins	B.T sur sang	113	0	0	113
Bovins	Leucose:				
	ELISA	1073	6	12	1091
	I.D.	371	0	0	371
Porcins	Aujesky-IgE	144	0	0	144
Sangliers	Aujesky-IgE	1	0	0	1

Les séra trouvés positifs en ELISA-Ac pour la leucose ont été examinés en ID. Tous ont été négatifs.

### La détection de la sérologie Visna-Maedi chez les moutons

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Ovins	V-M ELISA	389	0	12	401
Caprins	V-M ELISA	199	1	1	201
Ovins	V-M I.D.	2	0	8	10
Caprins	V-M I.D.	1	0	0	1

### Commentaire

Les tests Visna-Maedi peuvent être utilisés également pour tester la "caprine arthrititis and encephalitis". Les tests ELISAs non négatifs peuvent être confirmés par les tests d'immunodiffusion.

### Les sérologies salmonelles réalisées chez les porcs de propriétaires adhérent à la « Marque Nationale »

Voici les résultats:

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Porcins	ELISA	5730	5	808	6543

### Commentaire

La sérologie salmonella repose sur le plan d'action suivant :

Si pendant des examens s'étalant sur un an

0 -10% des porcs sont séro-positifs : prévalence sérologique faible

11-20% des porcs sont séro-positifs : prévalence sérologique moyenne

21% et> des porcs sont séro-positifs : prévalence sérologique élevée.

Le plan de lutte, visant à diminuer la prévalence bactériologique, commence par des examens bactériologiques dans des exploitations à prévalence sérologiques élevées et se termine par les prévalences sérologiques moyennes.

### La sérologie IBR

Le LMVE réalise les sérologies IBR pour les bovins destinés à l'exportation/importation et aux expositions.

Les screenings en vue de la lutte facultative contre l'IBR sont sous-traités à l'HTA de Junglinster.

### Les résultats des analyses IBR

Sérologie IBR							
Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %	en %[]
Bovin	IBR-gB	1176	16	419	1611	0,2600869	0,27001862
Bovin	IBR-gE	1452	6	153	1611	0,09497207	0,09869646

Sérologies diverses							
Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %	en %[]
Porcin	ELISA-PRRS	125	0	19	144	0,13194444	0,13194444
Bovin	BVD-Ag	4459	0	89	4548	0,01956904	0,01956904

### L'immunofluorescence Aujeszky

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Porcins	IFD	8	0	0	8
Sangliers	IFD	268	1	0	269

### La lutte contre la rage

En juillet 2001, le pays a reçu l'attestation du statut d'officiellement indemne de rage par l'OMS.

Par des screenings continués, le LMVE maintient le statut.

### Analyses réalisées au LMVE

Espèce animale	nombre	négatifs	positifs	non utilisable
Renard	9	8	0	1
Gibier	1	1	0	
Chat	8	8	0	
Autres	2	2	0	
Sanglier	1	1	0	

### Analyses sous-traitées au LVGA

Nombre de renards testés	positifs	négatifs	en %	renards envoyés
303	0	303	0	324

### Autres tests d'immunofluorescence réalisés au LMVE

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
Bovin	coronavirus	37	2	4	43
Bovin	BVD	96	0	0	96
Bovin	IBR	27	3	0	30
Bovin	PI3	4	0	0	4
Bovin	RSB	4	0	0	4
Bovin	chlamydia spp	24	1	0	25
Porcin	TGE	7	0	0	7
Porcin	EVD	7	0	0	7
Porcin	Influenza 1	0	0	0	0
Porcin	Influenza 2	0	0	0	0
Volaille	chlamydia spp	4	0	0	4

## La lutte contre les salmonelles

Dans le cadre de la lutte contre les zoonoses, le LMVE réalise des tests sérologiques ELISA sur séra de porcs pour déterminer :

- la prévalence dans le cheptel porcin
- les moyens d'instaurer des mesures de prévention.

Voici les résultats d'analyse :

### La sérologie salmonelles

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %	en %[]
porcin	Ac-salmonelles	5730	5	808	6543	0,12349075	0,12425493

### La recherche de salmonelles

Espèce	nature échantillon	négatif	positif	Espèce	nature échantillon	négatif	positif
bovin	matières fécales	482	2	ovin	autre	0	0
porcin	matières fécales	6	0	caprin	autre	0	0
volaille	matières fécales	88	0	autre	autre	0	1
ovin	matières fécales	6	0	bovin	rein	1	0
caprin	matières fécales	2	0	porcin	rein	0	0
autre	matières fécales	8	0	volaille	rein	0	0
bovin	mélange d'organes	27	0	ovin	rein	0	0
porcin	mélange d'organes	7	0	caprin	rein	0	0
volaille	mélange d'organes	61	0	autre	rein	0	0
ovin	mélange d'organes	2	0	bovin	cœur	2	0
caprin	mélange d'organes	1	0	porcin	cœur	0	0
autre	mélange d'organes	3	0	volaille	cœur	0	0
bovin	foie	3	0	ovin	cœur	0	0
porcin	foie	0	0	caprin	cœur	0	0
volaille	foie	2	0	autre	cœur	0	0
ovin	foie	0	0	bovin	cadavre	0	0
caprin	foie	0	0	porcin	cadavre	0	0
lapin	foie	1	1	volaille	cadavre	1	0
bovin	intestin	2	0	ovin	cadavre	0	0
porcin	intestin	0	0	caprin	cadavre	0	0
volaille	intestin	1	0	autre	cadavre	0	0
ovin	intestin	0	0	bovin	caecum	0	0
caprin	intestin	0	0	porcin	caecum	0	0
autre	intestin	1	0	volaille	caecum	1	0
bovin	poumon	3	0	ovin	caecum	0	0
porcin	poumon	0	0	caprin	caecum	0	0
volaille	poumon	0	0	autre	caecum	0	0
ovin	poumon	0	0	bovin	arrière-faix	0	0
caprin	poumon	0	0	porcin	arrière-faix	0	0
autre	poumon	0	0	volaille	arrière-faix	0	0
bovin	autre	0	0	ovin	arrière-faix	1	0
porcin	autre	0	0	caprin	arrière-faix	0	0
volaille	autre	8	0	autre	arrière-faix	0	0

Au total, 720 tests ont été négatifs et 4 positifs.



### Détermination des salmonelles trouvées

Espèce animale	nature de l'échantillon	germe trouvé
autre	autre	Salmonella tyhimurium
bovin	matières fécales	Salmonella spp
bovin	matières fécales	Salmonella spp
lapin	foie	Salmonella Hessarek

### L'E.S.B.

La moitié des analyses a été sous-traitée au HTA. 7.040 analyses ont été traitées au LMVE.

Détail:

Wecker	3.092
Clos d'équarrissage	3.723
Ettelbruck	137
Esch/Alzette	83
Troisvierges	5
total	7.040

### La lutte contre la para-tuberculose

L'Administration des Services Vétérinaires a élaboré un programme de lutte contre la para-tuberculose sur le plan national.

Ce plan prévoit :

- la sérologie mpt de tout le cheptel bovin viandeux
- la sérologie mpt sur le lait de tout le cheptel laitier
- la PCR mpt sur matières fécales de tous les bovins, dont la sérologie n'est pas négative.

Les analyses ont débuté au mois de novembre après la rentrée à l'étable.

### Résultats des analyses réalisées au LMVE dès le début jusqu'au 31 décembre 2005

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %][*	en %]**
bovin	ELISA-sang	13539	23	365	13927	0,02620809	0,02785955
bovin	PCR	202	3	55	260	0,21153846	0,22307692

\* ][ : les douteux non inclus

\*\* ][ : les douteux inclus

Les analyses sur les laits sont sous-traitées aux Pays Bas.

### Commentaire

Il est à remarquer que le pourcentage des PCR positives chez les bovins sérologiquement positifs n'est que de 22%.

Avant de commencer avec le dépistage de la para-tuberculose sur le plan national, le LMVE a présenté pendant l'année 2005 les résultats des analyses se référant au programme facultatif.

Ce programme facultatif reposait sur le recensement des fermes infectées par dépistage des cas cliniques par coproscopie ou par sérologie du troupeau, avec une évaluation du risque d'être infecté.

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total	en %]	en %]
Bovins	Coproscopies	312	10	62	384	0,16145833	0,1875
Bovins	Coprocultures	3026	0	49	3075	0,01593496	0,01593496
bovins/ovins	ELISA-Idexx	1151	23	60	1234	0,04862237	0,06726094
	ELISA-Pourquier	95	0	23	118	0,19491525	0,19491525

### Commentaire

Certaines exploitations ont obtenu un statut de non suspect pour paratuberculose, d'autres bénéficient d'un statut de séro-négatifs.

Evolution des coproscopies ptb				
	nombre	positif	négatif	prévalence(%)
1995	351	61	290	17,38%
1996	381	39	342	10,23%
1997	423	67	356	15,84%
1998	261	50	211	19,16%
1999	301	77	224	25,60%
2000	335	41	294	12,24%
2001	184	21	163	11,40%
2002	159	14	145	8,80%
2003	171	27	144	15,79%
2004	246	34	212	13,82%
2005	384	62	312	15,15%

Evolution des coprocultures ptb			
	nombre de bovins	positifs	en %
1997	509	19	3,7
1998	842	33	3,91
1999	1666	70	4,2
2000	1960	59	3,01
2001	2112	49	2,32
2002	2462	34	1,38
2003	2377	41	1,72
2004	1266	18	1,42
2005	3026	49	1,59

### **Les autres agents pathogènes recherchés**

#### Diarrhées des jeunes animaux

Rotavirus  
 Coronavirus  
 E.coli K99  
 Cryptosporidies  
 Entérotoxines  
 Cl.perfringens  
 α  
 β  
 ε

	négatif	douteux	positif	total
Rotavirus	84	1	42	127
Coronavirus	111	0	19	130
E.coli K99	121	1	5	127
Cryptosporidies	80	0	48	128
α	82	0	6	88
β	82	0	6	88
ε	83	0	5	88
Germes recherchés au total:				<b>776</b>

### **Les autres tests (diarrhées, pneumonies)**

Tests d'immunofluorescence

Espèce	test	négatif	douteux	positif	total
bovin	coronavirus	37	2	4	43
bovin	BVD	96	0	0	96
bovin	IBR	27	3	0	30
bovin	PI3	4	0	0	4
bovin	RSB	4	0	0	4
bovin	chlamydia spp	24	1	0	25
porcin	TGE	7	0	0	7
porcin	EVD	7	0	0	7
porcin	Influenza 1	0	0	0	0
porcin	Influenza 2	0	0	0	0
volaille	chlamydia spp	4	0	0	4

### **Les mammites**

24 demandes d'analyses ont été présentées et 4.696 analyses réalisées.

Staphylococcus aureus		3
Staphylococcus coagulase négative	Total	10
Streptococcus agalactiae		0
Streptococcus dysgalactiae		3
Streptococcus uberis		11
Streptococcus faecium		2
Enterococcus faecium		2
Corynebacterium spp.		1
Bacillus cereus		1
E.coli		3
Coliforme		1
Pseudomonas spp.		1
Pasteurella multocida		1
Total		40

## Les antibiogrammes de ces germes

### Les germes Gram + :

Germe	Penicilline	Ampicilline
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	<b>résistant</b>	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	<b>résistant</b>	<b>résistant</b>
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	<b>résistant</b>	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus faecium	<b>résistant</b>	sensible
Streptococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Corynebacterium spp.	sensible	sensible
Bacillus cereus	<b>résistant</b>	<b>résistant</b>

Germe	Amoxycilline+Clavulanate	Cephazoline
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus faecium	sensible	<b>résistant</b>
Streptococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Corynebacterium spp.	sensible	sensible
Bacillus cereus	<b>résistant</b>	<b>résistant</b>

Germe	Amoxycilline+Clavulanate	Cephazoline
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus faecium	sensible	<b>résistant</b>
Streptococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Corynebacterium spp.	sensible	sensible
Bacillus cereus	<b>résistant</b>	<b>résistant</b>

Germe	Tetracyclines	Marbofloxacin
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus aureus	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	<b>résistant</b>
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	sensible	sensible
Staphylococcus coagulase négative	<b>résistant</b>	sensible
Streptococcus dysgalactiae	<b>résistant</b>	<b>résistant</b>
Streptococcus dysgalactiae	<b>résistant</b>	sensible
Streptococcus dysgalactiae	sensible	sensible
Streptococcus faecium	sensible	<b>résistant</b>
Streptococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Enterococcus faecium	sensible	sensible
Corynebacterium spp.	sensible	<b>intermédiaire</b>
Bacillus cereus	sensible	sensible

#### Les germes Gram - :

Germe	Ampicilline	Cephazoline
E.coli	sensible	sensible
E.coli	sensible	sensible
Coliforme (serratia marcescens)	sensible	<b>résistant</b>
Pseudomonas spp.	sensible	sensible
Pasteurella multocida	sensible	sensible

Germe	Neomycine	Gentamycine
E.coli	sensible	sensible
E.coli	sensible	sensible
Coliforme (serratia marcescens)	sensible	sensible
Pseudomonas spp.	sensible	sensible
Pasteurella multocida	sensible	sensible

Germe	Tetracyclines	Colistine
E.coli	sensible	sensible
E.coli	<b>résistant</b>	sensible
Coliforme (serratia marcescens)	<b>intermédiaire</b>	<b>résistant</b>
Pseudomonas spp.	sensible	sensible
Pasteurella multocida	sensible	sensible

Germe	Trimethoprime+Sulfamide	Sulphonamides
E.coli	sensible	sensible
E.coli	sensible	<b>résistant</b>
Coliforme (serratia marcescens)	sensible	sensible
Pseudomonas spp.	sensible	sensible
Pasteurella multocida	sensible	sensible

Germe	Marbofloxacin	Enrofloxacin
E.coli	sensible	sensible
E.coli	sensible	sensible
Coliforme (serratia marcescens)	sensible	sensible
Pseudomonas spp.	<b>résistant</b>	sensible
Pasteurella multocida	<b>résistant</b>	sensible

Germe	Streptomycine	Chloramphénicol
E.coli	sensible	sensible
E.coli	sensible	sensible
Coliforme (serratia marcescens)	sensible	sensible
Pseudomonas spp.	sensible	sensible
Pasteurella multocida	sensible	sensible

### Les autres analyses bactériologiques

Organe	Nombre d'analyses réalisées	Germe recherché
Poumon	6	Staphylococcus aureus
Poumon		Staphylococcus aureus
Poumon		E.coli
Poumon		E.coli
Poumon		E.coli
Poumon		E.coli
Matières fécales	5	E.coli
Matières fécales		E.coli
Matières fécales		E.coli
Matières fécales		E.coli
Matières fécales		E.coli

## Les examens parasitologiques

Le LMVE sous-traite la recherche de l'échinococcose des renards au LVGA à Saarbruck.

### L'échinococcose chez le renard

Nombre de renards testés	positifs	négatifs	en %	renards envoyés
	66	237	0,2178218	329

Parasites recherchés	espèce animale	nature de l'échantillon	négatif	positif	total	
vers intestinaux	bovins	matières fécales	173	117	290	
vers pulmonaires	bovins	matières fécales	44	0	44	
distomatose	bovins	matières fécales	115	13	128	
coccidiose	bovins	matières fécales	117	66	183	
vers intestinaux	ovins	matières fécales	4	6	10	
vers pulmonaires	ovins	matières fécales	3	0	3	
distomatose	ovins	matières fécales	3	0	3	
coccidiose	ovins	matières fécales	6	4	10	
vers intestinaux	caprins	matières fécales	0	5	5	
vers pulmonaires	caprins	matières fécales	0	0	1	échantillon non utilisable
distomatose	caprins	matières fécales	0	0	0	
coccidiose	caprins	matières fécales	3	1	4	
vers intestinaux	autre	matières fécales	3	1	4	
vers pulmonaires	autre	matières fécales	0	0	0	
distomatose	autre	matières fécales	0	0	0	
coccidiose	autre	matières fécales	6	0	6	
vers intestinaux	lapin	matières fécales	12	0	12	
vers pulmonaires	lapin	matières fécales	0	0	0	
distomatose	lapin	matières fécales	0	0	0	
coccidiose	lapin	matières fécales	6	11	17	
vers intestinaux	volaille	matières fécales	30	5	35	
vers pulmonaires	volaille	matières fécales	0	0	0	
distomatose	volaille	matières fécales	0	0	0	
coccidiose	volaille	matières fécales	25	17	42	
		Total	550	246	797	

## Les autopsies

142 cadavres ont été présentés pour autopsies

Espèce animale	examiné	échantillon non utilisable
bovin	12	1
caprin	2	
chat	9	
chien	7	
gibier	2	
ovin	6	
porcin	7	
renard	1	
volaille	66	
lapin	19	
autre	7	
poisson	3	
Total	141	1

## K. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande

### 1. La recherche de Salmonella chez le cheptel ou l'exploitation par culture

Echantillons analysés	négatifs	positifs	Sérovars des cas positifs
722	716	6	3 typhimurium, 2 Hessarek, 1 enteritidis,

### 2. La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche

Le laboratoire de contrôle des denrées alimentaires à base de viande du LMVE a été sollicité comme suit:

	privés	Inspection vétérinaire	Inspection sanitaire	total
Demandes**	2	202	44	248
Echantillons	3	717	60	780
**Routine / anomalie	0 / 2	17/185	43/1	/

#### Les germes pathogènes, tests qualitatifs

Germe recherché	Positif confirmé par culture	VIDAS+, négatif en culture	négatif	Non analysé
Listeria monocytogenes	137	0	591	52
EHEC	0	16	237	527
Campylobacter	11	18	193	558
Salmonella	Positif (en culture !): 14 13 typhimurium (2 Mettwurst, 5 hachis, 1 Hamburger, 1 Wäinzoossiss, 1 lard maigre, 1 magret de canard frais, 1 cordon bleu dinde, 1 découpe porc) 1 enteritidis (chicken nuggets)		765	1

#### Les germes en dénombrement

Germe recherché	Limite de Détection (germes/g)	Nombre d'échantillons au-delà de la limite de détection	Nombre d'échantillons en-dessous de la limite de détection (=négatifs)	Nombre d'échantillons non analysés
Listeria monocytogenes	100	2	725	53
E. Coli	10	97	266	417
Coliformes, 30°C	10	123	287	370
Clostridium perfringens	10	40	637	103
Staphylococcus aureus	10	102	585	93
Germes mésophiles	100	602	18	160

### 3. Les examens bactériologiques des carcasses suspectes dites « d'abattage d'urgence »

Il s'agit en général de bovins. Pour 2005, il y a 1 porc.



Nombre de demandes	Nombre d'organes	Abattages d'urgence (u)	Carcasses anormales après inspection post-mortem (capm)	Saisies totales		Saisies partielles	
				(u)	(capm)	(u)	(capm)
104 #	537	36	65	22	40	8	27

# Le statut (u ou capm) de 2 carcasses est inconnu

537 organes ont été analysés en tout.

#### Paramètres analysés pour chaque échantillon

	Salmonella	Substances inhibitrices	Coliformes **	Cocciformes **	Clostridia sulfito-réducteurs **
Positif (=culture)	0	0	345 dont 97 muscles	512 dont 196 muscles	119 dont 50 muscles
Négatif (=pas de culture)	537	328	185	18	412
Non analysé	0	/	7	7	6

\*\* lecture du résultat semi-quantitative, il n'existe pas de critères officiels pour les seuils d'acceptabilité.

L'examen bactériologique ne constitue qu'un élément à la prise de décision par le vétérinaire inspecteur des viandes.

En résumé, 2.456 analyses ont été pratiquées sur 537 organes analysés

#### **4. La recherche de résidus**

##### **a) La recherche de substances inhibitrices (groupe B1) par la méthode des 4 plaques**

41 demandes dont 1 pour suspicion  
85 muscles et 1 reins ont été analysés (en tout: 86 échantillons)  
animaux examinés :       29 bovins  
                                  35 porcins  
                                  1 cheval  
                                  17 volailles  
                                  3 léporidés.

Aucun résultat positif n'a pu être décelé.

En résumé, 86 échantillons de 85 animaux ont été examinés.

Au total (denrées alimentaires, abattages d'urgence et résidus), 8.008 analyses ont été effectuées sur 1.403 échantillons.

##### **b) La recherche de résidus dans diverses matrices en sous-traitance**

Aucun résultat positif (= non conforme) n'est à signaler pour 2005.

Le tableau ci-après reprend les échantillons analysés pour résidus en sous-traitance dans les laboratoires cités ci-après.

Classe résidus	bovins	porcs	ovins	lapins	chevaux	gibier	lait	oeufs	miel	poissons	moules
A 1	20	20	1	1	0	0	0	0	0	0	0
A 2	20	11	0	1	0	0	0	0	0	0	0
A 3	20	20	1	1	0	0	0	0	0	0	0
A 4	20	20	1	1	0	0	0	0	0	0	0
A 5	20	21	0	1	0	0	0	0	0	0	0
A 6	30	30	8	6	0	0	120	17	5	2	0
B 1	30	30	0	6	0	0	100	17	5	0	0
B 2a	10	20	38	1	0	0	180	0	0	0	0
B 2b	0	0	0	0	0	0	17	17	0	0	0
B 2c	0	0	1	1	0	0	0	0	5	0	0
B 2d	12	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B2d βbl..	10	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B 2e	10	10	1	2	0	0	180	0	0	0	0
B 2f	10	10	1	0	0	0	0	0	0	0	0
B 3a,b	9	5	1	1	0	30	23	30	5	0	0
B 3c	6	5	1	1	0	30	0	0	5	0	0
B 3d	10	10	1	1	0	10	23	0	5	0	0
PSP,DSP,ASP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2

#### Explications concernant les classes

**Groupe A** : substances ayant un effet anabolisant et substances non autorisées

**Groupe B** : Médicaments vétérinaires et contaminants

B1 substances antibactériennes, y compris les sulfamides et quinolones  
 B2a anthelminthiques  
 B2b coccidiostatiques  
 B2c carbamates et pyréthroïdes  
 B2d tranquillisants  
 B2d βbl. β-blocker  
 B2e AINS  
 B2f corticostéroïdes  
 B3a organochlorés  
 B3b organophosphorés  
 B3c métaux lourds  
 B3d mycotoxines  
 PSP,DAP,ASP biotoxines marines

#### Laboratoires sous-traitants

CER = Centre d'Economie Rurale, Marloie  
 CLO = Centrum Landbouwkundig Onderzoek, Gent/Melle  
 Fytolab, Zwijnaarde  
 ISP = Institut de Santé Publique, Bruxelles  
 LNS = Laboratoire National de la Santé, (L)  
 Université de Gand, Bromatologie

## **XI. LA SYLVICULTURE**

### **A. Généralités**

#### **1. La certification des forêts**

La certification des forêts est un instrument volontaire qui est susceptible de promouvoir la gestion durable des forêts. Dans le cadre de ses activités de promotion du développement durable, le Gouvernement tient à soutenir les initiatives de certification en tant qu'instruments de marché volontaires. Deux systèmes sont actuellement potentiellement applicables au Luxembourg, le FSC et le PEFC. Ils ont été analysés et déclarés conformes aux critères d'une gestion durable des forêts. Le choix de l'un ou l'autre système incombe aux propriétaires.

En 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a participé aux travaux du groupe de travail FSC, initié par le ministère de l'Environnement et géré par le bureau de l'Alliance pour le Climat, en vue de définir un standard national pour le schéma de certification FSC au Luxembourg. Plusieurs triages forestiers ont également participé aux négociations. Le standard FSC allemand a été utilisé comme base de travail. La procédure de certification FSC en forêt soumise est la suivante :

- le propriétaire forestier (ou groupe de propriétaires) qui décide de se faire certifier attribue le travail d'audit à un organisme certificateur agréé par FSC International ; le propriétaire prend en charge les frais de la certification et demande un subside au Ministère de l'environnement ;
- le certificateur réalise l'audit sur base du standard élaboré par FSC-Luxembourg pour déterminer si le certificat peut être établi et fixe de commun accord avec le propriétaire et le gestionnaire les améliorations à apporter à la gestion forestière de la propriété ;
- le certificateur contrôle à intervalles réguliers l'application de celles-ci.

En 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a aussi contribué à la poursuite des travaux de l'asbl PEFC-Luxembourg en vue d'obtenir le certificat PEFC pour le Luxembourg et en vue de définir les modalités pratiques de la certification des forêts au Luxembourg suivant ce schéma. Les travaux de l'asbl PEFC-Luxembourg ont été pris en charge par la cellule INTERREG « Proholz-Probois » du Groupement des Sylviculteurs et ont été appuyés par l'Administration des Eaux et Forêts en collaboration avec le bureau d'études EFOR. Les travaux concernaient surtout la promotion du système auprès des propriétaires et des gestionnaires forestiers, ainsi que la mise en place d'un système de management environnemental (SME) pour la gestion des informations concernant la certification. L'expérience et la pratique acquises en 2005 dans l'implémentation de la certification PEFC ont demandé une série de modifications et adaptations du SME.

L'année 2005 est à considérer comme année charnière pour la certification forestière PEFC au Luxembourg :

- au niveau international, le Conseil du PEFC (PEFCC) a reconnu le schéma luxembourgeois de certification forestière. Le Grand-Duché devient ainsi le vingtième pays avec un système national de certification forestière ;
- au niveau national, l'Administration des Eaux et Forêts et le Groupement des Sylviculteurs ont reçu le premier certificat PEFC par l'auditeur externe (LGA Intercert) en octobre 2005 ;
- au niveau local, plus de 30 propriétaires forestiers, représentant 20% de la surface boisée, ont reçu une attestation de participation à la certification régionale

suite à leur décision d'adhérer à la certification régionale en signant un engagement de qualité.

En 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a confié la mission des audits internes par échantillonnage dans les propriétés publiques adhérentes au bureau EFOR. Ces audits doivent déterminer l'état de la gestion forestière en relation avec l'engagement de qualité pour fixer de commun accord avec le propriétaire les améliorations à apporter à la gestion forestière de la propriété. En 2005, l'intensité de sondage dépasse les exigences du SME, mais elle permet de bien familiariser les acteurs concernés avec la procédure d'audit de terrain. Les prochaines années, l'intensité de sondage sera diminuée. L'auditeur interne a organisé une série de réunions avec les chefs de cantonnement et préposés forestiers pour expliquer et discuter les conséquences pratiques découlant – au niveau de la gestion forestière – de cet engagement.

Les audits externes débuteront en 2006.

En 2005, le bureau EFOR a représenté l'Administration des Eaux et Forêts aux entrevues avec la société BM-Trada pour préparer la reconnaissance du schéma luxembourgeois de certification forestière par le PEFCC et aux entrevues avec l'organisme certificateur LGA Intercert – Zertifizierungsgesellschaft mbH en vue de préparer l'obtention du premier certificat PEFCC.

## **2. Le plan de développement rural**

Les activités entreprises en 2005 par l'Administration des Eaux et Forêts dans le cadre du suivi de l'axe 4 (sylviculture) du Plan de Développement Rural 2000-2006 concernent l'établissement des statistiques relatives aux engagements annuels. L'application DBAIDE a été adaptée pour permettre une automatisation plus poussée de la mise à disposition de données.

Parallèlement, l'Administration des Eaux et Forêts a collaboré en 2005 à la préparation du Plan de Développement Rural 2007-2013. En se basant sur les résultats du Plan Forestier National, l'Administration des Eaux et Forêts a rédigé une description de la situation actuelle de la forêt luxembourgeoise ainsi qu'une stratégie à adopter pour le domaine de la forêt pour la période 2007-2013.

## **3. Le projet Interreg IIIb ENO « Proholz-Probois »**

Le projet Interreg IIIB « Proholz-Probois » est un projet interrégional en collaboration avec la Lorraine, la Sarre et la Wallonie en vue d'encadrer le volet communication et promotion du matériau bois dans le cadre de la certification des forêts. Les 13 partenaires du projet sont l'asbl Valbois RN (chef de fil du projet), la Société Royale Forestière de Belgique, Woodnet, la Fédération Nationale des Scieries, Fedemar, Bois&Habitat, l'association Gipeblor, le CRPF, l'ONF, l'Administration forestière de la Sarre, le Groupement des Sylviculteurs et l'Administration des Eaux et Forêts.

De 2004 à 2007, le Groupement des Sylviculteurs et l'Administration des Eaux et Forêts participent aux actions suivantes :

L'action 1.1 qui consiste à mettre en place une véritable collaboration entre les différents gestionnaires régionaux de la démarche de certification d'une part et de l'ensemble des partenaires concernés par le projet, d'autre part.

L'action 1.2 qui vise à mobiliser les propriétaires forestiers publics et privés, et les gestionnaires pour provoquer leur adhésion à la démarche d'ensemble, dans le but d'augmenter la proportion de forêts gérées durablement.

L'action 1.3 qui propose de concevoir, réaliser et mettre à disposition des entreprises de l'exploitation forestière et de la première transformation du bois, des outils logistiques adaptés et actualisés leur permettant de mettre en œuvre « la chaîne de contrôle » et d'offrir, au long de la chaîne de transformation du bois, des produits certifiés.

L'action 2.1 qui envisage de fournir aux sylviculteurs les outils pratiques leur permettant de favoriser concrètement la biodiversité forestière dans les peuplements qu'ils sont chargés de gérer et de cadrer leur action d'aménagement et leurs opérations de sylviculteur dans les conditions nouvelles créées par les chablis sur des bases techniques complexes précisées après examen de situations vraiment diverses.

L'action 3.1 qui consiste en l'organisation d'une information continue des médias régionaux sur la démarche de certification forestière, et la réalisation de visites d'entreprises, de rencontres, de témoignages afin de relater l'avancement de la démarche et l'engagement des différents partenaires associés.

L'action 3.2, intitulée « Penser Forêt - Agir Bois », qui consiste à organiser des réunions d'information et de sensibilisation auprès des pouvoirs publics, des leaders d'opinion, des décideurs, des architectes, des professionnels de la construction, du grand public, sur la forêt, la filière bois et ses enjeux économiques au sein de la Grande Région, du bois dans la construction et l'aménagement, et de ses potentialités en tant que matériau de construction.

L'action 3.3, intitulée « La Route du Bois », qui consiste à réaliser un audit dont l'objectif est le recensement de l'offre forêt et bois du territoire concerné, et la définition des thématiques pour créer des circuits de la Route du Bois transrégional en liaison avec les thématiques et les références définies tout en assurant les outils de promotion et de communication adéquats.

L'action 3.4 qui vise à mettre sur pied de véritables outils de communication concernant l'habitat durable grâce à des visites encadrées de réalisations concrètes pour les architectes et professionnels de l'habitat durable, la réalisation de colloques sur les différents aspects de la problématique liés à l'habitat durable et la mise en place d'une exposition itinérante reprenant ce thème général de l'habitat durable

La participation budgétaire de l'Administration des Eaux et Forêts aux actions 3.2, 3.3 et 3.4 du projet est de 342.500 EUR. La participation budgétaire du Groupement des Sylviculteurs aux actions 1.1, 1.2, 1.3, 2.1 et 3.1 du projet est de 621.595 EUR. Ces participations sont financées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural. L'ensemble des activités est encadré techniquement par un bureau d'études spécialisé dans le domaine.

En 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a réalisé 2 activités dans le cadre des actions 3.3 et 3.4 du projet : le lancement des « Routes du Bois » et le colloque « Regards croisés - le bois dans la construction à basse consommation en énergie ».

#### **a) Les Routes du Bois**

Le 24 novembre 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a lancé officiellement le projet « Les Routes du Bois » en inaugurant le site Internet [www.lesroutesdubois.lu](http://www.lesroutesdubois.lu) au Centre d'accueil du Ellergonn à Esch-sur-Alzette.

Les « Routes du Bois » est un concept touristique et didactique innovant destiné à un large public afin de le sensibiliser à la forêt et au bois sous toutes leurs facettes. C'est la possibilité pour tous de découvrir ou d'approfondir leur connaissance de l'ensemble de la filière bois, de la sylviculture et de l'exploitation forestière aux différentes phases de transformation de cette ressource naturelle, au travers d'une palette très diversifiée d'activités pédagogiques, ludiques, festives, récréatives et artistiques. Il s'agit de la valorisation de la filière bois mais aussi, au travers de ses richesses, de la valorisation d'un territoire, d'hommes et d'entreprises.

Dans une 1ère phase, un audit exhaustif du secteur de la filière forêt-bois a été réalisé. Cet audit comprenait une analyse de l'offre globale et touristique, une analyse de la demande grâce à des groupes de discussion, une analyse de la concurrence et une analyse des forces/faiblesses et opportunités/menaces. L'audit a ensuite permis de positionner le produit en définissant clairement le public cible, la démarche de la communication et les objectifs à atteindre, tout en proposant un plan marketing et de promotion.

Dans la 2ème phase du projet, les acteurs des Routes du Bois ont été identifiés et sélectionnés sur base des informations de l'audit pour créer le contenu de l'offre. Il s'agit de 10 entreprises et de gestionnaires dans le secteur bois et forêts, de 30 opérateurs touristiques en liaison avec le thème et de 51 réalisations en bois à travers tout le pays. L'ensemble de cette offre a ensuite été regroupée par thème et par localisation géographique pour être présenté sur un site Internet et sous forme de brochure.

Le projet est mené en collaboration étroite avec Valbois RN de St. Hubert. Un partenariat a été réalisé avec l'Office National du Tourisme et l'association Logis du Luxembourg pour intégrer les Routes du Bois dans leurs brochures et d'en assurer la distribution en des endroits "stratégiques". Le partenaire média exclusif est « Saint-Paul Luxembourg » (Wort & La Voix du Luxembourg). Le travail d'expert a été confié au bureau Expansion de Namur. Un suivi des événements du projet est prévu jusque fin 2007 par le bureau Expansion. L'Administration des Eaux et Forêts prend en charge la gestion quotidienne des utilisateurs et les nouvelles demandes des partenaires.

## **b) Le bois dans la construction à basse consommation en énergie**

Le 21 octobre 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a organisé le colloque « Regards croisés - Le bois dans la construction à basse consommation en énergie » dans l'amphithéâtre de la Coque à Luxembourg. 10 représentants des 4 régions du projet (Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat et Wallonie) et de l'Autriche ont présenté leurs expériences dans ce domaine. Cette manifestation a connu un grand succès auprès des architectes de la Grande Région et plus particulièrement du Luxembourg. 152 personnes ont participé à l'événement.

Le sujet a été abordé sous 3 angles :

- un exposé théorique sur les principes, fondements et définitions essentielles des constructions passives et à basse consommation en énergie;
- une table ronde sur les politiques et régimes d'aide en faveur d'une construction à faible consommation en énergie dans la Grande Région;
- des présentations de réalisations au Luxembourg, en Lorraine, en Wallonie, en Rhénanie-Palatinat et en Autriche/Vorarlberg.

#### **4. Le programme forestier national**

Le programme forestier national (PFN) est un programme intersectoriel d'orientation stratégique pour le développement du secteur forestier en harmonie avec les autres secteurs de l'économie nationale qui est placé sous le patronage conjoint du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et du Ministère de l'Environnement.

Le PFN a pour objet d'établir un cadre social et politique pour la conservation, la gestion et le développement durable de tous les types de forêts, de façon à renforcer l'efficacité des engagements opérationnels et financiers des secteurs publics et privés. Dans cette optique, le PFN est une partie intégrante du programme de développement national. Il implique la consultation et la participation de tous les groupes d'intérêts liés de loin ou de près au secteur forestier.

Les travaux du 1er PFN au Luxembourg ont débuté en novembre 2003 pour aboutir en mars 2004 à la formulation d'un document national de consensus reprenant :

- les défis pour la forêt luxembourgeoise ;
- une vision globale pour la forêt de demain ;
- les grands objectifs ;
- les propositions de mesures pour la forêt.

Plus de 60 personnes, représentants les secteurs public (ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Economie, de l'Environnement, du Tourisme, ...), privé (propriétaires, gestionnaires, exploitants, industries du bois, chambres professionnelles, syndicats professionnels, ...), associatif (clubs et associations de naturalistes, sportifs, chasseurs, ...) et scientifique (musées, experts, bureaux d'études et centre de recherche, écoles et universités, ...) ont participé à ces travaux.

En 2005, une réunion de suivi a été organisée pour discuter les modalités décisionnelles pour fixer les priorités du programme et pour explorer les moyens de mise en œuvre des mesures prioritaires. Il a été décidé de procéder sur base de propositions élaborées par l'Administration des Eaux et Forêts. Ces propositions doivent constituer un choix équilibré quant aux 3 piliers de la gestion forestière durable des mesures prioritaires du PFN. Elles seront ensuite discutées contradictoirement au sein du groupe en 2006 et une liste définitive de mesures sera alors arrêtée et présentée au gouvernement et au secteur privé pour financement.

En juin 2005, l'Administration des Eaux et Forêts a publié une brochure polychrome de 85 pages reprenant le contenu du document national de consensus du PFN.

#### **5. Le matériel forestier de reproduction**

##### **a) Loi concernant la production et la commercialisation des matériaux forestiers de reproduction**

Après l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 2005 concernant la production et la commercialisation des matériaux forestiers de reproduction ainsi que de son règlement d'exécution, l'Administration des Eaux et Forêts a commencé en 2005 avec la mise en application pratique.

Cette loi vise à transposer en droit national la directive 1999/105/CE du Conseil du 22 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels

forestiers de reproduction. Elle remplace la loi du 18 février 1971. La nouvelle législation constitue une réglementation uniforme pour toute l'UE. L'objectif principal de la loi est de garantir à l'utilisateur final un matériel forestier, dont les qualités de la provenance sont garanties. C'est une condition primordiale pour une sylviculture proche la nature, pour la stabilité des écosystèmes forestiers ainsi que pour la pérennité des fonctions multiples des forêts.

Les matériaux forestiers de reproduction (MFR) concernés comprennent les semences, les parties de plantes ainsi que les plants. La liste des essences forestières concernées comprend 51 espèces dont 27 sont importantes pour notre pays. La provenance est constituée par le lieu de croissance de tout peuplement d'arbres ; les peuplements autochtones sont préférables parce qu'ils sont constitués d'arbres les mieux adaptés au milieu stationnel.

4 catégories commercialisables sont proposées :

- « identifiée » : information minimale, catégorie limitée aux peuplements dont la catégorie sélectionnée fait défaut;
- « sélectionnée » : peuplement homogène se distinguant par des critères phénotypiques extraordinaires;
- « qualifiée » : provenant de vergers à graines;
- « testée » : supériorité démontrée par des tests de comparaison.

L'Administration des Eaux et Forêts dresse un registre national des matériels de base admis sur notre territoire qui garantit la provenance et décrit les qualités phénotypiques des peuplements admis. La récolte des semences est uniquement autorisée dans ces peuplements. A cet instar, tous les pays membres de l'EU disposent d'une liste nationale.

Toutes ces données et classifications ont pour but de garantir à l'utilisateur (propriétaire forestier) le matériel forestier de qualité qu'il a demandé. Elles permettent de guider le reboiseur dans son choix pour un matériel adapté à sa région et répondant à ses objectifs.

Un dispositif complexe a été mise en œuvre à fin de garantir la traçabilité et le suivi des MFR :

Dès la récolte des semences un certificat-maître est délivré par l'Administration des Eaux et Forêts qui accompagne les graines depuis la récolte, jusqu'à la fourniture des plants à l'utilisateur final.

Une étiquette respectivement un document du fournisseur est livré à l'acquéreur lors de la commercialisation soit des semences soit des plants forestiers où toutes les qualités demandées sont indiquées.

Le suivi des matériels forestiers de reproduction depuis la récolte ou l'importation jusqu'à la livraison à l'utilisateur final est exercé respectivement par l'Administration des Eaux et Forêts et l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Le fournisseur a les obligations suivantes :

- fournir le document du fournisseur lors de la commercialisation d'un lot de MFR;
- tenir un journal de gestion pour pouvoir remonter au certificat-maître et connaître les origines avec certitude;
- dresser le plan de leurs planches et parterres avec l'identité des MFR.



Ces documents sont remis chaque année au service de l'aménagement des bois, qui en synthèse un document accessible au service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et aux organismes officiels de l'UE.

Le contrôle des journaux de gestion, de l'étiquetage des plants et parterres dans les pépinières est assuré par le Service de l'Horticulture qui en dresse un procès-verbal.

Les agents de l'Administration des Douanes et Accises à partir du grade de brigadier principal ainsi que les agents du Service de l'aménagement des bois et de l'économie forestière de l'Administration des Eaux et Forêts de la carrière des ingénieurs et les agents du Service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture de la carrière des ingénieurs sont habilités à constater les infractions par des procès-verbaux.

#### **b) Projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition**

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme européen EUFORGEN.

#### **Mesures de conservation et d'amélioration de la biodiversité du sorbier domestique**

Après l'achèvement des travaux préparatoires en 2004, réalisés en coopération avec le Centre de Recherche d'Ecologie forestière et de Sylviculture de la Rhénanie-Palatinat, la phase principale du projet concernant l'installation d'un verger à graines dans la région de Grevenmacher a été abordée.

L'objectif est d'assurer la conservation et l'augmentation de la biodiversité du sorbier domestique, dont la cartographie systématique a décelé seulement soixante exemplaires dans notre pays.

La conservation du génotype sera réalisée par la multiplication des structures génétiques des arbres reproduits par greffage en copies génétiquement identiques (« Ramets »). Par la libre pollinisation de ces copies d'arbres plantés en répétition, une progéniture de descendants (= semences) enrichis génétiquement vont se former de façon naturelle, de sorte que nous pouvons disposer de matériaux forestiers de haute qualité et ceci de provenance autochtone.

Le choix pour l'installation du verger à graines s'est opéré d'après des critères d'aptitude stationnelle (analyses pédologiques, situation topographique, exposition, pluviométrie, accessibilité) ; finalement deux terrains ont été retenus dans la région de Grevenmacher, à savoir :

- |   |                      |        |   |
|---|----------------------|--------|---|
| - | lieu-dit Goulgrouf : | 2,10ha | 288 plants prévus (écartement 7x10 m)   |
| - | lieu-dit Fousberg :  | 2,66ha | 157 plants prévus (écartement 13x15 m). |

Pour les 2 sites un schéma de plantation assurant une variabilité optimale a été dressé et tous les plants ont été strictement numérotés.

La protection des plants contre les dégâts de gibiers est assurée individuellement par un treillis soutenu par trois piquets. Les travaux de plantation ont été réalisés par les ouvriers forestiers du triage de Grevenmacher ; l'aménagement du verger à graines a été qualifié d'exemplaire par les spécialistes du Centre de Recherche.

## Travaux préparatoires pour la conservation et l'amélioration de la biodiversité du sorbier torminal (*Sorbus torminalis*)

En Europe Centrale, l'alisier s'est répandu à partir des régions méditerranéennes jusqu'à nos régions. C'est une espèce qui recherche la lumière et les climats cléments. D'après la carte de distribution dressée par EURFORGEN, notre pays se trouve à la limite nord-est de son aire de répartition naturelle.

L'alisier est une essence disséminée qui occupe des stations semblables au sorbier domestique. Comme celui-ci, il recherche surtout les sols calcaires où il croît individuellement dans les anciens taillis-sous-futaies et chênaies claires exposés au soleil.

Son bois très dur et lourd est destiné à la fabrication d'objets spéciaux, par exemple instruments de musique ; pour les meubles, c'est le bois de placage par excellence. Sa valeur marchande atteint des prix des plus élevés.

### ***Aire de répartition dans notre pays et recensement***

Bien que le sorbier torminal soit répandu en tant qu'essence disséminée dans de nombreux peuplements clairs et calcaires du « Gutland », son aire de répartition principale est la région d'Ermsdorf, ainsi que dans la région de la Moselle (cantonement de Grevenmacher). C'est dans ces régions que nous avons sélectionné la majorité des « arbres plus ».

Vu le nombre assez élevé des arbres en place, nous n'avons pas pu procéder à un inventaire complet. Néanmoins, aux fins d'avoir des données comparatives à d'autres régions, nous avons sélectionné des arbres aux différentes extrémités de son aire de répartition (trilage de Differdange, triage de Boevange, triage de Diekirch).

Pour chaque arbre, une feuille de recensement de toutes les caractéristiques phénotypiques et situationnelles a été dressée. En tout, 96 individus ont été inventoriés pendant le premier trimestre 2005 et cartographiés par GPS.

Les sites cartographiés sont répartis comme suit :

Nombre	Secteur écologique	N° d'inventaire
3	Colinnes Mosellanes et Vallée de la Syre	(n°1,5,6)
2	Gutland du Pafebierg et d'Oetrange	(n°2,4)
1	Gutland du Schoffiels et du Mullerthal	(n°3)
3	Gutland de Stegen	(n°7,8,9)
1	Gutland de l'Attert	(n°10)
1	Plateau de la Minette	(n°11)

### ***Résumé du résultat de l'inventaire***

#### Hauteur

Contrairement au sorbier domestique, le sorbier torminal est moins exposé à la pression latérale des autres concurrents feuillus. Les classes de hauteur mesurées avec l'altimètre se répartissent comme suit :

- 11-15 mètres      1,1 %
- 16-20 mètres      31,8 %
- 21-25 mètres      56,8 %
- 26-30 mètres      10,22 %

D'après le fichier descriptif le pourcentage des arbres appartenant à l'étage dominant est évalué à 61,4% (pour le sorbier domestique ce pourcentage se limite à 50,6%).

67% des arbres dépassent la hauteur de 20 mètres. Ce petit décalage s'explique par les classes de hauteur intermédiaire.

### Diamètre

Avec un pourcentage de 86%, presque la majorité des arbres sélectionnés ont un diamètre entre 31-50 centimètres (mesuré à 1,30 m). Seulement 3,4% des arbres inventoriés ont un diamètre entre 51 et 40 centimètres. Nous pouvons donc conclure qu'avec 90% les arbres inventoriés appartiennent en majorité aux arbres de fort diamètre. La plupart des fûts présentent peu de défauts et sont de bonnes qualités. Les douze alisiers sélectionnés dans la région d'Ermsdorf, lieu-dit « Heedbesch » sont de qualité exceptionnelle.

### Cime

51% des arbres ont des houppiers bien développés; en revanche 41,6% sont à cime étriquée, suite à la pression des arbres voisins.

Les fiches de recensement individuelles renseignent sur tous les détails des paramètres phénotypiques. De même, les caractéristiques du milieu stationnel ont été inventoriées. Les arbres numérotés sont facilement repérables par les données géographiques mesurées par GPS.

### **Conclusions**

- Le sorbier torminal est capable de se développer pleinement comme essence disséminée dans la région de la Moselle et de la région d'Ermsdorf.
- Le sorbier torminal n'est pas directement menacé de disparition dans notre pays, mais il figure sur la liste « rouge » de nombreux Länder en Allemagne.
- En tant qu'essence disséminée, une analyse génétique des différents phénotypes est indiquée quant à la diversité génétique.
- Les « arbres plus » sélectionnés méritent d'être conservés « ex-situ » en tant que greffons et à l'instar du sorbier domestique, un enrichissement génétique pourra être obtenu dans un verger à graines dont l'installation est prévue en 2006.

## **6. La participation au groupe « EUFORGEN »**

Le Groupe EUFORGEN (European Forest Genetic Resources Programme) a été créé en 1994 suite à la conférence ministérielle sur la protection des Forêts en Europe (Strasbourg 1990). Dans la résolution N°2, les Etats signataires, au nombre de 31, se sont engagés à conserver leurs propres ressources génétiques forestières.

La phase III du programme EUFORGEN (2005-2009) a débuté en janvier 2005 et poursuit l'objectif de promouvoir les ressources génétiques forestières comme une part intégrale de la gestion forestière soutenue.

L'Administration des Eaux et Forêts a participé aux groupes de travail suivants :

## **« STAND-FORMING BROADLEAVES NETWORK »**

La première réunion du groupe EUFORGEN « Stand-Forming Broadleaves Network » a eu lieu à Viterbo, Italie, du 20-22 octobre 2005.

Un rapport des activités nationales pour la conservation de la biodiversité des peuplements feuillus a été présenté, dont les points essentiels sont résumés ci-après :

### ***Conservation « In situ »***

#### **Législation**

La directive 1999/105/CE concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction a été transposée en législation nationale et le vote par le parlement a eu lieu à l'unanimité le 30 novembre 2005.

La liste nationale des matériaux de base admis par le Luxembourg comprend 13 parcelles de peuplements feuillus totalisant 84,04 ha.

#### **Mesures de conservation**

La surface de coupes à blanc étoc est fixée à deux hectares par la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. En cas de défrichements, les surfaces déboisées doivent être compensées par le boisement de surface au moins de même étendue et de qualité équivalente.

La surface des réserves forestières intégrales de feuillus comprend 16 sites ; leur étendue sera augmentée à 5 % de la surface forestière totale du pays. Elle constitue un potentiel génétique de conservation important.

Un symposium concernant le projet Intereg III A Delux sur les stratégies de la conservation des hêtraies a été organisé le 16 et 17 novembre 2005 en coopération par l'Administration des Eaux et Forêts et le Centre de recherche d'écologie forestière de la Rhénanie-Palatinat.

#### **Gestion sylvicole**

La circulaire ministérielle du 3 juin 1999 concernant les lignes directrices d'une sylviculture proche de la nature propage la régénération naturelle dans le but de conserver le potentiel génétique et en cas de plantation, de préférer dans le même but, des plants issus de semences autochtones reconnues.

De longues périodes de génération sont à appliquer dans les hêtraies afin d'augmenter la diversité génétique, les semences de plusieurs années, voire de plusieurs décennies, pouvant participer à la reproduction.

Pour la plantation une liste de provenances recommandables pour les différentes stations a été élaborée par l'Administration des Eaux et Forêts en date du 13 février 1999.

### ***Conservation « Ex-situ »***

En janvier 2004, un projet de coopération a été initié avec le Centre de recherche écologique de la Rhénanie-Palatinat afin de conserver et d'augmenter la biodiversité et la diversité génétique du sorbier domestique, du sorbier torminal et du

peuplier noir, essences très rares au Luxembourg ; le sorbier domestique souffre de dépression génétique et est même menacé d'extinction.

L'objectif primordial a été la création d'un verger à graines dans la région de Grevenmacher afin de conserver et d'améliorer le potentiel génétique et de produire régulièrement et abondamment des graines facilement récoltables. De même, le suivi de l'amélioration génétique sera assuré par le Centre de recherche écologique.

Pour la phase III EUFORGEN (2005-2009), les activités et objectifs ont été définis. Afin de conserver la biodiversité des peuplements feuillus (hêtraies et chênaies), le développement d'un plan d'action commun pan-européen sera développé.

#### Objectifs

- Etablissement d'une carte pan-européenne des régions de provenance basée sur les listes de provenance nationale pour les hêtres et les chênes ; établissement d'une base de données.
- Préparation d'une étude concernant les conséquences de la biodiversité provoquée par les interventions sylvicoles.
- Définition des critères minimaux pour les unités de conservation de matériaux forestiers de reproduction.
- Développement de nouveaux guides techniques concernant diverses essences de feuillus.
- Publication des informations nationales sur les progrès dans le domaine des ressources génétiques sur le Website EUFORGEN.

#### **« FIRST FOREST MANAGEMENT NETWORK MEETING »**

Cette réunion a eu lieu du 3 au 5 novembre 2005 à Lambrecht (Pfalz). Les représentants de 22 pays ont discuté sur le rôle de la variabilité génétique (biodiversité) dans la gestion pratique forestière. Les objectifs de la phase III ont été définis et un plan d'action a été établi.

Dans une première étape une étude sera dressée au début de 2006 sur les principales méthodes et pratiques de conservation de la biodiversité génétique mise en œuvre dans la gestion forestière des différents pays. Les principales méthodes forestières appliquées en Europe seront qualifiées d'après leur impact sur la biodiversité.

La nécessité d'adopter un matériel forestier de reproduction (MFR) approprié de haute qualité a été relevée. La directive 1999/105/CE (loi du 30 novembre 2005 concernant la production et la commercialisation des matériels forestier de reproduction) a été transposée en droit national par tous les états membres de l'EU de sorte que l'utilisateur final dispose de données exactes concernant la provenance et la qualité des semences et des plants forestiers. Des directives seront élaborés en vue de l'amélioration de la mise en œuvre de cette législation.

Le choix optimal de la provenance, en concordance avec les conditions du milieu, est indispensable. A cette fin, des conseils d'utilisation adéquate des MFR s'imposent. En effet, des décisions inappropriées entraînent des effets néfastes aux peuplements qui ne se manifestent, souvent qu'après plusieurs années, voire décennies.

Or, souvent le propriétaire forestier est mal informé et se laisse influencer par le prix des plants forestiers, qui sont souvent de mauvaise qualité.

Une étude comparative sera mise en œuvre au début de 2006 afin de définir des moyens politiques communs et de les faire appliquer par les autres membres EUFORGEN.

## 7. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau

Après avoir édité en 2004 un document (« Umwandlung von Nadelholzbeständen in naturnahe Strukturen entlang der Fließgewässer in Luxemburg ») analysant les problèmes écologiques, économiques et paysagers liés à la présence inadaptée de résineux le long des cours d'eaux de notre pays, l'Administration des Eaux et Forêts a procédé au cours de l'année 2005 à un inventaire des surfaces converties à la suite de ce projet. La conversion de ces surfaces, soit par une gestion agricole extensive, soit par la plantation de feuillus, soit par succession naturelle, a pour but de rétablir dans les vallées le paysage culturel qui existait à l'origine et d'activer ces surfaces pour la protection de l'environnement naturel. Jusqu'à ce jour une surface de 55.76 ha a été convertie. L'inventaire est présenté ci-dessous sous forme tabulaire pour les différents cantonnements.

Umwandlung von Nadelholzbeständen in naturnahe Strukturen entlang der Fließgewässer in Luxemburg			
Inventar:		Stand:	18.11.2005
Cantonnement:	Zukünftige Nutzung der umgewandelten Flächen (Fläche in a)		
	extensive Beweidung	Pflanzung mit Laubholz	natürliche Sukzession
Diekirch	-	110,00	-
Grevenmacher	30,00	832,50	531,50
Luxembourg-Est	1,20	3,00	470,00
Luxembourg-Ouest	-	58,00	1083,56
Mersch	410,00	231,00	411,90
Wiltz	577,58	692,50	134,19
Total	1018,78	1927,00	2631,15
Gesamtfläche (in a)	5576,93		

## 8. La commercialisation du bois de trituration

La Direction des Eaux et Forêts a réussi au cours de l'année 2005 à continuer la diversification de l'écoulement du bois de trituration feuillu (essentiellement hêtre et chêne) en intéressant une grande entreprise du sud du pays à un contrat de vente de bois.

Le volume de bois de trituration feuillu varie entre 40.000 et 60.000 m<sup>3</sup>/an. Ce volume constitue environ la moitié du volume de bois feuillu récolté. Au cours des dernières années, un seul acheteur, à savoir une fabrique de pâte à papier domiciliée à Harnoncourt (B), était à disposition. Cette dépendance totale vis-à-vis d'une seule entreprise constitue un risque commercial majeur.

L'écoulement du bois de trituration reposera dans le futur sur un troisième pilier, à savoir l'utilisation du bois de trituration à des fins d'énergie par le biais des chaudières à copeaux de bois.

## 9. Le bois-énergie

Suite à l'explosion du prix des produits pétroliers et suite aux incertitudes d'approvisionnement en énergie fossile, l'année 2005 a été marquée par une nette augmentation des mises en service de chaudières utilisant des copeaux de bois

comme source d'énergie au Luxembourg. Ainsi, le nombre des chaudières en service est passé de 10 à 16 unités et pour les chaudières se trouvant en planification le nombre est resté constant à 9. Le tableau ci-dessous reprend les installations de chauffage à copeaux de bois se trouvant en service et en planification durant l'année 2005.

### Holzhackschnitzelanlagen in Luxemburg

Stand 01/2006

Gemeinde	Ort	Status	Inbetriebnahme	Leistung (in kW)	HS-Verbrauch (in Srm)	Jährlicher Holzbedarf (in m³)	Heizöl-einsparung (in Liter)*	CO <sub>2</sub> -Einsparung (in Tonnen)**
<b>Anlagen in Betrieb</b>								
Wilwerwiltz	Enscherange	Pr.	1997	200	600	240	54 000	172,0
Niederanven	Sennigerberg	St.	1998	52	75	30	6 750	21,5
Bastendorf	Tandel	Ko.	1999	300	800	320	72 000	229,3
Echternach	Echternach	Ko.	2001	100	400	160	36 000	114,7
Préizerdail	Bettborn	Ko.	2002	300	1 000	400	90 000	286,7
Pütscheid	Pütscheid	Ko.	2003	200	220	88	19 800	63,1
Beaufort	Beaufort	Ko.	2003	300	800	320	72 000	229,3
Mompach	Born	Ko.	2004	400	900	360	81 000	258,0
Junglinster	Junglinster	Ko.	2004	1 000	3 200	1 280	288 000	917,3
Medernach	Medernach	Ko.	2004	200	450	180	40 500	129,0
Bastendorf	Landscheid	Ko.	2005	100	200	80	18 000	57,3
Niederanven	Oberanven	Ko.	2005	320	650	260	58 500	186,3
Betzdorf	Roodt/Syre	Ko.	2005	320	910	364	81 900	260,9
Luxembourg	Dommeldange	Ko.	2005	750	2 200	880	198 000	630,6
Stadtbredimus	Stadtbredimus	Ko.	2005	320	600	240	54 000	172,0
Esch-sur-Alzette	Ellergronn	St.	2005	200	912	365	82 080	261,4
<b>Total</b>				<b>5 062</b>	<b>13 917</b>	<b>5 567</b>	<b>1 252 530</b>	<b>3 989,3</b>

<b>Anlagen in Planung</b>								
Junglinster	Junglinster	Ko.		300	900	360	81 000	258,0
Redange	Redange	Ko.	2005	320	1 200	480	108 000	344,0
Heiderscheid	Heiderscheid	Ko.		240	700	280	63 000	200,7
Heinerscheid	Heinerscheid	Ko.	2005	150	370	148	33 300	106,1
Clemency	Clemency	Ko.		?	?	?	?	?
Wormeldange	Dreiborn	Ko.		?	?	?	?	?
Beckerich		Ko.	2004	2 000	?	?	?	?
Larochette		Ko.	2006	220	?	?	?	?
Contern		Ko.	2006	400	?	?	?	?
<b>Total</b>				<b>3 630</b>	<b>3 170</b>	<b>1 268</b>	<b>285 300</b>	<b>908,7</b>

	Leistung (in kW)	HS-Verbrauch (in Srm)	Jährlicher Holzbedarf (in m³)	Heizöl-einsparung (in Liter)*	CO <sub>2</sub> -Einsparung (in Tonnen)**
<b>TOTAL (laufende und geplante Anlagen)</b>	<b>8 692</b>	<b>17 087</b>	<b>6 835</b>	<b>1 537 830</b>	<b>4 898</b>

Pr.= Privat St.= Staatlich Ko.= Kommunal  
Liter Heizöl

\* 1 Srm (20 % Wassergehalt) = 90 Liter Heizöl \*\* Faktor 3,185 kg CO<sub>2</sub> je

A ce jour, grâce à l'utilisation du bois comme source d'énergie renouvelable, les 16 chaudières en service au Luxembourg produisent une puissance de 5.062 kW en utilisant approximativement 5.567 m<sup>3</sup> de bois. Le bois utilisé à des fins énergétiques revête un caractère industriel, c'est-à-dire qu'il provient entièrement du bois de trituration feuillu, qui est actuellement transformé en majeure partie en cellulose et en papier. Aucun arbre supplémentaire n'a été abattu jusqu'à ce jour à des fins énergétiques et le potentiel énergétique se trouvant au niveau du bois de trituration n'est de loin pas épuisé. Le bois utilisé substitue ~1.252.530 litres de fuel et réduit ainsi l'émission de CO<sub>2</sub> du Grand-Duché de Luxembourg d'environ 3.989,3 tonnes.

## B. Les cantonnements forestiers

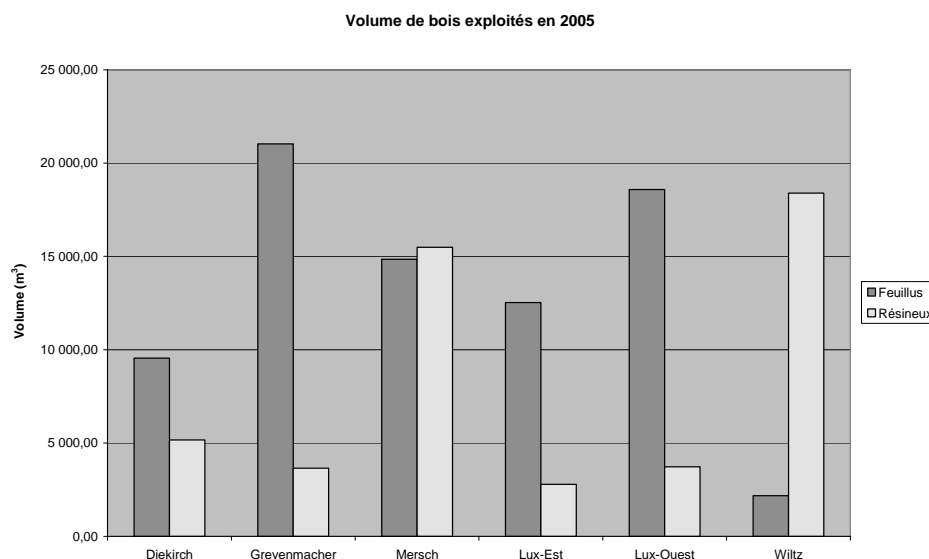
### 1. L'exploitation de bois

Le tableau ci-dessous montre le volume réalisé en 2005. 127.935 m<sup>3</sup> de bois ont été exploités dans les forêts soumises au régime forestier, dont 62 % de feuillus et 38 % de résineux.

Exercice 2005		
Essence	Volume (m <sup>3</sup> )	Volume (%)
Hêtre	53 947	42
Chêne	21 557	17
Charme	1 701	1
Autres feuillus	1 504	1
<b>Total feuillus</b>	<b>78 709</b>	<b>62</b>
Épicéa	36 425	28
Douglas	5 594	4
Pin	4 389	3
Mélèze	1 322	1
Autres résineux	1 496	1
<b>Total résineux</b>	<b>49 226</b>	<b>38</b>
<b>Total</b>	<b>127 935</b>	<b>100</b>

Comparé à l'année 2004, où le volume réalisé s'élevait à 137.288 m<sup>3</sup>, le volume exploité a diminué en 2005 de presque 10.000 m<sup>3</sup>. Ceci est dû au fait que les prix du bois d'œuvre sont toujours très bas, ce qui a induit l'Administration des Eaux et Forêts à se concentrer lors des coupes sur l'exploitation du bois d'industrie en provenance des coupes d'éclaircie, et d'épargner les tiges de qualité dans tous les cas où des raisons sylvicoles le permettent.

Le graphique ci-dessous montre les volumes de bois feuillus et résineux exploités dans les six cantonnements.

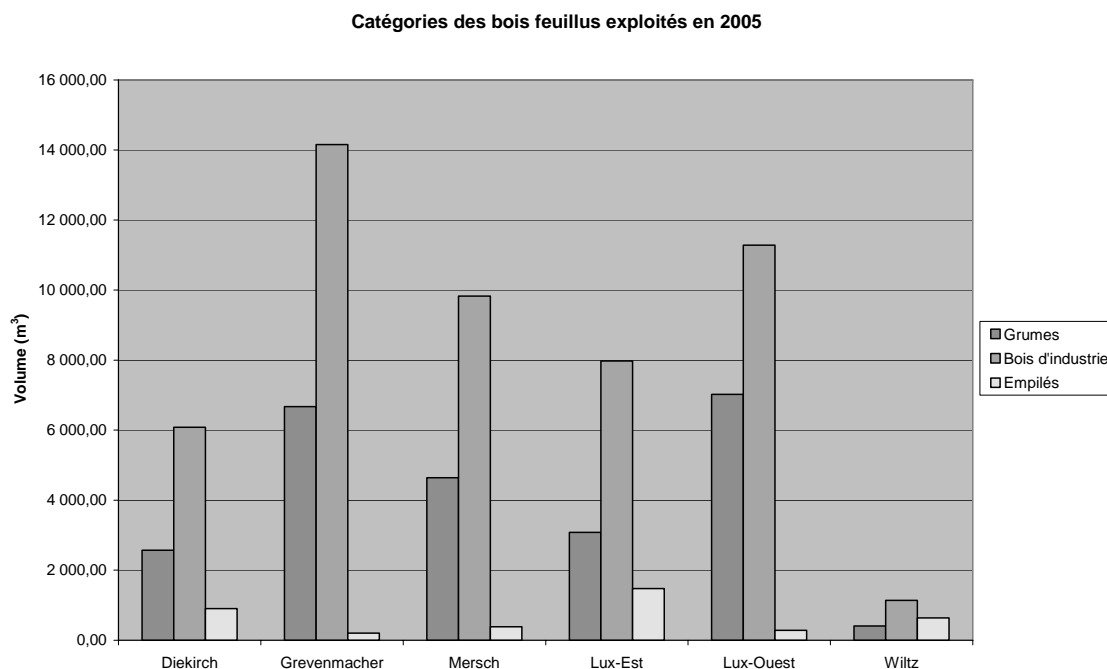


On constate que dans tous les cantonnements de Grevenmacher, Luxembourg-Ouest et Luxembourg-Est et de Diekirch le volume de bois feuillu exploité est beaucoup plus haut que le volume de bois résineux exploité. Au cantonnement de Mersch, le bois feuillu et le bois résineux se contrebalancent. Seulement au



cantonnement de Wiltz, le volume de bois résineux exploité domine de loin celui du feuillu. Ceci peut être expliqué par le fait que la forêt du cantonnement de Wiltz se compose surtout de peuplements résineux et de taillis de chêne.

En ce qui concerne les catégories de bois feuillu exploité en 2005, le volume des grumes de qualité s'élevait à 24.391 m<sup>3</sup>, celui du bois d'industrie à 50.463 et celui du bois de chauffage 3.890 m<sup>3</sup>. La haute proportion de bois d'industrie est due au fait que l'Administration des Eaux et Forêts a limité les coupes de bois de qualité. Celles-ci ne sont réalisées que si la sylviculture l'impose. Le tableau suivant montre les volumes des différentes catégories de bois exploités en 2005 dans les six cantonnements.



## 2. La vente de bois

36 ventes régionales par soumission ont été organisées en 2005 par les cantonnements forestiers pour le bois d'œuvre feuillu et résineux. En ce qui concerne le bois d'industrie, la majeure partie du bois d'industrie a été vendue par deux marchés de gré à gré par la Direction des Eaux et Forêts, le restant du bois d'industrie a été vendu par des ventes de gré à gré par les cantonnements. Les bois de chauffage ainsi les copeaux de bois ont été vendus par des ventes de gré à gré locales.

## 3. Les aides

Les aides aux mesures forestières et aux mesures de la conservation de la nature accordées aux propriétaires forestiers privés, communaux et des établissements publics constituent un outil important du Gouvernement luxembourgeois dans l'orientation de la gestion des forêts vers une gestion durable et respectueuse de l'environnement naturel. 906 nouvelles demandes en aides ont été adressées en 2005 aux cantonnements et aux arrondissements.

En ce qui concerne les aides aux mesures forestières, les cantonnements de Diekirch, Mersch, Luxembourg-Est, Luxembourg-Ouest et Grevenmacher reçoivent dans la majeure partie des cas des demandes de la part des communes et des établissements publics. Au cantonnement de Wiltz, la situation est cependant différente : la majeure partie des demandes en aides émanent de la part des

propriétaires forestiers privés. Comme le nombre de petits propriétaires forestiers privés est le plus grand au cantonnement de Wiltz, il s'ensuit que le travail administratif pour l'évacuation des dossiers d'aides y est très important. Ce n'est pas plus tard qu'en 2005 que le cantonnement de Wiltz a ainsi été renforcé par une employée à durée indéterminée.

Le tableau ci-dessous reprend les quantités accordées par type d'aide et par type de propriétaire :

Type d'aide	Communes	Établissements publics	Privés	Total
Boisement hêtre/chêne (ares)	350,00		80,00	430,00
Clôture 1,5 m hauteur (m)	7 376,00		6 406,00	13 782,00
Clôture 2 m hauteur (m)	826,00		450,00	1 276,00
Construction chemin forestier (EUR)			243 568,64	243 568,64
Conversion taillis en futaie (ares)			65,70	65,70
Conversion taillis par vieillissement (ares)	1 179,00	140,00	7 585,09	8 904,09
Coupe rase de taillis (ares)			25,00	25,00
Création ou restauration de lisières forestières (ares)	980,00	120,00		1 100,00
Création, protection, restauration ou entretien d'habitats naturels (EUR)	42 415,89	693 004,24	8 191,90	743 612,03
Débardage au cheval (m3)	8 736,16	987,90	20 114,97	29 839,03
Élagage douglas (ares)	559,00		1 031,74	1 590,74
Élagage feuillus (ares)			77,34	77,34
Entretien ou restauration d'arbres remarquables (EUR)	3 201,31		2 462,46	5 663,77
Installation de clôtures de protection (m)	520,00		132,00	652,00
Installation de protections individuelles (pièces)	59,00		438,00	497,00
Plan simple de gestion (EUR)		29 745,01	62 274,38	92 019,39
Plantation d'arbres fruitiers à haute tige (plants)	33,00		639,00	672,00
Plantation d'arbres solitaires (plants)	25,00		39,00	64,00
Plantation de haies d'alignement (m)	665,00		202,00	867,00
Plantation de haies, de bosquets, de brise-vents et de galeries alluviales			86,90	86,90
Plantation de rangée(s) supplémentaire(s) (m)	0,00			0,00
Première éclaircie feuillus (ares)	14 119,00		2 306,90	16 425,90
Première éclaircie résineux (ares)	3 308,80		15 303,34	18 612,14
Protection individuelle préfabriquée (EUR)			3 110,80	3 110,80
Protection individuelle treillis de fer 1,5 m (pièce)	20 232,00			20 232,00
Reboisement autres feuillus (ares)	530,00	208,20	851,15	1 589,35
Reboisement autres résineux (ares)	130,00	25,00	24,00	179,00
Reboisement douglas (ares)	505,00	135,90	4 253,70	4 894,60
Reboisement douglas (2/3) épicéa (1/3) (ares)			68,00	68,00
Reboisement épicéa (ares)			1 866,00	1 866,00
Reboisement épicéa (1/2) douglas (1/2) (ares)			2 179,45	2 179,45
Reboisement épicéa (2/3) douglas (1/3) (ares)		57,50	1 977,20	2 034,70
Reboisement hêtre/chêne (ares)	1 497,00	178,80	5 236,86	6 912,66
Reboisement merisier (ares)	5,00		95,00	100,00

Régénération naturelle autres résineux (ares)			18,00	18,00
Régénération naturelle hêtre/chêne (ares)	36 430,22	400,00	959,20	37 789,42
Régénération naturelle épicéa (ares)	430,00	100,00	1 811,00	2 341,00
Restauration forêts résineuses (ares)		750,00	5 060,43	5 810,43

Le montant total des aides s'élevait en 2005 à 3.123.628 €. Il a été réparti de la façon suivante parmi les trois types de propriétaires :

- 1.721.033 pour les communes ;
- 413.477 pour les établissements publics ;
- 989.117 pour les privés.

Si on examine de près les chiffres, on peut constater en ce qui concerne les aides aux mesures forestières, que le plus grand montant, à savoir 1.405.010 €, a été payé pour les régénérations naturelles hêtre/chêne. Ce montant équivaut à presque la moitié du montant total et dépasse de loin celui des aides accordées pour les reboisements avec des résineux, ce qui montre que la politique du Gouvernement à favoriser les forêts composées d'essences feuillues indigènes a porté ses fruits.

#### **4. Le cantonnement de Diekirch**

##### **a) Généralités**

De même que les exercices précédents, l'année 2005 a été marquée par un marché de bois dégradé. Les prix du hêtre ont continué à régresser. Comme il s'agit du produit principal généré par les forêts du cantonnement de Diekirch, les bilans financiers des forêts gérées ne se sont évidemment pas améliorés, au contraire, ils se sont dégradés encore davantage.

##### **b) L'exploitation des coupes**

Vu la situation morose des marchés du bois, la prudence est restée de mise pour les abattages. Les réalisations ont encore une fois été revues légèrement à la baisse. Il va sans dire, que certains propriétaires publics commencent à s'inquiéter et à se poser de sérieuses questions au vu des bilans négatifs des derniers exercices.

En 2005, le Cantonnement de Diekirch a abattu 14.721 m<sup>3</sup> de bois, dont 9.556 m<sup>3</sup> feuillus et 5.165 m<sup>3</sup> résineux. 82 % de ce volume de bois était en provenance de forêts communales, 12,4 % de forêts domaniales et 5,6 % de forêts des établissements publics.

##### **c) La vente de bois**

En 2005, le Cantonnement de Diekirch a réalisé 7 ventes régionales de bois par soumission.

##### **d) L'état sanitaire de la forêt**

En 2005 le dépérissement du hêtre, apparu isolément dans la forêt communale de Beaufort, ne s'est heureusement pas propagé et a pu être tenu sous contrôle. Sauf quelques foyers de bostryche, sans gravité, l'état sanitaire des forêts du cantonnement de Diekirch peut être qualifié de satisfaisant à normal pour l'exercice 2005.

#### **e) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

Comme dans le passé, les travaux culturels de l'année 2005 se sont limités à des travaux d'entretien (fauchage extensif) des parterres plantés dans la décennie précédente. Comme la régénération naturelle et la libre évolution sont toujours de mise, les travaux culturels intensifs ont visiblement régressé, entraînant ainsi une réduction des dépenses afférentes. Toutefois ces réductions sont restées minimales et n'ont malheureusement pas pu produire des bilans plus favorables.

#### **f) La voirie forestière**

L'exercice 2005 a vu 4 projets de voirie forestière réalisés en forêt communale (6.500m). En forêt domaniale, aucun projet n'a été exécuté. Les travaux ont consisté dans l'empierrement de 5.800m de chemins de terre existants, et dans le terrassement de 700m de chemin nouveaux. Les dépenses afférentes en forêt communale s'élèvent à 37.671,67 €. Il va de soi que partout où cela s'imposait les travaux d'entretien et de réfection courants ont été entrepris. Dans ce contexte il importe de rapporter que quelque 18.200m de sentiers touristiques ont été entretenus, remis en état, ou installés en 2005, ce qui souligne l'importance du rôle récréatif des forêts du cantonnement de Diekirch, où se concentre en effet une grande partie des paysages touristiques du Grand-Duché de Luxembourg.

#### **g) L'agrandissement du domaine forestier**

Le domaine forestier de l'Etat à Beaufort a été agrandi sensiblement par l'acquisition de la forêt privée de Mme Linckels, ancienne propriétaire du château de Beaufort. Mme Linckels a tenu à ce que sa propriété forestière avec une surface de 60.35 ha, composée en majorité par des peuplements résineux, gérés d'une façon exemplaire, revienne à l'Etat luxembourgeois.

#### **h) Les travaux forestiers subventionnés**

58 demandes de subvention pour travaux forestiers ont été traitées pour la forêt privée pour un total de 112.423,00 € et 23 demandes pour la forêt soumise pour un total de 83.761,36 € (dont 30.137,43 € pour chemins forestiers). Les demandes ex post de la part des propriétaires privés n'ont point disparu, mais l'on peut dire, qu'elles ont légèrement régressé par rapport à l'exercice précédent.

Les demandes pour subventions de 2005 se répartissent comme suit :

##### en forêt privée:

- 56 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc. ;
- 2 demandes concernant la voirie forestière ;

##### en forêt communale soumise:

- 15 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc. ;
- 8 demandes pour travaux de voirie forestière, dont 4 pour 1000m d'empierrement et 1.400 m de travaux de terrassement.

#### **i) La forêt privée**

Comme par le passé, des contacts réguliers avec des propriétaires forestiers privés ont été entretenus, soit sur demande individuelle, soit indirectement par l'entremise du conseiller du « Groupement des Sylviculteurs a.s.b.l. ». Des visites des lieux ont eu lieu chaque fois que cela s'imposait, notamment pour les demandes concernant la construction de chemins forestiers et en particulier pour la définition des tracés sur le terrain, pour les éclaircies, le choix des essences et l'appréciation de travaux forestiers exécutés par des entreprises forestières.

#### **j) Les dégâts de gibier**

907 déclarations de dégâts de gibier sur les prés et champs ont été traitées en 2005 totalisant une superficie de 374,88 ha.

#### **k) La peste porcine : centres de collecte pour gibier**

L'épizootie de la peste porcine a sensiblement régressé en 2005, voire elle a disparu complètement, du moins sur le territoire du cantonnement forestier de Diekirch. Cette évolution a eu comme conséquence une diminution réelle des activités dans les centres de collecte. Les problèmes soulevés pour le service courant par les nombreuses heures supplémentaires prestées par les préposés en charge d'un centre de collecte ont donc été moins prononcés qu'en 2004.

#### **l) La forêt, lieu de loisir**

Le projet pilote du parc d'aventures dans la forêt communale de Vianden est devenu opérationnel en 2005 et il faut constater, que même sans une publicité très poussée, l'initiative du préposé forestier du triage de Vianden connaît un réel succès. Dès lors, l'on envisage déjà de continuer dans cette voie et de compléter, voire d'agrandir les installations en place par des aménagements pour les très jeunes et même pour les seniors.

### **5. Le cantonnement de Grevenmacher**

#### **a) L'exploitation des coupes**

Au cantonnement de Grevenmacher, le volume de bois exploité en 2005 s'est élevé à 24.688,08 m<sup>3</sup>, dont 21.029,96 m<sup>3</sup> de feuillus et 3.658,12 m<sup>3</sup> de résineux.

Afin de limiter les dégâts dans les peuplements lors des coupes, le Cantonnement veille à ce que dans toute propriété forestière soit installée un réseau de chemins de débardage. Lors des coupes les engins de débardage doivent rester impérativement sur ces chemins de débardage.

Les efforts pour mettre en place des lisières forestières ont également été poursuivis.

Pour éviter des accidents le long des routes et des chemins fréquentés, les arbres potentiellement dangereux ont été examinés et enlevés, si besoin en était.

#### **b) La vente de bois**

Lors de 13 ventes régionales de bois par soumission publique, le bois vendu a rapporté 911.200 EUR TTC.

Pour l'année 2005, les prix du bois de trituration se sont élevés à 27,16 EUR/m<sup>3</sup> TTC. Or, les prix du bois d'œuvre ont encore chuté au point de frôler le prix du bois de trituration. Les grumes de hêtre ont rapporté 29,50 EUR/m<sup>3</sup> TTC. La différence de prix entre le bois de trituration et le bois d'œuvre de hêtre est donc inférieure à 10%.

Sur les 13.631,09 m<sup>3</sup> de bois de trituration exploités en 2005, un volume de 10.410,32 m<sup>3</sup> a été vendu à des industries de la Grande Région. Le restant de ce volume a été utilisé pour alimenter les chauffages à énergies renouvelables. Il s'agit des installations d'envergure des communes de Betzdorf, Junglinster, Mompach et Stadtbredimus ainsi que des chaufferies d'une multitude de particuliers.

### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Une nouvelle forme de la maladie du hêtre a fait son apparition dans les forêts communales de Flaxweiler et de Lenningen. Une placette d'observation y a été installée. La surface touchée s'élève à 6 ha. Les premiers symptômes sont apparus en 2002.

### **d) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

Conformément aux principes d'une sylviculture proche de la nature, le cantonnement de Grevenmacher recourt, dans tous les cas où cela est possible, à la régénération naturelle au lieu de la régénération artificielle.

Pour l'adapter au climat et à la géologie spécifiques de la région de la Moselle, le cantonnement essaie de favoriser le chêne. Après les importantes glandées de la décennie écoulée et après l'installation de la régénération naturelle du chêne, des coupes secondaires et définitives ont été réalisées. Ainsi en 2005, environ 3.500 m<sup>3</sup> de bois de chêne ont été exploités principalement dans le cadre de la mise en lumière de la régénération naturelle.

Le nombre de plants mis en terre lors des plantations s'est élevé à 38.035, soit 33.560 de plants feuillus et 4.475 de plants résineux.

### **e) Les pépinières**

La pépinière domaniale de Flaxweiler a produit 153.952 plants. L'inventaire a fait état de 81.466 plants.

### **f) Les travaux d'amélioration**

Le nettoyage de gaulis et de perchis a eu lieu sur une surface de 115 ha. Des régénérations naturelles et artificielles ont été dégagées sur 273 ha.

### **g) La voirie forestière**

Des chemins forestiers ont été construits par terrassement et empierrement sur une longueur de 6.060 m. Des chemins existants ont été rechargés ou réfectionnés sur une longueur de 3.000 m.

Le réseau de chemins principaux a été complété par l'aménagement de chemins de débardage. Pour matérialiser la piste sur le terrain, il suffit souvent d'enlever quelques arbres ; des travaux de terrassement ne sont que rarement nécessaires. Ainsi, le compactage des sols est évité et les frais de débardage sont

réduits considérablement. Il en résulte un avantage économique certain pour les propriétaires de forêts : un réseau bien aménagé ne profite pas seulement à la forêt, mais également au grand public aspirant à la récréation, aux sportifs et autres adeptes de la nature, ainsi qu'aux chasseurs.

#### h) Les travaux forestiers subventionnés

Les travaux forestiers suivants ont été subventionnés :

Débardage à cheval	5.061,39 m <sup>3</sup>	12.552,25 €
Régénération naturelle	15.460,00 ares	574.802,80 €
Plantation	2.076,30 ares	35.886,09 €
1 <sup>ère</sup> éclaircie résineux	2.185,15 ares	13.547,93 €
1 <sup>ère</sup> éclaircie feuillus	1.740,00 ares	10.788,00 €
Protections individuelles	8.756,00 pcs	13.046,44 €
Clôture	4.941,00 m	7.362,09 €

Presque l'intégralité des montants subventionnés a été liquidée au profit des communes propriétaires de forêts. Des demandes en subsides émanant de propriétaires privés ont été rares.

#### i) Les dégâts de gibier

En 2005, une douzaine de vigneron ont introduit des dossiers pour être indemnisés. Les dégâts occasionnés par les sangliers étaient évidents. Il s'agira encore d'en déterminer l'impact financier et d'établir en définitive les procédures à suivre.

#### j) La forêt, lieu de loisir

Les parcs urbains de Wasserbillig, du bain thermal à Mondorf et de Grevenmacher ("Groussfooscht") sont entretenus par le cantonnement en collaboration avec les services communaux spécialisés.

### 6. Le cantonnement de Luxembourg-Est

#### a) L'exploitation des coupes

Le volume global exploité lors de l'exercice 2005 s'est chiffré à 15.319,16 m<sup>3</sup>, dont 12.532,2 m<sup>3</sup> de feuillus et 2.786,9 m<sup>3</sup> de résineux, ce qui correspond à un volume exploité de 3,2 m<sup>3</sup>/ha/an.

Le volume total des réalisations a augmenté de 24,31 % (2995,4 m<sup>3</sup>) par rapport à l'exercice 2004.

Essence	Exercice 2005 en m <sup>3</sup>	% par rapport à 2004	Exercice 2004
Hêtre	8440,09	127,75	6606,48
Chêne	3263,33	95,81	3406,19
Charme	636,90	169,30	376,20
Autres feuillus	191,84	40,68	471,54
<b>Total feuillus</b>	<b>12532,16</b>	<b>115,39</b>	<b>10860,41</b>
Epicéa	1614,05	133,33	1210,61
Douglas	170,73	101,94	167,48
Mélèze	466,36	11866,67	3,93
Autres résineux	535,76	658,59	81,35
<b>Total résineux</b>	<b>2786,90</b>	<b>190,44</b>	<b>1463,37</b>
<b>Total général</b>	<b>15319,16</b>	<b>124,31</b>	<b>12323,78</b>

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur la quantité de bois d'industrie par essence :

<b>Essence</b>	<b>m<sup>3</sup></b>
Chêne	1497,90
Hêtre	4800,02
Charme	157,30
Autres feuillus	150,40
Résineux	274,09
<b>Total</b>	<b>6879,71</b>

#### **b) La vente de bois**

Au total, le cantonnement de Luxembourg-Est a organisé 5 ventes régionales de bois par soumission, dont 4 conjointement avec le cantonnement de Grevenmacher :

<b>Vente</b>	<b>Catalogues</b>	<b>Cantonnements</b>
14.01.2005	hêtres, prévente hêtres	Grevenmacher et Luxembourg-Est
31.03.2005	feuillus, résineux, résineux sur pied	Grevenmacher et Luxembourg-Est
22.04.2005	feuillus de valeur, résineux	Grevenmacher et Luxembourg-Est
06.10.2005	hêtres, résineux, prévente résineux, résineux sur pied	Luxembourg-Est
21.12.2005	hêtres, prévente résineux	Grevenmacher et Luxembourg-Est

En 2005, un total de 19.253,30 m<sup>3</sup> a été mis en vente, tous propriétaires confondus (Domaines, Communes, S.A.R, C.P.E.P).

#### **c) L'utilisation du bois en tant que source d'énergie**

En 2005, 2336,36 m<sup>3</sup> de bois ont été utilisés directement ou mis à disposition à des fins énergétiques.

	<b>Volume en m3</b>
copeaux	596,00
bois de chauffage	1665,36
chauffage à bois	75
<b>Total</b>	<b>2336,36</b>

##### **(1) Les ventes de bois de chauffage**

La demande de bois de chauffage a augmenté considérablement par rapport aux années précédentes. La production de bois de chauffage ainsi que dans certains cas la livraison nécessite une quantité de main-d'œuvre non négligeable. En 2005 beaucoup de demandes ont dû être refusées, suite à la rupture du stock de bois de chauffage.

Au courant de l'année 2005, ont été vendus et livrés à domicile :

- 745,28 m<sup>3</sup> de bois de chauffage aux habitants des communes de Schuttrange et Niederanven
- 571,59 m<sup>3</sup> de bois de chauffage aux habitants des communes de Hesperange et Weiler-la-Tour
- 41,99 m<sup>3</sup> de bois de chauffage aux habitants de la commune de Bettembourg
- 136,5 m<sup>3</sup> de bois de chauffage aux habitants de la commune de Dudelange
- 170 m<sup>3</sup> de bois de chauffage aux habitants des deux triages du Grünwald



(2) La production de copeaux à bois

Suite à une convention entre les administrations communales de Niederanven et de Betzdorf, le responsable du triage de Niederanven s'occupe du déchetage et séchage des copeaux et organise la mise à disposition du bois d'énergie pour les deux communes. Au cours de l'année 2005, 596 m<sup>3</sup> (1490 Sfm) en provenance des forêts communales de Niederanven et de Betzdorf ont été manipulés :

	Volume de bois décheté et séché en 2005
Commune de Niederanven	890 Sfm
Commune de Betzdorf	600 Sfm
<b>Total</b>	<b>1490 Sfm</b>

(3) Le chauffage à bois du Naturzenter

100 stères de bois ont été brûlés dans l'installation de chauffage à bois servant à chauffer les locaux du Centre forestier et du Cantonement. La consommation de mazout a ainsi pu être réduite de pas moins de 22.000 litres par rapport à l'année écoulée.

**d) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

En ce qui concerne les travaux de culture, 106 ha ont été dégagés en 2005. Les plantations se limitent au regarnissage des cultures restantes et à la création de lisières.

**e) Les pépinières**

En vue des travaux de restructuration de la pépinière domaniale de Waldhof, les activités au niveau de l'élevage de semis ont été mises au ralenti. Ainsi la majorité des planches et des plates-bandes n'ont plus été mise en culture. Quelques 15.000 plants feuillus et 4000 plants résineux se trouvent pour l'instant en culture à la pépinière Waldhof.

Dans la pépinière les travaux se sont concentrés aux tâches suivantes :

- élevage de plantes à hautes tiges pour les besoins de l'administration et des communes ;
- élevage de plantes forestières indigènes pour boisements de compensation.

**f) Les travaux d'amélioration**

Pour remédier au retard des travaux de nettoyage de gaulis, plus que 143 ha ont été traités en 2005.

Au fur et à mesure de la planification des coupes, il a été procédé au cloisonnement des peuplements en question.

**g) Les travaux forestiers subventionnés**

Pour l'année 2005, le nombre total de dossiers traités s'est élevé à 40. Au tableau ci-après sont récapitulés les différents types de traitement :

	<b>travaux forestiers</b>	<b>chemins</b>
Nouvelles demandes	20	2
Refusés	2	x
Procès-verbaux provisoires	11	x
Procès-verbaux définitifs	23	2
Subsides payés	34	2
Dossiers traités	38	2

Les procès-verbaux pour reboisement ou régénération réalisés ont correspondu à une surface totale traitée de 8.268,30 ares et un montant de 135.130,47 €

2 subsides ont été accordés pour la construction de chemins forestiers pour un montant de 23.044 €

#### **h) Les dégâts de gibier**

153 déclarations de dégâts de gibier sur les champs et prés ont été introduites par les propriétaires respectifs.

#### **i) La forêt, lieu de loisir**

En forêt périurbaine, la récréation est l'une des fonctions essentielles. Pour que la forêt reste accueillante, les installations de loisir, les chemins et sentiers doivent être constamment entretenus. En 2005, ces travaux indispensables qui présentent une fraction de budget non négligeable, ont porté sur 151.750 m d'entretien de sentiers touristiques et 4.870 heures d'aménagement d'installations de loisirs.

En particulier ces travaux ont porté sur :

- l'entretien de promenades, sentiers didactiques, sentiers V.T.T et hippiques ainsi que des panneaux explicatifs sur les chemins d'accès ;
- l'aménagement et l'entretien de places pique-nique, chalets didactiques, cabanes et bancs de repos ;
- l'aménagement et l'entretien de biotopes.

Les triages de Waldhof et de Kiem ont participé à la conception, l'installation et l'inauguration de deux sentiers didactiques dans le Grünewald ensemble avec le syndicat d'initiative de la commune de Niederanven. Les deux sentiers s'intègrent dans le projet communal des chemins didactiques de l'histoire naturelle et culturelle de la région.

Un autre projet fut entamé, ensemble avec les syndicats d'initiatives des communes de Niederanven, Steinsel et Walferdange, pour regrouper et réaménager le réseau de tous les sentiers du Grünewald, avec comme but de connecter les différentes communes entre elles et d'éditer une carte de randonnée.

### **7. Le cantonnement de Luxembourg-Ouest**

#### **a) L'exploitation des coupes**

Les volumes de bois exploités en 2005 ont été répartis de la manière suivante:

Propriétaire	Essence	Volume (m <sup>3</sup> )
Etat:	feuillus:	1.226,29 m <sup>3</sup>
	résineux:	1.227,00 m <sup>3</sup>
<b>Sous-total:</b>		<b>2.453,29 m<sup>3</sup></b>
Communes:	feuillus:	11.319,06 m <sup>3</sup>
	résineux:	2.637,68 m <sup>3</sup>
<b>Sous-total:</b>		<b>13.956,74 m<sup>3</sup></b>
<b>Total:</b>		<b>16.410,03 m<sup>3</sup></b>

#### **b) La vente de bois**

Les 5 ventes régionales de bois par soumission publique du cantonnement forestier de Luxembourg-Ouest se sont tenues aux dates suivantes :

- feuillus : 7.1. 2005, 15.3.2005 et 14.4.2005.
- résineux : 10.11.2004 et 16.6.2005.

#### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Jusqu'à présent, le cantonnement forestier de Luxembourg-Ouest a été épargné par la nouvelle maladie du hêtre, à part une trouée de cette nouvelle maladie qui a été détectée au début de l'hiver 2003/2004 dans la forêt communale de Dippach et qui a pu être tenue sous contrôle. Par contre, la prolifération du bostryche chez les résineux a été enrayée par des interventions locales systématiques.

#### **d) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

En total, 80.500 plants de feuillus et 2.700 plants de résineux ont été mis dans la terre. Les taux de reprise étaient de 85 % chez les feuillus et de 80 % chez les résineux.

#### **e) Les travaux d'amélioration**

En 2005, des travaux de dégagement ont été réalisés sur 254,28 ha, tandis que des travaux de nettoyage ont été effectués sur une surface de 255,07 ha.

#### **f) La voirie forestière**

Au cantonnement de Luxembourg-Ouest, 4 nouveaux chemins forestiers ont été construits en 2005 totalisant une longueur de 1.820 m. D'autre part, 450 m de chemins forestiers ont été réfectionnés. A l'avenir, les travaux se limiteront surtout à l'entretien de la voirie existante.

#### **g) Les travaux forestiers subventionnés**

Les travaux forestiers suivants ont été subventionnés :

- débardage à cheval: 114,60 m<sup>3</sup>;
- mise en place de clôtures: 1.210 m;
- 1ère éclaircie dans des peuplements feuillus: 4.157,00 ares;
- 1ère éclaircie dans des peuplements résineux: 1.017,00 ares.

#### **h) La forêt privée**

Le cantonnement forestier entretient des contacts sporadiques avec des propriétaires forestiers privés, normalement sur une demande individuelle. Les sujets de ces contacts étaient constitués en des conseils pratiques sur la construction de chemins forestiers, le choix des essences ou l'évaluation de travaux forestiers exécutés par des entrepreneurs privés.

#### **i) Les dégâts de gibier**

Après une baisse en 2004 (82 expertises sur 28,69 ha), le nombre de dossiers traités en 2005 a de nouveau augmenté (104 dossiers sur 40,89 ha). Comme les années précédentes, le triage de Kopstal reste extrêmement touché par des dégâts causés surtout par le sanglier. Il est suivi en cela par les triages de Steinsel et de Mamer.

#### **j) La forêt, lieu de loisir**

La vocation des forêts entourant les centres urbains – la capitale et les villes du bassin minier – évolue de plus en plus vers la récréation et la détente de la population régionale. A cet effet, les chemins et sentiers forestiers sont continuellement entretenus.

En vue de parer aux problèmes éventuels entre les promeneurs et les cavaliers, un balisage à part de chemins pour les chevaux peut s'imposer localement.

Dans ce contexte, l'administration communale de Strassen a procédé en 2005 de concert avec l'Administration des Eaux et Forêts, à l'installation de deux panneaux expliquant les infrastructures récréatives du "Strooserbësch" et à la publication d'un dépliant sur les fonctions environnementales de cette même forêt qui s'avère fortement visitée par le grand public.

D'autre part, le chef de cantonnement assiste régulièrement aux réunions de chantier hebdomadaires du Centre forestier de l'"Ellergronn" à Esch/Alzette dont l'ouverture pour le grand public peut être envisagée pour le printemps 2006.

### **8. Le cantonnement de Mersch**

#### **a) L'exploitation des coupes**

Le volume de bois exploité en 2005 au cantonnement de Mersch s'est élevé à 30.344,16 m<sup>3</sup>, dont 14.856,07 m<sup>3</sup> feuillus et 15.488,09 m<sup>3</sup> de résineux.

#### **b) La vente de bois**

Vu la grande demande en bois de chauffage, un volume de 3.419 m<sup>3</sup> de bois de chauffage a été vendu à des particuliers provenant des différentes forêts communales (bois en stère, bois long, menus bois).

La recette totale du bois s'est élevée à 1.135.138,40 EUR TVA incluse. Le nombre de ventes régionales par soumission publique s'est élevé à 8 (ventes communes des cantonnements de Diekirch et Mersch).

### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Une nouvelle forme de dépérissement du hêtre a été constatée depuis des années dans les forêts soumises des triages de Beckerich, Boevange, Redange et Hobscheid. Les résultats d'une étude à ce sujet ont été présentés en novembre 2005 dans le cadre du projet Interreg. Environ 1.750 m<sup>3</sup> de résineux dépérissants ont été exploités au Roost en 2005.

### **d) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

D'après les principes d'une sylviculture proche de la nature, les forêts sont régénérées au cantonnement forestier de Mersch de préférence en recourant à la régénération naturelle, la plantation n'étant qu'une mesure auxiliaire.

Le nombre de plants mis en terre s'est élevé à 62.499, soit 49.149 de feuillus et 13.350 de résineux.

### **e) Les pépinières**

Les pépinières du cantonnement forestier de Mersch et particulièrement celle du Marienthal, ont produit 10.718 plants. 4.000 plants ont été repiqués. L'inventaire 2005 des plants en pépinière s'élevait à 33.424 plants.

### **f) Les travaux d'amélioration**

En ce qui concerne les travaux d'amélioration, les nettoiemnts ont été effectués sur 85,26 ha et les dégagements sont toujours importants avec 202,99 ha.

### **g) La voirie forestière**

La voirie forestière a été améliorée par empierrement sur une longueur de 5.870 m en forêt communale et sur 960 m en forêt domaniale, ce qui fait un total de 6.830 m.

### **h) Les travaux forestiers subventionnés**

Les régénérations, les éclaircies, le débardage à cheval et les chemins forestiers ont été subventionnés en forêt communale et des établissements publics.

### **i) Les dégâts de gibier**

De nouveaux dégâts causés par le cerf n'ont pas été signalés en 2005. Par ailleurs le chevreuil broute prioritairement le chêne en culture et en mélange avec le hêtre dans les jeunes cultures, ce qui va à l'encontre du mélange des essences et de la biodiversité. Dans les prés et champs, sur 339 endroits différents des dégâts de gibier ont été inventoriés sur 131,91 ha, ce qui est une forte augmentation par rapport à 2004.

Le centre de collecte des sangliers fonctionne au Marienthal. De nombreux préposés forestiers et ouvriers forestiers en assurent la permanence : en 2005, 416 heures ont été prestées, 422 sangliers ont été remis.

## 9. Le cantonnement de Wiltz

### a) L'exploitation des coupes

Conformément à l'application d'une sylviculture proche à la nature, les travaux d'éclaircies dominaient. Des coupes rases ont été uniquement réalisées dans le cadre de la lutte contre les attaques des scolytes et lors du déboisement de fonds de vallées enrésinés, ceci dans un intérêt écologique général.

Le volume global exploité lors de l'exercice 2004/2005 équivaut à celui de l'année précédente et se chiffre à 18.500 m<sup>3</sup> dont 3.000 m<sup>3</sup> de feuillus, ce qui correspond à un volume exploité de +/- 3,1 m<sup>3</sup>/ha/an.

En ce qui concerne l'exploitation des peuplements résineux, le cantonnement a recouru en automne à la mécanisation pour réaliser les éclaircies, ceci en vue de minimiser les frais d'exploitation (+/- 2.000 m<sup>3</sup>). Lorsque les conditions topographiques et climatiques conviennent, les dégâts causés respectivement par le processeur et par le porteur sont quasi nuls. Le volume de bois scolyté résineux s'est élevé à 2.000 m<sup>3</sup>, soit une hausse sensible par rapport à l'année précédente. Ceci s'explique par les conditions climatiques (températures élevées au printemps et en automne et pluviosité particulièrement faible).

Deux coupes rases ont été effectuées dans le cadre de l'enlèvement de résineux le long des cours d'eaux, à savoir le long de la Wiltz et de la Clerf, soit au total 2 ha. Durant les crues, ces terrains sont régulièrement inondés.

En feuillus, seul du bois de trituration et du bois de chauffage ont été réalisés. La raison en est que la maladie du hêtre fait toujours ravage (+/- 1.200 m<sup>3</sup> en provenance de coupes sanitaires) et le fait que le prix du bois de hêtre évolue à un très faible niveau.

Le tableau ci-dessous représente le volume réalisé en 2005 :

Essence	Volume de bois réalisé (m <sup>3</sup> )
Hêtre	2 761
Chêne	291
Autres feuillus	13
<b>Total feuillus</b>	<b>3 065</b>
Epicéa	12 826
Douglas	1 382
Pin	982
Autres résineux	343
<b>Total résineux</b>	<b>15 533</b>
<b>Grand total</b>	<b>18 598</b>

### b) La vente de bois

Au total, le cantonnement de Wiltz a organisé 2 ventes régionales de bois par soumission, 2 ventes locales (bois de chauffage), ainsi que quelque 165 ventes de gré à gré de bois d'industrie (résineux et feuillus).

Quant aux ventes régionales, le cantonnement recourt principalement au mode de la prévente. L'expérience montre que ce mode est en général financièrement plus intéressant pour le propriétaire que la vente de bois abattu.

Ainsi, sur 11.500 m<sup>3</sup> de résineux proposés aux ventes régionales, 9.500 m<sup>3</sup> ont été vendus en prévente, voire en vente sur pied.

Même si au printemps, il fallait constater une baisse par rapport à l'automne 2004, les prix atteints en octobre 2005 ont dépassé de 7,4% les prix de l'année précédente, soit 54,7 €/m<sup>3</sup> toutes catégories confondues, vente et prévente inclus, soit 6.930 m<sup>3</sup>. Il est à préciser que cette tendance à la hausse est confirmée par les pays limitrophes.

Outre le mode de vente, la présentation de gros lots (> 1.000 m<sup>3</sup>/lot) joue également en faveur du prix. Ainsi, pour les gros lots d'épicéa de dimension moyenne (2a/2b), les meilleurs prix se situaient à 117% des prix de base. Les bois de plus faible dimension étaient vendus à des prix de 90% - 100%.

Tel qu'indiqué plus haut, la vente de bois feuillus a été limitée à du bois de trituration et du bois de chauffage. Vu l'explosion des prix pétroliers, il faut constater une forte demande sur le marché du bois de chauffage, avec tendance croissante. Actuellement, les prix se situent vers 30 €/ m<sup>3</sup> pour du bois long bord de route, soit une hausse de 20% par rapport à 2004. Comme il est peu probable que le prix du pétrole va sensiblement chuter, il faudra s'attendre à ce que le prix du bois de chauffage va augmenter davantage.

#### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Grâce à l'hiver tardif - le sol était couvert d'une couche de neige de quelque 20 cm durant le mois de février jusqu'au début de mars accompagné d'un grand froid - le bostryche n'a pu se développer massivement, et ceci malgré un printemps très sec et très chaud. En automne par contre, les attaques de bostryche étaient nettement plus importantes (2.000 m<sup>3</sup>).

Dans les hêtraies, la maladie du hêtre fait toujours ravage (+/- 1.200 m<sup>3</sup> en provenance de coupes sanitaires).

#### **d) Les régénérations, plantations et travaux de culture**

Les plantations sur coupes rases sont très limitées. En fait, cette méthode est uniquement appliquée dans le cadre du reboisement de parcelles où l'ancien peuplement a dû céder soit pour des raisons sanitaires, soit pour des raisons écologiques (fonds de vallées). Pour le restant, les plantations ont été réalisées sous couvert. Cette méthode, pratiquée depuis plusieurs années au cantonnement a fait ses preuves. La composition de ce couvert est très variée, à savoir : vieux peuplements feuillus, résineux ou taillis de chêne fortement éclaircis au préalable, mélèzes plantés à large écartement, végétation pionnière sur des vieilles coupes rases interrompue par des laies. Comme les jeunes plantes sont mieux protégées contre le gel, la sécheresse et l'ensoleillement, elles se développent plus rapidement, ce qui réduit les frais de dégagements. Il faut toutefois relever d'importants dégâts en 2005 provoqués par les rongeurs (souris, ...).

Vu les conditions météorologiques du printemps, ni la faînée, ni la glandée, qui étaient pourtant très abondantes, n'ont pu se développer. La majeure partie des graines a été détruite lors des grands froids des mois de février et mars, une autre partie a desséché au printemps.

#### **e) Les pépinières**

La seule pépinière du cantonnement est située au Burgfried et s'étend sur une superficie de 60 ares. En 2005, la pépinière a produit quelque 12.600 plants.

L'inventaire de 2005 arrête 32.000 plants feuillus et 2.000 plants résineux. Les semences utilisées sont principalement d'origine de la forêt soumise. Outre la production de plants d'essences primaires, tel le hêtre, le chêne ou le frêne, le service s'adonne à la production d'essences arbustives dont les semences sont d'origine autochtone en vue de créer de nouvelles haies.

En outre, la pépinière coopère étroitement avec les responsables de la « Maison de la Nature » dans le cadre de la production d'anciennes variétés d'arbres fruitiers. Un premier essai de 400 plants a été lancé au printemps 2004. Il s'agit de greffes de diverses variétés de pommiers et de poiriers mises sur des souches robustes. En automne, quelque 30 jeunes plants ont été prélevés en vue de la création de nouveaux vergers dans les diverses communes de l'Oesling.

#### **f) Les travaux d'amélioration**

Comme les années précédentes, les travaux d'éclaircies dans les peuplements résineux ont dominé. En outre, les travaux de nettoyage dans les fourrés des régénérations naturelles s'imposent de plus en plus. Comme la régénération naturelle a été largement favorisée durant les deux dernières décennies et suite à une transformation d'une partie des peuplements résineux en peuplements feuillus, ce type de travail va probablement dominer la prochaine décennie. Comme ces interventions favorisent collectivement les sujets d'avenir, il importe qu'elles soient exécutées par un personnel averti.

#### **g) La voirie forestière**

Une bonne infrastructure est indispensable à une exploitation rationnelle et conforme aux exigences d'une sylviculture proche de la nature. Dans ce sens, il importe que les distances de débardage soient minimisées et que le réseau des chemins carrossables soit adapté aux exigences des grumiers d'aujourd'hui. De même, le succès du dossier « Bois-Energie » dépend entre autres d'une vidange rationnelle du bois.

Vu le terrain accidenté de l'Oesling, la planification et la construction de nouveaux chemins forestiers, voire la réfection et l'empierrement de chemins existants, présentent une tâche de premier ordre au cantonnement. Ceci vaut aussi bien pour la forêt soumise que pour la forêt privée.

En outre, une bonne voirie est indispensable en cas d'incendie. Ceci vaut entre autres pour accéder aux versants boisés autour du Lac de la Haute-Sûre.

En 2005, 27 projets réalisés en collaboration étroite avec le cantonnement ont pu être achevés, totalisant une longueur de quelque 29 km. S'y ajoutent, 10 projets en voie de réalisation, dont respectivement l'arpentage et le devis ont été établis.



## La forêt soumise

### *Projets terminés :*

Propriétaire Commune « lieu-dit »	Longueur (m)	Travaux
Boulaide « Auf Essbicht »	450	Elargissement/Empierrement
Clervaux « Gebranntebierg »	500	Nouveau
Consthum « Stopper »	1 200	Elargissement/Empierrement
Lac de la Haute-Sûre « Tockemillen	400	Elargissement/Empierrement
Lac de la Haut-Sûre « Wakescht »	650	Elargissement/Empierrement
Lac de la Haute-Sûre « Klompburen »	400	Empierrement
Rambrouch « Horkigt »	900	Elargissement/Empierrement
Wahl « Parboesch »	700	Elargissement/Empierrement
Weiswampach « Sanchend »	1 000	Elargissement/Empierrement
Wiltz « Irescht »	350	Elargissement/Empierrement
Wiltz « Kaul »	1 400	Empierrement
Wilwerwiltz « Pentzebiereg »	1 400	Empierrement
Winseler « Lomicht »	2 400	Elargissement/Empierrement
Winseler « Schleif »	400	Elargissement/Empierrement
<b>Total m :</b>	<b>13 550</b>	
<b>Coût total :</b>	<b>270.560 € = 19.967 €/km</b>	
Propriétaire Domaine « lieu-dit »	Longueur (m)	Travaux
Haute-Sûre/Nord « Epeneichen »	1 100	Nouveau
Haute-Sûre/Sud « Fensterbaach »	2 200	Nouveau
Haute-Sûre/Sud « Um Rank »	800	Nouveau
Hosingen « Stopper »	300	Elargissement/Empierrement
Hosingen « Parc Hosingen »	1 100	Empierrement
Wiltz-Merkholtz « Op Lawert »	320	Elargissement/Empierrement
Wiltz-Merkholtz « Kaul »	1 000	Empierrement
Wiltz-Merkholtz « Hëlzegrönn »	870	Elargissement/Empierrement
<b>Total m :</b>	<b>7 690</b>	
<b>Coût total :</b>	<b>133.000 € = 17.295 €/km</b>	

## La forêt privée

### *Projets terminés :*

Propriétaire Privé « lieu-dit »	Longueur (m)	Travaux
« Auf Lawert », Commune de Winseler	360	Elargissement/Empierrement
« Wierwel », Commune de Hosingen	1 400	Nouveau
« Aschpelt », Commune de Winseler	1 930	Elargissement/Empierrement
« Mille Schlaed-Lommicht », Commune de Winseler	1 150	Nouveau
« Fischbach », Commune de Winseler	880	Elargissement/Empierrement
<b>Total m :</b>	<b>5 720</b>	
<b>Coût total :</b>	<b>75.500 € = 13.199 €/km</b>	

Telle l'année précédente, le grand nombre de projets est à voir en relation avec la disponibilité d'un volume important de matériel de recyclage voire

d'excavation. En effet, la fourniture de matériel rocheux calibré en provenance directe de carrières, devient de plus en plus onéreuse. Partant, il faut absolument profiter de la disponibilité de bon matériel d'excavation.

#### **h) Les travaux forestiers subventionnés**

Durant l'année 2005, le nombre de dossiers traités s'élève à 931, soit une moyenne de 93 demandes traitées par triage, ce qui présente une augmentation de 6% par rapport à l'année 2004. Au tableau ci-après sont regroupés les différents types de traitement.

Nouvelles demandes	293
Recommandations	218
Procès-verbaux provisoires	57
Procès-verbaux définitifs	273
Procès-verbaux (communes et établissements publics)	63
Refus	27
<b>Total</b>	<b>931</b>

Sur 393 procès-verbaux réalisés durant l'année 2005, 263 dossiers traitent de plantation, régénération, élagage, conversion et d'éclaircie, représentant au total une superficie de 390 ha, le restant des dossiers ayant trait au débardage au cheval, aux chemins forestiers, à la protection individuelle, aux plans simples de gestion et à la mise en place de clôtures.

Quant aux chemins forestiers, 9 projets ont pu être achevés en forêt privée, soit une longueur totale de 9.000 m. En outre, 14 projets ont été réalisés en collaboration avec les communes, soit 13.550 m.

Si les aides pour 1<sup>ères</sup> éclaircies, restaurations comprises, et les aides pour les travaux de débardage au cheval dominaient les autres subventions, leur nombre a fortement diminué par rapport à 2004, soit une réduction de 65%. Par contre, le volume débardé a de nouveau augmenté, à savoir de 13.800 à 18.500 m<sup>3</sup> soit une hausse de 34%. Cette augmentation peut s'expliquer par une légère hausse des prix du bois résineux, incitant des propriétaires à s'investir plus dans leurs propriétés forestières.

Au total, quelque 900.000 € de subventions ont été proposées à la liquidation par cantonnement de Wiltz.

En vue d'assurer une évacuation rapide et efficace des dossiers, le Gouvernement a accordé un poste de travail supplémentaire au bureau du cantonnement (conversion d'un poste à durée déterminée en un poste à durée indéterminée).

#### **i) La forêt privée**

Le cantonnement forestier travaille en étroite collaboration avec le Groupement forestier de Wiltz. Ainsi, une partie des excursions forestières organisées par ce groupement est assurée par le personnel du cantonnement. En outre, à chaque fois qu'une occasion se prête, le personnel du cantonnement soutient les propriétaires dans la gestion de leur forêt.

#### **j) Les dégâts de gibier**

Si en 2004 le nombre des dossiers des dégâts de gibier sur près et champs montrait une tendance sensible à la baisse, il faut noter un revirement de la

situation dans l'autre extrême en 2005. Ainsi, le cantonnement a compté pas moins de 339 dossiers avec au total 95 ha de surface endommagée, soit respectivement une hausse de 31% en nombre et une baisse de 1% en surface. On peut donc noter une moyenne de 34 dossiers par triage. Sachant toutefois que 3 triages sur 10 étaient vacants, cela représente une moyenne de 48 dossiers par préposé forestier. De même, il faut relever que le seul triage de Hosingen comptait 125 dossiers, représentant au total une superficie de 35 ha. La moyenne des dégâts vue au niveau du cantonnement se chiffrait à 28 ares, soit une baisse de 34% par rapport à 2004.

	<b>Surface (ha)</b>	<b>Nombre de dossiers</b>
1998	33,15	180
1999	125,34	313
2000	96,48	219
2001	80,14	158
2002	68,68	303
2003	68,51	324
2004	96,70	258
2005	95,15	339

Concernant les dégâts de cerfs en forêt, seulement 4 dossiers ont été introduits en 2005. En tout, 6,3 ha de forêt résineuse étaient concernés avec des dégâts estimés au total à 8.750 €.

Il faut toutefois noter que les dégâts de gibier en forêt ne sont que rarement déclarés.

#### **k) La forêt, lieu de loisir**

En 2002, le service du cantonnement a finalisé une aire de repos au lieu-dit « Kaul » faisant partie de la forêt domaniale de Wiltz-Merkholtz. Comme ce massif touche directement à la ville de Wiltz, sa fonction sociale prime sur toutes les autres. Sur cette aire de repos, le service forestier a aménagé un chalet avec une place de feu à l'intérieur, ainsi que deux places de feu à l'extérieur. En 2003, cette aire a été complétée par une petite aire de jeux pour enfants. En 2004, le cantonnement a respectivement réalisé et restauré en collaboration avec le service CN et le CIGR Wiltz 4 étangs naturels sur ces mêmes lieux. Ce projet a été poursuivi en 2005 avec la plantation des alentours des étangs. Outre la remise en état du réseau routier et des sentiers, plusieurs aires de stationnement ont été aménagées pour les visiteurs.

Est également à relever, la mise en place d'un chalet en bois au sein du Parc de Hosingen. Ce chalet est destiné comme lieu de rencontre pour jeunes et adultes intéressés à la nature.

Par ailleurs, les services du cantonnement forestier assurent régulièrement l'entretien d'un grand nombre de sentiers touristiques et des installations de loisirs. Il est à noter que ces services d'entretien présentent annuellement une fraction de budget non négligeable.

### **C. Le Service de l'Aménagement des bois et de l'Économie forestière**

#### **1. L'aménagement forestier**

##### **a) L'aménagement de la forêt communale de Wormeldange (71 ha)**

Le plan d'aménagement forestier de la propriété communale de Wormeldange, établi pour la période 2001-2010, a été approuvé par le Conseil

Communal de Wormeldange en date du 18 février 2005, et a été approuvé par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural en date du 5 avril 2005.

#### **b) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Sanem (71 ha)**

L'aménagement de la propriété communale de Sanem, établi par un bureau d'études sous la forme d'un "plan simple de gestion", a été approuvé par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural en date du 25 janvier 2005.

#### **c) Les Plans Simples de Gestion en forêt privée**

Trois projets ont été avisés pour une superficie totale de 457 ha.

### **2. Les inventaires forestiers d'aménagement**

#### Travaux d'inventaire

Les inventaires suivants ont été entamés en 2004, puis finalisés en 2005:

forêt domaniale de Steinsel	196,06 ha
-----------------------------	-----------

Les inventaires suivants ont été entamés en 2005:

forêt communale d'Echternach	642,00 ha
forêt communale de Hobscheid	596,00 ha
forêt communale de Leudelange	351.45 ha
forêt communale de Mompach	644,00 ha

#### Travaux sur l'application

Pour chaque propriété de la forêt soumise, il existe un inventaire d'aménagement, mais pas tous les inventaires ont déjà été réalisés sous la nouvelle application INV-AME. Pour avoir les données relatives à l'ensemble des propriétés forestières dans une même base de données, il a fallu récupérer les données des inventaires qui ont été réalisés sous l'ancienne application EF-AME du CIE sur mainframe, pour les intégrer dans la base de données actuelle sur la forêt luxembourgeoise, fonctionnant sous ORACLE. L'utilité de cette démarche est de pouvoir faire des calculs basés sur les données en provenance des inventaires d'aménagement, sur l'ensemble des propriétés de la forêt soumise au régime forestier. Le fait de disposer des résultats de l'IFL ne diminue en rien les besoins pour les données issues de la globalité des inventaires d'aménagement, puisque les deux sources d'information sont complémentaires. L'intégration de ces anciennes données a toutefois nécessité une adaptation de leur structure, ainsi qu'une vérification de la cohérence de l'ensemble des données. Des tests de plausibilité ont été réalisés avec des résultats très satisfaisants.

L'application informatique INV-AME, servant à encoder les données en provenance des inventaires d'aménagement, a été améliorée dans la mesure où des fonctionnalités supplémentaires de vérification automatique de certains calculs ont été rajoutées.

#### L'inventaire du bois mort

La présence de bois mort et sa répartition en forêt fluctue au cours du temps. Elle est directement liée à la typologie et au stade de développement des peuplements ainsi qu'à la sylviculture pratiquée. D'autres facteurs tels que les

particularités stationnelles ou les calamités naturelles peuvent également influencer de façon significative la présence de bois mort.

D'autre part, le bois mort est un des indicateurs reconnus pour évaluer la biodiversité forestière. Les données relatives au bois mort peuvent donc être considérées comme un outil de gestion supplémentaire pour la prise de décision concernant l'orientation des mesures sylvicoles. Le projet « inventaire du bois mort » vise à mettre en œuvre une méthode opérationnelle de relevé et/ou de description du bois mort, pouvant être intégrée dans les instructions concernant les inventaires d'aménagement.

La méthodologie actuellement en vigueur pour la réalisation des inventaires d'aménagement concerne la description qualitative et quantitative des peuplements. Les principaux éléments de la méthodologie sont résumés ci-dessous :

- informations dendrométriques (notamment surfaces terrières et hauteurs dominantes) fournies à l'échelle des parquets qui sont les unités d'inventaire et qui représentent des unités de quelques ares à quelques dizaines d'hectares ;
- méthode basée sur la méthode du comptage angulaire (utilisation d'un relascope à miroir) ;
- volumes à l'hectare extraits de tables de production et faisant intervenir la surface terrière et de la hauteur dominante estimées sur le terrain.

Il n'y a donc, en principe, aucune information sur les nombres de bois à l'hectare et sur leur répartition par catégories de grosseur. Le projet en question devait rechercher une procédure qui, à partir de la méthodologie actuelle régissant les inventaires d'aménagement au Grand-Duché, permet d'intégrer la composante bois mort.

Les données sur le bois mort doivent fournir un outil supplémentaire aux gestionnaires pour la prise de décision concernant l'orientation des mesures sylvicoles. La méthode à mettre au point doit pouvoir estimer approximativement et rapidement les quantités de bois mort présentes sur les placettes d'échantillonnage. Pour des raisons de coût, cette estimation du bois mort doit pouvoir être réalisée par voie visuelle et ne peut être dissociée des inventaires d'aménagement utilisant la méthode du comptage angulaire. Le procédé doit être simple et facilement réalisable sur le terrain, tout en gardant une précision acceptable par rapport aux objectifs et contraintes des inventaires d'aménagement.

Les différentes phases du travail du bureau d'études en charge du projet « inventaire du bois mort » ont été les suivantes :

#### Phase 1 : Détermination du type de peuplements où le bois mort sera relevé

Il s'agissait de différencier les parquets où le bois mort doit être relevé de ceux où il ne doit pas être relevé. Les peuplements où le bois mort a une faible valeur écologique sont écartés. Cette séparation se fait à partir de certains paramètres issus de la description des peuplements. Parmi les « typologies retenues », la définition d'un diamètre minimum du peuplement principal, à partir duquel le bois mort sera relevé, permet d'écarter les jeunes stades de développement. Ont également été identifiés, les cas particuliers où le bois mort devra être relevé selon une méthodologie particulière (réserve dans une zone de régénération, chablis, attaques, îlots de sénescence, parquet de petite dimension, etc.).

## Phase 2 : Élaboration d'une méthodologie de relevé

Cette phase a consisté à déterminer les différentes catégories de bois mort qui seront relevées ainsi que la méthode d'estimation des volumes. Seules les catégories de bois mort représentant un intérêt écologique seront prises en compte. La définition d'un diamètre minimum permet de ne pas prendre en compte les « petits bois ». Une méthode spécifique est appliquée aux cas particuliers. En ce qui concerne les cas standards (« futaie équienne adulte »), l'estimation des volumes se fait selon une méthode d'échantillonnage systématique selon un réseau de placettes non permanentes.

## Phase 3 : Essais et validation sur une parcelle « représentative »

Le choix d'une parcelle « représentative » a permis de vérifier la faisabilité de différentes méthodes, d'estimer leur précision et de choisir entre différentes alternatives. En ce qui concerne l'estimation du volume sur les placettes, différentes variantes ont été testées et comparées selon leur temps d'exécution et leur précision.

## Phase 4 : Relevé sur l'ensemble de la propriété et traitement des résultats

Le relevé du bois mort sur l'ensemble de la propriété, associé à l'inventaire, a permis de tester la méthodologie validée sur une diversité plus importante de situations.

## Phase 5 : Établissement des instructions

La méthodologie définitive des cas standards ainsi que des cas « particuliers » a été rédigée de manière à s'intégrer dans les instructions d'aménagement actuellement en vigueur.

Le principe de la méthode proposée par le bureau d'études en charge du projet se base sur l'attribution de coefficients d'abondance à chaque catégorie de bois mort sur la placette. Ce coefficient d'abondance correspond à une classe de volume. Ce procédé a l'avantage de fournir directement des valeurs de volume pour chaque type de bois mort présent sur la placette.

La méthode proposée a été testée sur le terrain en forêt communale de Leudelange en grandeur nature sur 14 placettes. La « parcelle test » d'une surface d'environ 17 hectares sur laquelle une maille carrée de 100x100 mètre a été appliquée, a été choisie d'après les critères suivants :

- peuplement adulte avec une présence significative de bois mort dans les différentes catégories,
- possibilité d'effectuer des mesures de superficies terrières du peuplement principal,
- surface suffisamment grande pour pouvoir matérialiser un nombre suffisant de placettes.

La méthode testée sur une parcelle a ensuite été appliquée à l'ensemble de la propriété de la forêt communale de Leudelange. L'estimation du bois mort sur les placettes a été réalisée en même temps que l'inventaire des peuplements, le centre des placettes de mesure des surfaces terrières étant identique à celui d'estimation quantitative du bois mort.

L'étape suivante a été effectuée en partenariat avec l'Université de Gembloux. Les mesures dendrométriques ont été effectuées par Gembloux sur les mêmes placettes que celles utilisées pour l'estimation visuelle, avec le même rayon de

référence. Les résultats de cette méthode dite de contrôle, ont été traités par Gembloux. Ils ont servi de base de référence pour commenter les résultats obtenus par estimation visuelle.

Les difficultés rencontrées peuvent être schématisées de la manière suivante :

- répartition aléatoire et très variable du bois mort, d'où une importante variance en terme statistique ;
- présence souvent groupée du bois mort ;
- diversité des formes sous lesquelles le bois mort se présente sur le terrain ;
- compromis difficile pour l'obtention d'une méthode à la fois fiable et économique.

### **3. La cartographie d'aptitude stationnelle**

En 2005, la cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Bettembourg (345 ha), réalisée déjà en 2004, a été présentée à la presse en octobre 2005.

En 2005, les cartographies d'aptitude stationnelle pour les forêts communales de Diekirch (404 ha) et de Mamer (400 ha) ont été réalisées. Elles ont été établies conformément à la méthodologie décrite dans le document de référence « Manuel d'utilisation du guide de boisement des stations forestières au Luxembourg » (2002).

#### **La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Diekirch**

##### Conditions naturelles

La forêt communale de Diekirch totalise 404,22 ha. Elle est constituée de quatre massifs principaux (Fridbësch, Seitert, Haard et Jongebësch) situés dans un rayon de 4 km au sud et au nord-ouest de la Ville de Diekirch. La majeure partie de la propriété se présente sous forme de plateaux étroits prolongés par des versants en faible pente (<20%). Seules les stations dans les parties basses des versants présentent une pente plus marquée. Quant à l'altitude, elle est comprise entre 215 et 375 mètres, soit à une altitude inférieure au seuil critique de 400 mètres au-delà duquel plusieurs essences, comme les frêne, chêne sessile, chêne pédonculé, merisier, pin sylvestre et les tilleuls, présentent des sensibilités particulières, notamment au froid ou à la neige collante. En ce qui concerne la géologie, la dispersion de la forêt communale de Diekirch sur les versants opposés d'une vallée importante explique la forte diversité géologique. Au Nord de la Sûre, dans le Fridboesch (parcelles 11 à 24), les roches ont été érodées, jusqu'aux Grès bigarrés (so1 et so2) voire jusqu'aux schistes dévonien (E1a) en bas de versants et sur les pentes fortes. Au Seitert (parcelles 7 à 10), l'érosion fut moins prononcée et le sous-sol a su préserver les dépôts les plus anciens du Muschelkalk. Sur le versant opposé, au Sud de Diekirch, la Sûre a profondément entaillé les minces couches du Muschelkalk qui affleurent actuellement en fines bandes successives (versant du Haard (parcelle 6)). Plus haut dans le même massif (parcelles 4 et 5), ces assises souvent dolomitiques sont toujours recouvertes d'un épais manteau de marnes issues du Keuper. Ce sont ces mêmes marnes et plus particulièrement les marnolites compactes (km3) qui constituent l'essentiel du sous-sol du Jongebësch (parcelles 1 à 3).

##### Peuplements

La forêt communale de Diekirch est largement dominée par les feuillus (92%), en particulier par les peuplements à base de hêtre ou de chêne par ailleurs souvent associés dans les peuplements. Les peuplements dominés par le hêtre couvrent 51% de la superficie boisée contre 29% pour les peuplements de chêne.

### Méthode de travail

Plus de 400 points de sondage ont été réalisés sur le domaine forestier communal de Diekirch, ce qui correspond à une densité moyenne d'1 point de sondage par hectare. Ces points de sondage « répertoriés » ont en outre été complétés par de nombreux coups de sonde intermédiaires, "simplifiés", afin de vérifier la continuité d'une unité pédologiques et de préciser ainsi les limites de celle-ci. Sélectivement, un test à l'acide (HCl, 20%) est pratiqué sur la charge, la terre fine ou le substrat afin de détecter la présence de calcaire. Pour un sondage sur trois, un échantillon de sol est prélevé à une profondeur moyenne de 15 et 20 cm, dans l'horizon minéral (Ah) afin de déterminer le niveau trophique des stations par l'intermédiaire de l'analyse du pH. Ces échantillons sont collectés individuellement et mis à sécher à l'air libre le même jour. L'analyse du pH(eau) est réalisée 48 à 72 heures plus tard.

Afin de mieux appréhender les diverses natures du sol et en particulier la structuration des sols lourds, 9 profils pédologiques ont été réalisés. Des échantillons de terre ( $\pm 500$ g) y ont été prélevés entre 10 et 20 cm et vers 50-60 cm de profondeur et ont fait l'objet d'une analyse chimique. Les éléments suivants ont été mesurés pour chaque échantillon: pH H<sub>2</sub>O, pH KCl, teneur en K, P, Mg, Ca, Na, Mn, ainsi qu'une analyse granulométrique pour les échantillons prélevés en surface. Les résultats de ces analyses de profil ont permis d'apprécier le développement des racines en relation avec le niveau de structuration du sol et de mieux appréhender les observations des relevés pédologiques réalisés à la tarière.

### Résultats de l'aptitude stationnelle

Les diverses combinaisons hydriques-trophiques, couplées à la situation de la station dans le paysage ont été regroupées pour identifier 6 types stationnels, dans la forêt communale de Diekirch.

<b>A. Plateaux et versants de pente &lt;20%</b>
A.1 Horizon superficiel calcaire. Sol caillouteux à capacité de stockage en eau moyenne à faible.
A.2 Horizon de surface faiblement ou non-calcaire. Sol à capacité de stockage en eau moyenne à bonne, marne profonde (>40 à 50 cm), pH > 5
A.3 Horizon de surface non-calcaire. Sol souvent caillouteux à capacité de stockage en eau assez faible, pH = 4.0 à 5.0
<b>B. Versants de pente &gt;20%</b>
B.1 Sols très caillouteux et secs. pH<4.2
<b>C. Vallons, dépressions et bas de versant</b>
C.1 Sols à capacité de stockage en eau variable mais bénéficiant d'un apport latéral quasi permanent
C.2 Sols à capacité de stockage en eau variable et bénéficiant d'un apport latéral variable

### Appréciation sommaire du comportement des essences principales

Grâce à ses racines puissantes, le chêne sessile est l'essence productive la mieux adaptée aux divers sols de la forêt communale de Diekirch. Son adaptation est optimale sur 85 % de la superficie de la propriété. Grâce à ses racines puissantes et profondes, le chêne sessile assure non seulement une meilleure stabilité du peuplement mais également une exploitation des éléments minéraux de profondeur et l'entretien de la macrostructure du sol.

Compte tenu de ses exigences spécifiques en eau, le chêne pédonculé n'est pleinement adapté que dans les vallons et bas de versant bénéficiant d'un apport hydrique latéral, représentant seulement 7 % de la superficie totale de la propriété. Sur les sols les plus secs, la présence du chêne pédonculé est contre-indiquée.



Si aucune des stations de la forêt communale de Diekirch ne semble véritablement interdite au hêtre, son adaptation reste, néanmoins, seulement partielle, en raison de la présence quasi constante et à faible profondeur, de couches compactes de nature caillouteuse, marneuse ou argileuse. Malgré un potentiel de production intéressant, la stabilité des monocultures de hêtre ne peut donc être garantie sur aucun des sols de la propriété. Le mélange du chêne au hêtre est particulièrement nécessaire sur les recouvrements limoneux du Jongebësch, Haard et Seiert où les risques de compactage superficiel sont importants, entraînant des perturbations de la circulation de l'eau dans le sol et de la pénétration des racines pour les essences peu vigoureuses.

La forêt communale de Diekirch ne dispose que d'un potentiel d'adaptation limité pour les feuillus précieux : frêne, érable sycomore et merisier.

## **La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Mamer**

### Conditions naturelles

La forêt communale de Mamer est située dans la partie ouest du domaine écologique du Gutland comprenant les secteurs écologiques du Gutland de l'Eisch et de la Mamer ainsi que du Gutland méridional. L'altitude varie entre 270 m dans la vallée de la Mamer au lieu-dit "Thillsmillen", et 350 m sur le plateau du "Juckelsbësch". Ces extrêmes sont cantonnés dans la partie nord-est du domaine, caractérisé par des vallées encaissées et des pentes supérieures à 20%. Sur la plus grande partie du domaine forestier, la topographie est beaucoup plus calme et caractérisée par un paysage ondulé avec une altimétrie variant de 300 à 325 mètres.

La propriété est constituée de "blocs" de superficies variables. Elle est parfois en continuité avec d'autres propriétés forestières, constituant ainsi des massifs de grande taille.

Les couches géologiques se succèdent des plus anciennes au plus jeunes selon un axe nord-est / sud-ouest. Elles appartiennent toutes au système Jurassique (Lias inférieur et moyen). Sur des surfaces limitées, ces formations sont recouvertes de dépôts de limons tertiaires sur les plateaux et recouvertes d'alluvions dans les fonds de vallée. La répartition des substrats géologiques est résumée de la manière suivante :

Substrat géologique	% surface totale
Marnes et Calcaire	49,5
Grès	32,6
Grès du Luxembourg	9,4
Limons	4,3
Fonds alluviaux	4,2

### Peuplements

La forêt communale de Mamer est largement dominée par l'association de la chênaie – frênaie, couvrant 45 % du domaine forestier, départagée de façon égale en deux sous associations : Pcas et PCft. Puis, la hêtraie à mélèze (MF) couvre 35% du domaine forestier avec une dominante de la sous-association typicum. Enfin, les faciès de chênaies de substitution couvrent moins de 5% du domaine. En termes de peuplements forestiers, on constate que les peuplements feuillus à dominance de hêtre sont les mieux représentés, suivis de près par les peuplements à dominance de chêne. Ces deux types de peuplements couvrent près de 90% du domaine forestier, tandis que les peuplements résineux ne couvrent qu'à peine 7% de la surface. Enfin, les terrains non boisés atteignent seulement 1% de la surface de la propriété.

### Méthode de travail

La densité de sondage a été fixée à 1 sondage/1,5 ha. Cette valeur a été adaptée à l'homogénéité du terrain et à la forme des surfaces sondées. Le réseau de points d'échantillonnage a été réalisé par le biais du système d'information géographique ArcInfo. Sur le terrain, les différents points ont pu être localisés par navigation GPS ou à la boussole et au ruban-mètre (distances et angles calculés sur SIG) en cas de mauvaise réception par satellite. Dans les deux cas, les points sondés ont été repris par GPS.

La campagne de terrain s'est déroulée de mai à août 2005. Après exploitation des données par échantillons, 10 fosses pédologiques ont été réalisées dans les principales stations pour permettre une observation et une analyse détaillée des profils.

Avant d'entamer la campagne proprement dite, le bureau d'études a effectué 12 sondages préliminaires dans les principales unités de sols. Un échantillon par sondage a été prélevé dans l'horizon superficiel pour l'analyse granulométrique et la mesure du pH. Le bureau a également testé la méthode d'identification des humus proposée par Delecour et basée sur l'observation des horizons holorganiques et hémiorganique (Ol, Of, Oh, OAh et Ah).

Ensuite sur tout le domaine de la forêt communale de Mamer, 200 sondages à la tarière pédologique ont été réalisés. Un test d'acidité (HCl) permettant la détection du calcaire actif a été réalisé de façon systématique à différentes profondeurs, sur la terre fine et sur la charge. Pour un sondage sur trois, des échantillons ont été prélevés pour la mesure du pH. Ces mesures (pH eau) ont été réalisées en laboratoire par le service de pédologie du laboratoire de l'ASTA.

### Résultats de l'aptitude stationnelle

A l'issue de l'exploitation des données, le bureau a ramené le nombre définitif de stations à 5 types, par regroupement de certaines stations entre elles, notamment en fonction des critères suivants :

- faible répartition ou dispersion ponctuelle de certains types,
- forte similitude de certains d'entre eux (notamment à partir de l'examen des profils),
- répartition géographique des échantillons,
- composition des essences à l'intérieur des cases regroupées.

Les 5 types de station retenus sont les suivants :

TYPE D'APTITUDE	Description	Surfaces
Type1	Sols des fonds de vallées et des dépressions sur marne avec présence de calcaire actif en bas de profil ( 40-80 cm) Sols argileux lourds, gleyifiés, peu profond, à apport d'eau latéral quasi-permanent	85 ha
Type2	Sol des bas de versants et des vallons sur marnes décarbonatées (> 80cm) Sols à texture limoneuse ou argileuse, à drainage imparfait, peu à moyennement profonds, avec apport latéral d'eau variable	105 ha
Type 3	Sols des plateaux et haut de versants sur marnes décarbonatées Texture argileuse ou limono-argileuse, hydromorphie temporaire, sols peu profonds, sans apport latéral d'eau	130ha
Type 4	Sol des versants de pente >20%, exposition froide sur grès de Luxembourg, calcaire actif pouvant apparaître en bas de profil Sol sableux,profondeur variable, drainant, à apport hydrique variable	60 ha
Type 5	Sols sur matériaux divers remaniés, à déséquilibre carbonaté Colonisation ou reboisement sur déprise	20 ha

#### 4. Les travaux en relation avec l'Inventaire Forestier National

En 2005, la collaboration avec la Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux (FUSAGx) a été poursuivie. L'équipe du prof. Rondeux a pris en charge le suivi scientifique ainsi que l'assistance technique de l'ensemble des opérations ayant vu le jour en 2005 dans le domaine de l'Inventaire Forestier National.

##### Réponses au questionnaire FRA 2005

Le Département des Forêts de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, conjointement avec la Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies avait lancé en 2004 une vaste enquête sur les ressources forestières mondiales intitulée "Global Forest Resources Assessment 2005" (FRA 2005), pour laquelle les réponses aux formulaires avaient déjà été calculées en 2004.

En 2005, la Commission Economique pour l'Europe a envoyé un certain nombre de questions supplémentaires et de remarques par rapport aux données fournies et par rapport à la méthodologie des calculs. La FUSAGx s'est occupée des réponses à ces questions, sur base des résultats et de la méthodologie du premier cycle de mesure (1998 – 2000) de l'Inventaire Forestier National Permanent du Grand-Duché de Luxembourg (IFL1). La version finale du rapport intitulé « Evaluation des ressources forestières mondiales 2005 » a été publiée en novembre 2005 par les Nations-Unies.

##### Mise au point d'une méthodologie d'évaluation rapide des dégâts en cas de chablis

L'objectif de cette méthodologie est de dresser rapidement un état des lieux des dégâts causés par une tempête. Les résultats attendus concernent principalement la surface dévastée, les essences atteintes, les classes de dimension les plus touchées et les volumes. La méthodologie proposée par la FUSAGx est basée sur une synthèse rapide des informations récoltées pendant les jours suivant la tempête. Cette évaluation très sommaire des dommages vise avant tout à situer la gravité des

dégâts. Bien que l'idéal soit de récolter des informations dans la forêt soumise et la forêt privée, il a été retenu de limiter l'évaluation à la forêt soumise.

Pour cette dernière, des données seront récoltées auprès des préposés forestiers de chaque triage. Chaque préposé estimera, cartes à l'appui et à l'aide d'une classification des dégâts (estimation visuelle), l'ampleur des dégâts au sein de son triage. Ces informations seront transmises par les triages aux cantonnements, pour ensuite être regroupées. Pour la forêt privée, l'estimation sera extrapolée à partir des chiffres valables pour la forêt soumise.

### **Mise au point d'une méthodologie d'évaluation et d'interprétation des dégâts en cas de chablis sur base du réseau de l'IFL**

L'objectif de cette méthodologie est de fournir des données plus précises que celles basées sur la méthode décrite ci-devant, ainsi que des informations concernant la causalité entre les dégâts survenus et la sylviculture appliquée, ainsi que l'impact économique des dégâts. Cette méthodologie fournit des données issues d'un échantillonnage et non d'une synthèse d'estimations visuelles.

La méthodologie proposée est essentiellement basée sur un retour sur le terrain pour une partie des unités d'échantillonnage de l'IFL. Les données relevées lors des visites sur le terrain ne concernent que des investigations dendrométriques : estimation visuelle des chablis et mesure des arbres sur pied. Ces données seront ensuite confrontées aux données de l'IFL1 précédant le chablis, de sorte à estimer les dégâts (m<sup>3</sup>/ha) plus précisément via une procédure de calibrage. Dans le cas où la date de passage de l'inventaire précédant le chablis est trop éloignée, cette méthode est évidemment moins robuste.

A la suite de cette étape d'estimation des dégâts pourrait être entreprise une analyse des données récoltées, ce, dans le cadre d'une étude de causalité. L'impact sylvicole et économique des dégâts serait évalué ainsi que des propositions concernant les actions de terrain à mener pour diminuer les futurs dégâts, notamment en ce qui concerne les conditions stationnelles. A ce niveau, l'étude de causalité serait réalisée à l'aide d'une phase de photo-interprétation.

### **Caractérisation de la biodiversité**

Il a été travaillé plus particulièrement sur une méthodologie d'évaluation de la qualité biologique des lisières à l'aide des données de l'IFL. Pour étendre cette méthodologie aux autres éléments de biodiversité, un certain nombre d'indicateurs de biodiversité et de qualité des habitats ont également été retenus. Etant donné qu'il a également été travaillé sur la préparation de l'IFL2, qui s'accompagnera vraisemblablement d'une modification du nombre et de la nature de certaines variables prises en compte dans l'IFL1, en particulier ceux en relation avec la biodiversité, il a été tenu compte du fait que les indicateurs proposés sont appelés à évoluer avec l'actualisation de l'inventaire et l'évolution des exigences de rapportage au niveau international.

Les indicateurs relatifs aux interfaces concernent les variables quantitatives et qualitatives associées aux interfaces. Il est difficile d'évaluer la qualité de ces interfaces, en raison de la grande variabilité des types. De plus, il y a très peu de littérature sur des études ayant abordé ce sujet. Ci-après la liste actuelle des indicateurs.

<b>Indicateurs relatifs aux interfaces</b>	
Proportion de points de sondage comportant l'information "présence d'interface" par rapport au nombre total de points susceptibles de faire l'objet d'un relevé d'interface	
Longueur des interfaces ramenée à l'ha	
Rapport entre le nombre d'U.E. (unités d'échantillonnage) appartenant à l'un ou l'autre des types d'interface et le nombre total d'U.E. comportant l'information "présence de d'interface"	
Ventilation du type d'interface par le nombre d'espèces ligneuses recensée(s) dans le(s) satellite(s)	
Après regroupement des types d'interfaces en différents niveaux de "richesse", rapport entre le nombre d'U.E. entrant dans l'un ou l'autre des niveaux ainsi définis et le nombre total d'U.E. comportant l'information "présence de d'interface"	
Ventilation du niveau de "richesse" par le nombre d'espèces ligneuses recensées dans le(s) satellite(s)	
Nombre d'espèces ligneuses apparaissant dans l'ensemble des interfaces rencontrées, fréquences d'espèces ligneuses	
Fréquence d'espèces	
Nombre d'espèces relevables	
Fréquence relative des points comportant l'information "présence d'interface" ventilée selon le domaine et/ou le secteur écologiques	
<b>Indicateurs relatifs aux lisières</b>	
Proportion de points de sondage comportant l'information "présence de lisière" par rapport au nombre total de points susceptibles de faire l'objet d'un relevé de lisière	
Longueur des lisières ramenée à l'ha	
Fréquences relatives du nombre de type de lisière par U.E.	
Après regroupement des types de lisières en différents groupes cohérents, fréquence relative de chacun des groupes ainsi définis	
Ventilation du type de lisière par le nombre d'espèces ligneuses recensées dans la structure dominante	
Nombre d'espèces ligneuses apparaissant dans l'ensemble des lisières rencontrées, fréquences d'espèces ligneuses	
Fréquence d'espèces	
Nombre d'espèces relevables	
Fréquence relative des points comportant l'information "présence de lisière" ventilée selon le domaine et/ou le secteur écologiques	
Structure de la lisière	Tracé de la lisière
	Densité de la lisière
	Largeur de l'ourlet herbeux
	Largeur du cordon de buissons
Exposition de la lisière	
Caractéristiques du peuplement avoisinant	
Barrières à l'accessibilité	
<b>Indicateurs relatifs au bois mort</b>	
Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort à terre	
Fréquence relative du nombre d'U.E. comportant un relevé du bois mort à terre par rapport au nombre total d'U.E. susceptible d'en comporter un	
Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort sur pied	
Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort sur pied ventilé par type de peuplement	
Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort sur pied ventilé par essence et catégorie de grosseur (diamètres)	
Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort sur pied ventilé par catégorie d'âge pour les peuplements déterminants	

Volume moyen ramené à l'hectare du bois mort sur pied ventilé par stade de développement du peuplement déterminant et catégories de grosseur du bois vivant sur pied
<b>Indicateurs relatifs à la régénération naturelle</b>
Proportion de points de sondage comportant l'information "présence de régénération naturelle" par rapport au nombre total de points susceptibles de donner lieu à un relevé de la régénération naturelle
Rapport entre le nombre d'U.E. indiquant la présence d'espèces ligneuses en voie de régénération et le nombre total d'U.E. signalant la présence de peuplements estimés à maturité (utilisation d'une particularité de l'IFL)
Ventilation par essence du nombre de points avec la présence de relevé dans la régénération
Fréquence relative des U.E. avec au moins une (deux, trois, etc.) essence(s) dans un (deux, trois, etc.) satellite(s)
Proportion des U.E. dans lesquelles on retrouve au moins une (deux, trois, etc.) essence(s) à un stade de développement 3
Ventilation par domaine écologique et par essence du nombre d'U.E. avec un relevé de la régénération dans les satellites
<b>Indicateurs relatifs aux biotopes (Directive « Habitats »)</b>
Fréquences relatives des biotopes rencontrés par rapport au nombre total d'U.E. susceptible de donner lieu à un relevé des biotopes
<b>Indicateurs relatifs à l'accueil du gibier (adéquation du milieu pour le gibier)</b>
La quiétude et l'accessibilité au public
La structure paysagère et le libre parcours
La valeur alimentaire
La valeur de remise, de refuge

### **Evaluation de la méthodologie de l'IFL1**

Cet aspect de la convention concerne, d'une part, les problèmes techniques rencontrés au niveau des fiches de terrain et des données encodées, et d'autre part, les problèmes liés à certains aspects de la méthodologie de l'inventaire. Cette synthèse est en cours de rédaction et n'a pas pu être finalisée en 2005.

### **Propositions pour la mise en œuvre de l'IFL2**

Ces travaux concernent les problèmes de mise en œuvre d'un second cycle de mesures de l'Inventaire Forestier National permanent au Grand-duché de Luxembourg (IFL2).

Pour rappel : La mise en œuvre de l'Inventaire Forestier National au Luxembourg a été réalisée à la suite d'une étude de faisabilité effectuée par l'Unité de Gestion des Ressources forestières et des Milieux naturels de la FUSAGx. La démarche suivie a consisté à clairement identifier les objectifs de l'inventaire et à déterminer les variables susceptibles de répondre aux questions posées largement liées au besoin de satisfaire à la vocation multifonctionnelle de la forêt (rôle « d'observatoire » de l'inventaire et aux enquêtes diligentées par les organismes internationaux). Le choix des variables a conditionné les modalités de récolte des données et de ce fait, à déterminer le type d'inventaire. Les caractéristiques forestières du pays ainsi que les moyens disponibles pour réaliser l'inventaire ont été également pris en compte.

Le premier cycle de mesures a duré environ deux ans et demi (de mai 1998 à décembre 2000), phase de validation comprise. La réalisation de ce premier inventaire a fait l'objet d'une phase pilote, réalisée par l'Administration avec du personnel propre en 1998, ainsi que d'une phase définitive, en 1999 et 2000, pour laquelle les travaux ont été confiés à des bureaux d'études.

Dans l'optique de la préparation du second cycle de mesures (IFL2), une évaluation globale et détaillée de la mise en œuvre et de l'exécution du premier cycle est prévue. Cette étude concerne non seulement l'évaluation de la méthodologie de l'IFL1 dans son ensemble mais également le déroulement et la coordination des opérations eu égard à l'intervention de plusieurs acteurs. Suite à l'expérience du premier inventaire, il est donc possible d'identifier les modifications à apporter et susceptibles d'améliorer le deuxième inventaire.

### Aspects techniques

Une série d'erreurs ont été identifiées dans la base de données de l'IFL1. Ces erreurs proviennent de problèmes d'interprétation des fiches de terrain et d'erreurs lors de l'encodage de celles-ci (oublis, confusions entre rubriques, etc). Il s'est avéré qu'il existait également un certain nombre de redondances d'information dans les fiches de terrain.

Des données non-utilisables ou qui ont été jugées inutiles voire trop fouillées eu égard aux objectifs poursuivis ont été également identifiées dans la base de données lors des traitements de celles-ci. Les données non-utilisables sont issues de problèmes d'interprétation de certaines parties des fiches ainsi que de menus non adaptés. Pour éviter la présence de ce type de données, ainsi que des doublons d'information, la structure de certaines fiches a été revue. Il est à voir dans quelle mesure une simplification de certains relevés sont à prévoir pour limiter au maximum les sources d'ambiguïté.

Les erreurs et les oublis au niveau de l'encodage des fiches peuvent en outre être réduits en utilisant un encodeur portable sur le terrain qui pourrait présenter un grand avantage au niveau de la phase de terrain du deuxième cycle. En effet, l'avantage de son utilisation se manifeste surtout au niveau de la fiabilité des données qui est plus élevée en raison d'une part, que l'utilisation d'un programme d'encodage diminue le risque d'erreurs et d'oublis (message d'erreurs lors de l'encodage de chiffres aberrants, d'oublis, de non-respect des codifications, utilisation de menus déroulants permettant de travailler en grande interactivité opérateur/encodeur) et d'autre part, l'absence de la phase de transcription des données diminue le risque d'erreurs de retranscription. Le recours à l'encodeur portable se traduit par un gain de temps appréciable au niveau de l'encodage sur le terrain et rend superflu la retranscription des données collectées. Au niveau pratique, l'encodeur portable présente de nombreux avantages (facilité d'utilisation dans n'importe quelles conditions climatiques, menus déroulants,...). Un ordinateur portable de type « tablet-PC » a été acquis en 2005 par l'administration en prévision des travaux sur l'IFL2.

### Extension de l'IFL au milieu hors-forêt

Dans le cadre des réflexions autour de la mise en œuvre de l'IFL2, il a été analysé dans quelle mesure il pourrait être intéressant d'étendre les relevés par placettes permanentes sur le milieu agricole et urbain, en vue de récolter des données objectives et statistiquement fiables sur le développement durable et en particulier sur la biodiversité sur l'ensemble du territoire. Ces données auraient pu être utiles dans le cadre du suivi des sites Natura 2000, ou bien dans le cadre de décisions politiques ayant trait aux subventions dans le domaine agricole. L'intérêt d'étendre cet inventaire à l'intégralité de la surface nationale aurait eu comme avantage de constituer un "observatoire" basé sur une méthodologie unique (comparabilité des données) et reposant sur des principes statistiques (fiabilité des données), permettant notamment de fournir un "tableau de bord" composé d'indicateurs de gestion durable au plan national, sans nécessairement passer par

des inventaires détaillés à large échelle (notamment inventaires d'espèces), qui sont connus pour être très coûteux.

Les méthodologies appliquées en Autriche et en Suisse pour la constitution d'inventaires paysagers ont été étudiées et analysées en vue d'une adaptation aux conditions écologiques du Grand-Duché.

Ce sujet a notamment été abordé lors d'une réunion avec des responsables du Ministère de l'Agriculture, des Services Techniques de l'Agriculture et du Service de la Conservation de la Nature.

#### Aspects concernant la méthodologie

Les objectifs prioritaires assignés à l'IFL1 restant d'actualité, l'essentiel des opérations à réaliser pour l'IFL2 consistera à revisiter les points de sondage déjà installés afin d'y effectuer les observations et les mesures déjà définies. On peut cependant penser qu'il faille attacher une plus grande attention à la récolte des variables écologiques et prévoir ou adapter la méthodologie existante à des prises d'informations relatives au sol (pédologie) et à la végétation (phytosociologie). Son utilisation à des fins de monitoring des sites Natura 2000 en forêt n'est pas à exclure.

En ce qui concerne la stratégie à développer pour l'IFL2, la question a été celle de savoir dans quelle mesure l'inventaire devra être permanent ou non dans le temps. En effet deux options sont envisageables. Soit l'inventaire est conduit sur toute l'étendue de la forêt luxembourgeoise et sur une période de temps limitée (deux ans, par exemple), ce qui suppose la disponibilité d'un budget adapté, soit l'inventaire est conduit de manière étalée, ce qui implique une permanence dans le temps (activités annuelles). La première option suppose que toute l'information est récoltée en une fois, et ce de manière récurrente. L'avantage de ce système réside principalement dans l'obtention d'une information complète et ponctuelle sur la forêt luxembourgeoise, au moment de la prise de données. Dans ce cas, aucune actualisation des données n'est nécessaire lors de la synthèse des résultats du cycle. La deuxième possibilité consiste à parcourir annuellement un sous-échantillon de la totalité des unités d'échantillonnage. Dans ce cas, des estimations annuelles peuvent être effectuées à partir de l'information de chaque échantillon. L'avantage de ce système réside dans la possibilité d'obtenir une information annuelle actualisée, basée sur un sous-échantillon.

Les objectifs fixés par l'administration, en tenant compte des moyens en personnel très limités du service de l'aménagement des bois, se sont orientés vers un inventaire de type « continu », ce qui signifie que l'inventaire serait conduit de manière étalée et se traduirait par une permanence dans le temps (via des activités annuelles). Le cycle de l'inventaire est théoriquement de 10 ans, ce qui impliquerait de devoir parcourir 10% de l'étendue par an en veillant à ce que les points visités couvrent le territoire de manière uniforme : groupe de points selon un maillage plus large que la maille de base (pour rappel : 1 point/50ha), par exemple.

Les travaux en relation avec la mise en œuvre de l'IFL2 devront être concrétisés dans le courant de la convention 2006 en tenant compte également de la synthèse relative à l'évaluation de la méthodologie de l'IFL1.

#### **Rédaction d'un guide méthodologique des procédures informatiques**

La rédaction d'un guide des procédures informatiques de la base de données « IFL1 » et des modules de traitement des données, actuellement en cours, constitue une des tâches de fond du suivi scientifique et poursuit les buts suivants :



### Permettre une meilleure identification des données contenues dans les tables

Les créateurs de la base de données n'ont pas toujours pu, pour des raisons techniques, donner un nom évocateur à chaque champ de la base de données de l'IFL1. C'est pourquoi il est nécessaire, dans chacune des tables, d'affecter une description précise à chaque variable (champ « Description » d'une table, ouverte en mode « création »).

### Permettre une meilleure « lisibilité » de la programmation des modules de traitement des données encodées

En vue de rendre la programmation des modules de traitement des données plus lisibles, des commentaires sont insérés dans le code informatique à deux niveaux. D'une part, des commentaires de nature technique attirent l'attention d'un programmeur, ou de toute personne appelée à « pénétrer » dans le corps même des programmes et des algorithmes, sur les outils de programmation particuliers utilisés. D'autre part, sont également insérés des commentaires de nature « méthodologique » qui décrivent de manière détaillée les structures informatiques utilisées en vue de calculer les différentes variables en fonction des données récoltées.

### Permettre une meilleure identification des modules et fonctions essentiels

Il existe dans la base de données deux types de modules contenant la programmation informatique. D'une part, les modules du traitement principal des données collectées sur le terrain (module de traitement exécuté une seule fois, après encodage et vérification des données), et d'autre part, les modules d'exploitation des données (créés, par exemple, pour permettre la rédaction de publications, telles que « La forêt luxembourgeoise en chiffres »).

Les modules du traitement principal sont au point et ne contiennent donc rien de superflu. En revanche, les différents modules d'exploitation des données doivent subir un traitement d'épuration, de nombreux traitements ayant été créés, puis modifiés. Il convient donc de conserver chaque traitement dans sa version définitive, de manière à faciliter sa réutilisation. Ces modules « épurés » doivent ensuite être pourvus de commentaires techniques et méthodologiques.

Le guide informatique en lui-même s'inscrira d'une part en complément d'information aux documents existants, et décrira d'autre part en détail les aménagements effectués, les nouvelles fonctionnalités et les nouvelles possibilités d'exploitation des données (principalement les rapports ayant permis la création des tableaux contenus dans la publication « La forêt luxembourgeoise en chiffres »).

## **5. La constitution d'un réseau de réserves forestières intégrales**

### **a) La réserve forestière intégrale "Betebuerger Bësch"**

#### Description générale du projet

Le "Betebuerger Bësch" est représentatif pour les hêtraies voire les chênaies-charmais sur les sols argileux frais à assez humides du Gutland du Sud. Les nombreuses sources ainsi que les petits ruisseaux lui confèrent un aspect particulier et sont à l'origine de différents types d'habitats forestiers. Une autre particularité du "Betebuerger Bësch" provient du fait que ce massif n'a pratiquement pas été touché par les dernières tempêtes et détient ainsi un pourcentage élevé d'anciens peuplements. Parmi les associations forestières les mieux représentées se trouvent l'association du Melico-Fagetum qui recouvre plus

de la moitié de la surface délimitée ainsi que l'association du Primulo-Carpinetum qui occupe près d'un dixième de la zone. Bouleaux, broussailles et arbustes, résineux, peupliers et frênes recouvrent le restant de la future RFI.

#### Avancement du projet

Après les avis favorables des conseils communaux de Bettembourg (12/04/2005), Leudelange (22/03/2005) et Roeser (11/05/2005), le conseil d'Etat (15/07/2005) avise favorablement le projet de classement de la zone forestière "Betebuerger Bësch".

Cette zone forestière est déclarée zone protégée par règlement grand-ducal en date du 20 septembre 2005. La superficie totale de la réserve forestière intégrale est de 244,6 ha.

La réserve naturelle se compose de trois parties distinctes: une partie dite "réserve forestière intégrale", une partie dite "zone de développement" ainsi qu'une partie dite "zone de quiétude".

Ce zonage s'explique comme suit:

- d'un côté, les propriétés des communes ayant donné leur accord pour participer au projet sont intégrées dans la partie dite "réserve forestière intégrale" et bénéficieront des primes biodiversité ;
- de l'autre côté, les propriétés des propriétaires privés sont incluses dans la partie dite "zone de développement" afin que ceux-ci aient le choix de participer au projet, même après le classement de la zone protégée, étant donné que personne ne sera forcé de participer à ce projet ;
- la zone de quiétude a été délimitée dans le but de préserver des espèces de la faune et de la flore qui sont particulièrement menacées et qui nécessitent des zones de repos spéciales.

L'inauguration de cette réserve naturelle a eu lieu le 29 septembre 2005.

Une construction d'accueil a été aménagée à l'entrée principale de la réserve naturelle. Cette construction en maçonnerie sèche en forme de trois-quarts de cercle contient un panneau d'information qui fournit un premier aperçu sur les caractéristiques principales de la nouvelle réserve naturelle. Une deuxième partie informe le visiteur sur les autres réserves naturelles qui se trouvent dans les environs de la réserve forestière intégrale "Betebuerger Bësch". Cet aménagement a pour fonction d'attirer la curiosité des visiteurs et symbolise ainsi l'entrée principale de la réserve. Un sentier didactique est en cours d'élaboration.

Afin de délimiter la zone protégée, des panneaux d'information ont été installés aux entrées secondaires du "Betebuerger Bësch". Ces panneaux renseignent sur l'existence de la RFI même et sur les dangers possibles que peuvent encourir les visiteurs circulant librement en forêt.

Un comité de suivi a été instauré afin que les différentes parties concernées (administration, communes, propriétaires privés...) puissent échanger des informations sur la gestion ainsi que sur les activités autour de cette nouvelle zone protégée.

Les raisons spécifiques pour la création d'un comité de suivi dans le "Betebuerger Bësch" étaient les suivantes:

- le statut juridique de la réserve (réserve intégrale) qui implique des restrictions très importantes du droit de la propriété pour les propriétaires situés dans la RFI proprement dite
- le fait que la non-gestion implique éventuellement des problèmes nouveaux, non connus dans les autres types de réserves
- la taille exceptionnellement importante de ce type de réserve en comparaison avec la majorité des autres types de réserves naturelles (RFI "Beetebuerger Bësch": 237 ha)
- le nouveau type de réserve au Luxembourg avec des nouvelles définitions de zonage et les malentendus qui peuvent en découler.

## **b) La réserve forestière intégrale "Enneschte Bësch" à Bertrange**

### Description générale du projet

La spécificité du "Enneschte Bësch" résulte du fait que la zone délimitée représente les chênaies-charmaies sur sols frais ainsi que les hêtraies sur marnes argileuses du Gutland du Sud. L'association forestière la plus fréquente est celle du Primulo-Carpinetum avec 62% de la surface délimitée. L'association du Melico-Fagetum occupe quant à elle uniquement 30 % de la superficie. Le restant de la future RFI est recouvert de feuillus en mélange, de résineux ainsi que de broussailles et arbustes.

En ce qui concerne les peuplements on remarque un taux élevé d'anciennes chênaies. En effet pratiquement la moitié de la superficie se compose de chênaies qui comportent des chênes de plus de 140 ans.

### Avancement du projet

Les conseils communaux de Bertrange (17/05/2005) et de Leudelange (13/03/2005) avisent favorablement le projet "Enneschte Bësch" tout comme le Conseil d'Etat (15/07/2005).

En date du 20 septembre 2005 la zone forestière "Enneschte Bësch" est déclarée zone protégée par règlement grand-ducal. La superficie de la réserve naturelle est de 87 ha et appartient intégralement aux communes de Bertrange (84,5 ha) et de Leudelange (2,5 ha).

La zone protégée est constituée de deux parties distinctes: une partie dite "réserve forestière intégrale" ainsi qu'une partie dite "zone de quiétude".

La zone de quiétude pour l'"Enneschte Bësch" a été délimitée dans le même but que pour le "Beetebuerger Bësch", c.à.d. donner la possibilité à des espèces menacées de se retirer dans ces aires de repos.

L'aménagement d'une construction d'accueil tout comme d'un sentier didactique sont en cours de préparation.

## **c) Le projet de réserve forestière intégrale "Pëttenerbësch" à Mersch/Pettingen**

### Description générale du projet:

La spécificité du "Pëttenerbësch" réside principalement dans la diversité des essences, qui s'est développée naturellement sur une aire de chablis important. La recolonisation naturelle avec des essences pionnières a donné naissance à différents types de peuplements structurés dans leur ensemble. C'est ce degré de dynamisme élevé (40% de la surface délimitée est occupée par des peuplements

très jeunes de moins de 16 ans) qui confère un aspect particulièrement intéressant à la zone pour la constitution d'une réserve forestière intégrale.

La superficie totale du "Pëttenerbësch", y compris les surfaces de compensation de la "Nordstrooss", est de 67,15 ha. L'Etat est propriétaire de l'intégralité de la surface délimitée.

La zone délimitée se subdivise en trois parties distinctes à savoir une partie dite "réserve forestière intégrale" (59,89 ha), une partie dite "réserve dirigée" (7,07 ha), et une partie dite "zone de développement" (0,196 ha).

- La réserve forestière intégrale comporte des anciens peuplements, des plantations et des superficies avec de la végétation pionnière. Ces peuplements seront mis en libre évolution dès que la zone délimitée sera déclarée zone protégée.
- Dans la réserve dirigée sont incluses les surfaces de compensation de la "Nordstrooss" qui viennent juste d'être plantées et qui seront à moyen terme éconduites vers des peuplements en libre évolution.
- La zone de développement comprend de la propriété privée et a été délimitée, afin que le propriétaire garde le choix de participer au projet, même après le classement de la zone protégée.

#### Avancement du projet

Les communes de Mersch (15/07/2005) et de Bissen (5/10/2005) avisent favorablement le projet de classement de la future zone protégée.

L'aménagement d'une construction d'accueil comprenant un panneau d'information générale est en cours d'élaboration.

### **d) La réserve forestière intégrale "Laangmuer" au "Gréngewald"**

#### Description générale du projet

Ce site qui fait partie du massif du "Gréngewald" est représentatif pour les hêtraies acidoclines du Grès de Luxembourg. D'ailleurs, c'est l'association forestière du Melico-Fagetum avec ses sous-associations les plus pauvres qui sont les mieux représentées (83%). L'habitat du Luzulo-Fagetum occupe une superficie de 7 %. Cette forêt détient pour la plus grande partie un aspect à caractère de forêt cathédrale avec une strate arbustive quasi manquante.

#### Avancement du projet

Le conseil communal de la commune de Niederanven (07/04/2005) ainsi que le conseil d'Etat (15/07/2005) avisent favorablement le projet de classement de la zone forestière "Laangmuer".

La zone forestière "Laangmuer" est déclarée zone protégée d'intérêt national en date du 7 novembre 2005.

La zone protégée englobe une superficie de 102,94 ha et se partage en deux parties distinctes: à savoir une partie dite "réserve forestière intégrale" et une partie dite "zone tampon". Le but recherché par la création d'une zone tampon est celui de pouvoir aménager une lisière de forêt suivant des critères écologiques.

L'installation d'une construction d'accueil avec un panneau d'information dans la future zone protégée est en préparation.

La zone protégée "Laangmuer" est la première réserve forestière intégrale au Luxembourg où un suivi des habitats forestiers a été effectué.

#### **e) Le projet de réserve forestière intégrale "Grouf" à Remerschen**

##### Description générale du projet

La spécificité du site "Grouf" réside dans sa structure qui est assez diversifiée. Une partie importante de la future réserve comporte des peuplements à plusieurs étages structurés dans leur ensemble. Le terrain est vallonné avec différents types d'expositions. Parmi les associations forestières les mieux représentées se trouvent l'association du Melico-Fagetum qui recouvre plus de la moitié de la surface délimitée ainsi que l'association du Primulo-Carpinetum qui occupe un vingtième de la zone. Résineux, feuillus en mélange, broussailles et arbustes recouvrent le restant de la future RFI.

##### Avancement du projet

Le dossier de classement est finalisé et envoyé sur le chemin de la procédure de classement.

La zone délimitée pour le projet recouvre une superficie de 154 ha et appartient presque intégralement à la commune. Uniquement 5 % appartiennent à des propriétaires privés.

En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, deux parties distinctes ont été proposées: une partie dite "réserve forestière intégrale" et une partie dite "zone de développement". Par ailleurs, la partie dite "réserve forestière intégrale" comprend deux zones de quiétude.

Ce zonage s'explique comme suit:

- La partie dite "réserve forestière intégrale" est intégralement constituée de propriétés appartenant à la commune. Dans cette zone aucune exploitation forestière ne pourra plus avoir lieu à l'exception de l'entretien des chemins balisés.
- Dans la partie dite "zone de développement" figurent des propriétés qui appartiennent aussi bien à la commune qu'à des propriétaires privés. Cette partie a pour fonction de constituer une zone tampon autour de la réserve proprement dite. Les bois abattus en forêt communale devront toutefois rester sur place.

Le projet a été présenté devant le conseil supérieur pour la protection de la nature en date du 7 décembre 2005.

#### **f) Le projet de réserve forestière intégrale "Manternacher Fiels" à Manternach**

##### Description générale du projet

La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de plusieurs associations forestières rares au Luxembourg, à savoir les hêtraies calcicoles ainsi que les forêts de ravins du Tilio-Acerion sur les couches fissurées du Muschelkalk avec de nombreux éboulis qui résultent de leur mode d'érosion et par les menaces pour les stations sensibles pouvant résulter des travaux sylvicoles, même douces. L'étendue de cette érablaie de ravin est d'ailleurs l'une des plus importantes au Grand-Duché de Luxembourg.

Compte tenu de la rareté de ces associations forestières au Grand-Duché de Luxembourg, une protection au sens le plus strict s'impose. Dans ce contexte, le règlement grand-ducal du 6 mai 2000 prévoit un certain nombre d'interdictions pour la zone protégée. Celles-ci sont toutefois insuffisantes pour suffire aux objectifs poursuivis dans le cadre du projet de forêts en libre évolution. Le nouveau dossier de classement aura pour but de proposer une adaptation, voire une modification du règlement grand-ducal du 6 mai 2000 en fonction des nouveaux objectifs de la zone protégée.

La surface de la zone protégée est de 124,14 ha. Les communes en sont les principaux propriétaires avec 62,5 %. Le restant appartient intégralement à des propriétaires privés.

#### Avancement du projet

Un dossier de classement visant la mise à jour du dossier existant pour la réserve naturelle "Manternacher Fiels" est en cours d'élaboration par le Service Aménagement des Bois. Des réunions ont eu lieu avec les différentes personnes concernées par le projet.

### **g) Le projet de réserve forestière intégrale "Saueruecht" à Beaufort**

#### Description générale du projet

La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de hêtraies du Melico-Fagetum ainsi que des forêts de ravins du Tilio-Acerion qui se sont installées d'une façon naturelle sur les pentes et les éboulis de pente de la vallée de la Sûre inférieure.

La zone délimitée se subdivise en trois parties distinctes avec à chaque fois un autre type de végétation caractéristique. Sur le plateau, on est en présence d'un sol sableux plus ou moins sec où le hêtre constitue l'essence principale. Sur les sols limono-sableux de la partie centrale on retrouve également des hêtraies, mais cette zone comporte aussi de nombreux éboulis de pierres sur lesquels des essences pionnières ont pu s'installer. En bas de versant sur les sols sablo-limoneux faiblement gleyifiés, de nombreuses zones de suintement rendent le terrain particulièrement humide. Cette partie est favorable à l'installation d'essences des milieux frais à mésohygrophiles, voire même hygrophiles. Cette succession de différents types de végétation confère un aspect particulièrement intéressant à la zone.

#### Avancement du projet

Le dossier de classement a été finalisé et présenté devant le conseil des bourgmestre et échevins de la commune de Beaufort. Ce dossier, qui est relativement détaillé au niveau de la description de la faune et de la flore, comporte en outre une étude chiroptérologique.

La surface de la future zone protégée est de 72,91 ha. La commune en est le principal propriétaire avec 66,70 ha. Le restant appartient principalement à des propriétaires privés. En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, deux parties distinctes ont été proposées: une partie dite "réserve forestière intégrale" et une partie dite "zone de développement".

Ce zonage s'explique comme suit:

- d'un côté, la propriété de la commune qui a donné son accord pour participer au projet est intégrée dans la partie dite "réserve forestière intégrale" et bénéficiera des primes biodiversité après le classement en tant que zone protégée;
- de l'autre côté, les propriétés des propriétaires privés sont incluses dans la partie dite "réserve dirigée". Cette partie pourra continuer à être exploitée comme avant le classement.

#### **h) Le projet de réserve forestière intégrale "Réif" à Wellenstein**

##### Description générale du projet

L'intérêt de la zone délimitée se caractérise par des conditions stationnelles et micro-stationnelles très variées ainsi que par le fait que le site proposé comble un déficit jusqu'à présent de la représentation des forêts correspondant à cette caractérisation stationnelle dans le secteur écologique de la Moselle.

Par ailleurs, l'association phytosociologique que l'on trouve sur 95% de la surface délimitée est celle du Melico-Fagetum caricetosum, laquelle est assez rare au niveau national étant donné qu'elle est uniquement stationnée sur les sols riches en calcaire.

##### Etat d'avancement

Le dossier de classement est finalisé. Il a été présenté devant le conseil des bourgmestre et échevins de la commune de Wellenstein. Ce dossier a comme particularité qu'il comporte en outre une étude chiroptérologique ainsi qu'une étude bryologique.

La zone délimitée pour le projet recouvre une superficie de 54,54 ha et appartient intégralement à une commune. En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, une seule partie dite "réserve forestière intégrale" a été proposée.

#### **i) Le projet de réserve forestière intégrale "Schnellert" à Berdorf/ Consdorf**

##### Description générale du projet

Le périmètre d'études pour le projet recouvre une superficie de 142,02 ha. La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de hêtraies du Melico-Fagetum et Luzulo-Fagetum qui se sont installées d'une façon naturelle sur les pentes et les éboulis de pente de la vallée de la Sûre inférieure et du Mullerthal.

Par ailleurs, il s'agit d'un massif très intéressant, étant donné que cette partie de la forêt est depuis longtemps gérée d'une façon très extensive, voire proche de la nature. Ainsi, la spécificité du site "Schnellert" réside dans sa structure qui est assez diversifiée. Une partie importante de la future réserve comporte du bois mort mois dans différentes phases de décomposition. A plusieurs endroits, une régénération naturelle s'est installée créant des peuplements à plusieurs étages structurés dans leur ensemble. Le tout fait que la zone délimitée comporte dès à présent à certains endroits une image de "forêt vierge".

La zone délimitée a d'ailleurs déjà fait l'objet de nombreuses études, notamment les recherches interdisciplinaires du Musée d'Histoire Naturelle qui ont été menées pendant une période de trois ans. Cette étude préconise, entre autre, une extrême prudence quant à l'exploitation forestière du "Schnellert". Le dossier

de classement pour la réserve naturelle forestière de Berdorf – Consdorf - Echternach (RN RF 05), lequel a été élaboré pour le compte de Ministère de l'Environnement, va même plus loin en recommandant que le site soit intégralement géré en tant que réserve forestière intégrale.

#### Etat d'avancement

Le fonds pour la protection de l'environnement a donné son accord pour financer l'élaboration du dossier de classement. Un bureau d'études a reçu comme mission d'établir ce dossier.

#### **j) Autres activités dans le domaine du projet "Naturbësch"**

Dans le cadre des activités «En Daach an der Natur», le Service de l'Aménagement a organisé en collaboration avec la commune de Wellenstein et le préposé forestier de Remerschen une visite dans la future réserve forestière intégrale «Réif» pour les habitants de la commune (5 Juin 2005). Au cours de cette excursion les principales fonctions et objectifs des réserves forestières intégrales ont été expliqués aux participants. Cette excursion a également servi à montrer les différences entre une forêt gérée et une forêt en libre évolution. Les habitats spécifiques des forêts âgées ont été présentés ainsi que la faune et de flore qui sont inféodés à ce type de milieu spécifique.

Le projet «Naturbësch» a été présenté dans le cadre de la journée des biologistes au lycée technique de Mamer devant les professeurs de biologie du Grand-duché de Luxembourg. Le titre de cette présentation était le suivant: «Les réserves forestières intégrales au Luxembourg». Cette présentation avait pour but de familiariser le personnel enseignant avec des projets concrets de protection de la nature.

Le projet de réserve forestière intégrale «Hierberbësch» a également été présenté devant les habitants de la commune de Mompach. En date du 15 juillet 2005 une excursion dans la forêt du «Hierberbësch» a été organisée par l'Administration en collaboration avec la commune. Au cours de cette excursion les différents objectifs et fonction d'une réserve forestière intégrale ont été expliqués aux participants.

#### **k) Autres projets de réserves forestières intégrales (RFI) en cours**

La commune de Mompach a donné son accord de principe pour participer au projet Naturbësch avec une partie de sa forêt communale. Plus précisément, il s'agit du massif du Hieberbësch dont une partie sera déclarée en tant que zone protégée. Cette forêt est déjà aujourd'hui gérée d'une façon très extensive et présente par conséquent un degré de naturalité très élevé.

Des pourparlers ont eu lieu avec la commune de Beckerich au sujet de la RFI «Houbierg». Ce projet de zone protégée se trouve sur le territoire de la commune de Hobscheid et de Beckerich et est essentiellement constitué de hêtraies cathédrales.

#### **6. Le développement d'un circuit didactique pour la réserve naturelle forestière du "Strombiërg"**

Le sentier de découverte 'Strombiërg' a été aménagé en 2005 et inauguré en juin 2005.



Il comporte 23 panneaux d'information qui sont installés tout au long de ce parcours et qui renseignent sur différents aspects en relation avec la protection de la nature, l'exploitation des anciennes minières de gypse, et attirent l'intérêt sur des particularités et curiosités du paysage, de la géologie, de l'histoire et de la culture locales, avec comme thèmes :

- les réserves naturelles de la région ;
- la forêt en évolution ;
- l'exploitation ancienne des minières de gypse du 'Strombiorg' ;
- les crevasses, éboulis et glissements de terrain ;
- la Moselle : frontière et voie de navigation ;
- les vignobles renommées du 'Markusberg' ;
- l'église de Schengen ;
- le jardin des herbes du Château de Schengen.

La partie sud du sentier de découverte traverse la réserve naturelle forestière 'Strombiorg', d'une superficie de 29 ha. La partie située au nord mène à travers la localité de Schengen et les vignobles situés sur les hauteurs.

Le point de départ du sentier se situe dans la localité de Schengen, au niveau du parking sous le pont de la Moselle. Le sentier est long de 4.5 km, avec un temps de parcours de près de 3 heures. Plusieurs points de vue offrent tout au long du parcours l'occasion pour admirer la beauté du paysage de la région des 3 frontières.

Le sentier est conçu en 2 circuits qui peuvent être parcourus séparément. La boucle nord, longue de 2 km, traverse la localité de Schengen et les vignobles de l'appellation 'Markusberg' (temps de parcours :  $\pm 1.5$  heures). La boucle sud conduit en partie sur des pistes spectaculaires à travers la forêt protégée 'Strombiorg' ( $\pm 3.2$  km, temps de parcours  $\pm 2$  heures).

Les sentiers sont en général aisément praticables à pied. Dans les vignobles (boucle nord), le sentier empreinte quelques parties aménagées en escalier. La montée en pente raide sur le monticule 'Strombiorg' (boucle sud) s'effectue par des escaliers escarpés. Le sentier n'est donc pas adapté aux voitures d'enfant.

Durant l'année 2004 ont avant tout été réalisés les travaux de conception rédactionnelle des panneaux, tandis que pendant l'année 2005 ont été réalisés surtout les travaux de graphisme et de mise en pages des panneaux, ainsi que certains aménagements sur le terrain. Ces travaux concernaient :

- l'aménagement des entrées des deux galeries (travaux de terrassement, sécurisation des entrées moyennant des pieux en bois de robinier),
- la construction d'un abri en bois,
- la mise en place d'une exposition de pierres,
- les travaux d'aménagement autour d'une source,
- la construction d'un ponceau enjambant une zone mouilleuse,
- la remise en état des escaliers en pierre et des chemins,
- la mise en place d'un garde-corps le long des falaises,
- la mise en place du balisage du chemin et des cadres des panneaux.

## **7. Les données sur les arbres remarquables**

Le premier relevé des arbres remarquables intitulé « Alte Bäume » a été publié en 1893 par E. Faber. En 1907, le même auteur a édité un inventaire systématique intitulé « Die Baumriesen des Großherzogtums Luxemburg », avec quelques photos. En 1940, un nouvel inventaire a été réalisé. En 1957, P. Modert a publié le premier volume du livre intitulé « Die verschwundenen Baumriesen des Luxemburger

Landes », et en 1962 le deuxième volume. En 1981, l'administration a publié une brochure intitulée « Les arbres remarquables du Grand-duché de Luxembourg », dans le but de sensibiliser le grand public pour le rôle et la beauté des arbres solitaires qui font partie de notre patrimoine culturel et naturel. Cette brochure faisant l'inventaire le plus complet de ces arbres extraordinaires, fait état d'un total de 303 arbres, dont une soixantaine d'objets sont décrits plus en détail, avec photos. Le livre le plus récent, le plus complet et le plus esthétique sur nos arbres remarquables est celui paru en 2002, sous le même titre. Richement illustré, il présente un peu moins de 100 arbres différents.

Les inventaires actuellement disponibles ont été regroupés dans une base de données unique. Cette base a été épurée et validée au niveau de la cohérence des données, en vue notamment d'éliminer les données redondantes. Le contenu de cette base de données a été distribué aux préposés forestiers pour être vérifié et complété, et ce dans le cadre de présentations du projet dans chacun des cantonnements forestiers.

Actuellement, l'inventaire des arbres remarquables contient uniquement des arbres solitaires, mais ne contient pas d'arbres extraordinaires situés en forêt. Rien qu'en ce qui concerne les arbres corniers, la forêt est certainement très riche en arbres qui méritent d'être répertoriés et inventoriés. Dans le cadre des réunions précitées, les préposés forestiers ont été invités pour contribuer à compléter l'inventaire en ce qui concerne les arbres remarquables situés en milieu forestier.

#### **8. La collaboration avec l'ONF dans le domaine de la gestion des peuplements irréguliers feuillus**

Dans le cadre de la collaboration entre l'administration forestière luxembourgeoise et celle de France dans le domaine de la promotion de la sylviculture proche de la nature et en particulier en ce qui concerne les techniques sylvicoles permettant de convertir des peuplements équiennes en peuplements structurés et mélangés, une délégation de 5 personnes de l'Office National des Forêts (ONF) a été accueillie pour une visite d'une journée. Il a été convenu de continuer cette collaboration en 2006 sur deux projets très concrets au Luxembourg, à Koerich et à Roodt/Syre, en procédant à des interventions sylvicoles très ciblées, en documentant ces interventions de manière suffisamment précise, et en installant des placettes d'observation permanentes pour avoir des informations dendrométriques.

## **XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE**

### **A. L'année viticole 2005**

La surface viticole luxembourgeoise s'élève à 1.300,10 hectares dont 1.239,90 ha sont en production.

Les conditions climatiques étaient très propices au développement de la vigne. Après un millésime 2004 très traditionnel, nous retrouvons en 2005 une année plus précoce avec des degrés de maturité prometteurs.

L'année 2005 a été plutôt sèche avec des températures supérieures à la moyenne. L'hiver 2004/2005 s'est manifesté par une météo sèche et des périodes de gelées relativement fréquentes mais peu intenses.

Les températures printanières étaient plutôt douces avec quelques gelées n'entraînant que des dégâts limités. En mai, des précipitations abondantes ont rééquilibré les réserves d'eau dans les sols. Le mois de juin, sec et chaud, a vu les stades phénologiques s'enchaîner rapidement. Suite à cette croissance extraordinaire, quelques vignes ont souffert un peu d'un manque en fer, ce qui se manifestait par un jaunissement des feuilles. La vigne a atteint rapidement le stade de la floraison le 18 juin, avec 4 jours d'avance par rapport à la moyenne des 30 dernières années. La floraison s'est ensuite déroulée sous des conditions exceptionnelles.

Le mois de juillet était chaud et des précipitations importantes ont accéléré la maturation des raisins. A noter également que des orages de grêle sur les coteaux de Grevenmacher ont occasionné des dégâts importants dans les lieux-dits Fels et Pietert. Le mois d'août, bien que moins favorable d'un point de vue climatique, n'a pas eu d'effet majeur sur le développement de la vigne. Le début de la maturation fut déjà constaté pour le cépage Rivaner le 11 août, une semaine plus tôt que la moyenne des 30 dernières années. Néanmoins, les premiers foyers de pourriture favorisés par les conditions climatiques maussades fin juillet et au mois d'août se sont installés tôt.

Les conditions sèches fin août et début septembre, associées à des températures clémentes, ont freiné le développement de la pourriture et permis une très bonne progression de la maturation des raisins.

Le mildiou n'a pas posé de problèmes majeurs cette année. Le vol du ver de la grappe était pratiquement inexistant et les infestations étaient faibles. A noter encore, que cette année, la majorité des vignerons a utilisé la méthode biologique de la confusion sexuelle contre les papillons du ver de la grappe. Cette méthode est appliquée au Grand-Duché de Luxembourg sur 1.100 ha des 1.300 ha de vignes et permet d'éviter le recours aux insecticides.

Au mois de juillet, l'oïdium a fait un retour remarqué, mais ne posait pas de problèmes graves dans les parcelles concernées. Relevons également que les symptômes d'Esca, champignon parasite du bois, étaient particulièrement visibles cette année.

Les vendanges ont commencé sous le soleil le 19 septembre. Les raisins ont été sains, aromatiques et mûrs avec une quantité de moût de raisin récolté de 135.366 hl, soit 10.000 hl de moins que la moyenne décennale.

## **B. Le marché du vin 2004/2005**

### **1. Les importations**

Les chiffres sur les importations sont issus de la statistique du commerce extérieur et ne sont que provisoires pour les deux dernières campagnes viticoles.

En 2004/2005, les importations de produits viticoles s'élèvent au total à 231.653 hectolitres et ont baissé de 12% par rapport à la campagne précédente. Cette baisse s'explique par une forte régression des achats de vins sur les marchés français (-3%) et italien (-22%).

Les vins rouges et rosés dominent toujours le marché des vins étrangers et représentent 52% des importations totales. La France (33%) est notre principal fournisseur de produits viticoles étrangers suivie par la Belgique (25%), le Portugal (12%), l'Italie (11%), l'Allemagne (9%), l'Espagne (8,5%) et d'autres pays (1,5%).

### **2. Les exportations de produits viticoles indigènes**

Les exportations s'élèvent à 55.632 hectolitres et ont régressé de 10,5% par rapport à la campagne précédente. Cette régression s'explique par le fait que la vente de vin de table vers l'Allemagne et la Belgique a diminué de 45% par rapport à la campagne précédente.

La vente de vin de qualité a légèrement augmenté tandis que le marché de vin pétillant et vin mousseux stagne.

17% du total des exportations sont commercialisés comme vin de table, 63% comme vin de qualité, 10% comme vin pétillant et 10% comme vin mousseux et crémant.

40% de la production annuelle moyenne nationale de produits viticoles (138.122 hl) ont été exportés pendant la campagne viticole 2004/2005. Le premier pays acheteur de nos vins est la Belgique (87%) suivi par l'Allemagne (6%) et la France (6%). Les exportations vers les Pays-Bas ont encore diminué et ne représentent plus que 0,3% des exportations totales (190 hectolitres).

Les vins issus du cépage Rivaner dominent le marché extérieur des vins de qualité et représentent 61% des exportations de v.q.p.r.d.. Les vins portant les mentions qualificatives « premier cru » et « grand premier cru » ne représentent que 4.463 hectolitres, soit 13% de la vente de v.q.p.r.d. vers les pays étrangers.

Au cours de la campagne 2004/2005, les caves coopératives ont réalisé 92% des exportations, le négoce et les viticulteurs indépendants se partagent les 8% restants.

### **3. Les réexportations**

Les réexportations de produits viticoles ont encore régressé et se chiffrent pour la campagne 2004/2005 à 24.266 hectolitres (-18% à la campagne précédente). Le marché des réexportations est réalisé en général à 73% par la vente de vin mousseux produit au Luxembourg à partir de vins étrangers et à 13 % par la vente de vin de table étranger.

La Belgique achète 86% des produits viticoles réexportés.

#### **4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2005**

Les stocks de vin indigène s'élèvent à 194.432 hectolitres. Par rapport à la campagne précédente, ils ont augmenté de 11% en raison d'une récolte assez abondante et supérieure de 13% à une récolte moyenne des dix dernières années. En considérant la vente de nos produits viticoles pendant la campagne 2004/2005, les stocks de 194.432 hectolitres sont suffisants pour couvrir 17 mois de la vente totale de vins indigènes.

Considérant la récolte de l'année 2005 et estimant que la vente restera constante, les stocks ne vont que faiblement diminuer pendant la campagne 2005/2006.

#### **5. La vente de vins à l'intérieur du pays**

La vente de vins indigènes et étrangers sur le marché luxembourgeois a baissé de 12% par rapport à la campagne précédente. Si la baisse enregistre 7% pour nos produits viticoles, elle accuse une chute de 16% pour les vins rouges et rosés étrangers.

La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays se répartit comme suit :

- 32 % vin, vin mousseux et crémant luxembourgeois ;
- 22 % vin blanc et mousseux étrangers ;
- 46 % vin rouge et rosé étrangers.

#### **C. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles**

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural (art. 27), le règlement (CE) 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), ainsi que le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> octobre 2002 instituant une prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage constituent la base de ce programme agri-environnemental. Ce nouveau programme remplace l'ancienne prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage qui se basait sur le règlement (CEE) N° 2078/92.

Ce programme d'aide encourage les viticulteurs à souscrire des engagements pluriannuels (5 années) en vue de favoriser une exploitation viticole compatible avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel contribuant ainsi à l'équilibre du marché. A ce titre les viticulteurs touchent une compensation pour les pertes de revenu dues à une réduction de la production et à une augmentation des coûts de production suite à une utilisation de pratiques respectueuses de l'environnement.

**Bilan de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage en viticulture pour la campagne 2004/2005 en application du règlement grand-ducal du 1er octobre 2002 et du 25 avril 2003**

Code mesure	<b>800</b>
Nombre d'exploitations ayant souscrit à un engagement:	<b>227</b>
Surface totale primée (ha)	<b>783,38 ha</b>
Montant total de la prime (€)	<b>580 487,24 €</b>

<b>Totaux par activité viticole</b>	<b>superficie primée m2</b>	<b>Prime montant €</b>	<b>Part Feoga €</b>	<b>Part nationale €</b>
<b><u>Activité principale</u></b>				
- Vignobles en pente >= 15 %	4 689 529	<b>265 427,35</b>	0,00	265 427,35
- Vignobles en pente >= 30 % et terrasses 60 N	1 941 587	<b>229 883,90</b>	114 941,95	114 941,95
- Vignobles en pente >= 30 % et terrasses 70N	169 788	<b>15 994,02</b>	7 997,01	7 997,01
<b>- Sous-total activité principale : (A)</b>	<b>6 800 904</b>	<b>511 305,27</b>	122 938,96	388 366,31
<b><u>Activité secondaire</u></b>				
- Vignobles en pente >= 15 %	559 296	<b>25 336,14</b>	0,00	25 336,14
- Vignobles en pente >= 30 % et terrasses 60 N	458 041	<b>43 376,42</b>	21 688,21	21 688,21
- Vignobles en pente >= 30 % et terrasses 70N	15 605	<b>1 176,62</b>	588,31	588,31
Pente >15%, dépassement du plafond	0	<b>0,00</b>	0,00	0,00
Pente > 30% et terrasses, dépassement du plafond (*)		<b>-3 508,90</b>	-1 754,45	-1 754,45
<b>- Sous-total activité secondaire: (B)</b>	<b>1 032 942</b>	<b>66 380,28</b>	20 522,07	45 858,21
<b>- Supplément Treuille</b>	<b>225 943</b>	<b>2 801,69</b>	0,00	2 801,69
<b>TOTAL GENERAL (A) + (B)</b>	<b>7 833 846 m2</b>	<b>580 487,24</b>	<b>143 461,03</b>	<b>437 026,21</b>

(\*) Le montant maximal de la prime par exploitant individuel est fixé à 5.000 EUR pour les exploitants à titre accessoire.

#### **D. La prime à l'abandon définitif de superficies viticoles**

La prime à l'abandon vise à favoriser l'arrachage définitif de surfaces viticoles qui se situent généralement à la limite du périmètre viticole et qui sont peu aptes à la production viticole de qualité. Le règlement (CE) N° 1493/1999 du Conseil ainsi que le règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 relatif à l'octroi de primes d'abandon définitif de superficies viticoles constituent les bases légales de cette aide financière.

Bilan de la prime à l'abandon définitif de superficies viticoles (année culturale 2004/2005):

Montant : 8.882,08 EUR pour une superficie de 103,28 ares.

#### **E. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles**

Le règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 fixant les modalités d'exécution du règlement (CE) no 1493/1999 relatives au régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles offre sous certaines conditions une aide financière aux

exploitants viticoles pour l'arrachage et la replantation d'une vigne. Le régime d'aide a pour objet d'accélérer la reconversion variétale, c'est-à-dire le remplacement des cépages dont la demande sur le marché est en régression, par des cépages plus appréciés par les consommateurs. Il vise également à favoriser davantage des techniques de culture de vignobles qui sont plus facilement mécanisables dans le but de réduire les coûts d'exploitation.

#### **Campagne 2004/2005**

	<b>Montant alloué par ha</b>	<b>Superficie subventionnée</b>	<b>Montant de l'aide</b>
Vignobles avec une pente < 30%.	8 000,00 €	7,8918 ha	63 134 €
Vignobles avec une pente > 30%	10 000,00 €	1,7254 ha	17 254 €
Vignobles avec une pente > 45% resp. vignobles en terrasse	12 000,00 €	0,2584 ha	3 101 €
<b>Total :</b>		<b>9,8756 ha</b>	<b>83 489 €</b>

#### **F. Le site Internet de l'Institut viti-vinicole**

Le plan d'action eLuxembourg constitue la réponse du Gouvernement au défi de la société de l'information. Les services publics en ligne deviennent de plus en plus un élément central dans la relation que l'Etat entretient avec les citoyens et entreprises. Dans le cadre de ce projet, le site Internet de l'Institut viti-vinicole a été mis en place. Le site est conforme à la charte de normalisation de la présence sur Internet de l'Etat. Cette charte définit les normes à respecter en matière de graphisme et de présentation du contenu. Elle concerne également la mise en place d'une infrastructure informatique commune pour la création et la gestion des sites web, qui comprend un système rédactionnel ou CMS (Content Management System).

Selon cette charte, la disposition des menus du site doit être indépendante de l'organisation interne de l'administration. Les citoyens n'ont donc pas besoin de connaître à priori l'organisation de l'IVV pour retrouver les informations qu'ils recherchent.

Le site est rédigé en allemand et le public cible visé est constitué principalement de vignerons. Evidemment, les consommateurs de vin y retrouvent également des renseignements généraux sur la viticulture luxembourgeoise. Depuis la mise en ligne en mai 2005 jusqu'à la fin du mois de décembre, le site de l'IVV a été visité 25 000 fois.

Le site Internet de l'IVV met à la disposition des informations sur les aides financières, sur la réglementation viticole ainsi que sur des problèmes viticoles. Par l'intermédiaire d'un système de newsletter, les vignerons reçoivent régulièrement une synthèse des actualités en ligne. Si le sujet traité les intéresse, un raccourci leur permet d'accéder à la page Internet du site de l'IVV où des renseignements afférents plus détaillés sont disponibles.

#### **G. Le site Internet pour l'amélioration de la transparence des traitements phytosanitaires par hélicoptère**

Avant la mise en place de ce site Internet, les vignerons exploitant des superficies élevées réparties dans plusieurs sections voire communes, n'ont souvent pas su quels produits à quelles dates ont été traités par hélicoptère dans les différents villages. Cette situation conduisait à des traitements doubles à la fois par hélicoptère et par des engins terrestres. Une telle approche s'avère être incompatible avec une production intégrée en viticulture, sachant que l'utilisation massive et injustifiée de tels produits porte préjudice à l'image de la viticulture luxembourgeoise. Le site Internet est le moyen par excellence pour mettre la profession viticole en mesure d'améliorer la transparence des traitements phytosanitaires par hélicoptère par les informations qu'il contient et qui concernent les produits phytosanitaires utilisés, la date des vols ainsi que le développement des

maladies et ravageurs de la vigne. La plupart des vignerons concernés ont participé à ce projet.

## H. Le système d'information géographique

Le règlement (CE) n°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 oblige les Etats-membres à mettre en place un système d'identification des parcelles agricoles. Les techniques utilisées doivent s'appuyer sur un système d'information géographique informatisé comprenant de préférence une couverture d'ortho-imagerie aérienne.

Depuis 2003, les agents de l'IVV sont en train d'améliorer l'intégrité de la base de données du casier viticole, notamment en utilisant un système d'information géographique. Parallèlement, l'IVV a procédé à la digitalisation des parcelles viticoles. Les parcelles de référence sont identifiées par un numéro de parcelle viticole. Le cadastre parcellaire n'est pas pris en compte. Comme la vigne est une culture pérenne (20-50 ans), les changements de la superficie des parcelles sont rares. D'autre part, ce choix technique permet d'intégrer dans un SIG, toutes les informations du casier viticole (cépages, mode de conduite, année de plantation) ainsi que les renseignements sur les lieux-dits et la vocation viticole. Avec le développement de cette technologie de nouvelles perspectives s'ouvrent pour prévoir l'évolution des superficies viticoles, de faciliter la mise en place des systèmes de gestion de la qualité en vigne, voire d'une étude sur les terroirs viticoles.

Le nouveau système de référence pour identifier les parcelles viticoles a été validé en 2005 ensemble avec la profession viticole dans le cadre du recensement viticole.

## I. Le sondage

Un sondage concernant le développement des exploitations viticoles a été effectué. En 2005 ont eu lieu la saisie ainsi que l'analyse de ce sondage. Des éléments du sondage sont utilisés pour établir le plan stratégique pour le vignoble luxembourgeois 2007-2013. Les résultats du sondage, dont le taux de participation était de 48%, sont publiés sur le site Internet de l'IVV.

### Réponses des vignerons dans le cadre du sondage

	<b>Coopérateurs (Vinsmoselle)</b>	<b>Inconnu</b>	<b>Vignerons indépendants</b>	<b>Vente au négoce</b>	<b>Négoce</b>	<b>Total</b>
Total des exploitations	317	0	52	96	6	471
Nombre de réponses	149	8	32	33	3	225
<b>% Participation</b>	<b>47%</b>		<b>62%</b>	<b>34%</b>	<b>50%</b>	<b>48%</b>

## J. La formation continue et la vulgarisation

10 formations continues ont été organisées pour les vignerons en 2005 avec pour thèmes:

- Empfehlungen zur Bekämpfung von ESCA und Schwarzfäule
- SK 2000 Schlagkartei für den Weinbau
- Lagenabgrenzung
- Rebschutzempfehlungen 2005
- Anwendung von Pflanzenschutzmitteln in Frankreich
- Weiterbildung als Schlüsselement der ländlichen Entwicklung
- Maschinenvorführung Clemens und Holder
- Qualitätsmanagement im Weinbau
- Benutzung des Geographischen Informationssystems QS-Rebe für die Qualitätssicherung für den Weinanbau



- Verkostung der Versuchsweine.

9 articles de vulgarisation ont été publiés dans la presse spécialisée en 2005:

- Qualitätsverbesserungen beim Spätburgunder
- Möglichkeiten der Blattdüngung im Weinbau
- GIS im Luxemburger Weinbau
- Rebschutzempfehlungen 2005
- Weiterbildung als Schlüsselement der weinbaulichen Entwicklung
- Qualitätssteigerung im Weinberg
- Die Homepage der Protvigne
- Bioweinbau in Luxemburg
- Botrytisbekämpfung im ökologischen Weinbau.

## **K. Les essais viticoles**

Dans le vignoble d'expérimentation, des essais pratiques ont été menés dans le domaine de la viticulture biologique qui ont porté notamment sur l'utilisation d'alternatives pour le cuivre dans la lutte contre le mildiou. Les mesures prophylactiques contre les champignons Botrytis et Penicillium, agents responsables des goûts moisi terreux (GMT) constituaient l'autre grand axe d'expérimentation.

## **L. La structure du vignoble luxembourgeois**

### **1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations**

Le vignoble luxembourgeois occupe aujourd'hui une superficie totale de 1.300,10 ha dont 1.239,90 ha sont en production alors qu'en 1996 on comptait encore au total 1.355 ha. La diminution de la superficie est principalement due aux abandons définitifs des parcelles viticoles qui ont été pratiqués au cours de la dernière décennie.

Le processus de restructuration vers des unités de production plus grandes se poursuit. En l'espace de dix ans, le nombre des exploitations viticoles est passé de 699 unités en 1996, à 460 unités, en 2005, soit une régression de 34 %.

La surface moyenne des exploitations viticoles est actuellement de l'ordre de 2,83 ha.

Suite aux effets positifs du remembrement, la restructuration du vignoble luxembourgeois est accompagnée d'une amélioration sensible des conditions de travail dans la vigne. En dix ans, le nombre des parcelles a diminué de 814 unités et s'élève aujourd'hui à 5.505 unités. Grâce à la rationalisation des travaux et à la réduction des parcours dans les vignobles remembrés, grâce aussi à une mécanisation plus poussée, les conditions d'exploitation des vignobles ont été sensiblement améliorées.

Une diminution importante de la surface se fait remarquer pour le cépage du Rivaner. Avec 384 ha, ce cépage occupe aujourd'hui 30 % du vignoble.

En ce qui concerne l'Elbling, on note une très forte régression de sa superficie au profit d'autres cépages. La surface de l'Elbling atteint actuellement 128 ha.

La surface plantée en Riesling reste stable au cours de la dernière décennie. Elle représente actuellement 163 ha, soit 13 % du vignoble.

Les cépages Auxerrois, Pinot blanc et Pinot gris occupent 499 ha et représentent 38 % de l'ensemble du vignoble. Depuis 1966, leur surface a quadruplé.

Depuis quelques années, le cépage Pinot noir se réjouit d'une grande popularité. En effet, depuis plus d'une décennie, sa surface ne cesse d'augmenter et occupe avec 88 ha 7 % du vignoble luxembourgeois.

## 2. Le nombre d'exploitations et la superficie cultivée par classes de grandeur en 2005

Classes de grandeur (en ares)	Nombre d'exploitants	Superficie totale (en ha)
0 - 9.99	40	2,54
10 - 19.99	37	5,26
20 - 29.99	35	8,33
30 - 49.99	51	20,25
50 - 99.99	67	48,74
100 - 199.99	40	54,25
200 - 299.99	31	76,97
300 - 499.99	54	214,75
+ 500.00	105	869,01
<b>Total</b>	<b>460</b>	<b>1.300,10</b>

## 3. L'âge des chefs d'exploitation en 2005

Age	Nombre	Surface exploitée en ha
< 35 ans	21	79,54
35 - 50 ans	153	612,28
50 - 65 ans	168	447,32
> 65 ans	118	160,96
<b>Total</b>	<b>460</b>	<b>1.300,10</b>

## 4. La répartition de la superficie

- Coopératives : 61,6%
- Viticulteurs indépendants: 38,4% dont 21,8 % sont embouteilleurs

## 5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail

Mode de mécanisation	traction directe	par treuil	à la main
	91,69 %	6,10 %	2,21 %
Mode de conduite	sur échelas	sur treille	
	1,40 %	98,60 %	
Mode de faire valoir	en propriété	en fermage	autre
	71,19 %	23,97 %	4,84 %

## 6. Les exploitations et parcelles par localité viticole

Localités <b>01.08.2005</b>	(1) Nombre d'exploit.	Nombre de parcelles	(2) Superficie cultivée (ha)	Classes de grandeur					
				- 1 ha		+ 1 – 3 ha		+ 3 ha	
				(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Schengen	20	436	95,84	3	1,00	4	6,12	13	88,72
Remerschen	41	729	126,92	18	7,05	5	8,16	18	111,71
Wintringen	14	241	42,23	7	1,91	2	4,81	5	35,51
Schwebsingen	27	341	63,79	13	4,49	6	9,29	8	50,01
Bech-Kleinmacher	35	478	110,33	13	4,71	5	10,25	17	95,37
Wellenstein	26	247	60,44	13	6,92	4	6,73	9	46,79
Remich	34	294	84,21	21	8,27	4	7,49	9	68,45
Stadtbredimus	24	411	76,08	10	3,25	6	12,13	8	60,70
Greiweldingen	23	222	46,02	16	6,69	1	1,57	6	37,76
Ehnen	26	272	58,18	14	4,52	6	12,52	6	41,14
Ober-Wormeldingen	14	111	26,90	7	3,24	4	6,86	3	16,80
Wormeldingen	38	305	63,96	25	8,54	5	11,54	8	43,88
Ahn	16	252	91,58	2	0,86	1	2,30	13	88,42
Machtum	25	226	79,37	12	3,06	3	6,43	10	69,88
Grevenmacher	22	320	101,96	9	2,04	4	5,98	9	93,94
Mertert	6	75	39,90	1	0,08	1	1,18	4	38,64
Wasserbillig	4	5	0,71	4	0,71	-	-	-	-
Rosport	2	8	1,91	1	0,41	1	1,50	-	-
Niederdonven	15	144	51,40	10	4,30	-	-	5	47,10
Oberdonven	3	21	7,94	2	1,32	-	-	1	6,62
Gostingen	7	35	6,65	4	1,80	3	4,85	-	-
Lenningen	10	18	5,58	9	4,03	1	1,55	-	-
Bous	11	92	15,14	8	4,21	1	1,08	2	9,85
Erpeldingen	5	53	9,61	3	0,67	1	2,52	1	6,42
Rolling	2	43	7,69	-	-	1	2,22	1	5,47
Elvingen	1	3	0,22	1	0,22	-	-	-	-
Ellingen	5	81	18,54	1	0,23	2	4,14	2	14,17
Mondorf	4	42	7,00	3	0,58	-	-	1	6,42
<b>Total</b>	<b>460</b>	<b>5.505</b>	<b>1.300,10</b>	<b>230</b>	<b>85,11</b>	<b>71</b>	<b>131,22</b>	<b>159</b>	<b>1.083,77</b>

## M. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole

Par la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole, article 1, l'Institut a l'obligation de surveiller et de contrôler l'exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les vins et boissons similaires et de conseiller les organismes professionnels de la viticulture dans les domaines technique, économique et commercial.

A cette fin, le laboratoire de l'IVV réalise l'examen analytique des moûts, des vins et des vins mousseux et crémants par analyse chimique de ses constituants et par détermination de ses caractères physiques.

Les principaux groupements d'analyses se présentent comme suit:

- le contrôle analytique systématique de tous les lots de moûts faisant l'objet d'une vinification précisé par le règlement CE n° 1622/2000 au service du contrôle des vins remplaçant ainsi la déclaration obligatoire d'intention d'enrichissement;
- l'analyse individuelle des vins, des vins mousseux et des crémants sur demande des viticulteurs pendant la période de la fermentation alcoolique jusqu'à l'embouteillage des vins aux fins de conseiller les viticulteurs, incluant l'analyse de conformité pour l'exportation des vins, des crémants ou des vins mousseux et l'analyse prescrite pour participation aux différents concours internationaux;

- l'examen analytique des vins, des vins mousseux et des crémants luxembourgeois sur différentes caractéristiques bien définies pour l'admission à la Marque Nationale, ainsi que l'analyse de vérification de l'identité de ces produits embouteillés après l'obtention de la Marque Nationale, prescrits par le règlement grand-ducal du 30 janvier 2001.

Le tableau ci-après résume le nombre des différentes analyses effectuées au cours de l'année 2005 au laboratoire de l'IVV:

<b>Analyses</b>	<b>Nombres d'analyses</b>
Analyses de contrôle des moûts	2.147
Analyses individuelles sur demande	27.112
Analyses pour admission à la Marque Nationale et analyse de vérification de l'identité	12.107

Les analyses effectuées au laboratoire de l'Institut viti-vinicole sont principalement des analyses de base tels la valeur pH, l'acidité totale, l'acide acétique, l'acidité volatile, l'acide tartrique, l'acide malique, les sucres résiduels, le dioxyde de soufre total et libre, le titre alcoométrique volumique, la densité relative, l'extrait sec total, le dioxyde de carbone, la pression.

D'autre part, en vue d'un bon conseil pour la vinification, des analyses plus spécifiques tels la teneur en fer et cuivre, les phénols totaux, l'acétaldéhyde, l'acide sorbique, la détermination de la stabilité protéique, de la stabilité à chaud et de la dose réellement nécessaire en bentonite, du collage bleu, ainsi que le suivi des fermentations malolactiques (l'acide lactique) par des contrôles hebdomadaires, sont proposées aux viticulteurs.

Au cours de l'année 2005, l'accompagnement du laboratoire de l'Institut viti-vinicole par une société externe de conseil, dans sa démarche en vue de l'obtention de l'accréditation selon la norme ISO 17025 sur les prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais, d'une part à cause de l'exigence législative pour les laboratoires officiels analysant des denrées alimentaires d'après la directive européenne 93/99/CEE et d'autre part pour avoir la reconnaissance de la compétence de l'IVV au niveau national et international, a été poursuivi.

Dans sa démarche "assurance qualité", de nombreuses procédures nécessaires à l'accréditation selon la norme ISO 17025 ont été mises en oeuvre: rédaction d'une partie des procédures du manuel assurance qualité, établissement d'une grande partie des dossiers de validation des méthodes d'analyses les plus courantes, maintenance et vérification des instruments de mesure par le responsable métrologie, participation à des essais interlaboratoires, mise en place des cartes de contrôles internes et participation à des formations spécialisées pour laboratoire.

L'objectif sera de passer l'audit d'accréditation final du laboratoire de l'IVV en 2006.

## **N. Le département de l'oenologie**

Parmi les multiples missions de l'Institut viti-vinicole le conseil pour les organismes professionnels dans les domaines techniques tels la viticulture et la vinification joue un rôle très important.

Ainsi, chaque année différents essais qui ont trait à la viticulture et aux pratiques de vinification ayant un intérêt pour la viticulture luxembourgeoise, sont effectués dans la cave de l'Institut. Les viticulteurs sont ensuite invités à des dégustations pour se faire eux-mêmes une idée sur les résultats de ces essais.

Comme l'année passée, une partie du vignoble de l'Etat, plantée en Rivaner, est cultivée selon les normes de la culture biologique. Le vin issu de la viticulture biologique est ensuite comparé au vin du vignoble cultivé de manière traditionnelle.

Le cépage Sauvignon ainsi que deux cépages rouge Rondo et Dornfelder, tous les trois ne figurant pas sur la liste des cépages autorisés à devenir des vins de qualité au Luxembourg, mais dont quelques rangées sont plantées dans le vignoble de l'Etat, ont été vinifiés en essai.

Différents assemblages du cépage Pinot Noir avec Dakapo, cépage ayant une capacité colorante importante sont réalisés jusqu'à une teneur maximale de 10 %, pour être évalués par la suite.

L'étude sur l'application de l'acide gibbérellique a été poursuivie dans le vignoble. Ce produit phytosanitaire est destiné à la lutte contre la pourriture grise et la pourriture acide des raisins. Des différents cépages traités, l'Auxerrois a fait l'objet de vinification dans la cave de l'IVV et pourra être dégusté avec son témoin au cours de l'année 2006.

Compte tenu du bon résultat organoleptique des vins de l'année passée, la pratique œnologique de l'osmose inverse, pratiquée en vue de l'augmentation du titre alcoométrique a été répétée sur plusieurs cépages. En même temps, une partie identique du vin de base a été enrichie de manière traditionnelle avec du sucre. La dégustation des vins traités par procédé physique et par méthode traditionnelle se fera en 2006.

Le Rivaner a été vinifié en vin de base pour crémant. En effet, l'essai consiste à voir si ce cépage aromatique pourrait se prêter pour une deuxième vinification afin de devenir du mousseux ou du crémant.

Un autre essai pour produire des mousseux aromatiques de qualité a été réalisé sur les cépages Gewürztraminer et Rivaner. Les vins jeunes, en fin de leur première fermentation, contenant un taux résiduel de glucose et fructose d'environ 24 g/l, ont été embouteillés avec leur levure pour pouvoir prendre de la mousse en bouteille. Ils seront dégorgés, ajustés en liqueur et dégustés dans le courant de l'année prochaine.

La fermentation spontanée est un sujet qui intéresse fortement les œnologues en vue de produire des vins marqués par leur terroir. A ce sujet, un Pinot Blanc du vignoble de l'Etat a été vinifié sans ajout de levures sélectionnées.

En vue d'extraire plus de composés aromatiques des baies de raisins, différentes variations de macération préfermentaire ont été mises en œuvre sur le cépage Riesling. Après le vieillissement de ces vins, leurs qualités organoleptiques seront évaluées.

A part les essais de vinification des raisins de l'Etat, les viticulteurs peuvent demander que leurs propres vins fassent l'objet d'essais de collage en vue de les assouplir, de les rafraîchir ou d'en améliorer les qualités gustatives. Des conseils leur sont proposés durant toute l'année et les vins sont dégustés et appréciés par la suite avec le producteur lui-même.

## **O. La viticulture dans l'Union Européenne**

### **1. La distillation de crise**

Suite à une production abondante de vin dans l'U.E. en 2004 de 196.349 hl et de 10% supérieure à la moyenne des 5 dernières années, des excédants importants ont été constatés sur le marché du vin de plusieurs Etats membres, excédants se reflétant par une baisse des prix et une augmentation inquiétante des stocks.

L'article 30 du règlement (CE) n°1493/1999 prévoit qu'une mesure de distillation de crise peut être prise en cas de perturbation exceptionnelle du marché due à d'importants excédants et/ou à des problèmes de qualité. Cette mesure a pour but de résorber les poches d'excédants et d'assurer la continuité des approvisionnements d'une récolte à l'autre.

Afin de renverser l'évolution négative et de remédier à la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreux producteurs, et pour ramener les stocks de vins à un niveau considéré comme normal pour couvrir les besoins du marché, la Commission a donné suite à la demande de certains Etats membres et a ouvert une distillation de vins portant sur 1,5 Mio hl de v.q.p.r.d. en France, 4 Mio hl de vin de table (v.d.t.) en Espagne, 40.000 hl de v.q.p.r.d. et 34.000 hl v.d.t. en Grèce, 2 Mio hl v.d.t. en Italie, 400.000 hl v.d.t. et 100.000 hl v.q.p.r.d. en Hongrie.

Le volume total accordé par la Commission est de 8.380.000 hl, alors que les Etats membres concernés avaient introduit des demandes pour un volume de 15.420.000 hl. Le prix d'achat du vin livré à la distillation se situe selon qu'il s'agit de vin de table ou de v.q.p.r.d. entre 3,350 et 1,914 €/vol. /hl et le coût estimé pour le budget communautaire est de 185.075 Mio €

### **2. La distillation alcool de bouche**

Rappelons que selon l'article 29 du règlement (CE) 1493/1999, la Communauté peut ouvrir la distillation des vins de table et des vins aptes à donner des vins de table afin de soutenir le marché viti-vinicole et, de ce fait, favoriser la continuité des approvisionnements en produits de la distillation de vin des segments du secteur de l'alcool de bouche qui, traditionnellement, utilisent cet alcool.

Pour la campagne en cours, des contrats ont été présentés dans les différents Etats membres pour un volume de plus de 15 Mio hl. La Commission a proposé un taux d'acceptation de 84,589 % ce qui ramène le volume proposé pour l'acceptation à un niveau de 13 Mio hl.

### **3. Les nouvelles pratiques œnologiques**

Au mois de décembre 2005, le Conseil a adopté un règlement visant à autoriser six nouvelles pratiques œnologiques dont l'utilisation de morceaux de bois de chêne dans l'élaboration des vins.

Cette pratique n'est pas vraiment une révolution puisqu'elle est déjà autorisée depuis l'an 2000 à titre expérimental. Un règlement d'application de la Commission précisera les conditions d'utilisation de ces copeaux.

Dans ses projets la Commission s'appuiera sans doute sur les recommandations de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (O.I.V.) en la matière. Il faudra préciser au niveau européen les types de vins auxquels cette

technique s'applique, de même que les conditions de l'étiquetage des vins ainsi élaborés.

#### **4. La mesure du titre alcoométrique des vins par densimétrie électronique**

Le règlement (CE) n°355/2005 modifie le règlement (CEE) n°2676/90 déterminant les méthodes d'analyse communautaires applicables dans le secteur du vin et son annexe. Il ajoute à celle-ci la méthode de mesure du titre alcoométrique des vins par densimétrie électronique, validée selon des critères internationalement reconnus.

La nouvelle description de cette méthode a été adoptée par l'Office international de la vigne et du vin lors de son Assemblée générale de 2000.

L'utilisation de cette méthode de mesure peut assurer un contrôle plus simple et précis du titre alcoométrique volumique des vins.

#### **5. La réforme de l'O.C.M. Vin**

Après quelques années d'application, l'O.C.M. viti-vinicole adoptée en 1999, nécessite aujourd'hui de l'avis de tous une réforme.

On constate en effet que les mécanismes mis en place tant sur le plan conjoncturel que structurel n'ont pas été d'une réelle efficacité et qu'il faut donc les adapter ou les remplacer par d'autres instruments plus pertinents.

Dans la perspective de la réforme de l'O.C.M. devant intervenir en 2006, les différentes organisations professionnelles européennes, telles que les représentants des régions viticoles européennes, les représentants du Copa-Cogeca, des vignerons indépendants européens, se sont réunis pour arrêter leur position respective quant au contenu de la future réforme.

La Commission pour sa part a organisé en date du 16 février 2006 à Bruxelles un séminaire viti-vinicole sur «Les défis et perspectives d'avenir pour les vins européens». Lors de ce séminaire, des personnalités diverses du monde viti-vinicole ainsi que des scientifiques et des consommateurs des Etats membres, se sont réunis en 3 ateliers différents pour donner des réponses aux questions suivantes:

- a) Comment renforcer la compétitivité des vins européens au sein de l'Union européenne et dans le monde?
- b) Comment parvenir à une politique européenne durable en matière viti-vinicole?  
La contribution des vignobles européens aujourd'hui et à l'avenir.
- c) Les vins européens et les consommateurs.

Se basant sans doute sur les résultats des réflexions émises lors de ce symposium, la Commission présentera vers la fin du premier semestre 2006 ses idées quant à la nouvelle O.C.M. suivie d'une proposition.

#### **6. L'Accord entre l'UE et les Etats-Unis sur le commerce des vins**

L'Union européenne et les Etats-Unis sont parvenus à un premier accord sur le commerce des vins, accord qui protégera les dénominations communautaires et sauvegardera le marché américain extrêmement précieux en tant que premier débouché des vins européens à l'exportation.

En effet, les Etats-Unis ont importé de l'Union européenne pour quelque 2 milliards € de vins en 2004. Aux termes de l'accord, le gouvernement des Etats-Unis

présentera au Congrès une proposition tendant à changer le statut des dénominations européennes, actuellement considérées comme semi-génériques aux Etats-Unis, telles que Burgundy, Chablis, Champagne, Chianti, Moselle....

Les Etats-Unis acceptent les grands principes régissant les règles communautaires en matière d'étiquetage et s'engagent à régler tout problème bilatéral éventuel concernant les vins en recourant à des consultations bilatérales informelles plutôt qu'à des mécanismes de règlement des litiges.

Les Etats-Unis sont autorisés à utiliser sous certaines conditions et pour une durée limitée 14 expressions traditionnelles dans l'Union européenne telles que château, clos, sur lie....

L'Union européenne reconnaît les pratiques viti-vinicoles américaines qui sont actuellement agréées aux Etats-Unis. Toutefois, celles qui ne sont pas couvertes par des dérogations communautaires existantes ne sont acceptées que pour les vins exportés vers l'Union européenne une fois que les Etats-Unis auront changé le statut des 17 dénominations communautaires considérées comme semi-génériques aux Etats-Unis.

Les exportations communautaires de vin, y compris celles relatives à des vins titrant moins de 7 degrés d'alcool, sont exemptées des exigences américaines en matière de certification adoptées à la fin de 2004.

Lorsque les Etats-Unis auront changé le statut des 17 dénominations européennes considérées comme semi-génériques aux Etats-Unis, ils bénéficieront du régime de certification extrêmement simplifié pratiqué dans l'Union européenne.

Une deuxième phase de négociation s'ouvrira 90 jours après l'entrée en vigueur de l'accord. Elle comprendra notamment des discussions sur les indications géographiques, sur la question des dénominations d'origine, y compris l'avenir des anciens termes semi-génériques, sur l'utilisation d'expressions traditionnelles, sur les vins à faible degré alcoolique, sur la certification, sur les pratiques viti-vinicoles et sur la création d'un comité mixte chargé des problèmes du vin.

## **P. La marque nationale du vin luxembourgeois**

Après 70 années d'existence, la marque nationale du vin joue toujours un rôle important dans le secteur viticole luxembourgeois. Depuis sa fondation, le 12 mars 1935, elle veille sur la qualité des vins luxembourgeois et garantit :

- qu'ils sont d'origine luxembourgeoise ;
- qu'ils sont placés sous le contrôle de l'Etat ;
- qu'ils n'ont subi aucun coupage avec un vin étranger;
- qu'ils répondent aux critères de qualité et aux conditions fixés par la réglementation viticole luxembourgeoise et par la réglementation afférente des Communautés européennes.

La mission et le fonctionnement de la marque nationale sont définis dans le règlement grand-ducal du 31 janvier 2001 portant réglementation de la marque nationale du vin et fixant les conditions d'attribution de celle-ci, dans le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 mars 1988 portant création d'une marque nationale des vins mousseux et dans le règlement du Gouvernement en Conseil du 4 janvier 1991 relatif à l'appellation « Crémant de Luxembourg », ainsi que dans les règlements complémentaires du 14 juillet 1988, du 25 octobre 1991 et du 18 octobre 1996. Elle exerce ses fonctions sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural.



## 1. La commission de gérance

Pour l'exécution de ses tâches, la marque nationale dispose d'une commission de gérance qui a dans ses attributions la gestion financière, administrative et technique et qui est dénommée Office national de l'appellation d'origine contrôlée «Moselle luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.)

Cette commission de gérance dispose d'une commission de dégustation et d'un service technique et administratif.

Elle est composée de délégués des organisations suivantes :

- 2 délégués des caves coopératives regroupées dans la société coopérative « Les Domaines de Vinsmoselle »
- 1 délégué l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants, (O.P.V.I.)
- 1 délégué de la Fédération des Négociants-Producteurs de vin et vin mousseux
- 1 délégué de l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC)
- 1 délégué de la Fédération des hôteliers, restaurateurs et cafetiers (Horesca)
- 2 délégués de l'Etat.

Par cette composition, tous les acteurs du secteur viticole, les professionnels, les intermédiaires et les consommateurs sont impliqués dans la mission de la marque nationale du vin et portent une certaine responsabilité les uns vis-à-vis des autres.

Au cours de l'exercice 2005, la commission de gérance s'est occupée des affaires courantes, telles que la situation financière et le fonctionnement de l'administration et de la commission de dégustation.

En outre, elle a mis une importance particulière sur la poursuite du processus de réforme entamé il y a quelques années.

Pour élargir la gamme des produits et pour pouvoir mieux affronter la concurrence sur le marché, l'introduction de vins d'assemblage ne portant plus de cépage, ni de millésime, a été discutée.

Afin d'améliorer l'information du consommateur dans le choix de son vin, l'indication du type du produit en fonction de sa teneur en sucre résiduel serait à indiquer sur la bouteille.

En ce qui concerne le fonctionnement futur de la commission de dégustation, la commission de gérance a décidé de réduire à partir de l'année 2007, le nombre des 14 dégustateurs actuels à 7 par séance de dégustation.

Concernant les ressources financières de la marque nationale, celles-ci proviennent de la vente des labels de qualité et des taxes de présentation des vins à la marque nationale. D'une part, elles sont destinées au bon fonctionnement des services et commissions de la marque nationale, d'autre part, elles sont investies dans la promotion du vin par le biais d'un apport financier au Fonds de solidarité viticole au sein duquel fonctionne la Commission de promotion des vins et crémants du Luxembourg.

La vente de labels de qualité (collerettes) en 2005 a atteint 12.753.000 pièces pour les vins tranquilles, 1.983.000 pièces pour les crémants de Luxembourg et 793.000 pièces pour les vins mousseux de qualité. Le montant total perçu sur les collerettes s'élève à 366.093,29 €, dont 219.615,46 € sont transférés au Fonds de Solidarité Viticole pour la promotion des produits viticoles.

Pour l'exercice 2005, il a été décidé de transférer 300.000 € au Fonds de solidarité viticole en ajoutant à la redevance de 219.615,46 € la somme de 80.384,54 € puisée dans le fonds de réserve de la marque nationale.

## **2. La commission de dégustation – le service technique**

La commission de dégustation de la marque nationale a dans ses attributions l'exécution des examens organoleptiques.

Le service technique est chargé de l'organisation des séances de dégustation, de la gestion des demandes de présentation des vins, de la gestion des certificats de qualité (collerettes), de l'organisation des examens analytiques des vins (exécutés par le laboratoire de l'Institut Viti-Vinicole), du secrétariat, de la comptabilité, des contrôles, de la prise d'échantillons, etc..

La commission de dégustation est composée de 14 membres effectifs et 14 membres suppléants. Ils sont nommés par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur proposition des groupements représentés à la marque nationale.

La répartition des délégués est la suivante :

- 4 délégués des caves coopératives regroupées dans la société coopérative « Les Domaines de Vinsmoselle »
- 2 délégués de l'Organisation professionnelle des vignerons indépendants (O.P.V.I.)
- 2 délégués de la Fédération des Négociants-Producteurs de vin et vin mousseux
- 2 délégués de l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC)
- 2 délégués de la Fédération des hôteliers, restaurateurs et cafetiers (Horesca)
- 2 délégués de l'Etat.

En 2005, les employés du service technique ont traité 1.738 demandes de présentation de vins. La commission de dégustation s'est réunie 50 fois.

Ont été présentés, 15 vins mousseux, 99 crémants de Luxembourg et 1.624 vins tranquilles, dont 1 échantillon de la récolte 1999, 9 échantillons de la récolte 2002, 74 échantillons de la récolte 2003, 1.522 échantillons de la récolte 2004 et 18 échantillons de la récolte 2005.

Alors que le volume de la récolte de l'année 2004 est de 15.582.800 litres seulement 10.618.500 litres, soit 68% ont été présentés comme vin tranquille à la marque nationale.

Le volume restant de 4.964.300 litres est essentiellement élaboré en crémant ou vin mousseux.

La répartition par mention qualificative des vins tranquilles se présente comme suit:

- 5.347.500 litres, soit 50,4% 'Marque nationale-Appellation contrôlée' (AOC)
- 1.034.300 litres, soit 9,8% 'Vin classé'
- 662.800 litres, soit 6,2% 'Premier cru'
- 3.134.800 litres, soit 29,5% 'Grand premier cru'.

La part des vins n'ayant pas obtenu une mention, reste minime avec 4,1%, soit 439.100 litres.

Les résultats des vins mousseux et des crémants de Luxembourg se présentent comme suit :

vins mousseux de qualité :

15 présentations, représentant 500.500 litres  
14 échantillons admis : 441.000 litres  
1 échantillon non-admis : 59.500 litres

crémants de Luxembourg :

99 présentations, représentant 1.943.600 litres  
87 échantillons admis : 1.838.700 litres  
12 échantillons non-admis : 104.900 litres.

Ces chiffres prouvent que la marque nationale fait partie intégrante de la structure du secteur viticole luxembourgeois.

Le fait que la quasi totalité des producteurs, à l'exception d'un seul, présentent leurs produits pour l'obtention de l'AOC ou d'une des mentions qualificatives, prouve que la mission de la marque nationale est entièrement soutenue, acceptée et reconnue indispensable par la profession viticole.

Cette mission est d'autant plus importante que le marché viticole luxembourgeois subit une concurrence de plus en plus agressive de vins étrangers, notamment de vins provenant des continents américain, australien et sud-africain.

Pour mieux résister aux pressions du marché, les viticulteurs luxembourgeois jouent la carte d'une qualité supérieure de leurs vins. Pour cela, ils se sont donné des moyens modernes dans la culture de la vigne, dans la vinification des vins, dans la promotion et le marketing de leurs produits.

La marque nationale du vin accompagne ces évolutions sans perdre de vue sa mission initiale, à savoir, le contrôle de la qualité et la garantie de l'authenticité des vins, vins mousseux et crémants de Luxembourg.

Ainsi, elle se voit constamment confrontée à de nouveaux types de produits, de nouvelles techniques d'élaboration et de nouvelles formes de procédés de vinification.

La dernière nouveauté apparue sur le marché fut le Pinot noir primeur, qui par sa qualité étonnante a su convaincre les amateurs de vins dès son apparition. La date de la mise en vente a été fixée au deuxième jeudi de novembre de chaque année.

D'autres produits de niche se sont également établis en haut de la hiérarchie des produits viticoles luxembourgeois: les vins de paille, les vins de glace et les vendanges tardives. Depuis 2001, la réglementation de la marque nationale fixe les critères de qualité, les méthodes d'élaboration, les conditions de récolte et de desséchage naturel, etc, pour ces crus à mention particulière. Elle définit les cépages aptes à donner ces produits, le degré minimum en sucre alcoométrique naturel (Oechsle), ainsi que le titre alcoométrique volumique requis minimal pour chacune des mentions.

Des produits comme le Chardonnay, le Pinot noir, vinifié en rouge, rosé ou blanc, le Pinot gris, gris de gris, l'Elbling, vinifié en rosé, l'Auxerrois, vin nouveau, se

sont établis depuis plus longtemps et restent des produits intéressants pour les amateurs de vins luxembourgeois.

Dans le domaine de la vinification, des techniques nouvelles et complémentaires aux procédés traditionnels se sont établies, telles que, entre autres, l'élevage de vins en barrique ou encore les vins à fermentation malolactique.

### **3. Les activités auxiliaires**

Dans le cadre d'une action publicitaire commune organisée et financée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural, les marques nationales du vin, du beurre, du miel, des eaux de vie, du jambon, de la viande de porc, participent annuellement à la foire internationale de printemps et, tous les 3 ans, au Salon international de la gastronomie, "Expogast".

### **Q. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2005**

Au cours de l'année écoulée, le Comité-directeur du Fonds de solidarité viticole s'est réuni sept fois.

Le Comité-directeur a émis son avis sur les dispositions nationales applicables aux vins provenant de la récolte 2005 et a confirmé les dates pour le début des dégustations des vins prétendants à la mention « Marque nationale-Appellation contrôlée », ainsi que pour le début des dégustations des vins prétendants aux mentions « vin classé », « premier cru » et « grand premier cru ».

De même, il a fixé la date de mise sur le marché pour le « Fiederwäissen luxembourgeois » ainsi que pour « l'Auxerrois - vin nouveau » et pour le « Pinot Noir - vin primeur » - 2005.

Un avis a été émis sur le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 fixant certaines modalités d'exécution du règlement (CE) n°1493/1999 portant organisation commune du marché viti-vinicole, en ce qui concerne le régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles.

Le Comité-directeur s'est doté d'un nouveau règlement d'ordre intérieur, lequel fut approuvé à l'unanimité et signé le 10 novembre 2005 remplaçant ainsi celui du 1<sup>er</sup> juin 1966.

Après plusieurs années de négociation à divers niveaux, le Luxembourg a adhéré à l'Assemblée des Régions Européennes Viticoles (AREV), laquelle a pour objet de promouvoir les intérêts communs des régions viticoles, dans l'économie européenne et mondiale. Elle vise également à établir le dialogue, la concertation, l'étude et l'action commune des Régions de l'Europe viticole et à renforcer la représentation de ces régions auprès des Institutions européennes. Comme délégués de la profession viticole sont nommés MM. Aly Leonardy et Mathis Bastian, respectivement président et vice-président du Fonds de solidarité viticole, M. Marc Weyer – président de la Fédération des associations viticoles, ainsi qu'un délégué de l'Etat luxembourgeois.

Autres thèmes ayant fait l'objet de discussions :

- Engagement de salariés temporaires viticoles, notamment d'origine polonaise, à la Moselle luxembourgeoise.
- Présentation d'un nouveau système d'information géographique pour la viticulture luxembourgeoise et du nouveau système de référence parcellaire.

- Projets de recherche en viticulture proposés par le Centre de Recherche Public – Gabriel Lippmann (CRPGL). Les projets proposés ont une importance capitale pour la viticulture luxembourgeoise. Le comité-directeur a souhaité prioritairement la réalisation des points suivants :
  - Utilisation de régulateurs de croissance pour rendre les raisins moins compacts en vue de diminuer les infections de *Botrytis cinerea* et de *Penicillium expansum*. Ces deux champignons sont à l'origine des goûts moisis terreux dans les vins.
  - Phytopathologie et viticulture. Etude de l'utilisation de modèles épidémiologiques de phytopathogènes de la vigne en vue de la mise au point d'un système d'avertissement contre le mildiou et l'oïdium de la vigne.
- Demande du Fonds de solidarité viticole adressée à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour pouvoir bénéficier du régime d'assujetti à la TVA. Cette demande fut rejetée en raison du fait que les activités du Fonds de solidarité viticole ne remplissent pas les conditions prescrites par l'article 4 de la loi modifiée du 12 février 1979.
- Informations fournies par les Associations « Bio-Label & Demeter » sur la possibilité de produire du vin biologique à la Moselle luxembourgeoise.
- Formation et formation continue pour la grande région. La profession viticole a souligné qu'il est important de lancer des discussions quant à la formation et à la formation continue pour les viticulteurs à tâche principale et à tâche secondaire. Elle soutient l'idée de créer un « Centre interrégional de formation continue et de recherche » dans la grande région (Moselle luxembourgeoise et allemande).
- Centre Mosellan à Ehnen. L'actuel musée viti-vinicole sera adapté aux normes et aux exigences de la muséologie moderne. L'objectif du nouveau Centre mosellan est, entre autres, de faire connaître au public le vin luxembourgeois sous tous ses aspects, ainsi que des produits régionaux, d'accueillir et informer les visiteurs sur les attraits touristiques et viticoles de la Moselle luxembourgeoise. Afin de ne pas manquer cette opportunité, le Comité-directeur a décidé que la Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg aura un pied à terre dans ce nouveau Centre.

Concernant le volet de la promotion des vins luxembourgeois, il y a lieu de rappeler que la Commission de promotion des Vins et Crémants de Luxembourg, créée en 2002 au sein du Fonds de solidarité viticole, a pour mission d'élaborer, d'établir et de mettre en œuvre des programmes qui permettront la réalisation des objectifs suivants :

- créer une nouvelle image de marque pour les vins et les crémants de Luxembourg ;
- faciliter le positionnement des produits vinicoles sur les marchés indigène et international ;
- contribuer à la rentabilité économique du vignoble luxembourgeois par le développement de nouveaux débouchés à haute valeur ajoutée ;
- assurer que le secteur viticole continue à compter parmi les secteurs d'avenir de l'économie luxembourgeoise.

En 2005, la Commission de Promotion s'est réunie 11 fois pour appliquer et continuer sa nouvelle stratégie de marketing à long terme, d'une durée de 3 ans, basée sur la revalorisation et la réactualisation. La campagne «coup d'éclat» a continué avec la diffusion du spot avec M Depardieu sur la télévision et au cinéma ainsi que par des annonces dans les magazines et la presse quotidienne.

Le site Internet, [www.vins-cremants.lu](http://www.vins-cremants.lu) et [www.vinsetcremants.lu](http://www.vinsetcremants.lu) a été traduit en anglais.

En ce qui concerne le volet de la promotion des vins à l'étranger, la Commission de Promotion a lancé pour la troisième année consécutive une campagne de marketing sur la Belgique, le premier marché d'exportation. Pour faire redécouvrir aux consommateurs belges notre gamme de cépages, Ogilvy, agence internationale, bénéficiant d'une grande renommée, avait conçu en 2003 une campagne publicitaire originale conférant aux vins de la Moselle luxembourgeoise une nouvelle image de marque, plus moderne, plus en phase avec les attentes des consommateurs d'aujourd'hui, à la recherche d'un vin plaisir.

La campagne, articulée sur le thème de « L'autre richesse du Luxembourg » était visible en décembre 2005 en affichage grande distribution. Les commentaires étaient à nouveau très positifs et les retombées commerciales satisfaisantes.

En matière de promotion internationale, le Fonds de solidarité viticole, par le biais de la Commission de promotion des Vins et Crémants de Luxembourg continuera à apporter son soutien aux producteurs luxembourgeois en les encourageant à participer davantage encore à des concours et dégustations dont la renommée ne pourra que mieux renforcer l'image et servir celle de nos vins et Crémants, à savoir:

Vinalies Internationales à Paris, Concours Riesling du Monde à Strasbourg, Concours Mondial du Pinot Noir à Sierre en Suisse, Concours Mondial de Bruxelles, Le Mondial du Rosé à Cannes, La Confrontation Internationale des meilleurs Chardonnay du monde à Chaintré, Concours International à Ljubljana, «Mundus vini» Internationale Weinakademie à Neustadt/Weinstrasse et à la Sélection du Guide Hachette des Vins – édition 2006, qui fut organisée avec brio dans les locaux de l'Institut Vini-Viticole avec la participation des vignerons et sous la surveillance du contrôleur des vins de l'Institut Viti-Vinicole.

Les distinctions remportées aux différents concours furent des plus encourageantes.

Depuis 1992, le Luxembourg, sur invitation de la Fédération française des producteurs et élaborateurs de Crémant, a participé aux prestigieux Concours des Crémants. En 1997, pour la première fois et en 2005 pour la seconde fois, les 2,3 et 4 juin, le Luxembourg a accueilli cette manifestation à la Moselle luxembourgeoise.

Le comité d'organisation, sous la présidence de M. Victor Gloden (Président honoraire du Fonds de solidarité viticole), a œuvré pour mettre en évidence chacun des événements particuliers de ces journées.

Du côté des producteurs luxembourgeois, ils furent 29 à présenter un total de 85 échantillons à déguster. 19 médailles d'or et 10 médailles d'argent sont inscrites au palmarès de ce Concours 2005. La prochaine édition du Concours des crémants se tiendra les 1, 2 et 3 juin 2006 dans le Jura.

Dans le cadre d'une coopération transfrontalière, la Commission de promotion s'est associée pour la troisième année avec les responsables de l'organisme de promotion allemand « Mosel, Saar, Ruwer » afin d'organiser le 3<sup>ème</sup> Festival International du Vin et de la Gastronomie « Wein und Gourmet Festival international ». En effet, la Commission des Communautés européennes met en place une initiative communautaire concernant la coopération transeuropéenne dénommée « INTERREG III ». Un financement communautaire est accordé pour des mesures et des zones répondant aux exigences fixées et visées dans les programmes d'initiatives communautaires.

Toujours dans un souci d'optimisation de la promotion des vins et des vins mousseux de qualité de la Moselle luxembourgeoise au niveau de la restauration et du

négoce en Belgique, la profession viticole a participé, en 2005, au salon professionnel Horeca à Gand et à Vinexpo à Bordeaux.

Le responsable du marketing du Fonds de solidarité viticole a participé:

- dans le groupe d'action locale «Lëtzbuerger Musel» à l'élaboration du calendrier des manifestations de la Moselle «Letz Go»;
- en tant que membre aux réunions du Comité Consultatif du Commerce Extérieur;
- à un voyage d'étude dans le Bordelais avec le groupe du «Centre Mosellan»;
- à la remise des médailles du Guide Hachette à Paris.

Sur le plan national, une conférence de presse a été organisée le 22 septembre dans les locaux de l'Institut Viti-Vinicole à Remich pour les vendanges, suivie d'explications dans un vignoble à Bech-Kleinmacher, dans une cave à Remich et d'un déjeuner-picnic à la Koeppchen à Wormeldange.

Une deuxième conférence de presse a été organisée le 29 septembre pour l'annonce du « Fiederwäissen luxembourgeois ».

La Commission de promotion a également orchestré une campagne promotionnelle d'automne sur les ondes de RTL-radio pour le lancement de « l'Auxerrois - vin nouveau » et du « Pinot Noir - vin primeur » 2005.

«La Fête des Vins et Crémants, les Vins et Crémants des fêtes » tel fut le slogan de l'événement au Knuedler à Luxembourg-Ville, du 1<sup>er</sup> au 4 décembre 2005. Pour la deuxième année consécutive, les visiteurs ont pu y découvrir les vins et crémants luxembourgeois directement auprès des quarante caves et domaines, prendre part à une « Wine-Academy » où des dégustations spécifiques ont été commentées en direct respectivement par des sommeliers réputés et par une diplômée en analyse sensorielle, ou encore y trouver des idées d'arrangements de tables pour les fêtes. Pendant cette Fête des Vins et Crémants, les visiteurs ont également pu admirer des créations originales autour de la vigne créées par une bijouterie renommée de la place.

La 7<sup>ème</sup> édition du "Concours du meilleur sommelier en vins et crémants de la Moselle", en collaboration avec l'Association luxembourgeoise des sommeliers eut lieu le 3 décembre au Knuedler. M. Edouard Létoublon, du Restaurant Chiggeri, remporta le titre : Meilleur sommelier de Luxembourg – 2005.

Pour faire face à la concurrence de plus en plus agressive sur le marché des vins, il s'avère que de grands efforts supplémentaires de la part de l'Etat et de la profession viticole seront nécessaires pour développer de nouvelles stratégies de marketing permettant ainsi de sensibiliser davantage les consommateurs aux produits de qualité de la Moselle luxembourgeoise.

## Statistiques agricoles

Tableau	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus</li><li>2. Evolution du nombre des exploitations agricoles par classe de grandeur</li><li>3. Population active agricole<ol style="list-style-type: none"><li>a) Assurés à la Caisse de Maladie Agricole :</li><li>b) Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge</li></ol></li><li>4. Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture</li><li>5. Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture</li><li>6. Evolution du cheptel vif</li><li>7. Les exploitations agricoles suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent</li><li>8. Les exploitations agricoles suivant le nombre de vaches à lait qu'elles détiennent</li><li>9. Les exploitations agricoles suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent</li><li>10. Evolution du nombre de machines agricoles et installations agricoles</li><li>11. Evolution des principales productions agricoles commercialisées<ol style="list-style-type: none"><li>a) production végétale</li><li>b) production animale</li></ol></li><li>12. Froment travaillé en meunerie</li><li>13. Vente de farine à l'intérieur du pays</li><li>14. Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (sans veaux, sans abattages à domicile)</li><li>15. Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (sans porcelets, sans abattages à domicile)</li><li>16. La production laitière</li><li>17. Exportation de produits agricoles</li><li>18. Importation de produits agricoles</li><li>19. Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA</li></ol>
---------	---



**Tableau 1 : Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus**

(Source : STATEC)

Année	Nombre d'exploitations		Surface agricole utile totale		Superficie moyenne	
	en chiffres absolus	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	9 148	382,3	137 446	107,9	15,02	28,2
1965	7 673	320,6	133 623	104,9	17,41	32,7
1970	6 433	268,8	134 153	105,3	20,85	39,2
1975	5 216	218,0	130 964	102,8	25,11	47,2
1980	4 366	182,4	129 379	101,6	29,63	55,7
1985	3 768	157,5	125 576	98,6	33,33	62,6
1990	3 280	137,1	125 866	98,8	38,37	72,1
1995	2 732	114,2	126 499	99,3	46,30	87,0
1999	2 461	102,8	127 118	99,8	51,65	97,0
2000	2 393	100,0	127 369	100,0	53,23	100,0
2001	2 314	96,7	127 673	100,2	55,17	103,7
2002	2 236	93,4	127 855	100,4	57,18	107,4
2003	2 189	91,5	127 933	100,4	58,44	109,8
2004	2 144	89,6	127 876	100,4	59,64	112,1
2005	2 185	91,3	128 916	101,2	59,00	110,8

**Tableau 2 : Evolution du nombre des exploitations agricoles par classes de grandeur**

(Source : STATEC)

Année	Classe de grandeur						
	2-4,9 ha	5-9,9 ha	10-19,9 ha	20-29,9 ha	30-49,9 ha	50 ha et plus	Toutes classes
1960	2 054	1 903	2 737	1 475	796	183	9 148
1965	1 418	1 414	2 182	1 451	993	215	7 673
1970	975	994	1 547	1 355	1 264	298	6 433
1975	696	680	1 030	925	1 365	520	5 216
1980	580	513	679	660	1 147	787	4 366
1985	520	398	521	455	891	983	3 768
1990	465	319	388	307	685	1 116	3 280
1995	346	284	254	209	453	1 186	2 732
1999	277	265	213	166	362	1 178	2 461
2000	270	245	207	156	346	1 169	2 393
2001	257	234	202	139	331	1 151	2 314
2002	226	222	199	136	316	1 137	2 236
2003	220	219	192	140	295	1 123	2 189
2004	223	205	176	133	287	1 120	2 144
2005	249	211	190	131	290	1 114	2 185

**Tableau 3a: Population active agricole <sup>1</sup>**  
**Assurés à la Caisse de Maladie Agricole**

Source: Centre Commun de la Sécurité Sociale

<sup>4</sup>	Chef d'exploitation <sup>2</sup>			Conjoints aidants			Aidants			Associés <sup>3</sup>			TOTAL		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
1995	1 802	556	2 358	6	962	968	476	176	652	30	9	39	2 314	1 703	4 017
1996	1 773	542	2 315	8	924	932	461	167	628	31	9	40	2 273	1 642	3 915
1997	1 716	499	2 215	11	884	895	444	156	600	39	8	47	2 210	1 547	3 757
1998	1 641	505	2 146	14	846	860	425	147	572	51	10	61	2 131	1 508	3 639
1999	1 616	500	2 116	13	826	839	421	148	569	56	11	67	2 106	1 485	3 591
2000	1 588	482	2 070	15	798	813	412	149	561	62	12	74	2 077	1 441	3 518
2001	1 541	481	2 022	13	772	785	394	138	532	58	13	71	2 006	1 404	3 410
2002	1 510	454	1 964	12	756	768	386	144	530	64	14	78	1 972	1 368	3 340
2003	1 455	446	1 901	20	734	754	367	149	516	64	15	79	1 906	1 344	3 250
2004	1 415	433	1 848	21	700	721	383	144	527	64	16	80	1 883	1 293	3 176
2005	1 388	419	1 807	22	684	706	385	137	522	66	14	80	1 861	1 254	3 115

<sup>1</sup> agricole : englobe les agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs

<sup>2</sup> Sont compris dans le présent relevé les personnes actives travaillant dans les exploitations dont le chef d'exploitation est membre ressortissant de la Caisse de Maladie Agricole. Ne sont pas compris ni les personnes qui cotisent à la Caisse de Maladie Agricole mais qui ressortent d'une autre caisse de maladie ni les personnes qui ne cotisent pas à la Caisse de Maladie Agricole et qui exercent à titre accessoire une activité de caractère agricole.

<sup>3</sup> Dans le cas des associations d'exploitations agricoles, un des associés est enregistré dans la Caisse de Maladie Agricole en tant que chef d'exploitation alors que les autres sont enregistrés en tant que associés.

<sup>4</sup> Situation au 31 décembre de chaque année

**Tableau 3b: Population active agricole**  
**Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge**

Source: Centre Commun de la Sécurité Sociale

	Moins de 20 ans			21 - 30 ans			31 - 40 ans			41 - 50 ans			51 - 60 ans			plus de 60 ans			Total		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
1995	45	4	49	381	162	543	601	448	1049	573	551	1124	450	415	865	264	123	387	2314	1703	4017
1996	37	2	39	361	151	512	592	442	1034	600	550	1150	405	380	785	278	117	395	2273	1642	3915
1997	29	4	33	336	131	467	588	432	1020	590	525	1115	396	356	752	271	99	370	2210	1547	3757
1998	29	2	31	299	117	416	587	424	1011	602	518	1120	356	345	701	258	102	360	2131	1508	3639
1999	34	2	36	288	100	388	562	406	968	597	518	1115	368	358	726	257	101	358	2106	1485	3591
2000	38	4	42	269	86	355	528	392	920	620	501	1121	369	361	730	253	97	350	2077	1441	3518
2001	30	3	33	257	75	332	503	372	875	627	492	1119	372	363	735	217	99	316	2006	1404	3410
2002	28	3	31	242	72	314	486	343	829	614	481	1095	395	385	780	207	84	291	1972	1368	3340
2003	18	4	22	234	69	303	454	329	783	602	476	1078	429	384	813	169	82	251	1906	1344	3250
2004	33	2	35	232	64	296	425	306	731	587	457	1044	437	393	830	169	71	240	1883	1293	3176
2005	39	1	40	226	52	278	390	286	676	576	433	1009	467	418	885	163	64	227	1861	1254	3115

**Tableau 4 : Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise**

(Source : STATEC)

Année	Superficie de froment et épeautre		Superficie de seigle		Superficie de pommes de terre		Superficie de céréales fourragères		Superficie de prairies et pâturages		Superficies de plantes fourragères	
	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	20 404	186,0	4 053	603,1	6 183	745,8	25 767	151,6	64 481	98,8	11 513	44,1
1965	18 228	166,1	4 952	736,9	3 717	448,4	26 369	155,1	64 498	98,8	11 684	44,8
1970	11 455	104,4	1 190	177,1	2 459	296,6	32 617	191,9	69 094	105,8	13 528	51,9
1975	8 614	78,5	477	71,0	1 398	168,6	32 504	191,2	70 504	108,0	15 094	57,9
1980	8 922	81,3	1 197	178,1	1 129	136,2	29 301	172,4	71 267	109,2	15 486	59,4
1985	6 357	57,9	881	131,1	844	101,8	26 982	158,8	70 136	107,4	17 993	69,0
1990	8 625	78,6	557	82,9	826	99,6	24 355	143,3	68 827	105,4	19 024	72,9
1995	9 335	85,1	365	54,3	803	96,9	19 074	112,2	67 515	103,4	23 543	90,3
1999	7 797	71,1	620	92,3	840	101,3	19 126	112,5	64,377	0,1	26 713	102,4
2000	10 971	100,0	672	100,0	829	100,0	16 996	100,0	65 277	100,0	26 079	100,0
2001	9 825	89,6	747	111,2	734	88,5	17 457	102,7	65 114	99,8	26 365	101,1
2002	12 009	109,5	1073	159,7	672	81,1	16 287	95,8	65 042	99,6	25 404	97,4
2003	11 187	102,0	730	108,6	623	75,2	16 991	100,0	64 828	99,3	26 074	100,0
2004	11 720	106,8	1 073	159,7	635	76,6	15 087	88,8	65 068	99,7	26 929	103,3
2005	11 926	108,7	924	137,5	608	73,3	15 647	92,1	67 245	103,0	22 869	87,7

**Tableau 5 : Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise**

(Source : STATEC)

Année	Bovins		dont vaches laitières		Porcins		dont truies d'élevage	
	têtes	indices	têtes	indices	Têtes	indices	têtes	Indices
1960	150 074	73,2	54 426	125,6	102 421	127,8	11 000	125,0
1965	161 899	78,9	55 341	127,7	105 670	131,9	12 262	139,3
1970	192 772	94,0	62 049	143,1	103 428	129,1	16 056	182,4
1975	216 516	105,6	71 183	164,2	83 876	104,7	13 698	155,6
1980	224 778	109,6	67 830	156,5	79 315	99,0	13 355	151,7
1985	223 108	108,8	68 346	157,7	69 954	87,3	11 911	135,3
1990	217 451	106,0	58 840	135,7	75 463	94,2	9 866	112,1
1995	213 887	104,3	48 599	112,1	72 640	90,6	9 779	111,1
1999	207 862	101,4	45 102	104,1	85 830	107,1	9 696	110,2
2000	205 072	100,0	43 346	100,0	80 141	100,0	8 801	100,0
2001	205 193	100,1	42 854	98,9	78 540	98,0	9 255	105,2
2002	197 257	96,2	42 076	97,1	79 665	99,4	8 666	98,5
2003	189 674	92,5	40 599	93,7	84 140	105,0	8 025	91,2
2004	186 725	91,1	39 879	92,0	84 611	105,6	8 112	92,2
2005	185 235	90,3	39 340	90,8	90 147	112,5	8 162	92,7

**Tableau 6 : Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)**

(Source STATEC)

Année	Chevaux	Le cheptel bovin						Le cheptel porcin			
		Veaux 0-6 mois	Bovins de 6 à 12 mois	Bovins de 1 à 2 ans	Bovins de 2 ans et plus (sans vaches laitières)	Vaches laitières	Total des bovins	Porcs <sup>1</sup>	Truies	Verrats	Total des Porcins
1980	1 601	36 580	26 752	50 196	43 420	67 830	224 778	65 028	13 355	932	79 315
1985	1 696	34 303	24 192	47 691	48 576	68 346	223 108	57 329	11 911	714	69 954
1990	1 722	35 640	23 913	46 961	52 097	58 840	217 451	65 127	9 866	470	75 463
1995	2 164	34 199	23 383	48 303	59 403	48 599	213 887	62 469	9 779	392	72 640
1999	2 818	32 885	22 499	47 415	59 961	45 102	207 862	75 830	9 696	304	85 830
2000	3 154	32 871	21 935	47 017	59 903	43 346	205 072	71 060	8 801	280	80 141
2001	3 126	32 974	21 357	47 009	60 999	42 854	205 193	69 079	9 255	206	78 540
2002	3 117	31 402	22 321	43 101	58 357	42 076	197 257	70 823	8 666	176	79 665
2003	3 449	30 031	21 294	42 295	55 455	40 599	189 674	75 925	8 025	190	84 140
2004	3 686	29 328	21 491	41 476	54 551	39 879	186 725	76 326	8 112	173	84 611
2005	4 193	27 383	21 812	42 069	54 631	39 340	185 235	81 824	8 162	161	90 147

<sup>1</sup> Porcelets, jeunes porcs et porcs à l'engrais

**Tableau 7 : Les exploitations suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 bovins		10 - 19 bovins		20 - 49 bovins		50 - 99 bovins		100 bovins et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre de bovins par détent.
1960	4 114	19 103	2 188	33 252	2 447	75 031	292	18 516	17	2 071	9 058	147 973	16,3
1966	2 270	11 254	1 410	21 599	2 644	86 775	697	44 780	66	8 557	7 087	172 965	24,4
1972	1 127	5 521	873	12 320	1 961	66 716	1 238	83 685	187	23 433	5 386	191 675	35,6
1975	842	4 118	691	9 922	1 443	48 361	1 333	92 583	399	50 617	4 708	205 601	43,7
1981	498	2 431	415	5 946	883	29 327	1 132	82 596	675	93 030	3 603	213 330	59,2
1985	342	1 747	340	4 861	677	22 810	947	70 552	867	123 138	3 173	223 108	70,3
1990	229	1 199	214	3 093	480	16 117	789	59 175	919	137 867	2 631	217 451	82,6
1995	160	775	129	1 828	310	10 545	594	44 568	951	156 171	2 144	213 887	99,8
1999	118	588	90	1 341	255	8 703	502	37 988	920	159 242	1 885	207 862	110,3
2000	109	501	81	1 164	255	8 710	485	36 443	900	158 254	1 830	205 072	112,1
2001	100	457	80	1 157	237	8 020	434	32 839	909	162 738	1 760	205 193	116,6
2002	103	466	76	1 069	216	7 393	428	32 487	867	155 842	1 690	197 257	116,7
2003	87	435	70	1 017	209	7 115	412	31 325	841	149 782	1 619	189 674	117,2
2004	87	425	66	988	210	7 155	406	30 642	746	119 817	1 585	186 725	117,8
2005	79	391	70	1 017	213	7 442	401	30 041	801	146 344	1 564	185 235	118,4

**Tableau 8 : Les exploitations suivant le nombre de vaches à lait qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 4 vaches		5 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1970	1 563	4 809	1 041	7 739	2 070	28 151	810	20 349	17	1 001	5 501	62 049	11,3
1975	909	2 772	594	4 374	1 253	17 691	1 435	40 835	90	5 511	4 281	71 183	16,6
1980	413	1 210	276	2 042	707	9 971	1 419	43 804	169	10 803	2 184	67 830	31,1
1985	139	327	173	1 249	447	6 380	1 227	40 057	315	20 333	2 301	68 346	29,7
1990	63	153	83	602	248	3 667	1 189	39 834	239	14 584	1 822	58 840	32,3
1995	33	72	31	222	143	2 175	1 000	33 819	193	12 311	1 400	48 599	34,7
1999	15	38	20	137	95	1 498	916	31 298	182	12 131	1 228	45 102	36,7
2000	13	28	24	162	77	1 225	847	28 852	198	13 079	1 159	43 346	37,4
2001	21	42	21	150	70	1 068	789	26 965	218	14 629	1 119	42 854	38,3
2002	16	30	13	90	57	837	765	26 318	220	14 801	1 071	42 076	39,3
2003	11	30	10	68	58	879	741	25 255	215	14 367	1 035	40 599	39,2
2004	2	6	7	56	54	834	702	23 609	226	15 374	991	39 879	40,2
2005	4	10	12	91	61	927	665	22 577	225	15 735	967	39 340	40,7

**Tableau 9: Les exploitations suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 19 porcs		20 - 49 porcs		50 - 99 porcs		100 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1960	7 287	27 936	2 160	32 152	1 564	45 913	138	8 477	25	4 566	11 174	119 044	10,7
1966	4 950	19 408	1 437	21 650	1 474	46 076	317	21 133	103	18 457	8 281	126 724	15,3
1972	3 103	10 939	841	11 675	863	26 112	249	16 990	157	36 978	5 213	102 694	19,7
1975	2 393	8 167	547	7 609	568	17 638	213	14 819	159	37 565	3 880	85 798	22,1
1981	1 288	4 462	245	3 434	323	10 390	184	12 638	167	42 519	2 207	73 443	33,3
1985	377	1 486	168	2 368	232	7 763	149	10 489	177	47 848	1 103	69 954	63,4
1990	200	830	85	1 125	137	4 567	101	7 022	181	61 919	704	75 463	107,2
1995	90	339	35	500	78	2 594	56	3 991	102	65 216	417	72 640	174,2
1999	84	323	19	267	52	1 642	50	3 631	156	79 967	361	85 830	237,8
2000	66	271	20	290	45	1 494	43	3 107	142	74 979	316	80 141	253,6
2001	50	206	19	268	35	1 115	36	2 468	140	74 483	280	78 540	280,5
2002	47	196	11	144	30	1 057	28	1 909	142	76 359	258	79 665	308,8
2003	33	132	11	155	32	996	27	1 950	131	80 907	234	84 140	359,6
2004	39	151	11	147	25	833	25	1 727	126	81 753	226	84 611	374,4
2005	34	133	10	128	26	759	17	1 263	125	87 864	212	90 147	425,2

**Tableau 10 : Evolution du nombre de machines agricoles et installations agricoles**

(Source : STATEC)

Année	Tracteurs (à 2 et 4 roues)	Moissonneuses - batteuses	Epandeur de fumier	Presses ramasseuses	Trayeuses mécaniques	Réfrigérateurs de lait
1977	9 210	1 845	3 667	3 585	3 587	2 050
1980	9 579	1 848	3 442	3 347	3 069	1 952
1985	8 930	1 628	2 925	2 898	2 498	1 886
1990	8 684	1 360	2 469	2 571	2 135	1 610
1995	8 012	1 013	1 989	2 166	1 677	1 292
1999	7 508	785	1 697	1 857	1 490	1 152
2000	7 418	747	1 623	1 777	1 411	1 100
2001	7 534	706	1 553	1 721	1 360	1 052
2002	7 279	673	1 465	1 608	1 269	1 025
2003	7 165	646	1 389	1 556	1 234	971
2004	7 030	618	1 327	1 483	1 174	949
2005	7 144	593	1 258	1 446	1 154	930

**Tableau 11a : Evolution des principales productions agricoles commercialisées  
Production végétale**

(Source : S.E.R.)

Année	Froment et épeautre		Seigle		Pommes de terre	
	tonnes	indices	Tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	44 517	109,1	4 962	148,6	45 000	181,1
1965	43 649	107,0	1 745	52,3	40 000	161,0
1970	22 027	54,0	1 241	37,2	40 000	161,0
1975	15 689	38,5	552	16,5	20 000	80,5
1980	18 758	46,0	2 356	70,6	20 000	80,5
1985	18 942	46,4	1 905	57,1	15 000	60,4
1990	28 593	70,1	1 408	42,2	16 900	68,0
1991	28 397	69,6	1 496	44,8	14 100	56,7
1992	32 464	79,6	1 437	43,0	20 000	80,5
1993	33 002	80,9	1 313	39,3	19 150	77,1
1994	29 755	72,9	899	26,9	13 400	53,9
1995	29 161	71,5	1 236	37,0	19 350	77,9
1996	39 371	96,5	1 850	55,4	17 765	71,5
1997	37 474	91,9	2 265	67,8	20 036	80,6
1998	39 814	97,6	2 930	87,8	19 582	78,8
1999	33 753	82,8	2 679	80,2	22 891	92,1
2000	40 789	100,0	3 339	100,0	24 848	100,0
2001	35 433	86,9	3 700	110,8	20 111	80,9
2002	48 008	117,7	5 604	167,8	17 592	70,8
2003	62 036	152,1	2 905	87,0	17 829	71,8
2004	55 640	136,4	5 883	176,2	21 744	87,5
2005	52 465	128,6	4 000	119,8	18 829	75,8

**Tableau 11b: Evolution des principales productions agricoles commercialisées**  
**Production animale**

(Source : S.E.R.)

Année	Viande bovine <sup>1</sup>		Viande de veau <sup>2</sup>		Lait collecté		Viande porcine <sup>3</sup>	
	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	8 353	49,5	727	167,1	172 600	67,3	10 561	90,7
1965	9 462	56,1	772	177,5	176 600	68,9	11 763	101,0
1970	11 648	69,0	212	48,7	210 943	82,3	9 270	79,6
1975	15 180	89,9	80	18,4	243 200	94,9	6 807	58,5
1980	14 073	83,4	25	5,7	266 100	103,8	6 088	52,3
1985	14 195	84,1	34	7,8	297 462	116,0	6 870	59,0
1990	14 024	83,1	140	32,2	274 200	107,0	8 402	72,2
1991	16 700	98,9	145	33,3	258 100	100,7	8 480	72,8
1992	15 416	91,3	140	32,2	253 400	98,8	7 485	64,3
1993	15 584	92,3	160	36,8	260 900	101,8	8 728	75,0
1994	14 704	87,1	150	34,5	254 089	99,1	9 016	77,5
1995	15 560	92,2	245	56,3	262 100	102,2	8 950	76,9
1996	18 086	107,1	405	93,1	258 900	101,0	9 500	81,6
1997	17 272	102,3	420	96,6	257 166	100,3	9 656	82,9
1998	16 827	99,7	431	99,1	257 800	100,6	9 479	81,4
1999	16 684	98,8	442	101,6	258 372	100,8	12 237	105,1
2000	16 880	100,0	435	100,0	256 356	100,0	11 641	100,0
2001	16 367	97,0	535	123,0	260 843	101,8	10 624	91,3
2002	17 558	104,0	406	93,3	261 206	101,9	10 449	89,8
2003	16 503	97,8	366	84,1	256 676	100,1	11 970	102,8
2004	16 345	96,8	350	80,4	257 896	100,6	12 082	103,8
2005	16 629	98,5	309	70,9	258 224	100,7	13 754	118,1

<sup>1</sup> abattages et exportations

<sup>2</sup> abattages

<sup>3</sup> abattages et exportations, sans porcelets

**Tableau 12 : Froment travaillé en meunerie**

(Source : S.E.R.)

Campagne	TOTAL	Froment indigène		Froment communautaire	
	tonnes	tonnes	%	tonnes	%
1967-68	27 113	18 488	68,2	1 645	6,1
1970-71	25 235	11 861	47,0	9 464	37,5
1975-76	32 815	12 268	37,4	18 809	57,3
1980-81	49 205	9 106	18,5	39 222	79,7
1985-86	47 161	5 526	11,7	41 635	88,3
1990-91	55 106	12 564	22,8	42 542	77,2
1995-96	46 980	15 577	33,2	31 403	66,8
1998-99	45 700	22 300	48,8	23 400	51,2
1999-00	36 954	21 726	58,8	15 228	41,2
2000-01	37 369	15 483	41,4	21 886	58,6
2001-02	38 716	15 537	40,1	23 179	59,9
2002-03	22 122	11 416	51,6	10 706	48,4
2003-04	22 854	17 457	76,4	5 397	23,6
2004-05	20 784	14 224	68,4	6 560	31,6

**Tableau 13 : Vente de farine à l'intérieur du pays**

(Source : S.E.R.)

Campagne	TOTAL	Farine ordinaire et de régime		Farine blanche		Farine de seigle	
	tonnes	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
1967-68	20 091	16 292	81,09	3 587	17,85	212	1,06
1970-71	18 481	14 735	79,73	3 520	19,05	226	1,22
1975-76	15 871	12 725	80,18	2 933	18,48	213	1,34
1980-81	13 589	10 545	77,60	2 776	20,43	268	1,97
1985-86	12 442	9 609	77,23	2 534	20,37	299	2,40
1990-91	15 186	12 227	80,51	2 606	17,16	353	2,32
1995-96	14 899	11 886	79,77	2 492	16,73	521	3,50
1998-99	16 028	13 089	81,66	2 488	15,52	451	2,82
1999-00	15 280	12 400	81,15	2 301	15,06	579	3,79
2000-01	17 199	14 652	85,19	2 029	11,80	528	3,01
2001-02	17 270	14 613	84,61	1 945	11,26	712	4,13
2002-03	14 577	11 641	79,86	1 968	13,50	968	6,64
2003-04	15 078	12 233	81,13	1 858	12,32	987	6,55
2004-05	14 969	12 179	81,36	1 692	11,30	1 098	7,34

**Tableau 14 : Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (sans veaux, sans abattages à domicile)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	36 924	9 868,40	83,8	6 900	1 908,90	16,2	43 824	11 777,30	100,0
1970	31 018	8 221,10	71,0	12 190	3 352,50	29,0	43 208	11 573,60	100,0
1975	36 344	9 479,20	62,8	21 044	5 626,20	37,2	57 388	15 105,40	100,0
1980	28 752	8 330,60	59,5	20 581	5 667,80	40,5	49 333	13 998,40	100,0
1985	32 518	9 308,40	65,9	19 014	4 811,60	34,1	51 532	14 120,00	100,0
1990	22 410	6 961,80	49,9	26 941	6 987,30	50,1	49 351	13 949,10	100,0
1995	20 710	7 105,80	46,4	28 837	8 204,20	53,6	49 547	15 310,00	100,0
1998	20 867	7 269,00	43,2	31 259	9 558,20	56,8	52 126	16 827,20	100,0
1999	23 186	8 174,90	49,0	27 312	8 509,10	51,0	50 498	16 684,00	100,0
2000	21 902	7 733,90	45,8	29 227	9 145,60	54,2	51 129	16 879,50	100,0
2001	31 071	10 728,80	65,5	17 529	5 638,60	34,5	48 600	16 367,40	100,0
2002	29 449	10 020,70	57,1	25 022	7 537,40	42,9	54 471	17 558,10	100,0
2003	28 801	9 926,48	60,1	21 307	6 576,48	39,9	50 108	16 502,95	100,0
2004	27 951	9 791,11	59,9	21 061	6 553,48	40,1	49 012	16 344,59	100,0
2005	24 959	9 010,18	54,2	23 031	7 618,71	45,8	47 990	16 628,89	100,0

**Tableau 15 : Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (avec truies et verrats, sans porcelets, sans abattages à domicile)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	114 571	9 005,10	84,0	21 465	1 721,50	16,0	136 036	10 726,60	100,0
1970	88 587	7 138,20	90,3	9 056	764,8	9,7	97 643	7 903,00	100,0
1975	70 074	5 485,60	94,5	2 157	322	5,5	72 231	5 807,60	100,0
1980	66 140	5 186,40	95,4	2 407	251,2	4,6	68 547	5 437,60	100,0
1985	71 554	5 636,40	86,0	9 548	917,9	14,0	81 102	6 554,30	100,0
1990	71 502	5 911,10	72,4	24 736	2 258,30	27,6	96 238	8 169,40	100,0
1995	81 604	7 011,90	80,9	15 744	1 651,80	19,1	97 348	8 663,70	100,0
1999	119 956	10 619,80	86,8	15 084	1 617,20	13,2	135 040	12 237,00	100,0
2000	104 092	9 231,80	79,3	22 480	2 408,80	20,7	126 572	11 640,60	100,0
2001	100 604	8 955,50	84,3	15 353	1 668,10	15,7	115 957	10 623,60	100,0
2002	98 470	9 169,10	87,8	10 976	1 280,00	12,2	109 446	10 449,00	100,0
2003	111 144	10 297,86	86,0	14 396	1 671,90	14,0	125 540	11 969,76	100,0
2004	96 702	9 014,77	74,6	31 170	3 067,41	25,4	127 872	12 082,18	100,0
2005	95 481	8 920,20	64,9	41 030	4 833,41	35,1	136 511	13 753,61	100,0

**Tableau 16 : La production laitière**

(Source : STATEC/SER)

Année	Nombre de vaches laitières	Rendement par vache (kg)	Production de lait (mio kg)	Matière grasse (en %)	Lait livré aux laiteries (mio kg)
1977	68 054	3 659	249,0	3,79	238,5
1980	67 830	3 982	270,1	3,91	261,6
1985	68 346	4 400	300,7	3,86	294,4
1990	58 840	4 788	281,7	4,09	271,8
1995	48 599	5 527	268,6	4,20	259,6
1999	45 102	5 910	266,6	4,20	257,7
2000	43 346	6 102	264,5	4,19	255,6
2001	42 854	6 293	269,7	4,17	260,8
2002	42 076	6 433	270,7	4,18	261,2
2003	40 599	6 579	267,1	4,20	256,7
2004	39 879	6 734	268,5	4,20	257,9
2005 (prov.)	39 340	6 854	269,7	4,19	258,2

**Tableau 17 : Exportations de produits agricoles (en tonnes)**

(Source : S.E.R., STATEC, ASV)

Année	Froment <sup>1</sup>	Bovins vivants + viande bovine <sup>3</sup>	Veaux vivants <sup>2</sup>	Porcs vivants + viande porcine <sup>3</sup>	Porcelets vivants <sup>2</sup>
1977	3 993	3 680	11 183	234	49 387
1980	7 839	5 668	13 543	251	42 289
1985	7 478	6 955	23 742	918	37 633
1990	13 099	10 150	17 707	3 262	22 446
1995	12 487	10 040	16 151	6 886	15 345
1998	10 214	10 955	18 331	5 065	36 007
1999	6 110	9 815	17 458	6 666	23 933
2000	N.D.	10 212	16 625	7 602	19 584
2001	N.D.	6 748	13 752	7 466	14 599
2002	N.D.	10 077	15 259	6 923	200
2003	N.D.	8 614	15 519	5 765	448
2004 <sup>4</sup>	N.D.	8 639	15 322	6 420	2 673
2005 <sup>4</sup>	N.D.	9 287	14 399	7 460	7 095

<sup>1</sup> concerne la campagne<sup>2</sup> nombre de têtes<sup>3</sup> en tonnes équivalent carcasse, sans veaux/porcelets vivants, avec viande de veaux/porcelets<sup>4</sup> provisoire



**Tableau 18 : Importations de produits agricoles (en tonnes)**

(Source : S.E.R./STATEC)

Année	Blé dur (1)	Blé tendre (1)	Viande bovine	Viande porcine
1977	4 481	25 215	1 138	8 220
1980	1 760	38 490	1 733	9 515
1985	2 413	40 495	4 799	11 267
1990	18 558	43 139	8 451	11 176
1995	28 428	36 820	6 459	15 353
1999	34 000	31 000	5 876	11 746
2000	35 000	35 000	5 575	11 587
2001	27 996	23 236	4 286	13 566
2002	27 265	10 706	5 342	11 739
2003	27 612	5 093	5 327	10 730
2004 <sup>2</sup>	28 037	8 773	5 538	10 868
2005 <sup>2</sup>	N.D.	N.D.	5 378	10 777

<sup>1</sup> concerne la campagne

<sup>2</sup> provisoire

**Tableau 19 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA**

(Source: SER)

Spécification		1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005 prov.
froment panifiable	€/dt	19,09	17,65	12,64	13,10	13,60	12,62	13,38	10,10	12,39
froment fourrager	€/dt	:	14,50	10,91	10,13	9,92	8,50	10,59	8,50	9,14
épeautre	€/dt	:	:	:	10,91	10,29	7,98	10,30	8,50	8,00
seigle panifiable	€/dt	19,34	16,24	10,66	9,54	10,29	8,08	9,68	6,94	8,22
seigle fourrager	€/dt	:	:	:	:	9,05	7,48	9,05	6,50	6,75
orge fourragère	€/dt	18,34	14,50	10,78	9,48	9,05	7,73	9,18	8,00	8,25
orge de brasserie	€/dt	:	17,60	14,30	11,53	11,16	9,93	10,61	9,11	8,84
avoine	€/dt	17,35	14,01	9,92	10,16	9,05	7,48	7,55	7,50	7,50
maïs grain	€/dt	:	:	:	11,90	10,91	9,88	12,00	8,50	8,50
triticale	€/dt	18,34	14,50	10,66	9,05	9,54	7,48	9,05	8,00	8,00
colza alimentaire	€/dt	46,85	37,56	17,25	17,60	22,31	20,73	21,80	18,00	18,90
colza industriel (=non alimentaire)	€/dt	:	:	12,64	15,87	18,00	18,05	18,30	19,40	19,00
pois	€/dt	:	24,05	11,90	11,16	12,89	10,48	11,05	10,50	10,30
féveroles	€/dt	:	21,81	11,90	11,16	12,89	10,48	11,05	10,50	10,30
pommes de terre de consommation	€/dt	14,87	16,73	21,57	16,11	23,13	23,80	28,30	28,00	29,09
plants de pommes de terre	€/dt	:	:	:	:	:	:	17,12	14,18	14,18
raisins destinés à la vinification	€/dt	:	88,06	75,53	92,87	92,74	93,99	99,44	92,36	97,66
viande bovine	€/kg abattu	3,20	3,11	2,86	2,33	1,84	1,88	2,05	2,27	2,48
viande de veau	€/kg poids ab	4,26	5,98	5,83	5,35	5,32	5,21	5,27	5,53	5,74
veaux de 15 jours exportés vivants	€/tête	200,25	220,63	193,36	148,29	89,54	105,55	142,16	145,85	144,19
viande porcine	€/kg abattu	1,94	1,72	1,48	1,43	1,68	1,30	1,16	1,24	1,20
porcelets	€/tête (abatt)	50,37	52,06	40,16	35,23	49,45	33,56	32,47	33,79	32,80
viande ovine	€/kg abattu	:	:	:	:	:	:	5,74	5,30	5,37
viande caprine	€/kg abattu	:	:	:	:	:	:	8,18	8,02	6,15
volaille	€/kg abattu	:	:	:	:	:	:	:	3,50	5,55
lait à 3,7%MG et 3,3%MP	€/kg	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,3261	0,3159	0,3081	0,3041	0,2909
lait au taux effectif de MG et MP	€/kg	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3423	0,3328	0,3261	0,3222	0,3079
taux MG du lait	%	3,86	4,09	4,20	4,19	4,17	4,18	4,20	4,20	4,19
taux MP du lait	%	:	3,26	3,35	3,36	3,36	3,37	3,38	3,39	3,40
œufs	€/œuf	:	:	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11	0,11	0,13

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

## **STATISTIQUES VITICOLES**

1. Récolte 2005
2. Evolution de la production au cours des 10 dernières années
3. Qualité des récoltes 2004 et 2005 comparée à la moyenne 1996-2005
4. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance
5. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits
6. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires
7. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits
8. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires et suivant la nature des produits pendant la campagne 2004/2005.
9. Exportations de vins de qualité luxembourgeois suivant leur classification qualitative
10. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires
11. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits
12. Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet 2005
13. Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes d'après les cépages au 31 juillet 2005
14. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg
15. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant
16. Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2004/2005
17. Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne viticole

Tableau 1: Récolte 2005

Cépages	Superficie en prod. (ha) *	Récolte		Rendements hl/ha	
		hl	%	2005	1996-2005
Elbling	128,60	18.030	13,3	140	129
Rivaner	376,02	44.733	33,1	119	122
Auxerrois	171,42	15.811	11,7	92	98
Pinot blanc	134,09	16.399	12,1	122	106
Chardonnay	12,29	1.140	0,8	93	87
Pinot gris	163,51	16.740	12,4	102	91
Riesling	155,97	13.872	10,2	89	89
G. Traminer	13,96	871	0,6	62	74
Pinot noir	82,26	7.547	5,6	92	78
Divers	2,50	223	0,2	89	64
TOTAL	1.240,62	135.366	100,0	109	109

\*\* à partir de 1996

\* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

Tableau 2: Evolution de la production au cours des 10 dernières années

Année	Superficie en production (ha) *	Production (hl)	Rendement (hl/ha)
1996	1.307	127.617	98
1997	1.298	74.708	58
1998	1.299	159.711	123
1999	1.306	184.277	141
2000	1.312	131.931	101
2001	1.301	134.826	104
2002	1.269	153.872	121
2003	1.253	123.085	98
2004	1.248	155.828	125
2005	1.241	135.366	109
Moyenne	1.284	138.122	108

\* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

Tableau 3: Qualité des récoltes 2005 et 2004 comparée à la moyenne 1996-2005

Cépages	°Oechsle			Acidité (g/l)		
	2005	2004	1996-2005	2005	2004	1996-2005
Elbling	70	63	64	9,6	10,6	10,2
Rivaner	74	66	67	7,0	7,6	7,1
Auxerrois	83	75	78	6,8	7,3	7,3
Pinot blanc	78	76	78	8,9	9,5	9,4
Chardonnay	86	83	82	8,9	10,8	9,5
Pinot gris	85	84	83	7,9	8,4	7,8
Riesling	82	78	78	9,9	11,5	10,3
G. Traminer	95	89	85	6,1	7,1	6,5
Pinot Noir	86	83	81	8,8	9,2	8,9

**Tableau 4:** Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl)

Pays de provenance	2001/2002	2002/2003	2003/2004*	2004/2005*
France	85.954	95.023	103.914	75.614
Italie	40.559	28.923	32.872	25.562
Allemagne	16.138	13.896	17.753	20.852
Belgique	63.380	54.294	57.787	57.484
Portugal	22.250	25.449	26.725	28.604
Espagne	19.421	14.039	13.695	19.811
Pays Bas	5.948	4.855	8.722	2.084
Autres pays	1.246	1.490	2.018	1.642
<b>TOTAL</b>	<b>254.896</b>	<b>237.969</b>	<b>263.486</b>	<b>231.653</b>

Source: Statec

\* Chiffres provisoires

**Tableau 5:** Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl)

Nature des produits	2001/2002	2002/2003	2003/2004*	2004/2005*
Vin rouge et rosé	137.071	135.055	149.662	121.043
Vin blanc	56.721	48.182	53.210	49.230
Mousseux	26.369	23.305	30.508	24.685
Jus de raisin et moût	8.739	3.824	3.435	8.720
Autres	25.996	27.603	26.671	27.975
<b>TOTAL</b>	<b>254.896</b>	<b>237.969</b>	<b>263.486</b>	<b>231.653</b>

Source : Statec

\* Chiffres provisoires

**Tableau 6 :** Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl)\*

Pays	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005
Belgique	44.079	44.532	49.949	48.131
Pays-Bas	388	399	402	190
Allemagne	1.960	2.028	8.368	3.533
France	3.562	3.460	3.170	3.529
Autres	147	157	245	249
<b>TOTAL</b>	<b>50.136</b>	<b>50.576</b>	<b>62.134</b>	<b>55.632</b>

\* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

**Tableau 7:** Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl)\*

Nature des produits	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005
Vin de table	7.306	8.423	17.082	9.496
Vin de qualité	34.172	33.121	34.569	35.317
Pétillant	5.804	5.605	5.136	5.448
Crémants et Mousseux	2.849	3.417	5.339	5.345
Jus de raisin	5	10	8	26
<b>TOTAL</b>	<b>50.136</b>	<b>50.576</b>	<b>62.134</b>	<b>55.632</b>

\* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

**Tableau 8 :** Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires et suivant la nature des produits pendant la campagne 2004/2005 (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
Vin de table	7.789	3	1.656	48	-	9.496
Vin de qualité	32.372	160	1.620	946	219	35.317
Pétillant	3.063	-	-	2.385	-	5.448
Crémants & Mousseux	4.898	26	248	149	24	5.345
Jus de Raisin	9	1	9	1	6	26
Total	48.131	190	3.533	3.529	249	55.632

**Tableau 9:** Exportations de vins de qualité luxembourgeois suivant leur classification qualitative (hl)

**TOTAL CAMPAGNE VITICOLE 2004/2005**

Cépages		Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres pays UE	Autres pays hors UE	Total
Elbling		1.053	3	596	11	1	1	1.665
Rivaner	1.	20.739	22	161	277	22	6	21.227
	2.	154	6	47	13	25	1	246
Auxerrois	1.	710	24	214	69	3	4	1.024
	2.	2	-	14	-	-	-	16
	3.	329	2	-	2	-	-	333
	4.	102	29	96	25	5	4	261
1Pinot Blanc	1.	621	7	71	28	3	2	732
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	711	5	-	1	-	-	717
	4.	123	13	50	20	2	11	219
Pinot Gris	1.	1.904	13	57	25	10	8	2.017
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	1.694	-	-	1	-	2	1.697
	4.	383	11	82	31	11	13	531
Riesling	1.	948	4	90	335	3	4	1.384
	2.	3	1	8	-	-	-	12
	3.	453	-	2	-	-	-	455
	4.	71	4	61	26	50	10	222
Gewürztraminer	1.	5	2	3	40	-	-	50
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	-	-	-	-	-	-	-
	4.	8	4	7	4	5	-	28
Pinot	1.	2.299	-	-	4	-	-	2.303
Pinot Noir	1.	51	8	47	28	9	3	146
Autres		9	2	14	6	-	1	32
TOTAL		32.372	160	1.620	946	149	70	35.317

- 1. = Marque Nationale
- 2. = Vin classé
- 3. = Premier cru
- 4. = Grand premier cru

**Tableau 10:** Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl) (y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants)

Pays	2001/2002	2002/2003	2003/2004 *	2004/2005 *
Belgique	40.687	32.911	26.171	24.266
Pays-Bas	1.376	1.640	798	924
Allemagne	851	8.972	3.094	94
France	7.834	3.800	2.670	1.497
Autres	3.140	2.837	1.770	1.442
<b>TOTAL</b>	<b>53.888</b>	<b>50.160</b>	<b>34.503</b>	<b>28.223</b>

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\* Chiffres provisoires

**Tableau 11:** Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl) (y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants)

Nature des produits	2001/2002	2002/2003	2003/2004 *	2004/2005 *
Vin blanc	14.331	14.210	4.060	3.800
Vin rouge/rosé	5.321	4.382	3.018	1.139
Mousseux	27.629	24.523	23.552	20.443
Pétillant	2.787	2.090	1.601	1.263
Jus de raisin	29	29	42	54
Autres	3.791	4.926	2.930	1.524
<b>TOTAL</b>	<b>53.888</b>	<b>50.160</b>	<b>34.503</b>	<b>28.223</b>

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\* Chiffres provisoires

**Tableau 12:** Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet (hl)

Nature des vins	2001	2002	2003	2004	2005
Vin indigène *					
Vin blanc étranger **	184.346	181.346	201.548	175.204	194.432
Vin rouge et rosé	66.453	65.907	67.265	63.051	64.606
étrangers	14.749	14.535	10.502	16.422	18.561
<b>Total</b>	<b>265.548</b>	<b>261.788</b>	<b>279.315</b>	<b>254.677</b>	<b>277.599</b>

\* Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins luxembourgeois.

\*\*Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins étrangers.

**Tableau 13:** Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes d'après les cépages au 31.7.2005 (hl)

Elbling	19.445
Rivaner	54.395
Auxerrois	17.752
Pinot blanc	15.663
Pinot gris	20.885
Riesling	17.278
Gewürztraminer	912
"Pinot"	2.120
Pinot noir	7.172
Divers	3.326
Moûts et jus	394
Vin mousseux (*) et crémant	32.162
Vin pétillant (*)	2.928
<b>TOTAL</b>	<b>194.432</b>

\* à base de vins indigènes

Tableau 14: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl)

Nature des vins	2001/2002	2002/2003	2003/2004*	2004/2005*
Vin indigène, crémant et mousseux	87.690	83.094	87.295	80.968
Vin blanc et mousseux étrangers	48.473	38.155	59.882	55.520
Vin rouge et rosé étrangers	132.705	127.923	140.725	117.765
Total	268.868	249.172	287.902	254.253

Source: IVV et Statec; calcul I.V.V.

\*Chiffres provisoires

Tableau 15: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres)

Nature des vins	2001/2002	2002/2003	2003/2004*	2004/2005*
Vin indigène, crémant et mousseux	19,9	18,7	19,3	17,9
Vin blanc et mousseux étrangers	11,0	8,6	13,3	12,3
Vin rouge et rosé étrangers	30,1	28,8	31,2	26,1
Total	60,9	56,1	63,8	56,3

Population 2004 : 451.600

Population 2005 : 455.000

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\*Chiffres provisoires

Tableau 16: Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2004/2005 (hl)

Produit	Stock au 31.07.2004	Récolte 2004	Disponibilité*	Stock au 31.07.2005	Utilisation**
Elbling	17.061	20.467	37.528	19.445	18.083
Rivaner	48.286	59.098	107.384	54.395	52.989
Auxerrois	14.792	19.642	34.434	17.752	16.682
Pinot blanc	13.245	15.521	28.766	15.663	13.103
Pinot gris	18.608	16.125	34.733	20.885	13.848
Pinot noir	6.701	7.391	14.092	7.172	6.920
Riesling	17.004	15.278	32.282	17.278	15.004
Gewürztraminer	761	991	1.752	912	840

\* Stocks au 31.07.2004 plus récolte 2004

\*\* Vente ou utilisation comme vin de base

Tableau 17: Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl)

Produit	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005
Elbling	20.905	19.125	18.406	20.157	18.083
Rivaner	60.337	56.655	51.166	55.918	52.989
Auxerrois	15.951	15.425	16.113	17.212	16.682
Pinot blanc	13.769	13.746	18.234	14.316	13.103
Pinot gris	12.674	13.628	15.032	12.195	13.848
Pinot noir	4.210	4.524	4.569	4.734	6.920
Riesling	16.019	15.854	15.910	15.472	15.004
Gewürztraminer	701	692	810	769	840